

**ВТОРНИК 15 ЈУЛИ 2014 Г.
MARTES 15 DE JULIO DE 2014
ÚTERÝ 15. ČERVENCE 2014
TIRSDAG DEN 15. JULI 2014
DIENSTAG, 15. JULI 2014
TEISIPÄEV, 15. JUULI 2014
ΤΡΙΤΗ 15 ΙΟΥΛΙΟΥ 2014
TUESDAY, 15 JULY 2014
MARDI 15 JUILLET 2014
MARTEDI' 15 LUGLIO 2014
OTRDIENA, 2014. GADA 15. JŪLIJS
2014 M. LIEPOS 15 D., ANTRADIENIS
2014. JŪLIUS 15., KEDD
IT-TLIETA, 15 TA' LULJU 2014
DINSDAG 15 JULI 2014
WTOREK, 15 LIPCA 2014
TERÇA-FEIRA, 15 DE JULHO DE 2014
MARȚI 15 IULIE 2014
UTOROK 15. JÚLA 2014
TOREK, 15. JULIJ 2014
TIISTAI 15. HEINÄKUUTA 2014
TISDAGEN DEN 15 JULI 2014
UTORAK 15 SRPNJA 2014**

2-002-000

VORSITZ: MARTIN SCHULZ

Präsident

1. Eröffnung der Sitzung

2-004-000

(Die Sitzung wird um 10.05 Uhr eröffnet.)

2-005-000

Bruno Gollnisch (NI). - Monsieur le Président, je vous remercie de me donner la parole.

Mon rappel au règlement se fonde sur l'article 118 de celui-ci relativement à l'audition, qui est intervenue hier en commission, de candidats à la Commission exécutive. En effet, en

commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures et en commission des affaires étrangères, par une mesure discriminatoire que je crois contraire au règlement, la parole a été refusée aux députés non-inscrits. Or, l'article 118 du règlement qui règle cette question renvoie à l'annexe XVI. L'annexe XVI du règlement prévoit que si les coordinateurs de groupes ont bien compétence pour organiser la discussion, en revanche, les temps de parole sont répartis conformément à l'article 162. L'article 162, paragraphe 4, prévoit à plusieurs reprises un temps de parole pour les non-inscrits.

Il s'agit donc d'une mesure tout à fait discriminatoire dont j'espère qu'elle n'augure pas de la suite des travaux de ce Parlement.

2-006-000

Der Präsident. - Vielen Dank für den Hinweis. Wir überprüfen die Angelegenheit und geben Ihnen Bescheid.

2-007-000

Meine Damen und Herren! Bevor ich in die Tagesordnung einsteige, möchte ich zunächst Ihre Aufmerksamkeit eine kleine Sekunde auf einen Kollegen lenken, der hier oben, von mir aus gesehen ganz links, sitzt, der über viele Jahre, mehrere Jahrzehnte, den reibungslosen Ablauf der Sitzungen dieses Hauses in einem maßgeblichen Umfang sichergestellt hat. Herr Paul Dunstan hat heute seinen letzten Sitzungstag im Europäischen Parlament, seinen letzten Arbeitstag. Herr Dunstan, Sie haben jahrzehntelang diesem Hause gedient, und Sie waren für den Ablauf der Plenarsitzungen dieses Parlaments fast wichtiger als die Abgeordneten selbst. Sonst hätte das hier nie geklappt. Ich möchte Ihnen im Namen des gesamten Hauses unseren großen Dank aussprechen für Ihre unermüdliche Arbeit, die Sie hier geleistet haben. Vielen Dank, Herr Dunstan!

(Beifall)

2. Aussprache über Fälle von Verletzungen der Menschenrechte, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit (eingereichte Entschließungsanträge): siehe Protokoll

3. Berichtigungen (Artikel 231 der Geschäftsordnung): siehe Protokoll

4. Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll

5. Erklärung des Kandidaten für das Amt des Präsidenten der Kommission (Aussprache)

2-012-000

Der Präsident. - Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache zur Erklärung des Kandidaten für das Amt des Präsidenten der Kommission. Nach der Tagesordnung erfolgt diese Aussprache jetzt gleich.

Bei dieser Aussprache, meine Damen und Herren, gibt es kein *Catch-the-eye*-Verfahren, und ich werde auch keine blauen Karten akzeptieren.

Meine Damen und Herren! Der Rat hat in seiner Sitzung zur Nominierung eines Kandidaten für das Amt des Kommissionspräsidenten in einer Kampfabstimmung, die es im Rat erstmalig in dieser Form gab, und unter tätiger Mithilfe des Europäischen Parlaments –

man müsste sagen: mit leichter Nachhilfe durch das Europäische Parlament – Herrn Jean-Claude Juncker als diesen Kandidaten benannt. Herr Juncker, ich begrüße Sie herzlich im Europäischen Parlament. Sie bekommen jetzt die Gelegenheit, Ihre Rede, Ihre Antrittsrede, Ihre Bewerbungsrede vor dem Parlament vorzutragen. Ich begrüße Sie herzlich im Europäischen Parlament, wo Sie kein Neuling sind, sondern in vielfältigen Funktionen schon anwesend waren. Ich möchte Ihnen zunächst einmal zu dieser Nominierung durch den Rat gratulieren und erteile Ihnen das Wort.

2-013-000

Jean-Claude Juncker, *candidat à la fonction de Président de la Commission* - Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, le 25 mai, les citoyens européens nous ont parlé. Ils nous ont envoyé des messages forts quoique parfois contradictoires. Aujourd'hui et au cours des années à venir, nous devons leur répondre. Répondre à leurs attentes, à leurs angoisses, à leurs espoirs par le rêve, parce qu'en Europe, il y a une place pour le rêve. C'est ici même au Parlement européen, haut lieu de la démocratie européenne, que je veux présenter les orientations générales qui présideront aux travaux et à l'action de la prochaine Commission. Je dis bien des orientations générales. Les orientations sommaires que je vous ai fait parvenir par écrit dans toutes les langues officielles, parce que toutes les langues ont la même dignité. Je voudrais remercier les traducteurs qui ont passé une nuit blanche sur un texte que j'ai finalisé tard hier soir.

Le programme détaillé de la Commission sera l' du collège des commissaires qu'il vous reviendra de légitimer pas votre vote, en automne. Le Parlement qui vient d'entamer son mandat de législature est un parlement qui est différent de ses prédécesseurs. Vous êtes le premier parlement à élire vraiment, à élire dans tous les sens du terme, le Président de la Commission. Vous l'élirez dans un nouvel esprit. Le lendemain des élections, vous avez insisté sur l'exigence qu'il y avait de tenir compte des résultats du suffrage universel. Ce faisant, vous avez donné son véritable sens, sa véritable signification démocratique et politique à l'article 17, paragraphe 7, du traité de Lisbonne. Sans votre insistance et sans votre plaidoyer, cet article serait resté lettre morte pour toujours. Vous avez défendu le principe démocratique et vous avez eu raison de le faire. Un parlement qui impose l'observation du principe démocratique fait un travail noble et ne mérite ni critique acerbe et injustifiée, ni procès d'intention mal inspiré.

Je veux rendre ici hommage aux autres candidats tête de liste qui ont ajouté une forte dose de vivacité, un autre débat démocratique. Si la famille politique de l'un d'entre eux avait remporté le scrutin, j'aurais été le premier à demander à cette Assemblée de l'investir du mandat de composer la prochaine Commission.

Le Parlement et la Commission sont deux institutions communautaires par excellence. Dès lors, il n'est que normal que le Président du Parlement et le Président de la Commission, d'une part, et que le Parlement et la Commission, d'autre part, entretiennent des relations de travail et de conception privilégiées. Nous serons des acteurs communautaires, non pas contre le Conseil européen ou contre le conseil des ministres; l'Europe ne se construit pas contre les États ni contre les nations, qui ne sont pas une invention provisoire de l'histoire, mais qui sont installés dans la durée. Nous, Parlement et Commission, nous agissons dans l'intérêt général et je voudrais que nous le fassions ensemble.

Le Conseil européen propose le Président de la commission. Cela ne fait pas de celui-ci son secrétaire. La Commission n'est pas un comité technique composé de hauts fonctionnaires brillants aux ordres d'une autre institution. La Commission sera politique. Je la veux plus

politique. Elle sera très politique. Sa composition doit refléter la pluralité de la majorité d'idées qui est en train de se mettre en place et j'aimerais que le Conseil européen, lorsqu'il organisera son architecture interne, s'inspire du même principe.

Le Président de la Commission est élu par votre Assemblée mais cela ne fait pas de lui un receveur d'ordres. Je ne serai pas l'aide de camp du Parlement européen. Mais ne doutez pas une seule seconde de ma volonté de mettre fin à la fonction d'un commissaire auquel vous auriez retiré votre confiance, ni de ma volonté de faire suivre en principe par une proposition législative vos interventions et vos invitations dans ce sens. Aussi, le droit de poser des questions ne sera pas entamé. Il restera tel qu'il est.

Je vais demander aux commissaires d'assister plus souvent aux moments forts des trilogues importants et je voudrais que le Conseil fasse de même. Je ferai en sorte que le registre des lobbies soit rendu public et obligatoire. Je voudrais que les Européens sachent qui est venu voir qui, qui a parlé à qui, et je voudrais que les autres institutions nous suivent dans cette démarche.

(Applaudissements)

Je ferai en sorte que les règles de procédure entourant les diverses autorisations en matière d'OGM soient revues. Je ne voudrais pas que la Commission puisse décider alors qu'une majorité d'États membres ne l'y auraient pas encouragée.

D'une façon générale, Mesdames, Messieurs, renonçons aux débats idéologiques qui n'ont d'autre fin que d'alimenter les divisions. Remplaçons-les par des débats vertueux qui prennent appui sur des convictions fortes et sur des ambitions qui portent loin. Choisissons le pragmatisme comme méthode. Concentrons-nous sur des réalisations concrètes engendrant des effets bénéfiques pour tous les Européens. Ne fatiguons pas ceux qui nous observent par des débats interinstitutionnels qui nous éloignent de l'essentiel, c'est-à-dire du citoyen européen. Et je dis aux gouvernements: "Résistez plus souvent à la tentation de critiques en rentrant chez vous sur les décisions que vous avez prises ensemble à Bruxelles."

(Applaudissements)

"Si vous avez dit oui à Bruxelles, ne dites pas non ailleurs. Ne dites jamais, jamais plus, après une réunion du Conseil européen ou du Conseil, que vous avez remporté une victoire et que les autres ont perdu. En Europe nous gagnons ensemble et c'est ensemble que nous perdons."

(Applaudissements)

L'Europe est devenue illisible parce que très souvent nous transformons sa description en caricature. Renonçons au nombrilisme national. En Europe, jouons collectif. Appliquons la méthode communautaire. Oui, elle est exigeante, mais elle est efficace. Elle a fait ses preuves et elle est plus crédible que les dérives intergouvernementales. Il faut, Mesdames et Messieurs, réhabiliter la méthode communautaire.

(Applaudissements)

Ja, Herr Präsident – ich drücke mich jetzt in der Sprache des Weltmeisters aus –, Europa hat an Glaubwürdigkeit eingebüßt. Die Distanz zwischen der Europäischen Union und den Bürgern wächst. Nur die total Blinden und die total Tauben hören und sehen das nicht. Die Europäische Union befindet sich sehr oft in Erklärungsnot, und wir befinden uns in permanenter Bringpflicht, um Europa besser zu erklären.

Europa, Herr Präsident, braucht eine breit aufgestellte Reformagenda. Der Status quo ist keine komplette Palette. Wir müssen sie erweitern. Die Menschen haben sehr oft Angst vor Reformen. Sie empfinden sie als bedrohlich, als zu risikoreich. Aber wer kein Risiko eingeht, der geht das größere Risiko ein. Wir müssen Risiken eingehen, um Europa wettbewerbsfähiger zu machen. Wir haben als Europäische Union an internationaler und globaler Wettbewerbsfähigkeit eingebüßt. Wir sind zurückgefallen, weil wir stehen geblieben sind. Wir müssen wieder in Vorsprung kommen.

Wettbewerbsfähigkeit wird oft verwechselt mit einseitigem Sozialabbau. Aber Wettbewerbsfähigkeit erreicht man nicht mit Sozialabbau. Wettbewerbsfähigkeit erreicht man dadurch, dass man sich ein breit gefächertes Konzept an die Hand gibt. Ziel muss sein, die Europäische Union zu einem aktiven Standort zu machen – Standort für Menschen, Standort für Investoren. Dazu gehört auch das Prinzip – man muss manchmal an die Notwendigkeit erinnern –, dass die Wirtschaft den Menschen zu dienen hat und nicht umgekehrt. Wirtschaft hat den Menschen zu dienen.

(Beifall)

Dies erzwingt, dass die Binnenmarktregeln keinen höheren Wert haben als die sozialen Mindestregeln. Binnenmarkt geht nicht immer vor, auch das Soziale muss seinen Platz in Europa behalten.

(Beifall)

Ich bin ein begeisterter Anhänger der sozialen Marktwirtschaft. „Wohlstand für alle“, hat Ludwig Erhard gesagt, nicht nur Wohlstand für einige wenige. Wohlstand für alle, das muss die Maxime jeder Wirtschafts- und Sozialpolitik sein.

Man sagt oft angesichts der Krise, die soziale Marktwirtschaft hätte versagt. Nein, meine Damen und Herren, nicht die soziale Marktwirtschaft hat versagt! Versagt haben die, die gegen die Kardinaltugenden der sozialen Marktwirtschaft durch Profitgier, durch Geldgier, durch die Politik des schnellen Geldes verstoßen haben! Nicht die soziale Marktwirtschaft hat versagt.

(Beifall)

Soziale Marktwirtschaft funktioniert nur, wenn es sozialen Dialog gibt. Der soziale Dialog hat in den vergangenen Krisenjahren gelitten. Er muss sowohl national als auch und vor allem auf europäischer Ebene wiederbelebt werden. Ich möchte ein Präsident des sozialen Dialogs sein.

(Beifall)

Standortsicherung braucht Wachstum, nicht schuldenfinanzierte Konjunkturprogramme, die zu Strohfeuer führen, die auf Dauer keine Arbeitsmarktwirkung zeitigen. Was wir brauchen ist ein nachhaltiges Wachstum für Jahrzehnte. Wir brauchen ein anspruchsvolles Arbeits-, Wachstums-, Investitions- und Wettbewerbsfähigkeitspaket. Wieso brauchen wir das? Weil wir viele Menschen in Europa wieder zurück nach Europa, wieder zurück in die Mitte des Lebens führen müssen. Wachstumspakete, Wettbewerbsfähigkeitspakete, Investitionsprogramme haben nur ein Ziel: die Menschen wieder in die Mitte der Gesellschaft zurückzubringen.

Es entsteht zurzeit innerhalb der Grenzen der Europäischen Union ein 29. Staat. Das ist der Staat, in dem die wohnen, die keine Arbeit haben. Ein Staat, in dem jugendliche

Arbeitslose wohnen. Ein Staat, in dem Ausgeschlossene, Zurückgeworfene, am Wege stehen Gebliebene leben. Ich hätte gerne, dass dieser 29. Mitgliedstaat wieder ein normaler Mitgliedstaat wird. Deshalb schlage ich ein anspruchsvolles Investitionsprogramm vor. Bis Februar 2015 möchte ich dieses anspruchsvolle Wachstums-, Investitions-, Wettbewerbsfähigkeits- und Arbeitspaket vorlegen.

Ich hätte gerne, dass wir in den nächsten drei Jahren 300 Milliarden Euro an öffentlichen und vor allem privaten Investitionen mobilisieren. Das werden wir tun, und ich wäre dankbar, wenn das Parlament mich auf diesem Weg unterstützen würde. Wir können das tun durch zielorientiertes Nutzen der bestehenden Strukturfonds und durch das zielorientierte Nutzen der verfügbaren und auszubauenden Instrumente der Europäischen Investitionsbank.

Wir brauchen Investitionen in Infrastrukturprojekte, abgestimmte Investitionen, wir brauchen Investitionen im Breitbandbereich, in Sachen Energienetze, wir brauchen Investitionen in die Verkehrsinfrastruktur der Industriezentren. Wir brauchen eine Reindustrialisierung Europas. Wir brauchen auch Investitionen im industriellen Bereich. Wir brauchen Investitionen in Sachen Forschung, Entwicklung, erneuerbare Energien. Erneuerbare Energien sind nicht das Spielfeld ökologischer Gutmenschen. Erneuerbare Energien und ihr Ausbau sind die Voraussetzung, dass das Europa von morgen wirklich dauerhaft beständige, nachhaltige Standortvorteile im Direktvergleich zu anderen Playern in der Welt hat.

(Beifall)

Ein stärker investierendes Europa ist ein Europa für mehr Wohlstand, es ist ein Europa für mehr Arbeitsplätze. Investitionen sind der beste Verbündete der Arbeitslosen. Wir müssen parallel dazu die Jugendgarantie ausbauen. Ich hätte gerne, dass wir die Altersgrenze schrittweise von 25 auf 30 Jahre erhöhen.

Investitionen sind nur dann zielorientiert zu gestalten, wenn wir in Sachen Bürokratieabbau von der Stelle kommen, vor allem bezüglich der kleinen und mittleren Unternehmen. Mittelständler sind keine Großkapitalisten. Mittelständler arbeiten hart. Mittelständler schaffen Arbeitsplätze. Wir müssen mehr für den Mittelstand tun, vor allem über den Weg des resoluten Abbaus der bürokratischen Übertreibungen.

Wir müssen Ernst machen mit der Anwendung des Prinzips der Subsidiarität. Seit dem Maastrichter Vertrag reden wir über die korrekte Anwendung des Subsidiaritätsprinzips. Wir tun es nur mangelhaft. Unsere Reden dauern länger als die Anstrengungen, die wir leisten, um in Sachen Bürokratieabbau von der Stelle zu kommen und um dafür Sorge zu tragen, dass die Europäische Kommission und die Europäische Union, statt sich in alle Details, Winkel und Ecken der Menschen einzumischen, sich um die wirklich großen europäischen Probleme kümmert. Nicht jedes Problem, das es in Europa gibt, darf zum Problem der Europäischen Union werden. Wir sollen uns um die großen Sachen kümmern!

(Beifall)

All dies, Herr Präsident, muss natürlich Stabilitätspakt-konform in die Wege geleitet werden. Wir werden den Stabilitäts- und Wachstumspakt in seinen Grundzügen nicht verändern. Dies hat der Europäische Rat festgestellt. Ich halte mich an diese Maßgabe in den nächsten Jahren.

Stabilität war versprochen worden bei Einführung der gemeinsamen Währung. Stabilität ist nicht nur ein Eintrittsgebot, sondern Stabilität ist ein dauerhaftes Gebot. Stabilität war versprochen, Europa darf seine Versprechen nicht brechen! Ich werde sie nicht brechen!

(Beifall)

Aber der Europäische Rat hat zu Recht festgestellt, dass wir die Flexibilitätsmargen, die der 2005, 2011 reformierte Stabilitätspakt enthält, auch nutzen, um die Dimension Wachstum des Stabilitäts- und Wachstumspaktes voll zur Geltung zu bringen. Das haben wir in der Vergangenheit auch getan, das werden wir in Zukunft verstärkt tun – wobei es mir schon auf die Feststellung ankommt, Herr Präsident, dass das, was wir in den vergangenen Jahren auf den Weg gebracht haben, das, was wir geleistet haben, nicht gering geschätzt werden soll. Ich war Vorsitzender der Euro-Gruppe und bin froh, es nicht mehr zu sein. Denn eine vergnügungssteuerpflichtige Veranstaltung ist das nun wirklich nicht. Ob die Aufgabe, für die ich mich heute bewerbe, angenehmer werden wird, wage ich im Übrigen zu bezweifeln. Aber wir haben während der Eurokrise – die keine Eurokrise war, sondern eine Schuldenkrise – ein brennendes Flugzeug im Flug reparieren müssen. Das war nicht einfach, das entspricht nicht allen Anforderungen hoher Staatskunst, das entspricht nicht den Geboten ausgefeilter politischer Ästhetik. Aber wir haben es geschafft, dass die Euro-Zone als Ganzes erhalten blieb.

Vor etwas mehr als einem Jahr haben Spekulanten aller Provenienz – und viele lachen da – darauf gewettet, dass die Euro-Zone in sich selbst zusammenfallen würde. Sie ist es nicht! Es wurden auf vielen Finanzplätzen Wetten abgeschlossen, dass Griechenland aus der Eurozone ausscheiden würde. Ich habe alles getan und ich bin stolz darauf, dass Griechenland, dieses tüchtige Volk, diese große Nation, immer noch Mitglied der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion ist.

(Starker Beifall)

Aber, Herr Präsident, wir haben auch Fehler gemacht. Ein brennendes Flugzeug im Flug zu reparieren, ist keine einfache Sache. Da verbrennt man sich schon von Zeit zu Zeit die Finger. Ich hätte gerne in Zukunft, wenn es noch zu Anpassungsprogrammen kommt – ich sehe im Übrigen keine Notwendigkeit, dass es in den nächsten Jahren dazu käme –, dass, bevor ein Anpassungsprogramm zur Anwendung kommt, eine sehr minutiöse soziale Folgenabschätzungsstudie gemacht wird. Ich wüsste gerne, wie sich Anpassungsprogramme im Leben der Menschen auswirken. Es wird in Zukunft keine Anpassungsprogramme ohne vorgeschaltete Analyse sozialer Impakte geben können.

(Beifall)

Und ich hätte gerne, dass wir uns jedes Mal, wenn Anpassungsprogramme ins Haus stehen, einen Plan B zurechtlegen, einen Plan B, auf den wir uns dann beziehen können, wenn die makroökonomischen Voraussagen nicht stimmen. Wenn es weniger Wachstum in einem Land gibt, als dies Grundlage eines Anpassungsprogramms war, dann muss man auch die Anpassungsprogramme anpassen können. Deshalb bin für die parallele Aufstellung eines Plans B in all diesen Fällen.

(Zwischenruf)

It does not seem to convince you?

Ich hätte gerne, dass wir über das Instrument der Troika neu nachdenken. Das Parlament hat in einschlägigen Berichten dargelegt, dass es der Troika, so wie sie jetzt funktioniert,

an demokratischer Substanz fehlt. Es fehlt ihr an demokratischer Substanz, es fehlt ihr eine parlamentarische Dimension. Wir müssen die Troika neu ausrichten, sie demokratischer, parlamentarischer, politischer machen. Wir werden dies tun!

(Beifall)

We cannot spend money that we do not have. We have to replace deficits and debt with ideas. These ideas are there. We must better use the opportunities offered by digital technology, which does not know any borders. We must break down national silos of telecommunication regulations, of copyright and of data protection. We have to break down national silos as far as the management of radio waves is concerned, and so on. We must knock down these barriers, these hurdles to growth. Roaming charges in Europe have to disappear, and they will disappear. If we are successful in implementing a real digital single market, we can generate EUR 250 billion of additional growth in Europe, and we will do it.

We need – as was so often said (mainly during the Ukraine crisis) – a resilient energy Union with a forward-looking climate-change policy. We have to reorganise Europe's energy policy into a new European energy union. We need to pool resources, combine infrastructures and unite our negotiating power vis-à-vis third countries. We need to diversify our energy sources and reduce the high energy dependency of several of our Member States.

I think that the European energy union will become the world number one in renewables and will contribute to significantly-enhanced energy efficiency beyond the 2020 objective, notably when it comes to buildings. A binding 30% objective for energy efficiency by 2030 is, to me, the minimum if we want to be credible and forward-looking. We cannot pretend to be the leader as far as climate change policy is concerned if we do not become more efficient when it comes to energy efficiency.

(Applause)

The internal market has to be completed. If we are successful in this, we will add another EUR 200 billion of added value to the European economy. We have to do it. We have to complement the new European rules for banks with a capital markets union. To improve the financing of our economy, we should further develop and integrate capital markets. This would cut the cost of raising capital, mainly for small and medium-sized enterprises.

Free movement of workers has always been one of the key pillars of the internal market. I will defend that principle. Free movement is an opportunity, not a threat. The rules will not be changed. It will be up to national authorities to fight against abuse of fraudulent claims. I will initiate a targeted review of the Posting of Workers Directive and its implementation. We have to fight social dumping, and we will do it.

I will combat tax evasion and tax fraud. I am in favour of the adoption at EU level of the common consolidated corporate tax based on the Financial Transaction Tax. We have to fight against money laundering, and we will do it.

(Applause)

Pour ce qui est de l'Union économique et monétaire, Monsieur le Président, je voudrais attirer votre attention sur le fait que la crise n'est pas terminée. *The crisis is not over*. La crise n'est pas terminée tant qu'il y a vingt-cinq mille hommes et femmes qui sont au chômage. La crise est terminée lorsque le plein emploi aura été restauré. Pour y arriver, nous devons

mieux coordonner nos politiques économiques. Nous devons mettre en place un gouvernement économique, une gouvernance économique, une espèce de gouvernement économique. Et nous le ferons.

Nous devons rester exigeants en ce qui concerne la nécessaire mise en place de réformes structurelles qui, à moyen terme, contribueront à la croissance de l'économie européenne. Si les États membres de l'Union économique et monétaire font des efforts particuliers, il faudra que nous réfléchissions à des incitations financières qui accompagneront ce processus. Il faudra dans ce cadre que nous réfléchissions à la mise en place d'une capacité budgétaire propre pour la zone euro.

Nous devons cesser d'être ridicules et de nous faire représenter, en tant que monnaie parmi les plus fortes, par tant de représentants qui, très souvent, se contredisent l'un l'autre. Je voudrais que l'Union économique et monétaire et que l'euro soient représentés par une seule chaise, par une seule place et par une seule voix dans les institutions de Bretton Woods.

(Applaudissements)

Comme je suis à Bretton Woods, soit au milieu des États-Unis, je voudrais vous dire un mot au sujet de l'accord de libre-échange avec les États-Unis. Je suis pour la conclusion de cet accord. Je crois que les deux espaces économiques les plus vastes et que les deux plus grandes démocraties de la planète conjuguent leurs forces dans l'intérêt à la fois des Américains et des Européens. Ceci dit, l'accord ne sera pas conclu à n'importe quel prix. Nous ne pouvons pas abandonner nos normes en matière de santé. Nous ne pouvons pas abandonner nos normes sociales. Nous ne pouvons pas abandonner nos exigences en matière de protection des données. Je ne voudrais pas que la protection des données fasse partie de la négociation avec nos amis américains. Et ne je voudrais pas que nous mettions en place des juridictions parallèles secrètes. Nous sommes des espaces de droit, et aux États-Unis comme en Europe, appliquons le droit et faisons en sorte que ces négociations soient entourées d'une transparence maximale.

Je vous dis ceci: "Si nous ne publions pas les documents afférents, je ne parle pas des documents qui portent sur la stratégie de négociation, cet accord échouera. Il échouera devant nos opinions publiques, il échouera devant ce Parlement et il échouera devant nos parlements nationaux si jamais il devait y avoir un accord mixte. Soyons donc plus transparents parce que nous n'avons rien à cacher. Ne donnons pas l'impression de devoir cacher quelque chose. Ne cachons rien, rendons transparents les documents afférents.

(Applaudissements)

L'Union européenne est une union de valeur. Nous sommes crédibles à l'égard du reste du monde si nous sommes exigeants vers l'intérieur, en matière de valeurs fondamentales. Je nommerai un commissaire qui sera responsable de l'application de la charte des droits fondamentaux. Je voudrais que l'Union européenne rejoigne le plus rapidement possible les membres de la convention européenne des droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

La directive anti-discrimination restera sur la table et j'essaierai de convaincre le Conseil de l'adopter le plus rapidement possible, au moins dans ses grandes lignes.

L'immigration et la migration, l'immigration légale, l'immigration illégale sont des sujets qui, presque au quotidien, occupent nos concitoyens. Nous avons besoin d'une politique commune en matière d'asile et je proposerai une politique commune en matière d'asile.

(Applaudissements)

Nous devons réfléchir sur l'immigration légale dont l'Europe, dans les cinq années à venir, aura cruellement besoin. Faisons aussi bien que les États-Unis, que le Canada et que l'Australie. Nous pouvons ce qu'ils peuvent depuis toujours.

(Protestations)

Je me suis dit qu'il y aurait des moments d'excitation à cet endroit de mon discours et j'avais vu juste...

Protégeons nos frontières extérieures – cela vous plaira davantage –, luttons contre les bandes criminelles qui font de l'argent avec le malheur des autres. Aidons ceux qui viennent chez nous sur place avant qu'ils ne prennent le bateau pour traverser la Méditerranée et faisons en sorte qu'une meilleure solidarité s'établisse entre le nord et le sud de l'Europe. L'immigration illégale, le problème des réfugiés ne sont pas les problèmes de Malte, de Chypre, de l'Italie et de la Grèce, ce sont les problèmes de l'Europe tout entière.

(Applaudissements)

Zur Außenpolitik, Herr Präsident, möchte ich keine großen Worte verlieren. Aber Außenpolitik, eine gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik, brauchen wir dringend. Mir wäre es recht – und ich werde dafür sorgen –, dass der oder die Außenbeauftragte nicht mehr von den europäischen Außenministern ausgebremst wird. Eine gemeinsame Außenpolitik braucht auch eine einheitliche Darstellung nach außen.

(Beifall)

Der oder die Außenbeauftragte, die ein weites Arbeitsfeld ihr Eigen nennt, wird von anderen sektoriell zuständigen Kommissaren unterstützt werden. In Sachen Verteidigung geht es mir nicht darum, die Europäische Union als Gegenentwurf zur NATO zu etablieren. Beide müssen zusammen arbeiten und zusammen atmen. Aber im Verteidigungsbereich brauchen wir verstärkte Zusammenarbeit, so wie der Lissabon-Vertrag dies ja auch vorsieht. Und wir brauchen vor allem in Sachen Beschaffungswesen mehr Zusammenarbeit, anstatt dass wir gegeneinander das beschaffen, was wir alle gemeinsam brauchen.

Es wird in den nächsten fünf Jahren kein neues Mitglied zur Europäischen Union hinzustoßen. Aus heutiger Sicht ist es unvorstellbar, dass eines der Kandidatenländer, mit denen wir verhandeln, die Beitrittskriterien allesamt und im Detail bis zum Jahr 2019 wird erfüllen können. Aber die Verhandlungen werden weitergeführt. Und andere europäische Nationen, andere europäische Länder, brauchen eine glaubwürdige, ehrlich gemeinte europäische Perspektive. Dies gilt vor allem für die Länder des westlichen Balkans, denn diese tragische Region Europas braucht die europäische Perspektive. Ansonsten werden die alten Dämonen wieder wach.

(Beifall)

J'aurais voulu vous parler, Monsieur le Président, de la nécessaire politique industrielle que nous devons mettre en place en Europe pour faire augmenter la part relative de l'industrie dans le PIB européen jusqu'à une valeur de 20 %. J'aurais voulu vous parler plus en détails de l'Ukraine, dont je voudrais saluer aujourd'hui le peuple et lui dire que nous sommes d'avis que ce peuple est européen et qu'il a sa place en Europe.

(Applaudissements)

J'aurais voulu vous expliquer en détails pourquoi j'estime nécessaire que dans tous les pays de l'Union européenne, nous mettions en place des salaires sociaux minimaux et des revenus minimum d'insertion ou des revenus minimum garantis. Nous agissons dans ce sens.

J'aurais voulu vous dire ma conviction qui est celle que les services d'intérêt général et que les services publics doivent être sauvegardés et ne peuvent pas être à la merci des caprices de l'époque. Défendons le service public en Europe.

Enfin, Mesdames et Messieurs les députés, j'aurais voulu vous parler de l'Afrique, de cette Afrique si souvent malheureuse et si souvent oubliée, mais de cette Afrique riche en ressources et, notamment, riche en ressources humaines. N'oublions pas l'Afrique et faisons en sorte que cesse ce scandale, cette tragédie, ce drame chaque jour répété, que toutes les six secondes un homme meurt de faim et que nous perdons vingt-cinq mille enfants par jour parce qu'ils ont faim. Tant que chaque jour meurent de faim vingt-cinq mille enfants, l'Europe n'a pas terminé ses travaux. L'Europe est responsable pour changer cette situation.

(Applaudissements)

Oui, Monsieur le Président, il faudra que nous prenions un nouveau départ, que nous entendions ceux qui nous ont parlé le 25 mai. Mais l'heure n'est pas à la révolution et l'heure n'est pas à la contre-révolution non plus. Si nous voulons que les Européens tombent amoureux une nouvelle fois de leur Europe, disons leur que nous sommes fiers de l'Europe. Disons leur que nous sommes fiers de bien des choses que nous avons réalisées au cours des décennies écoulées. On dit souvent que la question entre guerre et paix ne se pose plus. Or, le dialogue peu vertueux entre la guerre et la paix reste un sujet européen. Nous venons de découvrir à la périphérie de l'Union européenne que la paix n'est pas un visiteur permanent du continent européen. Soyons fiers de la génération de nos pères et mères, de la génération de nos grand-mères et de nos grands-pères qui, de retour des champs de bataille et des camps de concentration, ont fait de cette éternelle prière d'après-guerre "plus jamais la guerre", un programme politique qui jusqu'à ce jour a des effets bénéfiques.

(Applaudissements)

Nous sommes redevables envers nos parents.

(Vifs applaudissements)

Soyons fiers d'avoir été en mesure, au cours des années 90, de réussir l'élargissement, d'avoir réconcilié l'histoire et la géographie européenne et d'avoir mis fin à ce funeste décret d'après-guerre qui voulait que l'Europe soit divisée en deux parties pour toujours. Nous avons réuni sans armes mais avec conviction la géographie et l'histoire européenne. Aussi je voudrais rendre hommage à ceux qui, en Europe centrale et en Europe orientale, un jour ont décidé de prendre l'histoire en main, de ne plus subir l'histoire mais de faire l'histoire eux-mêmes. Cessons de parler d'anciens et de nouveaux États membres. Il y a des États membres, ni nouveaux ni anciens.

(Vifs applaudissements)

Et soyons fiers d'avoir mis en place la monnaie unique. La monnaie unique ne divise pas l'Europe. La monnaie unique protège l'Europe.

(Protestations couvertes ensuite par des applaudissements)

Monsieur le Président, j'ai été ministre des finances dans mon pays durant vingt ans. Tous les six mois, je devais me rendre à Bruxelles pour assister à des réalignements monétaires.

Tous les six mois, j'ai vécu *"live and in colour"* à quel point le désordre monétaire était dangereux pour l'économie européenne. J'ai vécu de très nombreuses fois la perte de dignité d'un État qui, faute d'être resté compétitif, devait dévaluer. J'ai assisté avec amertume à des scènes terribles où ceux qui devaient augmenter la valeur externe de leur monnaie ne le voulaient pas, parce que perdant les marchés, et où ceux qui devaient dévaluer n'osaient pas le faire parce que craignant une incursion massive, un retour désordonné de l'inflation. Si pendant les événements de l'Ukraine, si pendant la crise économique et financière, qui nous a frappés et qui a fait de l'Europe l'épicentre d'une bataille globale, nous étions toujours dans le système monétaire européen, l'Europe aujourd'hui serait en guerre monétaire. La France contre l'Allemagne. L'Allemagne contre l'Italie. L'Italie contre le Portugal et l'Espagne. Tous contre tous. L'euro, sa discipline et ses ambitions font en sorte que nous connaissons un ordre monétaire qui nous protège. L'euro protège l'Europe.

(Exclamations: 'What about Greece?')

Monsieur le Président, la Grèce ne voulait pas quitter la zone monétaire et nous ne voulions pas que la Grèce quitte cette zone.

(Vifs applaudissements)

(Interjection from the floor: 'And Spain?')

What about Britain? I am defending the single currency because the single currency is protecting Europe, its economy and its citizens.

(Applause)

Monsieur le Président, si nous n'avions pas fait ce que nous avons fait au cours des décennies écoulées, si nous n'avions pas fait de l'Europe un continent de paix, si nous n'avions pas réconcilié l'histoire et la géographie européenne, si nous n'avions pas mis en place la monnaie unique et si nous n'avions pas construit en Europe le plus grand marché intérieur au monde, dans quelle situation nous retrouverions-nous aujourd'hui?

(Exclamations)

Nous serions des sans-grades, désarmés. Nous serions affaiblis. Nous serions sans armes aujourd'hui et l'Europe, grâce aux travaux et aux convictions de nos prédécesseurs, est un continent qui fait en sorte que ceux qui l'habitent puissent vivre en paix et dans un bien-être relatif.

(Le Président interrompt l'orateur)

(Vifs applaudissements)

Monsieur le Président, je ne veux pas d'une Europe qui occupe les gradins de l'histoire. Je ne veux pas d'une Europe qui observe les autres lorsqu'ils font, lorsqu'ils agissent et lorsqu'ils avancent. Je voudrais une Europe qui occupe le milieu du terrain, une Europe qui joue en avant, une Europe qui gagne, une Europe qui protège, qui existe, une Europe qui soit un modèle pour les autres. Pour ce faire, inspirons-nous des principes et des convictions que nous ont légués les grands Européens qui étaient là alors que nous n'étions encore nulle part.

Je veux rendre ici hommage à Jacques Delors, grand président de la Commission.

(Vis applaudissements)

N'est pas Delors qui veut, mais Delors est mon ami et mon maître et son œuvre m'inspirera chaque jour.

Je veux rendre hommage ici à François Mitterrand, qui a dit que les nationalismes mènent à la guerre. François Mitterrand avait raison.

(Vifs applaudissements et protestations)

Je veux également rendre hommage à Helmut Kohl qui fut de mon vivant le plus grand Européen que j'ai eu la chance de connaître.

(Vifs applaudissements)

Faisons comme eux. Ils avaient de la patience. Ils avaient du courage. Ils avaient de la détermination. Ayons le même courage, ayons la même détermination, ayons la même patience. Ayons cette patience, ce courage, cette détermination qu'imposent les longs trajets et les grandes ambitions.

Nous pouvons faire, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de grandes choses ensemble pour l'Europe, pour ses citoyens, pour le monde.

2-021-000

Manfred Weber, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident, lieber Jean-Claude Juncker! Heute ist ein guter Tag für Europa. Die europäischen Institutionen haben in den letzten Wochen gezeigt, dass wir voll handlungsfähig sind. Die Bürger haben bei der Europawahl für die Zukunft Europas gewählt, für mehr Demokratie, für Reformen, für Wachstum. Im Europäischen Parlament bauen wir trotz der sozialen Folgen der großen Wirtschafts- und Finanzkrise auf eine Mehrheit von konstruktiven Kräften, die Europas Zukunft gestalten wollen.

Wir haben Europa mit dieser Wahl auch ein großes Stück demokratischer gemacht. Es ist ein historischer Tag. Erstmals haben die Wähler über die Spitze der Europäischen Kommission unmittelbar mitentscheiden können. Das hat sicher noch nicht jeder gemacht, aber es ist ein erster wichtiger Anfang. Man kann das Konzept der Spitzenkandidaten gut finden oder kritisieren. Aber in einem sollten sich Demokraten doch einig sein: Es ist grundsätzlich besser, den Wählern vor den Wahlen zu sagen, wo man hin will, mit welchem Personal man das machen will, als es nach den Wahlen zu sagen.

(Beifall)

Diesem Prinzip sind wir ein Stück nähergekommen. Das ist gut so, und das wird auch niemand zurückdrehen können.

Heute ist ein guter Tag für Europa, und als Fraktionsvorsitzender darf ich natürlich auch sagen: Es ist ein guter Tag für meine Fraktion und für meine Partei. Es steht heute ein Kandidat der Europäischen Volkspartei zur Abstimmung. Ich darf daran erinnern: Alle Programmländer – Griechenland, Spanien, Portugal und Irland – werden von der Europäischen Volkspartei regiert. Es standen Lohnkürzungen, Rentenkürzungen an, soziale Leistungen wurden zurückgefahren, Steuern wurden erhöht. Die EVP musste den Bürgern viele unangenehme Entscheidungen erklären. Wir haben den Menschen viel abverlangt. Auf der anderen Seite mussten EVP-Regierungen – beispielsweise in Finnland, Luxemburg oder Deutschland – den Menschen die Notwendigkeit von Solidarität, die Notwendigkeit von Rettungsschirmen erklären.

Im Wahlkampf wurden die schwierigen Entscheidungen der vergangenen Jahre von vielen attackiert. Wir – die Europäische Volkspartei – und auch Jean-Claude Juncker haben diese Entscheidungen verteidigt und bei den Menschen für ihre Notwendigkeit geworben. Das war nicht einfach, und trotzdem ist die Europäische Volkspartei wieder die stärkste Fraktion im Europäischen Parlament. Jean-Claude Juncker hat die Wahl gewonnen. Er ist der richtige Mann zur richtigen Zeit.

(Beifall)

Jean-Claude Juncker ist Kandidat der Europäischen Volkspartei, ja, aber er wirbt heute um die Zustimmung des gesamten Europäischen Parlaments. Wir wissen, dass das Prinzip der Demokratie der Kompromiss ist. Auch die Ideen der anderen konstruktiven Kräfte im Europäischen Parlament müssen gehört werden. Jean-Claude Juncker ist gewählt worden auf seinem EVP-Programm, aber Jean-Claude Juncker steht für Konsens in diesem Europäischen Parlament. Dabei hat er auch die Unterstützung seiner Fraktion, der EVP.

Es wurde viel von Reformen gesprochen, von Veränderungen, von Aufbruch. Die Aufgaben sind klar und deutlich umschrieben worden. Für die EVP sind folgende vier Punkte zentral: Erstens: Wir brauchen Wachstum. Europa muss wettbewerbsfähig werden. Wir brauchen eine Reindustrialisierung unseres Kontinents. Zweitens: Wir müssen den Weg zu einer Stabilitätsunion weitergehen. Schulden schaffen keine Zukunft, Schulden zerstören Zukunft. Wir brauchen als Drittes mehr Respekt vor den nationalen Ebenen, insbesondere vor unseren Kollegen in den nationalen Parlamenten. Viertens: Europa muss nach den Jahren der Krise wieder den Blick nach außen wenden, bei der Flüchtlingspolitik oder wenn es um die Partnerschaft mit unseren Freunden in der Ukraine geht. Vier Prioritäten, die ich aus Sicht der EVP nochmals unterstreichen will.

Aber ich möchte meine Redezeit nicht dazu nutzen, über diese Inhalte ausführlich zu diskutieren. Dazu haben wir in den nächsten fünf Jahren genug Gelegenheit. Ich möchte meine Redezeit heute nutzen, zwei zentrale Gedanken zur Kultur, zum Umgang mit unserem Europa auszusprechen. Zunächst möchte ich einen Gedanken von Jean-Claude Juncker aufgreifen und nochmals unterstreichen: Wir reden von Veränderung und müssen uns bewusst sein, dass viele Menschen auf unserem Kontinent Veränderung und Reform eher als Bedrohung denn als Chance begreifen, eher Angst haben, wenn wir von Veränderung sprechen. Deswegen ist es wichtig, die Menschen für diesen Weg der Veränderung unseres Kontinents zu gewinnen. Mir ist dabei eines wichtig: Wir müssen uns bewusst sein, dass wir heute in einer Zeit leben, in der eine Fülle von fundamentalen Veränderungen zeitgleich ablaufen. Vor 100 Jahren war die Industrialisierung ein prägender Prozess, eine große Veränderung, die Gewinner und Verlierer in der Gesellschaft verursacht hat, die die Welt damals verändert hat. Heute leben wir in einer Zeit, in der fundamentale Veränderungen in einer Vielfalt wie nie zuvor ablaufen. Denken Sie an die Demografie. Heute sind 15 % der Europäer über 65 Jahre. Im Jahr 2050 werden es nicht 15 % sein, sondern 25 %. Mehr Rentenbezieher, weniger Innovationskraft, das wird unseren Kontinent verändern.

Denken Sie an die Globalisierung. Der Wohlstand wird auf dieser Welt in einer atemberaubenden Geschwindigkeit neu verteilt. Die Globalisierung macht die Staaten Europas kleiner. Im Jahr 2040 – in 26 Jahren – wird wahrscheinlich kein europäischer Staat mehr beim G7-Gipfel Platz nehmen können, wenn es nach den Wirtschaftsdaten geht. Das sagt alles. Denken Sie an die Ökologie, an den Klimawandel. Denken Sie an die Frage der Digitalisierung, wie wir mit Freunden Kontakt halten, wie wir einkaufen. Alles

verändert sich durch Digitalisierung. Wir sehen die Vorteile, aber seien wir ehrlich: Haben wir die Nachteile dieser Entwicklung schon im Griff?

Eine Fülle von ganz fundamentalen Veränderungen läuft zeitgleich ab. Ich glaube, es ist wichtig, dass wir das den Menschen erklären, dass wir das den Menschen sagen, weil die Voraussetzung ist, dass Offenheit für Veränderung, für Reformen besteht. Reformen sind notwendig, damit wir Europas Lebensstil erhalten, damit wir unsere Werte pflegen, damit wir das Außergewöhnliche, das Europa ausmacht, auch den zukünftigen Generationen sichern.

Und eines müssen wir auch klar sagen: Wer sich an bestehenden Strukturen festklammert, wer nicht bereit ist für Veränderungen, der wird verlieren. Das zeigt auch ein Blick auf unser heutiges Europa. Dort, wo mutige Politiker Reformen durchgeführt haben, geht es den Menschen besser, dort ist Zukunft. Gerade in den mittel- und osteuropäischen Mitgliedstaaten können wir Europäer das am besten lernen. Seit dem Zusammenbruch des totalitären Kommunismus wurde dort vieles, Enormes umgewälzt und verändert. Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen aus diesen Staaten, wissen besser als wir aus dem Westen und aus dem Süden Europas, dass Stillstand und Festklammern Rückschritt bedeutet. Deswegen werbe ich für dieses Verständnis: Festklammern bedeutet Rückschritt, Offenheit für Reformen, für Veränderungen bedeutet Zukunft. Lassen Sie uns den Menschen Mut machen, lassen Sie uns den Menschen Lust machen auf Neues!

Liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte einen zweiten zentralen Gedanken einbringen: Reformen, Sachlichkeit – Europa muss pragmatisch gedacht werden. Das ist das, was landauf, landab jetzt aktuell gefordert wird. Europa ist dadurch aber auch technischer geworden. Die Menschen nehmen einen kalten Apparat Europa wahr.

Ehrlich gesagt, ich möchte nicht nur pragmatisch sein. Ich möchte in den nächsten Jahren wieder Ideen für Europa haben dürfen. Ich möchte mich in den nächsten Jahren über unser Europa auch wieder freuen dürfen. Ich möchte Europas Zukunft gestalten. Was meine ich damit? Ich habe in meiner Jugend, als ich mich für Politik zu interessieren begann, viel gelesen über die europäische Idee, von den Gründervätern Europas. Auf dem Trümmerhaufen des Zweiten Weltkriegs gab es damals Menschen, die gesagt haben: Ich will einen Kontinent schaffen, der Frieden schafft. Ich will einen Kontinent, der dem Erzfeind die Hand reicht. Ich will einen Kontinent, der den Nationalismus und den Totalitarismus besiegt, der zu seinen historischen Wurzeln zurückfindet. Oder ich will einen Kontinent ohne Grenzkontrollen, einen gemeinsamen Markt, ein Miteinander in Vielfalt – auf dem Trümmerhaufen des Zweiten Weltkriegs.

Eine ganze Generation von Politikern, von links oder von rechts, hat damals das Udenkbare geträumt. Heute würde man vielleicht sagen: Welche Illusionisten waren das damals? Aber sie haben das Unmögliche möglich gemacht, sie haben gesiegt. Und heute? Liebe Kolleginnen und Kollegen, heute: Sixpack, Stabi-Pakt, MiFid-Richtlinie, Agrarreform und, und, und. All das ist wichtig. Aber reicht das? Europa hat doch so viel zu bieten!

Großbritannien beispielsweise ist das Mutterland der parlamentarischen Demokratie. Es hat diese Idee uns Europäern geschenkt. Heute ist ganz Europa stolz auf seine parlamentarische Tradition. Oder Frankreich: Gestern war Nationalfeiertag – mit der Idee von Freiheit, Gleichheit, Brüderlichkeit, die Menschenrechte entwickelt, insbesondere die Gleichheit von Mann und Frau. In Frankreich entwickelt, dem gesamten Kontinent geschenkt. Heute sind wir Europäer stolz auf die Charta der Grundrechte, die uns ausmachen. In Deutschland: die Reformation, die die Trennung von Staat und Religion

durchgesetzt hat. Heute europäischer Besitzstand. Griechenland mit seiner Philosophie, Rom hat uns das Recht geschenkt. Ohne die wäre die Kultur Europas undenkbar. Und die großen Seefahrernationen Portugal und Spanien haben die Welt entdeckt. Jedes Land hat seine geschichtlichen Erfahrungen. Und wir haben in Europa gemeinsam viel erarbeitet. Heute sind diese Errungenschaften gemeinsamer europäischer Besitzstand. Wir Europäer haben das erreicht, jeder mit seinem Beitrag und jeder vom anderen abhängig.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, meine Vorstellung von Europa bezieht sich genau auf diese Errungenschaften. Global betrachtet sind nämlich Demokratie, Menschenrechte und die Trennung von Staat und Religion weiß Gott keine Selbstverständlichkeit. Ich stelle mir immer vor, wenn die großen Staaten der Welt sich beim G20-Gipfel treffen und zum Beispiel über Welthandel reden: Wer hebt die Hand und sagt: Ja, Handel. Aber wir müssen dabei zum Beispiel Kinderarbeit verbieten. Machen das die Inder? Macht das Brasilien? Nein, wir Europäer müssen es machen. Wer hebt die Hand, wenn die Frage im Raum steht, dass wir den Klimawandel bekämpfen? Macht das die USA, macht das China? Nein, wir Europäer müssen es machen. Und wer erinnert bei diesen großen Gipfeln die Welt daran, dass man Konflikte zunächst einmal friedlich lösen muss? Machen das die Russen, machen das die USA? Nein, wir Europäer müssen das einbringen.

Das ist mein Wunsch für die heutige junge Generation: ein Europa, das stolz ist auf seine großen geistesgeschichtlichen Leistungen, ein Europa, das aufhört, mit sich selbst zu hadern, und sich seiner Verantwortung in der Welt bewusst ist, ein Europa, das dieses Selbstbewusstsein verkörpert und die Gemeinsamkeiten nach außen trägt. Wenn wir Ideen heute leben, dann sollten wir den Menschen Lust darauf machen, Europäer zu sein! Verankert, verwurzelt in seiner Region, in der man aufgewachsen ist, stolz auf seine eigene Nation und im Bewusstsein, dass wir Europäer etwas beizutragen haben für eine Entwicklung der Welt.

Europa, vergiss deine Aufgabe nicht, diese Welt braucht den europäischen Beitrag!

Liebe Kolleginnen und Kollegen, noch zum Schluss: Kann man Europa, diesen Kontinent, jenseits der vielen Inhalte, vielleicht sogar ein Stück weit gern haben, vielleicht lieben? Europa mit seinen Landschaften: Wales, die Toskana, die Masuren. Europa mit seinen stolzen Städten: Rom, Athen, Budapest. Europa mit seiner Kultur: Die ganze Welt besucht unsere Museen, auf der ganzen Welt werden unsere Opern aufgeführt, und auch die heutige europäische Kulturszene ist von einer Reichhaltigkeit und Fülle wie sonst nirgends. Europa ist unsagbar reich, so vielfältig, so lebendig. Ich fühle mich als bayerischer, als deutscher Europäer sehr wohl auf diesem Kontinent. Ich bin gerne Europäer. Und ich glaube, dass es wichtig ist, auch die emotionale Seite unseren Bürgern zu vermitteln.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, lasst uns an die Arbeit gehen, zum Auftakt heute Jean-Claude Juncker ein starkes Mandat mit auf den Weg geben, damit er seiner Aufgabe gerecht werden kann! Ich und wir als EVP wollen gemeinsam mit ihm, dass wir die Probleme und Sorgen der Menschen in Europa kleiner machen, dass Europa seinen Job erledigt und schlicht und einfach liefert. Und ich will, dass wir jenseits des pragmatischen Alltags wieder Ideen haben dürfen, so wie die Gründergeneration das gemacht hat – Ideen, eine Zukunftsvision von einem geeinten Europa in Vielfalt, stolz auf seine Herkunft, stolz auf seine Nation, aber auch dankbar, Europäer sein zu dürfen.

(Beifall)

2-022-000

Gianni Pittella, a nome del gruppo S&D. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, Presidente Juncker, voglio iniziare il mio intervento parlando di una regione che non si trova nell'Unione europea, ma che mai come in questi giorni è stata tanto europea: Gaza. A Gaza c'è la guerra, l'ennesima guerra che fa migliaia di vittime tra i civili. Dobbiamo fermare questa guerra! Nessuno può chiudere gli occhi o voltarsi da un'altra parte.

La guerra riemerge alle frontiere dell'Europa: in Siria, a qualche chilometro da Cipro; in Libia, a sud dell'Italia; a Gaza; ma anche in Ucraina nel cuore dell'Europa. Ecco, la guerra che pensavamo di aver esorcizzato per sempre è tornata e rievoca antichi demoni. Ci ricorda Srebrenica, di cui celebriamo l'anniversario in questi giorni. Ma la guerra, questa guerra è per noi uno specchio perché richiama il senso profondo – lo ricordava adesso il collega Weber – il senso profondo, la ragion d'essere del progetto europeo.

L'Unione europea è certamente un'unione economica e monetaria e anche un'unione bancaria, ma è qualcosa di più, è un progetto di civilizzazione, di pace, di solidarietà. Come prima azione di questa nuova legislatura dobbiamo lavorare per imporre il cessate il fuoco e un piano di assistenza umanitaria per Gaza. L'Europa non sarà se stessa se non avrà ritrovato quel messaggio di pace per cui è nata. Il mio primo pensiero va alle migliaia di vittime della guerra di Gaza.

Signor Presidente, cinque anni fa in questa stessa sala c'era José Manuel Barroso. La crisi era cominciata da qualche mese e già molti ne preannunciavano la fine. Cinque anni dopo – Lei lo ha ricordato con onestà – la crisi è ancora lì, l'Europa è impantanata in una stagnazione profonda. C'è il rischio di deflazione, sono cresciute disoccupazione e povertà, una generazione intera ha perso speranza nel futuro.

Presidente Juncker, Lei parla spesso – perché è un uomo di grande cultura – della storia del nostro continente europeo. Anch'io credo che la storia sia importante e credo che si debba imparare dagli errori degli ultimi anni, dagli errori che ci hanno portato a questa crisi. Il primo errore è antico, è lo stesso della crisi del 1929 e si chiama austerità. Di fronte ad una crisi della domanda avremmo dovuto rilanciare gli investimenti, generatori di crescita. Di fronte all'emergere di nuove povertà, avremmo dovuto riformare e sostenere i nostri sistemi di protezione sociale. Invece, in nome di una visione contabile, si sono tagliati gli investimenti, si è ridotta la spesa sociale e si è ridimensionato il potenziale di crescita delle nostre economie. Nessuno vuole far ripartire la spesa pubblica in maniera indiscriminata, assistenziale. Si deve però trovare il giusto equilibrio tra il consolidamento delle finanze pubbliche e il sostegno ad investimenti di ampio respiro. Qualcuno sembra invece ossessionato dall'idea di rimettere in ordine i conti pubblici. Ma io mi chiedo e vi chiedo: dov'è l'ordine quando un giovane su due è disoccupato? Dove sta l'ordine quando il tasso di povertà cresce a ritmi esponenziali? È più importante l'ordine dei conti pubblici o l'ordine della società, l'ordine delle nostre vite? La grande lezione di questa crisi è che le regole – lo ha detto Lei nella Sua relazione – tutte le regole, anche le regole di bilancio, devono essere al servizio della vita dei nostri cittadini.

La seconda lezione è che in Europa siamo interdipendenti. Le nostre società ed economie sono legate a doppio filo, le fibrillazioni in un mercato finanziario si trasmettono rapidamente agli altri mercati. Gli immigrati che oggi arrivano a Lampedusa saranno probabilmente gli emarginati delle nostre periferie, delle grandi città europee da Madrid a Londra, a Parigi, a Berlino, a Roma. Questa interdipendenza impone a tutti noi responsabilità, solidarietà, condivisione.

La terza lezione è che serve più democrazia. Se siamo impantanati in questa crisi è anche perché –ammettiamolo Presidente Juncker – decine e decine di vertici intergovernativi si sono dimostrati inconcludenti e hanno prodotto decisioni confuse e inefficaci. Serve una democrazia più forte nell'Unione europea. Se noi quest'oggi la sosteniamo, Presidente Juncker, come la sosteniamo? È perché pensiamo che Lei abbia imparato da queste lezioni, soprattutto dalla domanda di maggiore democrazia. Se Lei quest'oggi è qui di fronte a noi è anche perché una piccola rivoluzione si è realizzata in Europa nelle ultime settimane. Per la prima volta dalla nascita dell'Unione il Presidente della Commissione viene eletto tenendo conto del voto delle cittadine e dei cittadini. Questo marca, segna l'avvento della democrazia parlamentare ed è un passo irreversibile. Se non ci fosse stata l'ostinazione e la tenacia di questo Parlamento Lei, Presidente Juncker, probabilmente non avrebbe potuto diventare Presidente della Commissione europea.

Il nostro voto a Suo favore quest'oggi non è un assegno in bianco. A noi sono piaciuti molto alcuni riferimenti nel suo intervento alle questioni sociali e l'economia sociale di mercato che Lei ha sottolineato molto appartiene alla cultura dei socialisti, dei democratici e dei progressisti europei. Ma noi sappiamo bene che Lei non è un socialista e non Le chiediamo come condizione di diventarlo – anche se mai dire mai nella vita. Noi non abbiamo vinto le elezioni, le ha vinte il Suo partito ed è giusto che Lei sia il candidato alla presidenza della Commissione.

Nei prossimi mesi, con l'audizione dei Commissari, verificheremo la compatibilità tra i nostri programmi e quelli della futura Commissione e saremo intransigenti. Il controllo democratico del Parlamento sulla Commissione sarà rafforzato, il dibattito sullo stato dell'Unione non sarà più un esercizio di retorica, ma diventerà una verifica politica annuale sull'operato della Commissione. Il nostro sostegno a Lei non è semplicemente un omaggio obbligato alla nuova democrazia parlamentare. Nei giorni scorsi, come Lei ben sa, abbiamo negoziato e le abbiamo presentato le nostre priorità, come era giusto che fosse. Abbiamo richiesto più investimenti per creare crescita, un'Europa più sociale, più solidarietà con riferimento soprattutto all'immigrazione. Alle nostre richieste Lei ha fornito questa mattina, sia nel documento che ci ha presentato, sia nella relazione che ci ha tenuto, nel Suo discorso, risposte che ci hanno convinto.

Le chiedevamo cifre e impegni concreti. Lei ci ha dato le cifre e ci ha dato anche una *deadline*. Ha detto 300 miliardi per un piano di investimenti che crei ricchezza, crescita e nuovi posti di lavoro e ha parlato di avvio per febbraio 2015. Lei ha sdoganato la politica industriale, una parola per molto tempo considerata tabù dai liberisti. Anche qui ci sono cifre visto che si impegna a portare il peso dell'industria sul PIL europeo al 20% entro il 2020. Sull'Europa sociale ci sono impegni chiari per la lotta contro il *dumping* sociale, attraverso una revisione della direttiva sul *posting of workers* che permetta di stabilire il principio per cui lo stesso lavoro nello stesso posto deve essere remunerato allo stesso salario. Lei si impegna inoltre a contrastare il *dumping* fiscale, attraverso l'adozione a livello europeo di una base imponibile comune per le società e un sostegno deciso alla tassa sulle transazioni finanziarie. Il Suo programma sostiene il superamento della troika che tanto male ha fatto alla Grecia e ai paesi sottoposti all'assistenza finanziaria. Accoglie inoltre la nostra richiesta di valutare l'impatto sociale dei programmi nazionali di riforma e riprende la nostra battaglia per approvare quanto prima la direttiva contro le discriminazioni, oggi insabbiata da veti inaccettabili. Nel suo programma c'è inoltre un nostro cavallo di battaglia: il rifinanziamento e l'estensione al maggior numero possibile di ragazze e di ragazzi della Garanzia giovani. Prima dei negoziati questi punti non erano nel Suo programma e noi siamo fieri di queste conquiste e per questo La votiamo.

Su molte altre materie molto resta da fare. Avremmo voluto più chiarezza sulla flessibilità. Lei si limita a richiamare la posizione del Consiglio su questa materia. Ci rallegriamo per il suo orientamento rispetto ad una probabile nomina a Commissario Ecofin di un esponente socialista, ma questo non ci basta. Sulla flessibilità saremo intransigenti. Noi pensiamo che quei paesi che promuovono ambiziose riforme e che investono in sapere e conoscenza non debbano essere strozzati da regole di bilancio ragionieristiche. Noi vogliamo che le regole siano rispettate – sia chiaro – ma che siano al servizio della crescita.

Avremmo voluto più coraggio sulla direttiva sui congedi parentali, perché dobbiamo mettere le donne europee nelle condizioni di conciliare vita professionale e familiare. Avremmo voluto maggiori riferimenti alla sostenibilità ambientale nel nostro modello di sviluppo, che deve farsi carico oggi della cura del pianeta. Avremmo voluto trovare più attenzione al capitale umano, al sapere e al talento, che rappresentano le vere ricchezze dell'Europa.

Noi non abbasseremo la guardia. Siamo interlocutori leali ed esigenti, non abbiamo diritto all'errore. Se prevarranno il conservatorismo e l'inazione, fra cinque anni ci troveremo di fronte ad un'Europa impoverita, impaurita, divisa e senza missione. Quell'Europa sarebbe destinata al declino. Possiamo invece unire le forze e rimettere, grazie al nostro lavoro, l'Europa a servizio di quel messaggio di solidarietà, di unione e di pace per cui è nata. Su questa strada noi, da posizioni e storie diverse, Le tendiamo la mano, Le diamo fiducia. Spetta ora a Lei non tradire questa fiducia nei prossimi cinque anni. Noi La controlleremo attentamente. Buona fortuna Presidente Juncker!

2-023-000

Syed Kamall, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, Mr Juncker, major change does not happen on its own. It needs leadership to drive it; leadership that looks forward, not back; leadership that recognises the challenges of the 2050s – not those of 1950s; leadership that understands the concerns of the people of Europe, who want a Europe of cooperation – not a Europe of centralisation. If you put forward an agenda that opens markets, tears down barriers and decentralises power, then we will stand with you. But if you espouse an old, tired, backward-looking agenda, we will simply offer constructive, positive alternatives.

Many of us are looking for you to clarify your position, Mr Juncker. In last week's hearings in the political groups on issues such as euro-federalism, maternity leave and budgetary rigour, you told the ECR one thing and seemed to tell the other groups another. We need the real Mr Juncker to stand up and tell us what you really believe. But in reality, you know and we know that none of this really matters. The deal has been done; the spoils have been shared out. The election which was supposed to end all backroom deals has resulted in the mother of all backroom deals.

You know, and we know, that you are likely to be the next President of the Commission. Mr Juncker, we wish you well, but members of my political group will not be able to vote for you today for two reasons: firstly we do not subscribe to the process that brought you here; we do not believe that you have an EU-wide mandate that stretches across all 28 Member States. Secondly, members of my group are not yet convinced that you are the right man to lead the charge for European reform. I hope that, over the next few years, you will prove us wrong.

The question I want to put to you is this: do you want your Commission to be the last of an old era or the first of a new era? That is the crux of the leadership we would like to see.

We need leadership to reform the budget for a new era, moving away from the idea that a bigger budget means a better budget. Instead, let us have a better budget, to invest – and facilitate investment – in infrastructure, technology and research. Let our children inherit a vibrant economy built for their future. They must not inherit the large debts built up in the past. Instead of focusing on how to raise money from our own resources, let us lead a debate towards how we spend taxpayers' money better. That is why my group would like to see a dedicated commissioner for budgetary control.

We need leadership to build a single market fit for the new era. Yet eight years since the Services Directive, a single market in services is still far from reality. Why do we not sit down with the digital entrepreneurs and ask them about the barriers they face – and then let us tear them down. It is time we delivered a single market for all. Let us look at the energy market and together identify and remove blockages in it; create incentives for consumers to promote energy efficiency, and ensure investment in energy security, new energy sources and more interconnectors to reduce our dependence on regimes in the Middle East and Russia. We need leadership to deliver trade and international development policies fit for a new era: more open, and yet more transparent trade agreements with fast growing economies, but also international development programmes to promote property rights, legal and financial systems, support for entrepreneurs in poorer countries to create wealth and jobs for local people in their countries.

We need leadership to promote better regulations that are fit for a new era; talk to businesses of all sizes directly and ask them what stops them from creating extra jobs, what stops them from creating that growth. We need leadership to address the underlying weaknesses in the eurozone; the significant productivity gaps that are inflicting job losses and crippling levels of youth unemployment in southern Europe. Now, with the euro, many Member States have lost the instrument of exchange rates to address these problems. As a result, we have seen burdens passed from banks to taxpayers, treaties broken and untold state intervention.

(Scattered applause)

We need leadership on immigration in order to restore people's faith in both the principle of free movement of those workers who wish to work and contribute to their new host countries, as well as in controlled migration which respects the rights of all Member States – both those welcoming new workers, and those Member States who are losing their youngest and brightest talents to other countries.

Mr Juncker, today I have only outlined a few examples of where leadership is needed to build an EU fit for a new era; to build an EU fit for the century ahead of us, not the century behind us; leadership to address the fears and suspicions of our voters towards the EU's direction; leadership which seeks to fulfil people's hopes and aspirations for the future.

Sadly, Mr Juncker, members of my group do not feel able to vote for you today. But where you put forward an agenda which leads the EU towards the future – to the challenges of a new era – then you will be able to look to us for support in the future.

2-024-000

Guy Verhofstadt, *on behalf of the ALDE Group* . – Mr President, I think that we can say that it is an historic day. Not because of all the rhetoric we have heard this morning, but because we stand here to elect the President of the Commission and not, as was the case until now, by mainly rubber-stamping the choice of the Council. We participated in that

both of us, dear Jean-Claude. This time it is the voters in fact who have the last word and I think that by voting for Mr Juncker today – let us say it, let us say it openly, it is difficult for a certain part of this Parliament to accept it – but by doing so we establish once and for all real European democracy in which the voters are deciding what is happening ...

(Applause)

... and it is not by accident that it is happening. It is the result of the long, long way that we have walked together, it is the result of the Convention we established in 2001 and – let me say it very openly – it is also the result of the perseverance of a number of parliamentarians, of at least two dedicated Europeans that I want to mention today in this debate: Andrew Duff and Elmar Brok, Andrew who is no longer here and Elmar who will always be here in my opinion. But I have to tell you for once he is not here. Normally he is always there – on 199 – but they are still fighting with each other about who in fact invented this proposal in the Convention to elect the Commission by the European Parliament.

So my first message of today – I have to tell you, Jean-Claude – is not so much for you. My message today is for those Members, mainly in the big groups, who intend to vote against you. And I want to tell these people in these two big groups, and maybe in other groups, that by doing so what they are doing is intending to side with the anti-Europeans. In fact failing their voters, because what their voters are asking – that is their choice, and the choice made by them fell on Mr Juncker – should be followed. I find the irony of today is that today in fact the anti-Europeans like Mr Kamall would deny the choice of the voters and apparently prefer the old system of backroom deals which Mr Cameron likes so much.

So today by voting for you we are giving a clear green light because you have taken on board a number of our proposals. The main proposal is that we have to stop this choice of what I call 'austerity or growth' – as though there was an opposition between them. Everybody knows that we need both of them and after five years I hope that you will lead a Commission doing both – that is fiscal discipline on the one hand and a growth pact on the other hand. Because we all know that without fiscal discipline, without respect for the Stability Pact, there is no growth possible in the medium term and we have to accept that. On the other hand we know also that if we want to have growth we have to go beyond the fiscal discipline and we have to have a growth package, as has been proposed now in your programme.

The second reason, Mr Juncker, why we are pleased with your programme and we shall support you, is that you also say a number of things on migration, legal migration – finally we are talking about that; it was a forbidden area in the European Union until now – and also about values, and that you will entrust a Commissioner with specific responsibility for the rule of law. However, I have to contradict you on one thing, and that is, whatever the diversity of our constitutional systems or our cultural traditions, fundamental rights are fundamental. We cannot discuss them. If they are fundamental values everybody has to respect them, whatever the traditions are in the European Union.

And the third commitment that you are making, and it was an important point for us, is the fact that you will have a real gender-balanced Commission, and let us hope that you can also achieve that goal.

Finally, Mr Juncker, I want to ask you three things because you will now be leading the Commission. Three things: first of all, return – you have said it yourself – to the Community

method, because all the intergovernmental arrangements we have made in the last five years were not an example of good governance for Europe. Secondly, my most important point, please don't do as your predecessor did: use your right of initiative. Don't start to phone Berlin, Paris and then London and Rome before putting a legislative package on the table of the Council and the Parliament. Do it because your Commission is ready to do it, has the courage to do it and not because there is a decision of the European Council. And do not listen only to the European Council. From time to time – why not every day? – listen to the European Parliament too, because we are equal as an institution.

And finally, create again a vision for Europe. That we need. You feel that when you see a number of people, they are lost in Europe, because the vision is no longer there. Create the vision that it is only by more integration of the European Union that we can emerge from the crisis, like we did in the 80s. And if you are doing that I can tell you that you will find us by your side all the way. All 68, Mr Commissioner.

(Applause)

2-025-000

Gabriele Zimmer, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion* . – Herr Präsident, sehr geehrter Herr Juncker! Ich widerspreche eigentlich immer nur ungern. Das ist so ein bisschen mein Typ. Aber der allgemeinen Euphorie, dass wir es heute mit einem historischen Tag zu tun hätten, möchte ich doch wenigstens ein paar Tropfen in den Wein gießen, weil ich das ganz einfach nicht glaube. Ich denke, es ist ein Schritt gewesen, zu sagen: Ja, über die Wahlen zum Europaparlament soll gleichzeitig auch Einfluss genommen werden darauf, wer künftig die Europäische Kommission führen wird. Ich sage aber Nein, wenn damit jetzt schon suggeriert wird, das sei jetzt der große Sieg der Demokratie. Wir stehen am Anfang.

Und vor allem stehen wir auch deshalb am Anfang, weil mit diesem kleinen ersten Schritt viel zu wenig gemacht wurde in den zurückliegenden Wochen und Monaten, um daraus wirklich glaubhaft auch eine demokratische Entwicklung hier in der Europäischen Union zu suggerieren. Es wird gesagt, es sei ein Sieg errungen worden, und es wird gleichzeitig die Demokratie reduziert auf ein Auskugeln von Posten, auf Machtgefüge zwischen Institutionen, auf die Vorherrschaft der großen Koalition. Damit kommt aber aus meiner Sicht die Fassadendemokratie, von der Habermas gesprochen hat, allenfalls zum Bröckeln, die Fassade kommt nicht zum Einsturz. Was es braucht, ist, wirklich von unten her die Demokratie aufzubauen und sie zu entwickeln.

Da müssen wir eben genauer auch auf das Wahlergebnis schauen. Es ist nicht so, dass die Konservativen die Wahlen gewonnen haben. Mehr als dreieinhalb mal so viele Menschen in der Europäischen Union haben sich nicht für die Konservativen entschieden – und da rede ich wirklich nur von jenen, die entweder nicht zur Wahl gegangen sind oder der Meinung sind aufgrund der Entwicklung der Europäischen Union in den letzten Jahren und den Auswirkungen, die das für ihr eigenes Leben gehabt hat, entscheiden sie sich dafür, keine Zukunft der Europäischen Union befördern zu wollen, sondern zu sagen: Zurück zur nationalen Antwort, zurück zur nationalen Frage, was aus meiner Sicht sehr gefährlich und Demokratie ver hindernd ist. Wir alle – und das ist doch eigentlich die Wahrheit – haben diese Wahl verloren, und zwar alle diejenigen, die meinen und die wollen, dass die Europäische Union eine Union der Demokratie, der sozialen Gerechtigkeit, der Solidarität wird, dass die Europäische Union eine tatsächliche Friedenskraft ist, dass die Europäische Union gerade auch in der Außenpolitik eine andere Rolle spielt, dass sie das, was ursprünglich mal als Ideal, als Vision formuliert worden ist, tatsächlich auch lebt, dass

Menschen sich mit ihr identifizieren sich nicht immer weiter entfernen. Das aber, was nach dem 25. Mai hier passierte, ist genau das Gegenteil. Deshalb warne ich vor allzu viel Euphorie. Wir haben jede Menge dafür zu tun – und zwar als Demokraten zu tun –, dass die Europäische Union tatsächlich auch eine Zukunftsvision für die Menschen, und zwar für alle, hat.

Die Botschaft, die in den Wochen, Monaten, in den Jahren zuvor, auch während des Wahlkampfes an die Wähler und Wählerinnen vermittelt worden ist, war doch: *There is no alternative* – keine Alternative zur Politik der Marktradikalität, der rigiden Kürzungen der öffentlichen Haushalte, der Zerstörungen der gewachsenen sozialen Modelle in der EU, zur Privatisierung öffentlicher Dienstleistungen, zur Liberalisierung, Deregulierung sozialer Systeme und auch ökologischer Standards, zur Unterordnung unter die Interessen der europäisch und global organisierten Wirtschaft und den Interessen der internationalen Finanzmärkte. Das ist die Wiederbelebung des berühmten Mantras der ehemaligen britischen Premierministerin „*There is no alternative*“.

Die Zahl jener Menschen aber, die sich von anderen Ideen haben leiten lassen – genau diese Menschen sind vor den Kopf gestoßen worden, und von ihnen haben sich immer mehr auch zurückgezogen –, das ist die große Herausforderung, vor der wir stehen und vor der auch Sie, Herr Juncker, stehen und von der wir meinen, das Wahlergebnis sollte wirklich intensiv genutzt werden. Sie sollten die Frage nutzen, für welche Zäsur Sie in der Politik der Europäischen Kommission stehen. Ein „Weiter so“ – das ist doch aber offensichtlich auch das Bild, das uns jetzt vermittelt wird – im Verfolgen der bisherigen Entwicklungsrichtung der Europäischen Union kann es nicht sein.

Wir erwarten von Ihnen klare Antworten für die geänderte Rolle der Europäischen Kommission in der Troika. Wir geben uns nicht damit zufrieden, dass Sie sagen: Die Troika soll ein demokratisches Instrument werden. Was heißt das? Es kann doch nicht nur die Beteiligung von Parlamenten sein. Es kann doch auch nicht darum gehen, dass die Troika eine Politik weiter vollführt, mit der sie selbst in die Verfassungsrealität von sogenannten Programmstaaten eingreift. Das hat doch mit Demokratie nichts zu tun! Wenn Lebenswirklichkeiten von Menschen zerstört werden, das hat doch nichts mit Demokratie zu tun! Also: Wie wollen Sie dieser Verantwortung gerecht werden? Was soll stattdessen kommen? Es reicht nicht, einfach nur zu sagen: „Der internationale Währungsfonds muss raus.“ Welche Antworten haben Sie – und damit auch mit Blick auf die Rolle der Kommission in der Troika – auf die Schuldenproblematik, zu einem Schulden-Audit, zur Bewertung von Schulden, zu Schuldenschnitten? Wie wollen Sie damit umgehen?

Sie haben – und ich bin da auch sehr offen Ihnen gegenüber – auch viel davon gesprochen, dass Sie soziale Schwerpunkte viel stärker in den Mittelpunkt stellen werden. Das hören wir gerne, klar. Aber wir haben das zu oft in den letzten Jahren gehört, wir haben es immer wieder gehört. Wir wollen konkret wissen: Wie werden Sie das machen? Sie sprechen vom Mindestlohn in den Mitgliedstaaten. Das halten wir für wichtig. Aber handelt es sich dabei um einen Mindestlohn, der armutsgerecht ist? Handelt es sich um Mindeststandards, soziale Mindeststandards, die armutsgerecht sind, die Armut verhindern? Das wird der entscheidende Punkt sein.

Bevor ich zum Abschluss komme, vielleicht noch eine Bemerkung: Wir haben Sie bei uns in der Fraktion zu Gast gehabt. Sie haben Fragen beantwortet oder auch nicht beantwortet. Aber, was auch immer wieder hervorgehoben worden ist: Wir erwarten von Ihnen als Chef der Kommission, dass sie bei den konkreten großen Problemen innerhalb der Europäischen Union auch viel zupackender werden. Ich denke hier insbesondere zum Beispiel an die

Situation in Zypern. Wer, wenn nicht Sie, muss anfangen, mit der Türkei zu reden? Ich erwarte das genauso auch für die Problematik Ukraine, Russland. Sie sprachen davon, kein Russland-Bashing zuzulassen – da werden wir Sie unterstützen. Wir brauchen ein Europa, das alle Staaten mit einschließt. Wir brauchen keine neuen Trennungen.

Herr Juncker, wir werden Sie als Fraktion nicht wählen. Sie werden unsere Stimme heute nicht bekommen. Aber wir werden das, was Sie tun, täglich messen, und dort, wo Sie für verbesserte Lebensverhältnisse der Menschen eintreten, werden wir Sie unterstützen.

2-026-000

Philippe Lamberts, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, chers collègues, lorsque vingt-sept millions de concitoyens dont six millions de jeunes, sont non seulement sans emploi, mais sans perspective d'emploi. Lorsque 25 % des Européens, soit un Européen sur quatre, se trouve sous le seuil de pauvreté et d'exclusion sociale, lorsque 10 % d'entre nous possèdent 60 % de la richesse collective des Européens, c'est l'existence même de nos sociétés qui est en jeu.

Chers amis, lorsque le climat se dérègle au point que l'on pourrait envisager une augmentation des températures de la planète de plus de 6 degrés, lorsque 30 % des ressources non renouvelables de la planète ont été utilisées ces trente dernières années, lorsque un tiers des espèces encore en vie sont menacées de disparition d'ici 2050, c'est l'existence même de nos sociétés qui est menacée.

Chers collègues, lorsque les gouvernements élus démocratiquement sont quotidiennement soumis au chantage à la fois des marchés financiers et à la dictature ou au chantage permanent des institutions financières réputées trop grosses pour qu'on les laisse aller à la faillite; lorsque des experts non élus de plus en plus influencent, voire rédigent, directement les lois qui s'appliqueront à tous, lorsqu'au nom de la liberté ou du profit parfois, notre vie privée et nos libertés sont mises en cause, c'est la démocratie qui est en jeu.

Je dirai, chers amis, que le temps nous est compté. Alors, Jean-Claude Juncker serez-vous l'homme? Serez-vous l'homme d'une union, d'une véritable union fiscale? Parce qu'il n'y a pas de finances publiques soutenables sans dépenses sous contrôle, ni sans recettes soutenables. Lorsque mille milliards d'euros échappent chaque année au trésor public par la magie de la concurrence fiscale, de l'opacité et du blanchiment d'argent, clairement, la solidité de nos finances publiques est en jeu. Il n'y a pas d'avenir pour une monnaie unique sans solidarité financière à l'intérieur de cette zone monétaire.

Serez-vous l'homme d'une union sociale? D'une union sociale qui remplace le dogme de la concurrence entre nos systèmes de protection sociale et qui le remplace par une convergence de nos systèmes de protection sociale? Alors, commençons par la mise en place de salaires et de revenu minimum au travers de l'Union européenne et par supprimer définitivement cette initiative que beaucoup d'entre vous aiment bien ici et qui s'appelle REFIT, laquelle, sous couvert de implication et d'élimination de bureaucratie, vise à réduire nos standards sociaux et environnementaux, et tout cela sans traité américain.

Serez-vous l'homme d'une union de l'énergie qui soit autre chose qu'un syndicat d'achat de gaz, mais qui soit véritablement l'instrument d'une politique industrielle qui, par les renouvelables, l'efficacité énergétique et par la mise en réseau de nos réseaux de distribution de l'énergie fasse de l'Europe la championne du monde de l'écologisation de l'économie?

Serez-vous l'homme d'une Europe qui, enfin, parle d'une seule voix – et qui ne soit pas la risée de Vladimir Poutine par son action en Ukraine ou considérée comme quantité négligeable par toutes les parties et, malheureusement, elles sont nombreuses – aux multiples conflits du Moyen-Orient?

Je terminerai par la question qui me semble fondamentale: serez-vous l'homme d'une re-démocratisation non seulement des institutions européennes mais de l'Europe? Aujourd'hui c'est cela avant tout qui est mis en cause par nos concitoyens. Il s'agit de faire en sorte que nos parlements – non seulement le Parlement européen mais les parlements aux niveaux nationaux –, soient réellement impliqués dans la décision politique. Il s'agit que les interlocuteurs sociaux soient impliqués chaque fois qu'il s'agit de matières qui les concernent. Il s'agit aussi de faire en sorte que nos concitoyens soient de plus en plus directement impliqués. On a l'initiative citoyenne européenne, nous avons besoin d'une démocratie beaucoup plus participative. Il s'agit bien sûr de faire en sorte que les lobbys de toute sorte soient renvoyés à leur *business*, c'est-à-dire la défense de leurs intérêts particuliers. Il ne leur appartient pas d'écrire les lois.

Serez-vous cet homme-là? On aurait tendance, en vous écoutant, à le croire. Je suis sincère en disant cela. Je vous ai connu au sein de la commission des affaires économiques et monétaires; je vous ai suivi; nous n'avons pas exactement le même âge, mais on aurait tendance à vous croire. Mais nous ne pouvons pas oublier non plus d'abord qui sont ceux qui vous soutiennent aujourd'hui? Je dois constater que les trois principales familles politiques qui vous soutiennent aujourd'hui, en tout cas, qui vont vous soutenir, sont aussi les familles politiques qui sont au pouvoir en Europe depuis des décennies. S'ils avaient voulu faire autre chose, je pense que nous l'aurions déjà vu. Par ailleurs, je ne peux pas m'empêcher de faire le lien avec ce que j'ai entendu hier de Mario Draghi au sein de la commission des affaires économiques et monétaires. De sa part, je n'ai entendu qu'une chose: des réformes de structure, réduire les dépenses publiques, réduire les taxes, augmenter la flexibilité du marché du travail. Visiblement pour ce monsieur, les choses qui se sont passées le 25 mai n'ont aucune signification.

Pour conclure, je vous dirai que nous sommes partagés. Parce que pour beaucoup d'entre nous, le mécanisme qui vous a amené devant nous, aujourd'hui, est clairement un pas modeste mais réel en vue d'une Europe plus démocratique. Je me garderai bien – et là, Gabrielle Zimmer a raison – d'en faire la révolution démocratique qui va, par enchantement, faire de l'Europe une institution démocratique, mais c'est un pas dans cette direction. Et donc pour cela un certain nombre d'entre nous veulent vous soutenir. Mais c'est vrai qu'une autre partie importante de notre groupe n'a pas confiance, se pose des questions en voyant qui vous soutient aujourd'hui et se demande si vous serez capable de donner chair aux changements radicaux dont l'Europe a besoin.

Quoi qu'il en soit et quel que soit le résultat du vote, sachez, Monsieur Juncker, que chaque fois que votre Commission déposera devant cette Chambre des propositions qui répondent aux défis de notre temps, qui veulent faire de l'Europe à nouveau un espace de prospérité partagé, un espace de prospérité durable et un espace démocratique, nous serons à vos côtés.

(Applaudissements)

2-027-000

Nigel Farage, *on behalf of the EFDD Group* . – Mr President, if this is European democracy in action, as we have heard this morning, then I suggest we have a rethink. We are told that as a result of the European elections, Mr Juncker here is the nominee. Well I can tell you that absolutely nobody in the United Kingdom knew that when they voted in the European elections it had anything to do with the next nominee. The truth of it is that no voters in any of the countries actually realised what this process was. Mr Juncker's name did not appear on any single ballot paper. The whole thing has been the most extraordinary stitch-up. The loser, Mr Schulz, gets the consolation prize of being an unprecedented second-term President in Parliament. It is all just a pretence that we are increasing democracy. Of course, I will be told 'ah yes, but hang on a second, the European Parliament, the elected bit of the European institutions, did actually have a say and did decide whether Mr Juncker was to become Commission President or not'. Well, let us just have a think about the process we are about to engage in.

We are all going to be asked to vote – and we have got one candidate to vote for! It is like good old Soviet times, isn't it? Surely, democracy means you get rather more of a choice than one. But far worse than that is that it is going to be a secret ballot. You really could not invent it, could you? Hard on the heels of European elections, our voters are not going to know how any of us have voted. I would say to you Mr Schulz, as President of the Parliament, that Parliament should not vote in secret. The whole point of being publicly-elected representatives is that we should be held accountable for our actions to our own voters. To be asked to vote in secret is a huge insult to voters.

(Applause)

I would have thought that after the huge advances in the Eurosceptic vote, there might have been a rethink somewhere in Brussels, but clearly that was not to be. Mr Cameron had a brief go and tried to oppose Mr Juncker's candidacy, but he was busy succeeding with reshuffles in Britain and failing with reshuffles here, and Mrs Merkel of course crushed him because what the German Chancellor says goes in the modern Europe.

So what of our nominee? On the plus side, Mr Juncker, you are a sociable cove with a very much better sense of humour than most people I have met in Brussels, and there is no question that you are a political operator. You have even managed over the last couple of weeks, as you have gone round the political groups, to change the mood music a bit. You have said that you do not believe in a united states of Europe, and that you do not believe in a common European identity, but I have to say I did not believe a word of it.

Today you have proven that actually you are stuck back with the ideas of the old Europe. You talked about Mr Delors being a hero of yours. I can understand that from your perspective, but you also talked about Mr Mitterrand and Mr Kohl as being heroes of yours. I would have thought a wartime collaborator and somebody who left German politics under a huge cloud of a massive party-funding scandal should not be the kind of people that we should stand up as great models of virtue in modern Europe today.

You talked about the need for a common foreign policy and security policy. You talked about the need for a common energy policy. What is clear is that you are going to carry on with the process of the centralisation of powers, which is not surprising because for 20 years you have been a key player in this whole process, which frankly has treated democracy with deliberate contempt. I think the best example is your quote about the French referendum on the constitution where you said if it is a 'yes' we will say 'on we go', and if

it is a 'no' we will say 'we continue'. How is that for belief in democracy? Your dedication to the project is unchallengeable. You have said before that when it becomes serious, you have to lie. So in many ways you are the perfect candidate for a lot of people in this House and I have no doubt that you will get the nomination, but we are being asked to vote for the ultimate Brussels insider, somebody who has always operated with dark backroom deals and stitch-ups, and I have to say that our group overwhelmingly will vote 'no'. We do not want business as usual. We want real change.

You said at the end of your speech that this is not the time for a revolution. I put it to you that there has already been a revolution. There has effectively been a coup d'état on nation state democracies without people realising, without people realising what was being done to them. After these elections, the Eurosceptic may not yet have a majority in this House, but please do not think we are over, because the vast majority of European people do not want a European state, do not want a European Commission to be the executive, do not want that flag and do not want that anthem. So, you will get elected and we will enjoy doing battle over the course of the next year or two.

(Applause)

2-028-000

(Unruhe im Saal)

Der Präsident. - Setzen Sie sich bitte hin. Das Wort hat jetzt die Kollegin Le Pen. Frau Le Pen, bitte reden Sie jetzt.

Herr Kollege, bitte nehmen Sie Platz. Sie haben nicht das Wort. Bitte nehmen Sie Platz! Sie haben nicht das Wort! Das Wort hat die Kollegin Le Pen. Bitte, Frau Le Pen.

Bitte, wenn Sie jetzt nicht aufhören, zu stören, dann muss ich Sie leider aus dem Saale weisen.

Herr Kollege! Ich fordere Sie jetzt zum letzten Mal auf... Bitte bringen Sie den Abgeordneten aus dem Saal. Bitte verlassen Sie jetzt den Saal. Herr Abgeordneter, Sie verlassen jetzt den Saal!

Okay. Bitte führen Sie den Abgeordneten aus dem Saal. Danke schön. Bitte, Herr Abgeordneter, verlassen Sie den Saal.

Herr Abgeordneter Papadakis, bitte verlassen Sie den Saal. Sie können hier nicht in dieser Art und Weise die Ordnung stören. Bitte gehen Sie. Sie können zur Abstimmung wieder hereinkommen, aber ich schließe Sie jetzt von der Sitzung aus.

(Der Präsident verweist den Abgeordneten Papadakis des Saales.)

2-029-000

Marine Le Pen (NI). - Monsieur le Président, donc le 25 mai dernier, le réveil des peuples européens a commencé de sortir le vieux continent de sa torpeur. Nombre de nations, en particulier la France que je représente dans cette Assemblée, ont choisi d'envoyer un message très clair.

(Mouvements divers)

Oui, ne vous en déplaise, mes chers compatriotes. Ils ont choisi d'envoyer un message très clair: "Non à l'Europe de Bruxelles. Non à la confiscation de la démocratie. Non à l'imbécillité

des politiques récessives. Non au déclasserment. Non à l'immigration massive organisée. Non à la dilution de nos identités. Oui à nos nations”.

L'Union européenne est devenue un projet fou, un projet mortel, dont progressivement les peuples se détournent. Mais aussitôt les urnes dépouillées, les représentants d'une classe politique d'un autre âge arc-boutés sur la défense de leurs privilèges et obsédés par le maintien du système qu'ils défendent, prêts à toutes les compromissions – merci de nous en avoir donné encore aujourd'hui la preuve – pour défendre les intérêts qui ne sont pas ceux de nos peuples, affolés sans doute par le résultat des élections – on les comprend – ont choisi de tourner le dos au message démocratiquement lancé au printemps.

Les conservateurs et les socialistes – je ne parle pas des libéraux, ce sont les mercenaires –, une fois encore, selon leurs vieilles et détestables habitudes se sont immédiatement répartis les postes, niant tout du désir de changement et d'intégrité exprimé dans les urnes. Entre le PPE et le PSE, entre l'UMP et le PS – pour parler des partis français –, c'est l'habituel partage du gâteau. À toi le Parlement, à moi la Commission. Je ferai voter pour toi ici, tu feras voter pour moi là-bas. Et ne nous faites pas croire que les peuples européens auraient, lors des élections européennes, choisi Jean-Claude Juncker plutôt que Martin Schulz à la tête de la Commission ou l'inverse, d'ailleurs. L'un comme l'autre sont dans les pays de l'Union européenne de parfaits inconnus qui ne représentent rien et n'incarnent rien!

(Applaudissements)

Monsieur Juncker, vous êtes arrivé à la tête d'une institution à laquelle les patriotes en France, mais aussi dans beaucoup d'autres pays de l'Union européenne, récusent toute légitimité. Vous n'êtes pas l'élu du peuple. Vous n'avez en aucune manière été choisi par le peuple français, ni par aucun autre d'ailleurs. Vous n'êtes donc en rien fondé à vouloir prétendre diriger la vie de nos concitoyens. Votre pouvoir immense et illégitime, vous le tiendrez de traités imposés aux peuples malgré leur vote et de lobbys financiers et commerciaux qui font le siège de votre institution pour la corrompre chaque jour davantage. Vous représentez donc dès cet instant l'archétype du déni de démocratie.

Monsieur Juncker, je me souviens d'une de vos déclarations, en décembre 1999 dans un célèbre journal allemand. Vous déclariez: "Nous prenons les décisions. Nous les mettons en pratique et nous attendons quelque temps pour voir ce qui se passe. S'il n'y a pas de hurlements et pas de révolte, la majorité ne comprenant pas ce qui a été décidé, nous continuons au fur et à mesure jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de retour possible." Quel aveu! Quel cynisme! Vous remplacez M. Barroso? Martin Schulz aurait pu prendre votre place. Peu importe. Ce sont de toute manière les mêmes orientations qui guideront l'action délétère de la Commission. C'est l'obsession de la fin de la nation. Une dangereuse utopie fédéraliste qui continuera de dominer. C'est la promesse pour les peuples d'Europe et, en particulier, pour le mien, le grand peuple français, de moins de démocratie, de plus de misère, d'inégalités et de dilution de notre identité nationale. Vous contribuerez, après M. Barroso, au malheur des peuples d'Europe. Vous avez d'ailleurs été mis à ce poste pour cela. Vous dirigiez un paradis fiscal, vous voici désormais gardien des enfers européistes. Félicitations, Monsieur Juncker!

(Applaudissements)

Belle promotion! Mais votre utopie fédéraliste, votre obsession de la fin des nations, nous la combattons, Monsieur. Nous la combattons ici et dans nos pays respectifs. Nous la combattons avec d'autant plus d'énergie que nous mesurons chaque jour les progrès que

nous réalisons dans nos nations. En France et dans d'autres pays aussi, les patriotes sont désormais les plus nombreux. Ils sont encouragés par leur résultat aux élections, scrutin après scrutin, et n'attendent plus qu'une chose: pouvoir envoyer votre Commission et toute cette technocratie européenne aux oubliettes de l'histoire.

En attendant, nous voterons contre vous. Sachez que nous serons nous, élus patriotes, les plus scrupuleux observateurs de vos méfaits, que nous dénoncerons auprès des peuples. J'avertirai sans relâche le peuple français des projets néfastes construits à Bruxelles. Vous êtes observés par les peuples, Monsieur Juncker. Vous êtes sous surveillance comme tous ceux qui, comme vous, représentez un système en déroute. Vous n'avez pas voulu admettre le résultat des urnes mais nous serons là avec tous les patriotes d'Europe pour vous le rappeler sans cesse!

(Mouvements divers)

2-030-000

Jean-Claude Juncker, *candidat à la fonction de Président de la Commission*. - Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, je voulais d'abord remercier tous ceux, à part quelques-uns, qui sont intervenus dans ce débat

(Mouvements divers)

J'ai écouté attentivement ce qui a été dit. Durant mon parcours politique déjà long, j'ai toujours été à l'écoute des parlements, y compris du Parlement européen, dont j'ai pratiqué les débats et les rencontres pendant de longues années.

Donc, merci à tous ceux qui sont intervenus. J'ai bien compris que si j'avais pris en compte tout le programme de chaque parti, l'approbation des différents groupes parlementaires aurait été plus grande, mais l'assentiment de l'Assemblée en tant que tel m'aurait fait défaut, ce qui a fait que j'ai voulu être – après avoir analysé les dires des uns et des autres –, aussi ménique que possible.

J'ai bien compris que votre Parlement votera à bulletin secret. Je comprends cela parce que M. Farage ne voudrait pas que ses électeurs découvrent qu'il ait voté pour moi.

(Rires)

Les bulletins à vote secret sont donc une démarche, une concession que vous faites à M. Farage. Je ne l'aurais pas faite.

Je remercie Mme Le Pen de ne pas voter pour moi. Je ne veux pas avoir l'assentiment de ceux qui rejettent, qui haïssent, qui excluent. Merci, Madame, de ne pas voter pour moi.

(Vifs applaudissements)

2-031-000

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162 GO)

2-032-000

Isabella Adinolfi (EFDD), *per iscritto*. – Oggi il Parlamento ha eletto il nuovo Presidente della Commissione Jean-Claude Juncker, espressione della grande coalizione PPE, S&D e ALDE. Nel corso del suo intervento, Juncker ha affermato di voler rilanciare la crescita e la competitività mediante investimenti, rispettando, allo stesso tempo, i rigidi vincoli di

bilancio imposti dal Patto di stabilità. Frasi contraddittorie e sibilline che si prestano a molteplici interpretazioni: da un lato si sbandiera, infatti, la flessibilità per far piacere ai socialisti, dall'altro si ribadisce la volontà di rispettare le severe regole budgetarie per assicurare i popolari. Insomma, cambiare tutto per non cambiare nulla.

Juncker parla come un novello leader europeo, volendo lasciar intendere di non aver mai calcato la scena politica europea. Peccato però che siamo di fronte a un dinosauro della politica, Primo ministro di un paradiso fiscale quale il Lussemburgo per 18 anni di fila, nonché presidente dell'Eurogruppo dal 2005 al 2013, che per lungo tempo ha avallato e portato avanti le draconiane misure di austerità che hanno messo in ginocchio i cittadini europei e che ora, invece, afferma di voler combattere. A quale Juncker credere dunque? L'elezione di Juncker rappresenta solo un'opera di *maquillage* politico della grande coalizione per perpetrare lo status quo.

2-032-500

Gerard Batten (EFDD), *in writing*. – The appointment of Mr Juncker as the new President of the European Commission is drearily predictable. David Cameron objected to Mr Juncker, but was supported by only one of the other EU Member State leaders. It was something of a mystery as to why Mr Cameron objected so strongly to Mr Juncker in the first place, given that if he had not been selected for the job the alternative was Martin Schulz, who is just as big a champion of political and economic integration as Mr Juncker. Mr Cameron was of course just playing to the gallery back home in the hope that his 'plucky' opposition to Mr Juncker would win him some sympathy and give him a rise in the opinion polls. It did not work. It is obvious to everyone that the course the EU is embarked upon is to create a United States of Europe, and it does not actually matter very much who is President of the Commission because the project is bigger than the man or woman sitting in that chair. If the British people do not like it then their only solution is to demand that Britain leaves the European Union.

2-033-000

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Pirmiausia norėčiau pabrėžti, jog viena iš didžiausių problemų daugelyje Europos Sąjungos valstybių yra nedeklaruojamas darbas. Nelegalus darbas daro neigiamą poveikį visos Europos ir atskirų šalių ekonomikai bei socialinės apsaugos sistemų saugumui, griaua socialinių išmokų ir visą viešųjų paslaugų finansavimo sistemą. Žmonės, priversti dirbti nelegaliai, savo darbo vietose yra nesaugūs, pažeidžiami ir patiria skurdą tiek dirbdami, tiek ir sulaukę vyresnio amžiaus.

Pirmininkaujanti Italija kovą su nedeklaruojamu darbu įvardino kaip svarbiausią priemonę užimtumui ir ekonomikos augimui Europoje skatinti. Ar Jūs nemanote, kad kovą su nedeklaruojamu darbu reikėtų paskelbti vienu iš ES strateginių prioritetų būsimajai kadencijai? Kokių konkrečių priemonių ir kada numato imtis Komisija, siekdama sustiprinti kovą su nelegaliu darbu ES? Antra, kaip manote, ar nereikėtų Europos Sąjungai solidariai priimti atsakomybės ir įsteigti specialų solidarumo mobilumo fondą, iš kurio būtų galima kompensuoti investuotas lėšas į emigravusių darbuotojų lavinimą ir profesinį rengimą toms šalims, tarp jų ir Lietuvai, iš kurių išvyko daugiausia darbuotojų? Ši problema yra labai aktuali, nes darbuotojų judėjimas vyksta tik viena kryptimi, t. y. vienos valstybės narės netenka daugumos savo darbuotojų, o į kitas jų atvyksta daug. Galiausiai, norėčiau Jūsų paklausti, ar planuojate skirti Komisijos narį, atsakingą už moterų teises ir lyčių lygybę, ir kaip ketinate spręsti lyčių balanso klausimą formuojant naujos sudėties Komisiją?

2-034-000

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. – La ricetta economica proposta dal Presidente Juncker non risponde alle reali esigenze delle popolazioni europee e non consente una ripresa sostenibile. Le politiche di austerità si sono dimostrate assolutamente inefficaci, soprattutto nel lungo periodo. L'Europa ha perso terreno commerciale nei confronti di altri grandi attori economici come gli Stati Uniti che invece hanno giustamente ribaltato la crisi iniettando liquidità nel sistema economico. L'Europa continua a strozzare i popoli con politiche economiche da suicidio che non permettono la crescita. Si continua a cercare una perfezione formale dei conti pubblici sacrificando i redditi delle famiglie meno abbienti. Infatti, sono proprio le categorie a reddito basso a subire i prelievi fiscali più pesanti tenendo a freno la crescita del PIL che riceverebbe una spinta enorme nel momento in cui si alleggerisse il pesante carico di tasse sui percettori di reddito basso. Numerosi economisti si sono schierati a favore di teorie elaborate da John Maynard Keynes e mi riferisco al "principio della domanda effettiva": il livello di produzione di una nazione, il suo reddito e di conseguenza l'occupazione sono determinati dalla domanda dei consumatori. Quando si riduce il reddito della maggior parte di essi, allora i paesi piombano in una spirale distruttiva.

2-035-000

Gilles Lebreton (NI), *par écrit*. – Compromis ou souveraineté ? "Le principe de la démocratie, c'est le compromis". Cette déclaration du 15 juillet émane de M. Weber, représentant du PPE. Elle est radicalement fautive. Le vrai principe de la démocratie, c'est la souveraineté du peuple comme le rappelle l'article 2 de la Constitution française de 1958. Pour qu'il y ait souveraineté du peuple, et donc démocratie, encore faut-il qu'il y ait un "peuple", c'est-à-dire une nation voulant assumer une communauté de destin. Or ce n'est pas le cas de l'Union européenne, qui ne repose sur l'existence d'aucun peuple européen. M. Weber aurait donc mieux fait d'affirmer que "le principe de l'Union européenne, c'est le compromis". Car en l'absence de souveraineté du peuple, seul un système de compromis incessant peut sauver provisoirement une Union artificielle que les nations européennes finiront par congédier.

2-035-500

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. – Os grupos políticos europeus apresentaram os seus candidatos à presidência da Comissão Europeia, pretendendo assim aumentar a democraticidade do processo de decisão, aproximar eleitores dos eleitos e conferir maior credibilidade à causa pública. Face aos resultados eleitorais na sequência dos quais o PPE saiu vencedor, é com enorme satisfação que verifiquei a nomeação de Jean-Claude Juncker como futuro Presidente da Comissão Europeia. Entendo que o seu programa de trabalho focado no crescimento económico e na criação de emprego poderá levar a União Europeia a novos momentos de prosperidade e à criação de riqueza tão fundamental para melhorar a qualidade de vida dos 500 milhões de cidadãos europeus. Considero que é fundamental dar uma especial atenção às novas gerações e trabalhar ativamente para aumentar o emprego jovem, através de medidas concretas que fomentem a mobilidade laboral e permitam maior celeridade no reconhecimento de competências em todo o espaço europeu.

2-035-750

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. – Je soutiens la candidature de Jean-Claude Juncker au poste de Président de la Commission et me félicite de la tenue de cette élection aujourd'hui au Parlement européen. Jean-Claude Juncker présente un programme en adéquation avec la situation politique, économique et financière actuelle en Europe. La mise en place d'un plan d'investissements de 300 milliards d'euros pour lutter contre le chômage marquera les prochaines années et permettra à l'Union Européenne de renouer avec la croissance et l'emploi. Ces investissements porteront sur des projets d'infrastructures dans le haut débit, en matière de réseaux énergétiques et dans les infrastructures de transports, aboutissant ainsi à une réindustrialisation de l'Europe. De plus, le futur Président de la Commission européenne s'engage à lutter contre la fraude fiscale et le dumping social, tout en veillant à ce que les accords de libre-échange, et notamment le partenariat transatlantique, ne soient pas conclus à n'importe quel prix.

2-036-000

Jutta Steinruck (S&D), *schriftlich*. – Mit Blick auf das Arbeitsprogramm der künftigen Kommission fällt zunächst positiv auf, dass die Freizügigkeit der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer vom Prinzip des gleichen Lohns für gleiche Arbeit am gleichen Ort begleitet werden soll. Aber wir müssen hier einen Schritt weiter gehen: Der Lohn und die Arbeitsbedingungen müssen sich an höchsten sozialen Standards orientieren. Die Umsetzung der Entsenderichtlinie, wie sie vom künftigen Kommissionspräsidenten eingefordert wird, reicht dazu nicht. Die bestehende Richtlinie fördert Sozial- und Lohndumping in ganz Europa, das wissen alle, die sich damit ein wenig näher befasst haben. Wenn Sie nun davon sprechen, Sozialdumping habe in Europa keinen Platz, dann muss im Rahmen der Überarbeitung der Entsenderichtlinie klar gestellt werden: Wir brauchen effektive Prävention vor Entsendungen zum Lohndumping, wirksame Kontrollen und Sanktionen gegen Briefkastenfirmen, gegen jegliche Form von Sozialbetrug und gegen den missbräuchlichen Einsatz von Leiharbeit und Scheinselbstständigkeit. Wir wollen die Gleichstellung aller Beschäftigten – unabhängig von Herkunft und Beschäftigungsform, und dies auf hohem Niveau. Hier fordern wir ein deutliches Bekenntnis der künftigen Kommission. Aber auch viele andere Formen des Sozialdumpings über Firmenverlagerungen, über angebliche Praktika und Formen der Scheinselbstständigkeit müssen von der neuen Kommission konsequent bekämpft werden.

2-037-000

Theodor Dumitru Stolojan (PPE), *in writing*. – The Political Guidelines for the next European Commission presented by Mr Jean-Claude Juncker is a solid document. It is focused on the main challenges of the European Union. The political guidelines are good answers to these challenges for a new start of Europe. However, I cannot agree with Mr Juncker's statement that '... no further enlargement will take place over the next five years.' This statement is a wrong signal sent to countries like Montenegro, the Republic of Moldova and others which have a dream to join the European Union. I hope that the Republic of Moldova will fulfil the criteria to become at least a candidate country in this Parliamentary mandate.

2-038-000

Ana-Claudia Țapardel (S&D), *în scris*. – Astăzi, Parlamentul European a votat pentru numirea lui Jean-Claude Juncker în funcția de Președinte al noii Comisii Europene. Este un

moment important, deoarece, pentru prima dată în istoria UE, Parlamentul European a ales – și nu doar a aprobat – președintele Comisiei Europene, ca urmare a propunerii Consiliului European, conform regulilor stabilite de Tratatul de la Lisabona.

În calitate de reprezentant al Grupului Social-Democrat din PE, aș fi dorit să-mi pot exprima votul în favoarea unui președinte social-democrat al Comisiei Europene, însă votul de astăzi reprezintă rezultatul votului cetățenilor europeni și este dovada triumfului democrației parlamentare europene. De asemenea, trebuie menționat că acest vot nu a reprezentat un cec în alb pentru J. C. Juncker, ci a avut la bază o negociere serioasă a Grupului Social-Democrat din PE cu domnul J. C. Juncker, negociere în urma căreia, în programul viitorului președinte al CE, se regăsesc cele mai importante principii și politici social-democrate: crearea de noi locuri de muncă și reducerea șomajului în rândul tinerilor, susținerea principiului „pentru aceeași muncă, același salariu”, stimularea investițiilor în infrastructură etc. În calitatea mea de deputat european, voi urmări cu atenție ca toate aceste politici și proiecte social-democrate să fie respectate de noul președinte al Comisiei Europene.

2-039-000

Indrek Tarand (Verts/ALE), *kirjalikult*. – On kiiduväärt, et häära Juncker on lubanud varjusurmast äratada ka ühise kaitse- ja julgeolekupoliitika, kuid enne seda tuleks resoluutselt lõpetada Pariisi relvakaubandus Moskva. On mõeldamatu, et ühe liikmesriigi relvatööstuse ekspordivajadus seatakse kõrgemale Läänemere ja Musta mere äärsete liikmesriikide julgeolekuvajadusest.

Ceterum censeo, prantslased kahetsevad veel kibedasti oma otsust müüa Mistrale agressioone armastavale autoritaarsele Venemaale.

2-040-000

Marco Valli (EFDD), *per iscritto*. – Il destino dell'Europa unita con Juncker al timone della Commissione è fortemente a rischio. Serve un cambio radicale di rotta rispetto alle politiche di *austerità* e rigore, non la continuazione di una politica fallimentare, dove i popoli si ritrovano spolpati delle loro ricchezze, tradizioni e diritti in nome di un mercato avido troppo grande per fallire. Gli Stati devono essere in grado di reagire proponendo piani economici pluriennali basati sulla spesa pubblica in investimenti produttivi nell'economia reale. Per questo dobbiamo agire politicamente per allentare i vincoli di bilancio e per obbligare le banche a far circolare il denaro nelle tasche dei cittadini e non degli speculatori finanziari. Purtroppo le misure monetarie prese dalla BCE con i TLTRO non risolveranno la situazione. Il regolamento del 3 luglio sulle operazioni di rifinanziamento non mette obblighi efficaci su come dovranno essere prestati i soldi richiesti con questa erogazione di liquidità e le banche manterranno facilmente i *benchmark* stabiliti investendo una grandissima parte di questi miliardi nel circuito speculativo finanziario. Il non cambiamento delle politiche del rigore e la scarsa collaborazione delle banche private preannunciano un ulteriore degrado dei mercati nazionali interni, fallimenti, aumento della disoccupazione, povertà, tensione sociale fino alla molto probabile vittoria dei nazionalismi.

2-041-000

Udo Voigt (NI), *schriftlich*. – Hiermit protestiere ich dagegen, dass bei der Aussprache zur Erklärung des Kandidaten für das Amt des Kommissionspräsidenten keine allgemeine

Aussprache im „Catch-the-eye-Verfahren“ erlaubt wurde. Diese Vorgehensweise ist undemokratisch und trägt Züge eines bürgerfernen Neoabsolutismus der EU-Bürokratie. Ein solches Europa mag Ihr Wunsch-Europa sein, Herr Juncker, aber es ist nicht das Europa der Völker und Bürger. Ich kann gut nachvollziehen, warum das Präsidium an einer offenen Aussprache nicht interessiert ist: Herrn Junckers Vorstellungen zum Einwanderungsland Europa, zum Transatlantischen Freihandelsabkommen TTIP und zur NATO sollten nicht ausgiebig diskutiert werden. Die Abgeordneten dieses Hauses wurden so zum „Stimmvieh“ ohne jede Mitsprachemöglichkeit degradiert. Aber: Sitzen bleiben, Maul halten und abstimmen – das kann nicht die Tätigkeit eines Abgeordneten sein. Herr Juncker, Ich widerspreche deshalb Ihren gestern Nacht verschickten Leitlinien für das künftige Europa. Ich will keinen Bundesstaat Europa mit der Einheitswährung Euro, ich will kein Freihandelsabkommen mit den USA, ich will nicht immer mehr Zentralisierung und Souveränitätsverlust! Ich will auch nicht, dass mein Land Deutschland und die übrigen Länder Europas zum Kontinent einer forcierten Masseneinwanderung werden, die unseren Erdteil nur ins Verderben stürzen kann. Herr Juncker, ich versichere Ihnen: Im Interesse der Völker Europas und ihrer Zukunft habe ich Sie heute nicht gewählt.

2-042-000

Ελισσάβετ Βόζεμπεργκ (PPE), γραπτώς. – Αξιότιμε κύριε Juncker, στις προτεραιότητές σας αναφέρεστε εκτενώς σε πέντε πυλώνες για την μεταναστευτική πολιτική της ΕΕ. Δεδομένου ότι η πρόληψη και αντιμετώπιση της παράνομης μετανάστευσης θα συμβάλει στην αποτροπή της απώλειας της ζωής μεταναστών, -σε τραγωδίες που εκτυλίσσονται καθημερινά στη θάλασσα της μεσογείου και του Αιγαίου,- καθώς και ότι η ενίσχυση των πολιτικών μετανάστευσης θα πρέπει να αποτελεί αναπόσπαστο μέρος των εξωτερικών και αναπτυξιακών πολιτικών της Ένωσης, θα ήθελα να σας θέσω το ακόλουθο ερώτημα. Με βάση τη συνολική προσέγγιση της μετανάστευσης και της κινητικότητας και εφαρμόζοντας την αρχή “περισσότερα κίνητρα για περισσότερα αποτελέσματα” σκοπεύετε να εξετάσετε το ενδεχόμενο επαναπροσδιορισμού της χρηματοδοτικής πολιτικής, ιδιαίτερα για τα κράτη μέλη του Νότου, που αποτελούν και τα σύνορα της Ευρώπης; Είναι γνωστό ότι οι χώρες αυτές, όπως η Ελλάδα και η Ιταλία, δέχονται έντονες μεταναστευτικές πιέσεις με συνέπεια να αδυνατούν να αντεπεξέλθουν αποτελεσματικά στα νέα δεδομένα στον τομέα της διαχείρισης των μεταναστευτικών ροών. Διότι, η μετανάστευση είναι βεβαίως θέμα πανευρωπαϊκό αλλά αφορά ως πρόβλημα πολύ περισσότερο τις χώρες της Ανατολικής Μεσογείου.

2-043-000

Iuliu Winkler (PPE), *în scris*. – Încă din primăvară, am spus că 2014 trebuie să fie anul unui nou început pentru Europa. Campania electorală ne-a arătat că avem nevoie de un nou start. Președintele CE, împreună cu echipa sa, trebuie să recâștige încrederea cetățenilor în ideea construcției europene. Metoda comunitară este calea. Numai colaborând strâns și mai sincer cu PE se poate realiza acest obiectiv.

Din multele priorități pe care, azi, Jean-Claude Juncker le-a prezentat, trei le consider stringente: reindustrializarea, investițiile în infrastructură și locurile de muncă pentru tineri. Orice program politic este valoros în măsura îndeplinirii lui. Nu ne putem permite să așteptăm cinci ani pentru ca, după aceea, să avem doar un succes parțial și să spunem, așa cum s-a întâmplat în cazul Agendei Lisabona, că trebuie să reevaluăm obiectivele.

Cred că momentul esențial al noului mandat va fi finalul anului 2016, când va avea loc evaluarea CFM. Decizia de a diminua, pentru prima dată în istoria UE, valoarea CFM a fost greșită. Sper că următorii doi ani din noul mandat, printr-o colaborare strânsă între Comisie

și PE, vor aduce reevaluarea CFM pentru a da instituțiilor UE puterea ca, împreună cu statele membre, să creeze locuri de muncă și să asigure o creștere sustenabilă.

2-044-000

Marco Zanni (EFDD), *per iscritto*. – Oggi abbiamo ascoltato in quest’Aula il discorso del candidato designato (nominato) alla guida della Commissione europea, Jean-Claude Juncker. Una scelta decisa a tavolino dagli accordi politici tra Popolari e Socialisti, che hanno deciso di continuare a spartirsi il potere a loro piacimento.

È infatti vero che Juncker era il candidato proposto dal Partito popolare europeo, maggiore espressione politica uscita dalle urne le scorso 25 maggio. Tuttavia, la sua nomina è stata decisa e formalizzata solo dopo un accordo ben preciso con i Socialisti, ai quali veniva confermata la Presidenza del Parlamento europeo nella figura inossidabile di Martin Schulz. La garanzia di questo accordo sarà la continuazione delle politiche intraprese negli ultimi anni, che hanno mostrato chiaramente tutte le loro criticità e i loro fallimenti, ma che a Bruxelles e Strasburgo fanno finta di non vedere. Qua abbiamo di fronte mestieranti della politica europea, gente che ha avuto ruoli chiave in questi anni. I risultati sono sotto gli occhi di tutti, eppure si continua a perseverare nell’errore. A me piace giudicare le persone per il loro operato, quindi magari Juncker sarà un ottimo Presidente della Commissione europea. Io glielo auguro, per il bene di tutti, ma non ne sono particolarmente convinto.

2-045-000

Carlos Zorrinho (S&D), *por escrito*. – Os cidadãos europeus precisam de um sinal de mudança. Não são necessários mais belos discursos. As palavras já não chegam para mudar a dinâmica de desmotivação e dissolução que arrisca contaminar a União Europeia. Esta eleição tem que ser o resultado de compromissos claros: compromissos de investimento, de gestão inteligente dos fluxos migratórios, de coesão territorial, de inovação, de aposta na nova indústria e de aposta estratégica nas energias limpas. O programa da Comissão para o próximo mandato é ele próprio um compromisso, mas em que fica clara a matriz da visão social-democrata para a Europa. Importa que esta matriz seja objeto de uma vigilância permanente por parte do Parlamento Europeu, que haja uma sensibilização dos Governos liderados pelos socialistas para que promovam a sua multiplicação no plano nacional e que a cooperação ativa Parlamento / Comissão, que viabilizará, como espero, esta eleição, tenha continuidade dinâmica ao longo do mandato. Estamos perante uma nova partida no processo de desenvolvimento do projeto europeu, uma nova partida que retoma num quadro de modernidade a convergência entre a democracia-cristã e a social-democracia. É em nome dessa nova aliança progressista que votarei em Juncker para Presidente da Comissão Europeia.

2-046-000

(Die Sitzung wird um 12.15 Uhr unterbrochen und um 12.25 Uhr mit der Wahl des Kommissionspräsidenten wieder aufgenommen.)

6. Wahl des Präsidenten der Kommission

2-048-000

Der Präsident. - Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Wahl des Kommissionspräsidenten.

(Der Wahlgang wird eröffnet.)

Zunächst einmal müssen wir Zählerinnen und Zähler auslosen, die an den Wahlurnen von A-B bis W-Z ihre Plätze einnehmen. Zunächst einmal müssen diese Zähler ausgelost werden.

Dann muss ich fragen, ob alle Abgeordneten, die hier im Saal sind, einen Stimmzettel erhalten haben. Gibt es Kolleginnen und Kollegen, die keinen Stimmzettel erhalten haben, die hier im Saal sind?

Haben alle ihren Stimmzettel erhalten? Wenn nicht, bitte ich die Amtsboten, dort, wo Abgeordnete signalisieren, dass sie keinen Stimmzettel haben, einen hinzubringen.

Ich beginne jetzt mit der Ziehung der Zählerinnen und Zähler. Wenn ich nichts anderes höre, gehe ich davon aus, dass sie das akzeptieren.

(Der Präsident zieht folgende Namen aus einer Lostrommel.)

Herbert Dorfmann

Iratxe García Pérez

Jonathan Arnott

2-049-000

Jonathan Arnott (EFDD). - Mr President, I am not happy to accept scrutinising a ballot which is secret and which should be public. Sorry.

2-050-000

Der Präsident. Francisco Sosa Wagner

Christel Schaldemose

Nathalie Griesbeck

Christian Ehler

Diane Dodds

Goffreda Maria Bettini

Adam Gierek

Ivo Vajgl

(Die Abgeordneten begeben sich zu den Wahlurnen und geben ihre Stimmzettel ab.)

(Der Präsident schließt die Wahl um 12.58 Uhr.)

(Die Sitzung wird um 13.00 Uhr bis zur Bekanntgabe des Wahlergebnisses unterbrochen.)

2-051-000

Der Präsident. - Meine Damen und Herren! Mit der Bekanntgabe des jetzigen Wahlergebnisses geht ein Prozess vorläufig zu Ende, der ganz ohne Zweifel von Ihnen allen oder zumindest von den meisten von Ihnen als ein historischer Prozess bezeichnet worden ist. Das Europäische Parlament hat diesem Wahlgang und diesem Prozess größte Aufmerksamkeit gewidmet, schon in der vergangenen Wahlperiode, aber auch in dieser.

Ich glaube, dass mit dem Ergebnis, das ich jetzt bekannt gebe, eine fundamentale Richtungsänderung in den Strukturen der Europäischen Union erreicht worden ist. Das Resultat dieses Prozesses ist der nächste Präsident der Europäischen Kommission, der wie kein anderer parlamentarisch gestärkt in sein Amt gehen wird.

Abgegebene Stimmzettel: 729

Leere Stimmzettel, die als Enthaltung gewertet werden: 47

Ungültige Stimmzettel: 10

Nach dem EU-Vertrag ist vorgesehen, dass der Präsident der Europäischen Kommission bei der Abstimmung über seine Nominierung die qualifizierte Mehrheit, das heißt die Mehrheit der gesetzlichen Mitglieder des Parlaments erreichen muss. Diese Stimmenzahl ist 376.

Für Herrn Jean-Claude Juncker haben gestimmt: 422 Abgeordnete.

(Anhaltender Beifall)

Gegenstimmen: 250

Das Europäische Parlament hat somit den vom Europäischen Rat vorgeschlagenen Kandidaten für das Amt des Präsidenten der Europäischen Kommission gewählt. Gemäß Artikel 117 Absatz 3 der Geschäftsordnung werde ich dies dem Rat mitteilen und den Rat und den gewählten Präsidenten der Kommission auffordern, im gegenseitigen Einvernehmen die Kandidaten für die einzelnen Ämter der Mitglieder der Kommission zu benennen. Ihre Wahl, meine Damen und Herren, werde ich in einem Rechtsakt, den ich unterschreiben muss, feststellen und werde das Ergebnis dieser Wahl Ihnen, Herr Juncker – vorausgesetzt, Sie teilen mir jetzt mit, dass Sie damit einverstanden sind –, aushändigen.

2-052-000

Jean-Claude Juncker, *designierter Präsident der Kommission*. - Herr Präsident! Es ist nicht nur ein Gebot der Höflichkeit, dass ich dem von Ihnen vorgeschlagenen Prozedere gerne zustimme. Aber bitte schicken Sie eine Kopie an alle.

2-053-000

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI). - Κύριε Πρόεδρε, πρόκειται για ένα ουσιαστικό ζήτημα, για παραβίαση του Κανονισμού. Μας στερήσατε τον λόγο και το Προεδρείο έχει σημαντική ευθύνη. Η ευρωκοινοβουλευτική ομάδα του Κομμουνιστικού Κόμματος Ελλάδας διαμαρτύρεται και δεν αποδέχεται τον χαρακτηρισμό που δόθηκε σε βουλευτή ότι μιλάει εκ μέρους των μη εγγεγραμμένων. Οι μη εγγεγραμμένοι, με βάση τον Κανονισμό του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου, δεν αποτελούν πολιτική ομάδα. Άρα δεν μπορεί κανείς να τοποθετείται εκ μέρους τους ή να τους εκπροσωπεί. Κάθε μη εγγεγραμμένος βουλευτής μπορεί να μιλάει για τον εαυτό του ή εξ' ονόματος του κόμματός του. Γι' αυτό είναι αναγκαίο να διευκρινίσετε το παραπάνω ζήτημα. Η ευρωκοινοβουλευτική ομάδα του Κομμουνιστικού Κόμματος δεν ανήκει σε καμιά πολιτική ομάδα και τοποθετείται αυτοτελώς στο Ευρωκοινοβούλιο και σε όλα τα όργανά του.

2-054-000

Der Präsident. - Herr Papadakis, ich nehme das zur Kenntnis. Sie kennen die Regelungen, die sich für die fraktionslosen Abgeordneten in diesem Hause ergeben. Wir werden Ihre Wünsche prüfen. Im Rahmen der Koordinierung der fraktionslosen Abgeordneten kommt

jede Gruppe, die bei den Fraktionslosen organisiert ist, zu Wort. Ich nehme aber Ihre Wünsche mit. Wir prüfen, was wir tun können.

(Die Sitzung wird um 13.55 Uhr unterbrochen und um 15.00 Uhr wieder aufgenommen.)

2-055-000

PRÉSIDENCE DE MME Sylvie GUILLAUME

Vice-présidente

7. Approbation du procès-verbal de la séance précédente : voir procès-verbal

8. Situation en Ukraine (débat)

2-058-000

La Présidente. - L'ordre du jour appelle la déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité sur la situation en Ukraine (2014/2717(RSP)).

2-059-000

Štefan Füle, *Member of the Commission on behalf of the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy.* - Madam President, the crisis in eastern Ukraine has not abated; each day we continue to receive alarming reports about casualties. The activities of illegal armed separatist groups remain a source of great concern. Militants still occupy buildings and border posts, keep dozens of people hostage, and threaten the territorial integrity and independence of Ukraine, as well as the security of its citizens. Innocent civilians, including women and children, are caught in the crossfire. We must do all we can to protect and support them. Each civilian killed is one too many. The increase in the numbers of displaced people is also of concern. It underlines the importance of supporting the work of humanitarian organisations. It is essential to provide protection and emergency assistance to all of the Ukrainian civilians who are in need of it – whoever and wherever they are.

There are worrying reports regarding respect for human rights – not only in eastern Ukraine, but also in Crimea, which remains illegally annexed by Russia. Crimea is where the most dramatic changes in the situation of minorities and in the enjoyment of human rights have taken place. Earlier this month, the leader of the elected Crimean Tatar assembly was refused entry to Crimea. This is a clear violation of international law and the European Convention of Human Rights. Allow me to stress that we have not forgotten about Crimea; it will always remain on the radar of our policy until international law is restored.

The Ukrainian military campaign in the eastern Ukraine continues. It is every country's right and obligation to uphold law and order on its territory and to defend its sovereignty and territorial integrity. In these extremely difficult circumstances, we encourage the Ukrainian authorities to maintain a measured approach. This is not about fighting the popular movement in part of eastern Ukraine at a time when the Ukrainian authorities offer discussions about decentralisation and other democratic changes. It is about fighting highly trained and equipped paramilitary forces that have hardly any regard for the needs of the local population. This is exactly the reason why we need to put the protection and well-being of local civilians at the heart of our policy.

Diplomatic efforts towards peace in eastern Ukraine must continue. There is an urgent need for all parties to agree on a genuine and sustainable cease-fire in order to create the necessary conditions for the implementation of President Poroshenko's peace plan. President Putin supported the peace plan in principle; the Federation Council has revoked the authorisation to use military force on Ukrainian soil. However, Russia has not stopped the flow of weapons, equipment and militants across the border; nor has it used its influence over illegally armed groups in eastern Ukraine to stop the violence and get them to lay down their arms. So it is now urgent that Russia takes concrete steps in this direction. We welcome the diplomatic efforts launched in Normandy on 6 June by Ukraine, the Russian Federation, France and Germany, and we hope that this process – as well as the joint Berlin Declaration of 2 July – will contribute to de-escalation and to a peaceful resolution of the crisis.

Diplomatic efforts will only be successful if all players show genuine commitment to the process. The European Union welcomes the trilateral efforts of Ukraine, Russia and the OSCE, which could lead to de-escalation and a peaceful resolution, including an agreement on a cease-fire, the release of all hostages, border security, and the effective monitoring of border crossings by the OSCE. Unfortunately, we are not there yet. Tomorrow in Brussels, the Heads of State and Government will again assess the situation on the ground against the conditions put forward by the last European Council and, should it be required, adopt the necessary decisions.

In parallel, the European Union supports Ukraine where it can. In March, the European Commission proposed a support package of over EUR 11 billion for the next couple of years. The Commission has also decided to create a Support Group to ensure that the Ukrainian authorities have all the assistance they need to implement reforms.

Last week,

The European Union also actively supports the OSCE Special Monitoring Mission and stands ready to further assist the organisation in supporting a cease-fire and border monitoring. At the end of this month, we are also planning to launch a common security and defence policy mission to assist Ukraine in the important areas of civilian security sector reform, police and the rule of law.

26 June 2014 was a historic day for Ukraine and for the European Union. After years of negotiations and hard work, the remaining provisions of the Association Agreement – with its deep and comprehensive Free Trade Area – were signed. This achievement is a powerful symbol of the Ukrainian people's aspirations to get closer to the European Union, and of the European Union's commitment towards Ukraine. The Agreement will help to drive reforms and boost growth by offering Ukraine access to the world's largest market. We now look forward to its swift ratification and subsequent provisional application, so that Ukrainian citizens and businesses can benefit as soon as possible from the new opportunities that the Agreement opens.

Needless to say in this House, the Agreement is not meant to replace Ukraine's relations with any neighbour; Ukraine can perfectly well have free trade agreements with Russia and the European Union at the same time. The European Union has engaged with Russia in order to dispel any possible misunderstandings in this regard. Last Friday, trilateral talks were held by Commissioner De Gucht with Ukraine and Russia at ministerial level on the effects on Russia's economy of the implementation of the Association Agreement. An agreement was reached to launch a consultation mechanism with a focus on regulations

and standard procedures arising from the implementation of this Agreement. The purpose is to reduce unnecessary tensions by filtering out misunderstandings and by focusing discussions on possible solutions for any remaining concrete issues. Experts will produce a preliminary report no later than 1 September 2014, and a new ministerial meeting will take place in that month. Russia's threats to take unilateral "preventive" safeguard measures are unacceptable and legally unfounded. We now hope that Russia will refrain from taking any such unprovoked, restrictive measures.

Finally, the Association Agreement does not constitute the final goal of European Union-Ukraine cooperation. On the contrary, it provides new opportunities and is an important step in the European Union's commitment to support Ukraine along the road of transforming this country into a stable and prosperous European democracy.

2-060-000

Jacek Saryusz-Wolski, *on behalf of the PPE Group* . – Madam President, in reaction to what the Commissioner has said, I would say that we should give Ukraine a chance.

The situation in Ukraine is escalating, but it is being escalated by Russia, which is increasing the presence of its military forces and its equipment. Contrary to misleading signals from Russia, Russia did not give up its preferred scenario of creating a frozen conflict there in order to block Ukraine's path to modernity and to Europe. We owe Ukraine – our associated partner – our assistance and our full political and economic support: support for the peace plan of President Poroshenko and also support for Ukraine's right of self-defence, based on Article 51 of the UN Charter, to regain control over its territory and its borders.

Our mediation is not enough. We are on the side of Ukraine's sovereignty and territorial integrity. The EU has special responsibility for safeguarding respect for our values of democracy and rejects the challenging of borders by force through Russian action. Consequently, we need action towards Russia. If Russia does not de-escalate or fulfil the requirements which we put on the table, the Council decision on further third-stage sanctions should be put into motion in sectors like defence, banking and energy. As a sign of our support and solidarity towards Ukraine, Parliament should quickly and swiftly proceed with the ratification of the Association Agreement.

2-061-000

Knut Fleckenstein, *im Namen der S&D-Fraktion* . – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Wir erwarten von der russischen Regierung endlich überzeugende Taten statt nur abwiegelnde Worte.

Russland trägt eine klare Verantwortung dafür, dass die Situation in den östlichen Regionen der Ukraine so weit eskalieren konnte. Deshalb erwarten wir auch, dass Russland jetzt den Zustrom von Waffen und Söldnern über seine Grenzen in die Ukraine unterbindet. Wir erwarten von ihnen, dass sie ihren letzten noch verbliebenen Einfluss auf bewaffnete separatistische Gruppierungen nutzen, geltend machen und diese aufrufen, ihre illegalen Aktivitäten zu beenden und den vom ukrainischen Präsidenten vorgeschlagenen Friedensplan anzunehmen.

Wir unterstützen die ukrainische Regierung in ihrem Bemühen, für Frieden, Sicherheit und Stabilität des Landes zu sorgen, und mahnen auch in diesem Zusammenhang an die Verhältnismäßigkeit der Mittel. Es ist uns besonders wichtig, dass die Regierung auch weiterhin von uns unterstützt wird bei ihrem Bemühen, einen inklusiven nationalen Dialog

zu organisieren, der die Interessen ihrer Bürger in allen Teilen des Landes angemessen berücksichtigen kann.

Drittens: Wir begrüßen die Aktivitäten verschiedener Außenminister inklusive meines eigenen. Wir appellieren eindringlich an die Hohe Beauftragte oder ihre Nachfolgerin im Amt, sich aktiv an den internationalen Bemühungen um eine nachhaltige Lösung der Krise in der Ukraine einzubringen. Ich glaube, dass wir in der Europäischen Union sehen müssen, dass wir wieder selbst aktiv mitgestalten und es nicht den nationalen Außenministern überlassen.

Lassen Sie mich einen letzten Satz sagen: Ich glaube, dass die Entschließung, die wir gemeinsam verabschieden werden, eine gute Grundlage dafür ist, darzustellen, wo unsere eigentlichen Forderungen liegen. Allerdings sollten wir das in einer Art tun, die nicht neue Gräben aufreißt, sondern dazu beiträgt, Gräben einzuebnen.

2-062-000

Anna Elżbieta Fotyga, *w imieniu grupy ECR*. – Pani Przewodnicząca, Panie Komisarzu, Szanowni Państwo! Unia Europejska jest globalnym graczem na arenie międzynarodowej. Jest niezwykle ważne, żebyśmy bardzo precyzyjnie zdiagnozowali proces, z którym mamy właśnie do czynienia. Ta precyzyjna diagnoza jest szczególnie potrzebna państwom i narodom mojego regionu – Europy Środkowej i Wschodniej, w tym mojego kraju – Polski. Jesteśmy z Ukrainą, z narodem ukraińskim, w jego walce o suwerenną państwowość, o integralność terytorialną kraju. I od wielu już lat przestrzegamy, przestrzegaliśmy, że proces, który toczy się w Federacji Rosyjskiej, od czasu objęcia prezydentury przez Władimira Putina po raz pierwszy to jest odnawianie polityki neoimperialnej, to jest odzyskiwanie wpływów w sferze posowieckiej. Model jest bardzo prosty – zaczyna się od destabilizacji, potem następuje zainstalowanie przychylnych władz, potem ewentualnie czystki etniczne, przychylnie umowy, takie które pozwalają na obecność baz i sił militarnych bądź paramilitarnych. Tak się stało na Krymie w przypadku aneksji, kiedy to po raz kolejny w powojennej historii świata zdecydowano się na jednostronne zakwestionowanie stabilności granic suwerennego państwa, pomimo gwarancji, które dawały ważne demokracje światowe. Przychylnie odnoszę się do działań, które podejmuje Unia Europejska, sądzę, że istotna jest misja cywilna, ale jest to dalece niewystarczające. Powinniśmy pójść dalej – w sankcjach i w wyraźnych sygnałach dyplomatycznych.

2-063-000

Johannes Cornelis van Baalen, *on behalf of the ALDE Group*. – Madam President, first of all, we should salute the Ukrainian people for having organised independent, free and fair presidential elections which brought a clear result: that is the result of democracy. The Russians talked repeatedly about 'the fascists of Maidan' and 'the fascists of the interim government'. But it was not they who won. The extremist vote was very small and this was a very good election result, given also the fact that Crimea was under Russian rule and Russian was intervening in the eastern part of Ukraine. So let us salute the Ukrainian people and their new democratically elected President.

Secondly, President Poroshenko has his 15-point programme and we should support him in this because he wants to talk with all sections of Ukrainian society. He wants to talk about decentralisation within one Ukraine – the Ukraine we have all recognised, including Crimea and including, of course, the east – and President Putin should now do what he sometimes talks about. He sometimes speaks words of conciliation but his actions are

different. If he really wants peace, President Putin needs to stop all help to the separatists – all help. He should patrol his border and he should come to a free and fair agreement with Ukraine on oil and gas. He should also accept international law, and that means that Crimea is not a part of Russia.

Putin now has to accept international law. That is the most important thing, and what we should do is demand Russian action rather than talk and, if the action is not satisfactory, we should impose further sanctions because in the end that is the only way to keep Russia on the right side of the Russian-Ukrainian border.

2-064-000

Jiří Maštálka, *za skupinu GUE/NGL*. – Paní předsedající, vítám, že se toto téma projednává na půdě Evropského parlamentu. Chci ale zdůraznit, že seriózní jednání měla začít podstatně dříve, tedy před uzavřením asociační dohody, t.j. před listopadem 2013.

Asociační dohoda totiž patří k základním faktorům, které přispěly k otevřenému vojenskému konfliktu a občanské válce. Velký podíl na vyostření situace měla Evropská unie, především její komisaři, a také Evropský parlament, který včas nezasáhl. V každém případě jsme měli situaci monitorovat, zaujímat objektivní stanoviska a také včas vyslat pozorovatele, kteří by objektivně posoudili situaci. V současné době stojíme tváří v tvář válce na evropském kontinentu a to v období, kdy vzpomínáme 100 let od počátku první světové války.

Zároveň jsme konfrontováni s fašizací a humanitární katastrofou. Nešťastná politika Východního partnerství kromě jiného dohnala půl milionu občanů Ukrajiny k tomu, aby hledali bezpečí a útočiště v Ruské federaci. Bylo by dobré se zeptat i těchto lidí, jakou si přejí Ukrajinu. Na základě těchto skutečností jsem přesvědčen, že Evropská unie by měla vytvořit komisi, jejíž náplní by bylo vyšetřit spáchané zločiny, jako je třeba střelba snajperů na kyjevském Chreščatyku, vraždění v Oděse a v neposlední řadě také nepřiměřené používání síly na jihovýchodě Ukrajiny. Pokládám za nezbytné, aby Evropský parlament vyzval státní orgány Ukrajiny k provedení reformy ústavy, která bude respektovat historická specifika jednotlivých regionů. Evropský parlament musí trvat na zamezení etnických čistek, které bohužel lze očekávat.

Dovolte mi také vyjádřit základní nesouhlas s hrozícím zákazem parlamentní strany, jakou je Komunistická strana Ukrajiny. Pokládám tento krok za projev nebezpečného směřování k fašizaci ... (*Předsedající řečnickovi odebrala slovo.*)

(*Řečník souhlasil s tím, že odpoví na otázku položenou zvednutím modré karty (čl. 162 odst. 8 jednacího řádu).*)

2-065-000

Sandra Kalniete (PPE), *blue-card question*. – Mr Maštálka, when you say that it is a European Association Agreement which is the cause of all the war and military activity and disruption of civil life in Ukraine, it reminds me very much of a comment I have heard from men – that when a woman is raped, she has asked for it. Could you answer me on that point?

2-066-000

Jiří Maštálka (GUE/NGL), *odpověď na otázku položenou zvednutím modré karty*. –

Asi jste měla špatný překlad, já jsem řekl, že to byl jeden z faktorů.

2-067-000

Marju Lauristin (S&D), blue-card question . – I want to ask about whether there is really time to talk about more urgent measures, because news is coming in about the approaching humanitarian crisis in Donetsk. The leaders of the separatists have said that there will be an evacuation of 100 000 people from Donetsk. What is going on there is a humanitarian crisis and a provocation that could then be a pretext for a Russian invasion. We all know how this pattern is working. I think this is not the time to talk about what we did wrongly earlier on, but it is time to talk about what we can do urgently to help Ukraine stabilise the situation and to stop the provocations.

2-068-000

La Présidente. - Nous allons reprendre le cours de notre débat (*La présidente considère que la question posée ne correspond pas à une question "carton bleu"*).

2-069-000

Rebecca Harms (Verts/ALE). - Frau Präsidentin, meine Damen und Herren! Es passt jetzt eigentlich ganz gut zu dem Vorredner. Ich wollte gerne an dieser Stelle noch einmal betonen – und zwar auch für russische Bürgerinnen und Bürger, die diese Debatte vielleicht auch einmal ungefiltert hören müssten –, dass das Assoziierungsabkommen, das wir mit der Ukraine unterzeichnet haben, sich nie gegen Russland gerichtet hat. Das war keine Aggression gegen Russland, sondern das war ein Vertrag, den wir schließen wollten, zugunsten einer besseren demokratischen und wirtschaftlichen Entwicklung in der Ukraine. Ich bin heilfroh, dass inzwischen die Assoziierungsabkommen mit Moldau, mit Georgien und mit der Ukraine unterschrieben worden sind.

Angesichts des Treffens letzter Woche zwischen der Ukraine, Russland und der EU in Brüssel würde ich noch einmal sagen: man kann über Handel reden, aber ein Vetorecht für Russland darf die Europäische Union auf diese Abkommen nicht zulassen, denn damit würden die Ideen von demokratischer Entwicklung tatsächlich untergraben.

Ich muss Ihnen sagen, ich bin von Woche zu Woche mehr entsetzt darüber, wie erfolgreich die Strategie Russlands ist, den demokratischen Prozess in der Ukraine zu unterminieren durch die Toleranz und inzwischen durch die immer aktivere Unterstützung der selbsternannten Separatisten, die zum Teil Verbrecher sind, im Osten der Ukraine. Das ist nicht akzeptabel. Das spricht einfach gegen normale Verhältnisse gegenüber Russland. Wir müssen unsere Verhältnisse zu Russland nicht verändern. Russland verändert seine Beziehungen und seinen Umgang über den Umgang mit der Ukraine auch uns gegenüber.

Ich will noch einmal wieder über die Sanktionen sprechen: Wir haben schon so oft darüber gesprochen. Als die Sanktionen angefangen haben zu wirken – die Kapitalflucht ist ein großes Problem, der Rubel ist runter gegangen –, als man die Auswirkungen gespürt hat, da gab es einen Parlamentsbeschluss in Russland, und man hat diese 100%ige Ansage: Wir verteidigen alle Russen außerhalb Russlands, wenn es sein muss, zurückgenommen.

Man hat diesen Beschluss unter dem Druck der ökonomischen Verhältnisse zurückgenommen. Dann hat aber die Europäische Union über einzelne Mitgliedstaaten angefangen, sich selber und der Idee der Sanktionen zu widersprechen. Ich finde das

unerträglich, dass weiterhin Waffen exportiert werden, dass russische Soldaten in Frankreich ausgebildet werden. Das kann doch nicht sein!

(Beifall)

Ich finde auch unerträglich, dass jetzt Österreich und unsere Ratspräsidentschaft in Italien plötzlich *South Stream* vorantreibt, denn das ist nicht ein Projekt für die Energieversorgungssicherheit, das ist ein Projekt, das sich strategisch gegen die Ukraine richtet!

(Beifall)

Ich glaube, wer Einfluss auf Präsident Putin haben will, der muss auch mal konsequent sein, und der kann nicht mit vier verschiedenen unterschiedlichen Strategien in diese Auseinandersetzung gehen. Frieden ist dringend gewünscht, aber Frieden in der Ukraine erreichen wir nur, wenn wir gegenüber Russland ganz klar – nicht militärisch, aber mit der Bereitschaft, unsere Verhältnisse zu verändern – auftreten.

(Die Rednerin ist damit einverstanden eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

2-070-000

Richard Sulík (ALDE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Frau Harms! Meines Wissens war es eine Bedingung seitens der EU dafür, dass der Assoziierungsvertrag mit der Ukraine unterschrieben wird, dass die Ukraine kein Zollabkommen mit Russland unterschreiben darf. Falls dies so war, möchte ich Sie fragen, was Sie davon halten.

2-071-000

Rebecca Harms (Verts/ALE), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Es wurde ja den ganzen Winter immer wieder in der Ukraine über dieses Thema diskutiert. Die Ukraine wollte nicht in die Zollunion mit Russland. Die Ukraine will das Assoziierungsabkommen mit der Europäischen Union. Die Präsidentschaftswahl hat noch einmal gezeigt, mit welcher großen Mehrheit die Ukrainer das wollen. Das bedeutet nicht, dass die Ukraine nicht auch gerne gute Geschäftsbeziehungen zu Russland hätte, wenn Russland dann interessiert wäre an guten Geschäftsbeziehungen. Zurzeit ist Russland daran interessiert, dass der Reformprozess in der Ukraine scheitert.

2-072-000

Valentinas Mazuronis (EFDD), – Kalbant apie situaciją Ukrainoje, labai svarbu teisingai identifikuoti, kas ten vyksta. Mano manymu, Ukrainoje vyksta nepaskelbtas hibridinis karas, kurio metu viena valstybė, kalbu apie Rusiją, neteisėtai užgrobė dalį kitos valstybės, kalbu apie Ukrainą ir Krymą. Rusija ir toliau skatina ir remia tolesnius karinius veiksmus likusioje Ukrainos teritorijoje bei ten esančias neteisėtas karines grupuotes. Taigi nors ir nepaskelbtas, nors ir naudojant neįprastus karo metodus, karas Ukrainoje vyksta. Ten žūsta žmonės, tarp jų ir civiliai.

Svarbu suprasti, kad tai karas ne tik prieš Ukrainą. Šis karinis konfliktas – tai globalaus dabartinio Rusijos konflikto su Vakarų civilizacija ir Europa atspindys. Jeigu mes tinkamai nereaguosime, tai klausimas bus tik vienas: kuri Europos valstybė bus kita? Ar tai bus mano tėvynė Lietuva ar kitos Baltijos valstybės, o gal Moldova ar bet kuri kita pasaulio ar Europos šalis? Ir tai įvyks vien todėl, kad viena iš šių valstybių ar jų sprendimai nepatiks tiems, kurie

sukėlė ir šiandien remia karą Ukrainoje. Būtent todėl šiandien tokia svarbi visų Europos valstybių bendra pozicija ir koordinuoti veiksmai stabdant karinius veiksmus Ukrainoje bei siekiant takaus sprendimo būdo. Bendra ir ryžtinga mūsų pozicija yra svarbi ne tik Ukrainai bei jos teritorijos vientisumui, tokia pozicija būtina ir svarbi visų pirma mūsų valstybėms, mūsų valstybių piliečiams. Todėl būkime vieningi ir ryžtingai veikime išvien jau šiandien, nes rytoj gali būti vėlu.

(Kalbėtojas sutiko atsakyti į mėlynosios kortelės klausimą (Darbo tvarkos taisyklių 162 straipsnio 8 dalis))

2-073-000

Edouard Ferrand (NI), *question "carton bleu"*. – Monsieur Mazuronis, l'accord d'association qu'on nous propose entre l'Union européenne et l'Ukraine ne risque-t-il pas, aujourd'hui, de profiter à l'intégration latente de l'Ukraine dans l'OTAN et de provoquer le retour inéluctable d'une guerre froide en Europe ?

2-074-000

Valentinas Mazuronis (EFDD), *atsakymas į pakėlus mėlynąją kortelę pateiktą klausimą*. – Sutarties, kurią pasirašė Ukraina, pasirašymas buvo Ukrainos teisėtai išrinktos valdžios pasirinkimas. Manau, kad kiekviena valstybė turi teisę rinktis taip, kaip mano reikalinga. Tikrai nemanau, kad šie žingsniai, o ne agresyvi kitos valstybės, t. y. Rusijos, pozicija, kelia potencialiai didžiulę grėsmę stabilumui Europoje ir mūsų visų valstybių saugumui.

2-075-000

Harald Vilimsky (NI). - Frau Präsidentin, meine sehr geehrte Damen und Herren! Etwas Bestürzung ist in mir, wenn ich sehe, auf der einen Seite in Europa herrscht kriegerische Gefahr an den Toren Europas, und auf der anderen Seite sehe ich hier, dass 80 % der Mandatare sich nicht einmal an der Debatte beteiligen und ihre Verantwortung wahrscheinlich in der Cafeteria wahrnehmen – ein schlechtes Zeichen für die Europäische Union.

Das Zweite, das ich mich frage, ist vor allem, was die Redner der Mehrheitsfraktionen betrifft, dass hier bei den Dingen, die hier vom Zettel gelesen werden, offensichtlich überhaupt keine Recherche betrieben wird und man den Eindruck gewinnt, dass das hier mehrheitlich eine europäische Botschaft der Vereinigten Staaten von Amerika statt eines selbstbewussten Europäischen Parlaments ist.

Erinnern Sie sich bitte zurück, was passiert ist am Maidan, wie hier eine vermeintliche Demokratiebewegung, die von der Europäischen Union unterstützt wurde, auf einmal mit Sturm- und Maschinengewehren hantiert hat und in weiterer Folge eine Regierung weggeputscht wurde, nicht etwa mit dem erforderlichen Quorum in der Kiewer Roda von 75 %, das notwendig gewesen wäre, sondern darunter. Auch da hat man die Augen zugemacht vor dieser falschen Entscheidung eines Putsches. In weiterer Folge hat man auch die Augen verschlossen, als plötzlich 400 *Blackwater* Söldner der US-Administration – laut einem Bericht des deutschen Magazins „Der Spiegel“ – in der Ukraine entdeckt wurden.

Ich bitte die Europäische Union, hier nicht einseitig die Position der Amerikaner zu ergreifen, sondern ganz im Gegenteil eine neutrale Rolle einzunehmen, eine tripolare Verhandlung

zu ermöglichen – den Russen, den Ukrainern und den Europäern andererseits. Es geht hier um die Bevölkerung, es geht darum, Tote zu vermeiden und den Frieden abzusichern.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

2-076-000

Ulrike Lunacek (Verts/ALE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ .* – Frau Präsidentin! Herr Vilimsky, Sie haben interessanterweise davon gesprochen, dass es am Maidan eine „vermeintliche Demokratiebewegung“ gab, dass die Regierung wegputscht wurde.

Waren Sie dort? Meine Kollegin Rebecca Harms war dort – des Öfteren. Sie hat mit den Leuten geredet, sie kennt sie, nicht erst jetzt, sondern seit Jahren, und viele andere hier im Haus.

Sie und Ihre Kollegen, von FPÖ und anderen, waren auf Einladung der russischen Regierung, russischer Organisationen auf der Krim und haben dort das sogenannte Referendum beobachtet. Wo bleibt ihre tatsächliche Sicht auf die Dinge? Sie waren nicht am Maidan.

2-077-000

Harald Vilimsky (NI), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ .* – Frau Kollegin Lunacek! Ich war acht Jahre Obmann der österreichisch-ukrainischen parlamentarischen Freundschaftsgesellschaft. Ich habe Hilfslieferungen für Kinder in die Ukraine gebracht. Ich habe eine österreichische Tageszeitung in die Ukraine gebracht, um im Vorfeld der Euro auch den Tieren in der Ukraine zu helfen . Und ich habe sehr viele Gesprächspartner. Wenn Sie heute kritisieren, dass wir uns vor Ort in der Krim ein Bild gemacht haben, während Sie in Wien gesessen sind oder wo auch immer und irgendwelche Zeitungen gelesen haben, die für Sie die Wahrheit sind, dann bin ich eher der Auffassung, dass ich vor Ort bin, mich dort erkundige und diese Dinge als Basis meiner Argumentation nehme anstatt irgendetwas, das Ihnen irgendjemand erzählt.

2-078-000

Elmar Brok (PPE). - Frau Präsidentin, Herr Kommissar, Kolleginnen und Kollegen! Herr Vilimsky! Ich war an dem Tag, als das Parlament mit großer Mehrheit entsprechend der Abmachung beschloss, die Verfassung von 2004 wieder einzusetzen, dort am Parlament. Ich habe keine Sturmgewehre gesehen, sondern habe fröhliche Menschen gesehen, die Demokratie wahrgenommen haben, Menschen, die unter den Flaggen Europas demonstrierten. Das heißt, Menschen, die offensichtlich Demokratie verstanden haben, während Sie mit Ihrer Argumentation das Putin-Regime stützen, das nicht freiheitlich ist. Sie sollten sich schämen, solche Positionen hier wahrzunehmen!

Das Eindeutige ist: Die Menschen in der Ukraine haben entschieden bei der Präsidentschaftswahl: Ihre Freunde wie die Faschisten haben zusammengenommen weniger als 10 % bekommen. Da hat man für Demokratie und Freiheit des Westens entschieden. Die Entscheidung muss fallen in Kiew, in der Ukraine, nicht in Brüssel, nicht in Washington und nicht in Moskau. Nur das möchten wir: Das ukrainische Volk muss die Freiheit der Entscheidung haben! Wir machen ein Angebot eines Assoziierungsvertrags. Jedes Land kann frei entscheiden, ob es das haben möchte. Wir werden das als Parlament schnell ratifizieren – wie auch mit Georgien und Moldau. Aber ich möchte deutlich zum Ausdruck

bringen: Dies ist nicht gegen Russland gerichtet. Dies hat keine handelspolitischen Nachteile für Russland. Die Nachteile entstehen nur durch Russland, das einseitige Strafmaßnahmen in der Handelspolitik gegen Länder macht, die nicht politisch konform sind. Dies ist nicht hinnehmbar! Das muss zurückgewiesen werden!

Und zu dem, was in der Ostukraine läuft: Solange russische Waffenlieferungen da sind, solange man Raketen hat, mit denen man Flugzeuge über sechs Kilometer Höhe abschießen kann – das ist nicht einfach so von Freischärlern –, müssen wir sagen: Solange Russland diese Politik betreibt, muss Russland auch damit rechnen, dass Sanktionen ausgesprochen werden können. Ich meine, dass es deutlich sein muss: Jedes Volk muss die Freiheit seiner eigenen Entscheidung haben. Wir sollten den Ukrainern helfen – vielleicht mit OSZE-Gruppen, den Beobachtern –, dass die Kontrolle über die russisch-ukrainische Grenze zurückgefunden werden kann, damit diese Grenze nicht missbraucht werden kann durch Waffenlieferungen in die Ukraine hinein.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

2-079-000

Jean-Luc Schaffhauser (NI), *question "carton bleu"*. – Je voudrais juste dire à Elmar Brok, lorsqu'on traite de fasciste en l'occurrence Svoboda et Pravy Sektor, qu'ils étaient soutenus par l'Occident et les États-Unis, même si par la suite, effectivement, ils ont perdu aux élections. Donc, attention quand on menace et quand on critique nos amis et ceux qui essaient de mettre la vérité de fasciste. Cette fois, comme par hasard, les fascistes sont du côté de ce que vous appelez, à tort d'ailleurs, l'Occident.

2-080-000

Elmar Brok (PPE), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Auf dem Maidan und bei allen Gesprächen war der Wunsch aller politischen Kräfte – der großen Mehrheit des Parlaments, vollständig des Maidan – die Auffassung: Wir möchten Menschenrechte haben, eine Rechtsstaatlichkeit, in der es keine Willkür gibt.

Wenn Sie das als Faschismus bezeichnen: Sie gehören zu den Leuten, die in russischer Terminologie sagen, jeder der gegen Russifizierung, gegen Sowjetisierung war, ist damit Faschist. Dieser Definition kann ich mich nicht anschließen. Da ist niemand verfolgt worden. Kein Russe ist wegen seiner Sprache in der Ukraine verfolgt worden – dies sind alles Mythen. Und aus diesem Grunde sollte man deutlich machen, dass man dieser Propaganda nicht folgen kann. Sie sollten sich schämen, mit welchen Leuten Sie im Boot sitzen!

2-081-000

Victor Boştinaru (S&D). - Madam President, there are two main questions for which we desperately need a well-articulated answer in the future, bearing in mind the recent past. Firstly, we must measure how sincere and real the Russian commitment to de-escalating the situation is, in view of the developments in eastern Ukraine – regarding which you, Mr Commissioner, and other colleagues mentioned the real involvement of Russia.

Secondly, we need an immediate solution to the energy security problem. The solution is not to build other pipelines to bring Russian gas to Europe – as Austria and Hungary are doing now – but to find different sources and different routes. I hope that the next High

Representative for Foreign Affairs in the next Commission will not only find the answers to those questions but also build up a more coherent and more articulated strategic approach.

2-082-000

Mark Demesmaeker (ECR). - Op de perstelexen lees ik dat ook vandaag weer Oekraïense soldaten sneuvelen aan de grens met Rusland bij aanvallen van pro- Russische militias. Er vallen ook dagelijks burgerslachtoffers. Beide landen beschuldigen elkaar van grensschendingen. Iedereen ziet dat er niet veel meer nodig is om dit conflict te doen escaleren. De Unie moet absoluut sterker uit de hoek komen en alles in het werk stellen om de wapens te doen zwijgen. Dat kan alleen als wij Rusland doen stoppen met het uitvoeren van zijn Krim-scenario in het oosten van Oekraïne, als wij Rusland ertoe brengen op te houden het land te destabiliseren. Poetin zegt wel dat hij vrede wil, maar zijn daden bewijzen het tegendeel.

Ondertussen, mijnheer Füle, vraag ik uw bijzondere aandacht voor het nijpende probleem van de tienduizenden vluchtelingen. Zij zijn in Rusland, zij zijn in Oekraïne zelf. Daar zijn zij niet zo zichtbaar, maar zij zijn er, met tienduizenden, en zij veroorzaken een humanitaire crisis. Zij zijn aangewezen op liefdadigheid én op zichzelf. En dat speelt zich af aan onze grenzen! Het zal niet lang duren voor wij zelf de gevolgen ondervinden, als wij de urgentie ervan niet inzien. Het associatieverdrag met de Europese Unie kan dan wel perspectieven bieden voor de lange termijn, maar daar koopt de burger nu niets voor.

[De spreker stemt ermee in een "blauwe kaart"-vraag te beantwoorden (artikel 162, lid 8, van het Reglement.)]

2-083-000

Paul Nuttall (EFD), *blue-card question* . – Well it is all just wonderful isn't it? I am just hearing a lot of wind here. No-one is coming up with solutions. We are not talking about some sort of tin-pot state, we are talking about Russia, which lost 80 million people in the last century: the siege of Leningrad, the battle of Stalingrad, a revolution. Sanctions are not going to work, militarism is not going to work. So come on, give us some answers, because nobody is putting forward constructive proposals.

2-084-000

Mark Demesmaeker (ECR), *"blauwe kaart"-antwoord* . – Een verwijzing naar de geschiedenis kan natuurlijk nooit goedpraten wat Rusland op dit moment aan het doen is: opereren in een soort grijze zone. Dit kan en mag niet, het is tegen elke internationale afspraak in. Het referendum in de Krim is een aanfluiting van het begrip referendum zelf. Dit kan nooit worden goedgepraat.

Europa moet inderdaad sterker uit de hoek komen. Dan moet Europa inderdaad denken aan sancties die effect sorteren.

2-085-000

Heidi Hautala (Verts/ALE). - Arvoisa puhemies, minusta päivän tilanne vaikuttaa nyt siltä, että Ukrainan tilanne yhä edelleen kärjistyy ja Venäjä on todennäköisesti jo siirtymässä jonkinlaiseen Itä-Ukrainan valtaustilanteeseen. Yksi ongelma tässä on, johon on viitattukin monissa puheenvuoroissa, että tässä sodassa nyt käytetään erittäin paljon propagandaa välineenä. Tämä on aika lailla uudenlainen tilanne, ja haluaisinkin kysyä komissaari Füleltä,

että mitä välineitä meillä on toimia tässä tilanteessa, välittää tietoa, joka perustuu todennettuihin lähteisiin? Te sanoitte itse, että te pyritte välttämään turhia jännitteitä sillä tavalla, että kaikenlaiset väärinkäsitykset tilanteesta suodatetaan, mutta mitä te teette tällaiselle suoranaiselle propagandalle, joka sitten on omiaan, esimerkiksi Venäjällä, oikeuttamaan presidentti Putinin toimintaa? Voimmeko me tässä tilanteessa esimerkiksi tukea riippumatonta kansalaisyhteiskuntaa, riippumatonta mediaa Itä-Ukrainassa, Venäjällä? Mitä me voimme tehdä? On ihan selvä, että jos Venäjä ei lakkaa puhumasta yhtä ja tekemästä toista niin silloin olemme siinä tilanteessa, että tarvitaan seuraavan asteen sanktiot.

2-086-000

Mike Hookem (EFDD). - Madam President, I am quite sure Members of the Parliament will join me in expressing concerns for those suffering in the ongoing conflict in Ukraine and in hoping for a quick resolution. But it is my firm belief that the EU contributed to starting this conflict in the first place and that signing an agreement for deeper political ties with the Ukraine was simply irresponsible, especially while taunting Russia with sanctions. What a crazy way to go about sitting on the fence, as some in the Parliament have demanded we do. Do you not realise that much of Europe is dependent on Russian gas for winter warmth and that most of the constituents I represent are already struggling to pay their energy bills each month, without the added cost of increased wholesale prices?

Are you all so arrogant and out of touch as to think that the EU's actions to-date have done nothing more than to throw fuel onto the flames of conflict, an especially dangerous act in a situation that threatens to take us back to the bad old days of the Cold War? To me, it seems that the EU's policy on the Ukraine seems to be more about adding another country to its dictatorial empire in a political blitzkrieg that does nothing more than further its own selfish agenda, no matter what the costs.

(Applause)

This is despite the potential for conflict escalation and spill-over that threatens the security and stability of the entire region and despite the increased security risk to the UK which we already have seen. Another conflict is the last thing the United Kingdom needs, coming on the back of over 20 years of the Labour Party's wars and at a time of savage Tory cuts to our already overstretched armed forces. In UKIP we do not subscribe to the Clausewitzian theory of war being merely the continuation of politics by other means. War is never desirable. UKIP wish to see peace between all peoples brought through democracy, diplomacy and meaningful dialogue.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

2-087-000

Zdzisław Marek Krasnodębski (ECR), *pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki* . – Mam pytanie do kolegi z Wielkiej Brytanii: dlaczego szanując suwerenność Wielkiej Brytanii i reprezentując partię, która taką wielką wagę przywiązuje do tej wartości, jednocześnie nie szanuje suwerennej decyzji Ukrainy?

2-088-000

Mike Hookem (EFDD), *blue-card answer* . – We respect the sovereignty of all your countries – and actually I think that talking about respect for sovereignty in this place is a bit of a joke.

(Applause)

2-089-000

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). - Κυρία Πρόεδρε, θα ήθελα να κάνω μια γενική παρατήρηση για την κατάσταση στην Ουκρανία, η οποία έχει επηρεάσει σε σημαντικό βαθμό τη στρατηγική συνεργασία της Ευρωπαϊκής Ενώσεως με την Ρωσία. Κατά την άποψή μου, η πολιτική που εφαρμόστηκε από την Ευρωπαϊκή Ένωση στην Ουκρανία ήταν εσφαλμένη. Λόγοι πολιτικής σκοπιμότητας πυροδότησαν τις εθνολογικές διαφορές που υπάρχουν στον πληθυσμό της χώρας αυτής, μια ειρηνική διαδήλωση έγινε αφορμή για να υπάρξει αιματοχυσία και άνθρωποι οι οποίοι μέχρι τότε ζούσαν και εργαζόνταν ειρηνικά άρχισαν να πολεμούν μεταξύ τους.

Αυτό το οποίο συνέβη στην Ουκρανία είναι πολύ πιθανόν να συμβεί σε οποιαδήποτε χώρα της Ευρωπαϊκής Ενώσεως υπάρχουν θρησκευτικές και εθνικές μειονότητες. Για τον λόγο αυτόν, η Ευρωπαϊκή Ένωση θα πρέπει να χειριστεί με ιδιαίτερη προσοχή το ευαίσθητο θέμα των μειονοτήτων. Δεν πρέπει να αδιαφορεί όταν καταπατώνται τα δικαιώματά τους, αλλά και δεν πρέπει με την πολιτική της να υποδαυλίζει, να προκαλεί και να υποκινεί τις μειονότητες σε εξέγερση, διότι τότε υπάρχει ο κίνδυνος να βρεθεί μια τρίτη χώρα εκτός Ευρωπαϊκής Ενώσεως που θα παρέμβει και θα δημιουργήσει προβλήματα στην Ευρωπαϊκή Ένωση. Εάν συμβεί αυτό, η ίδια η Ευρωπαϊκή Ένωση κινδυνεύει να γίνει πρόξενος αναταραχής και αντιπαράθεσης μεταξύ των κρατών της.

2-090-000

Cristian Dan Preda (PPE). - Madame la Présidente, la dernière fois que nous avons discuté de la situation en Ukraine dans cette enceinte, c'était il y a trois mois. Depuis, nous avons de très bonnes nouvelles. Tout d'abord, l'élection d'un président dans de très bonnes conditions, avec des élections libres et correctes malgré les difficultés à l'Est. Deuxièmement, la présentation d'un plan de paix en quinze points par le président élu. Troisièmement, le 27 juin, on a assisté à la signature des parties restantes de l'accord d'association avec l'Ukraine.

Nous avons bien sûr aussi de mauvaises nouvelles. Tout d'abord, le plan de cessez-le-feu imposé par l'Ukraine n'a pas été respecté par les rebelles de l'Est, ce qui a conduit, comme nous le savons, à l'offensive de l'armée ukrainienne pour défendre l'intégrité territoriale du pays.

Il y a aussi des gens qui considèrent comme bonne nouvelle la révocation de l'autorisation du conseil de la fédération d'utiliser la force en Ukraine. Mais il ne faut pas être naïf et croire que Vladimir Poutine a abandonné ses plans concernant l'Ukraine d'autant plus qu'il dispose d'autres bases légales pour continuer son agression.

Ne nous y trompons pas, ce serait une erreur monumentale de croire à la propagande russe, une erreur très dangereuse pour la sécurité de l'Europe et pour l'évolution de l'Ukraine.

Il faut admettre, je crois, que nous sommes à un point critique de cette crise et l'Ukraine a plus que jamais besoin de notre soutien. Ces derniers jours d'ailleurs, tant le président Porochenko, que l'Otan et l'administration américaine ont mis en garde sur le fait que la Russie continue de fournir des armes lourdes, des équipements et qu'elle autorise toujours des militants séparatistes à entrer librement en Ukraine. Il faut donc penser à ne pas relâcher la pression sur Moscou.

2-091-000

Ioan Mircea Paşcu (S&D). - Madam President, after the annexation of Crimea, which could be used as a launch pad for further military action in the area, Eastern Ukraine has been transformed into a magnified Transnistria whose instability is being used by Russia to try both to control Kiev and to prevent its efforts to implement the association agreement with the EU.

The situation in eastern Ukraine is increasingly alarming. It appears that Russia is concentrating forces again on the border and has resumed military support to the pro-Russian forces. New weapons systems have entered the scene, border clashes provoked by attempts to infiltrate heavy weapons from Russia are multiplying, manifestos calling for the liberation of the rest of the Ukraine and the reinstatement of socialism are being circulated, the Russian TV 1 channel is in the middle of a total propaganda war against Ukraine, and the information war against Moscow acquires a new dimension every day.

In the meantime the EU appears to have considerably reduced its visibility on the diplomatic scene. If we do not properly turn our attention to Ukraine now, Ukraine faces the risk of becoming an empty shell, a state only in name, and that is not in our interests.

2-092-000

Ryszard Czarnecki (ECR). - Panie Przewodniczący! Szanowni Państwo! Byłem w Kijowie, byłem na Majdanie tylko sześć razy od czasu listopada. Wiem, że to bardzo mało, ale mam wrażenie, że wielu mówców wypowiadających się dzisiaj w naszym Parlamencie nie było tam ani razu, a mówią to, co mówią na podstawie jedynie medialnych wystąpień. I nie ma się co śmiać, bo ja widziałem młodych ludzi na Ukrainie w wieku dzieci i wnuków tych, którzy tutaj dzisiaj mówią, którzy walczyli o suwerenność swojego kraju. I jeżeli oni mnie dzisiaj zapytają o tę debatę w naszym Parlamencie, to skorzystam z prawa do milczenia, bo nie chcę cytować bzdur, które tutaj słyszałem. Obowiązkiem Unii Europejskiej jest wspierać naród ukraiński, ponieważ jest on częścią kultury europejskiej i w przyszłości stanie się częścią Europy politycznej, i niech nikt nie mówi inaczej. Po prostu wstyd tak mówić..

2-093-000

Petras Auštrevičius (ALDE). - Ukrainos pasirinkimas, gimęs ir išaugęs šių metų pradžioje Maidane, – gyventi laisvai, demokratiškai, pradėti politines ir ekonomines reformas – neatitiko Rusijos numatyto ateities plano. Rusija ėmėsi visokeriopų politinių, diplomatinių, ekonominių, karinių ir kitų veiksmų, siekdama sugriauti Ukrainos valstybingumą ir laisvą tautos pasirinkimą. Iš pradžių okupuotas ir aneksuotas Krymas, vėliau finansiškai ir kariškai remiami separatistai-teroristai pradėjo karinius veiksmus šalies pietryčiuose.

Esame naujoviško karo liudininkai: karas nepaskelbtas, bet aukų skaičius kasdien auga, nėra fronto, bet užgrobiama svetima teritorija, palaikant diplomatinius santykius vykdoma negailestinga informacinė kova.

Kviečiu Rusiją būti sprendimo dalimi, o ne konflikto iniciatore. Karas prieš Ukrainą pavojingai susilpnino Europos saugumo pamatus, grąžino nepasitikėjimą ir raudoną grėsmių pašvaistę, pagimdė regioninio terorizmo ir naujų užšaldytų konfliktų riziką.

2-094-000

Tamás Meszerics (Verts/ALE). - Biztos Úr! Képviselőtársaim! Mivel ez az első Európai Parlamenti hozzászólásom, engedjék meg, hogy köszöntsem Önöket, és sok sikert és szerencsét kívánjak mindnyájunknak a következő munkához. *(A képviselő angol nyelven folytatja a hozzászólását.)*

2-095-000

Dario Tamburrano (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'ondata di violenza che tuttora coinvolge il popolo ucraino, come ad esempio il pogrom di Odessa, impone a noi una riflessione sulla legittimità e sulla capacità reale di governo di Poroshenko e dei suoi ministri.

Ci chiediamo quanta parte di questa tragedia non sia conseguenza piuttosto degli interessi strategici e commerciali occidentali legati al transito del gas russo e ai giacimenti ucraini di Shell gas che troppe mani vorrebbero sfruttare senza ostacoli e incuranti dei costi economici, umani e ambientali.

L'Europa non può permettersi un conflitto per le risorse energetiche proprio ai suoi confini, per motivi etici e perché queste risorse la Russia le possiede ancora in forma economica in tale abbondanza da dare il tempo di cui l'Europa necessita per rendersi indipendente dalle fonti fossili.

Riteniamo pertanto che l'accordo di associazione sottoscritto con l'Ucraina sia stato un passo precoce e imprudente e chiediamo che l'Europa rimanga il più neutrale possibile e di attivare tutti i mezzi possibili perché si possano inviare osservatori indipendenti per accertare le responsabilità e i reali iniziali mandanti di questa sanguinosa guerra civile dalle conseguenze imprevedibili.

2-096-000

Jean-Luc Schaffhauser (NI). - Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, notre Parlement déjà désinformé a soutenu autrefois la guerre en Iraq. Notre Parlement a approuvé les bombardements de l'OTAN pour le respect des minorités et le droit à l'autodétermination au Kosovo. Notre Parlement subit aujourd'hui la même désinformation avec la complicité de gouvernements européens et l'action des États-Unis; la même manipulation médiatique avec, en outre, cette fois une politique de double standard, deux poids, deux mesures, en Ukraine.

Si nous suivions la logique des actions et des votes précédents, Kiev devrait être menacé des pires représailles mais, cette fois, notre Parlement approuve Kiev et le laisse massacrer tranquillement sa population civile. Il nous faut nous ressaisir !

Proposons immédiatement un véritable cessez-le-feu, mettons des observateurs de l'OSCE et des forces d'interposition comme le propose d'ailleurs la Russie, soutenons en Ukraine une constitution fédérale avec un statut spécial pour les régions de l'Est. Bref, soutenons la paix!

2-097-000

Arnaud Danjean (PPE). - Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire Füle, je vous remercie d'avoir rappelé de façon très factuelle ce qui atteste toujours dans la réalité de l'Ukraine d'aujourd'hui, de la stratégie russe, délibérée, d'alimenter l'instabilité dans l'est de

l'Ukraine, avec des livraisons de matériel à flot continu pour les séparatistes, l'envoi de mercenaires, beaucoup de soi-disant séparatistes ukrainiens russophones qui sont en fait des citoyens russes.

Tous ces faits doivent être rappelés – vous avez bien fait de le faire. Cette stratégie délibérée de Moscou repose évidemment aussi sur la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Elle repose aussi – et c'est très grave et on oublie souvent de le rappeler –, sur les engagements internationaux et multilatéraux de la Russie signés en 1994 dans le mémorandum de Budapest.

Alors évidemment à l'aune de tous ces éléments, on peut quand même se demander pourquoi l'Union européenne n'adopte pas enfin la politique de fermeté qu'elle déclame à longueur de conseils et adopte enfin cette troisième mesure concernant les sanctions.

Cela étant, à côté de ces éléments sur le terrain, il y a quand même un processus politique et diplomatique qui existe. Je rejoins ce que disait tout à l'heure mon collègue Preda. Nous avons des autorités légitimes en Ukraine, et qui sont reconnues aussi comme légitimes par Moscou. C'est une grande avancée. Nous avons un dialogue avec Moscou qui existe, notamment sur le plan des mesures commerciales. Vous avez rappelé l'existence de ces discussions à haut niveau. Puis il y a un processus diplomatique avec un groupe de contact et un rôle tout à fait important de l'OSCE.

Alors, il faut que l'Union européenne soutienne de toutes ses forces ce processus politique et diplomatique simplement en n'oubliant pas une ligne rouge, c'est que ce processus diplomatique et politique ne peut pas se faire au détriment de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

2-098-000

Tonino Picula (S&D). - Govoreći o Ukrajini danas, pesimisti tvrde kako je postrevolucionarna Ukrajina zapala u bezizlazni građanski rat, sponzoriran iz Rusije. Neki tome dodaju da cilj Rusije nije više pripajanje dijelova Ukrajine nego trajna destabilizacija cijele zemlje, blokada na europskom putu kao i jačanje energetske, a time i političke ovisnosti Unije o Moskvi.

Upravo zbog tih procjena potrebno je pozdraviti nedavno potpisivanje Sporazuma o pridruživanju Bruxellesa i Kijeva. To je dobrim dijelom uklonilo dileme o budućnosti Ukrajine. Ona nije vazalni dio nekog post-sovjetskog prostora nego zemlja u regularnom postupku pridruživanja Europskoj uniji.

Ako je i došlo do zamora proširenjem, ako neće doći do proširenja Unije u idućih pet godina, nikako ne smije doći do zamora u pružanju naše podrške ukrajinskom narodu da postupno ostvari svoj ključni cilj - članstvo u EU-u.

Vjerujem da su istodobno potpisani Sporazumi o pridruživanju sa Moldavijom i Gruzijom također otklonili sjene oko pitanja njihove budućnosti. Tzv. zemlje GUAM-a predugo su bile izložene negativnim posljedicama napetih odnosa novog Istoka i novog Zapada, kao i pogubnom vladanju domaćih koruptivnih režima.

2-099-000

PRESIDE: RAMÓN LUIS VALCÁRCEL*Vicepresidente*

2-100-000

Ivo Vajgl (ALDE). - Danes smo slišali obljubo predsednika, bodočega predsednika Komisije, Junckerja, o tem, da Evropa potrebuje aktivnejšo vlogo v zunanji politiki. Imeli smo je precej tudi sedaj in gospod Fühle je pokazal veliko iniciativnosti v svojem mandatu.

Vendarle pa mislim, da se bi v tem trenutku morali z vsemi sredstvi lotiti problema, kako ustaviti nasilje. Kako ustaviti nasilje kot sredstvo reševanja sporov na kateri koli strani.

Druga stvar, ki jo moramo, je nadalje podpirati demokratično samostojno pot Ukrajine, evropsko pot Ukrajine.

In nazadnje, ker me čas prehiteva, napačno je videti v Rusiji samo potencialnega sovražnika, v Rusiji moramo videti sosednjo državo, in s sosednjimi državami je treba vzpostavljati dialog, tudi takrat, kadar je to težko.

2-101-000

Udo Voigt (NI). - Herr Präsident, verehrte Kolleginnen und Kollegen! Ich vermisse in der ganzen Debatte die Frage darüber: Wie kann man deeskalieren zwischen der Ukraine und Russland? Ich höre stattdessen immer wieder nur die Frage und den Ruf nach Sanktionen.

Sanktionen sind aber kein Deeskalationsinstrument, sie sind Gift in der Zusammenarbeit zwischen europäischen Völkern. Ich denke, dass Russland genauso ein europäisches Volk ist wie die Ukraine.

Herr Juncker hat heute Morgen gesagt: „Ich begrüße das Volk der Ukraine, das ein europäisches Volk ist und zu Europa gehört“. Das, werte Anwesende, betrifft selbstverständlich auch Russland, das zu Europa gehört – ganz im Gegensatz zu den Vereinigten Staaten von Amerika.

Ich frage Sie ferner: Was hat die EU bisher unternommen, um die Hintergründe und Täter der Menschenrechtsverletzungen im Zusammenhang mit dem Massaker von Odessa aufzuklären? Ich bin gespannt auf Ihre Antworten.

2-102-000

Sandra Kalniete (PPE). - Pēc pēdējo dienu provokācijām uz Krievijas—Ukrainas robežas, pēc tam, kad Krievijas bruņotie spēki veica invāziju Doņeckas apgabalā, mēs, iespējams, esam dažu stundu vai dažu dienu attālumā no īsta kara starp kodollielvalsti Krieviju un Ukrainu. Putina mērķis ir padarīt Ukrainu par neizdevušos valsti. Taču nelolosim ilūzijas! Putins neapstāsies ar Ukrainu. Viņa sapnis ir atjaunot kontroli pār visu bijušo padomju impēriju.

Tāpēc es vērsos pie jums, kolēģi deputāti, ar aicinājumu skatīties acīs šai skarbai patiesībai, tāpēc neatliekami ir jāievieš trešā līmeņa sankcijas, tai skaitā ieroču un tehnoloģiju embargo pret Krieviju. Šāds lēmums Krievijai liktu apstāties un atteikties no saviem revanšistiskajiem mērķiem.

Pašlaik no Eiropas nespējas vienoti rīkoties galvenais ieguvējs ir Putins, bet patiesā zaudētāja — Eiropa, kuru pēc PSRS sabrukuma mēs apvienojām ar lielu mērķtiecību un lielu politisko gribu. Arī Ukrainai ir tiesības piederēt šai Eiropai. Paldies!

(Runātāja piekrīt atbildēt uz zilās kartītes jautājumu (Reglamenta 162. panta 8. punkts))

2-103-000

Andrejs Mamikins (S&D), *zilās kartītes jautājums*. – Kalnietes kundze! Jūs runājat par sankcijām pret Krievijas Federāciju, bet Jūs zināt, ka valsts, kuru pārstāvu gan es, gan Jūs, proti, Latvija, ir pierobežas valsts — kura var sagaidīt pretreakciju no Krievijas —, valsts, kuras tautsaimniecība var ļoti ciest no Krievijas pretreakcijas.

Runājot par sankcijām, vai Jūs apzināties to, ka šis sitiens būs arī Baltijas valstu virzienā un Latvijas virzienā? Paldies!

2-104-000

Sandra Kalniete (PPE), *atbilde uz zilās kartītes jautājumu*. – Es apzinos, ka šis sitiens būs mūsu visu, visas Eiropas virzienā. Taču daudz lielāks drauds Latvijai, Igaunijai, Lietuvai, Polijai un citām valstīm ir Krievijas pieaugoša agresivitāte. Tad, ja notiks kaut kas neatgriezenisks, tā cena, ko ekonomiski Eiropa maksās, ir daudz lielāka. Mūsu rīcībā ir citi līdzekļi, kā pusotra gada laikā dažādot enerģijas piegādes Eiropā, un mums ir jārikojas nekavējoties, lai radītu Eiropas enerģētisko savienību.

2-105-000

Bogusław Liberadzki (S&D). - Dziękuję bardzo Panie Przewodniczący! W swoim wystąpieniu chcę się odnieść do wystąpienia Pana Komisarza Füle, a także do projektu rezolucji w sprawie Ukrainy. Pierwsze, co jest bardzo ważne – postulat: wstrzymać natychmiast walki, przestać zabijać ludzi, przestać niszczyć kraj. Dwa – dość chaosu: zacząć wprowadzać stabilizację – i gospodarczą, i stabilizację społeczną. Trzy – Ukrainie należy zaoferować program gospodarczy, zarówno w sensie tej sfery rzeczowej, jak i też nowych rozwiązań instytucjonalnych i rozwiązań prawnych – wtedy te nasze 11 miliardów może mieć duży sens. Odpowiada mi także zdecydowanie postulat zapewnienia ciągłości dostaw energii, źródeł energii na Ukrainę za rozsądną cenę. Co jest ważne – nasze przesłanie, które powinniśmy skierować do Rosji, że sprawa Ukrainy to jest sprawa, gdzie partnerem jest Unia Europejska, a nie poszczególne państwa, że tu metoda wspólnotowa jest najważniejsza, a nie międzyrządowa. Tak na marginesie, nie bardzo rozumiem, dlaczego ostatnio dwóch ministrów spraw zagranicznych podróżuje na Ukrainę, a tak jakby „wypadł” polski minister spraw zagranicznych. Dziękuję za uwagę.

2-106-000

Javier Nart (ALDE). - Señor Presidente, la política no es el arte de lo ideal, sino el arte de lo posible.

Desde la certeza de que Ucrania tiene que tener la garantía de su soberanía y de su integridad territorial, hay un tercer elemento fundamental que se llama seguridad. Y la seguridad tiene dos componentes: la seguridad objetiva —la real— y la seguridad que se percibe, que es la seguridad subjetiva.

Aquí estamos hablando de Rusia como si Rusia fuera cualquier otro país; y la realidad —no la idealidad— determina que tenemos que tener una consideración especial con un vecino extraordinariamente importante en lo estratégico, en lo económico, en lo militar.

Me sorprende que seamos absolutamente lógicos, por ejemplo, en nuestra respuesta a Estados Unidos —que ha hecho prueba de una agresividad extraordinaria violando derechos fundamentales en asuntos de espionaje, que por dos ocasiones se han descubierto— y que, en cambio, tratemos a Rusia como si Rusia fuera otro país cualquiera.

En el momento en el que convertimos la «idealidad» en realidad, estamos violando la realidad.

Yo, en consecuencia, considero que es absolutamente necesario que, desde el respeto a la integridad territorial y a la soberanía de Ucrania, tengamos sentido común para tratar una cuestión fundamental, que es nuestra seguridad respecto a Rusia y la seguridad de Rusia respecto a su propio entorno.

Tengamos sentido común.

2-107-000

Francisco José Millán Mon (PPE). - Señor Presidente, en Ucrania necesitamos cuanto antes un alto el fuego que se respete, para poner fin a tantas muertes y tanto sufrimiento. Es imprescindible que Rusia —como se ha dicho— se implique seriamente en la solución del conflicto y ejerza su influencia real sobre los rebeldes secesionistas, en especial de Donetsk. De lo contrario, en esa ciudad se perderán muchas más vidas.

Se revocó la autorización del Consejo de la Federación al ejército ruso para intervenir en suelo ucraniano, pero Rusia tiene que hacer mucho más. La frontera no puede continuar abierta al tráfico de armas y a los grupos armados. Tienen que tomarse medidas efectivas. La doble vía de amenaza de más sanciones y de diálogo diplomático con Rusia es inevitable.

Rusia tiene que cooperar más en la solución de una crisis que ella misma contribuyó a desencadenar con un comportamiento inapropiado y contrario al Derecho internacional y al siglo XXI.

Termino. Yo celebro que hayan tenido lugar el viernes pasado las primeras consultas triangulares sobre el impacto para Rusia del Acuerdo de Asociación Unión Europea-Ucrania. El comisario Füle se ha referido a estas conversaciones, pero también me gustaría una mayor presencia y desde luego una mayor visibilidad de la Unión Europea y del Servicio Europeo de Acción Exterior en la solución del problema en los foros de diálogo y de negociación, y me refero a los dos existentes: el Grupo de contacto y el denominado «formato de Normandía».

Me gustaría una mayor visibilidad de la Unión Europea.

2-108-000

Boris Zala (S&D). - Európska únia sa vilniuským procesom stala reálnym geopolitickým hráčom, a to s veľkou príťažlivou silou. Paradoxom je, že to samotná EÚ nečakala. Ale o to rýchlejšie to pochopilo Rusko. Príťažlivosť EÚ rozbila ruskú geopolitickú hru o sféry vplyvu. Ruská zahraničná politika sa pokúsila pôsobiť v hraniciach bývalého Sovietskeho zväzu systémom sfér vplyvu. Vilniuský proces tento plán rozbil a vážne ochrnul.

Práve z tohto uhla pohľadu musíme vidieť situáciu Ukrajiny, ale aj Moldavska a Gruzínska. Vo všetkých troch prípadoch sa môžeme stretnúť s ruským pokusom riešiť situáciu vojenskou silou. Európska únia sa na to musí pripraviť, diplomaticky, ale aj vojensky. To si vyžaduje aj úplne novú koncepciu politiky EÚ voči Rusku. To je nová výzva pre nás poslancov, pre AFET, ale aj pre Komisiu.

2-109-000

Andrej Plenkovič (PPE). - Gospodine predsjedniče, povjereniče Füle, hvala Vam na Vašem izvješću. Ukrajina i kriza u Ukrajini danas predstavlja pravi test vjerodostojnosti vanjske politike Europske unije i to njenog cjelovitog pristupa, od naših vrijednosti, kršenja međunarodnog prava, poštivanja teritorijalnog integriteta i cjelovitosti Ukrajine do ekonomskih odnosa, politike proširenja, energetske politike, odnosa sa strateškim partnerima.

Dolazeći iz Hrvatske nije mi teško prepoznati što se događa u Ukrajini danas. Paralele s agresijom na Hrvatsku početkom devedesetih i onoga što se zbiva danas u Ukrajini, potpore pobunjenicima od strane Ruske Federacije u odnosu na ono što je bilo u Hrvatskoj i potpore Srbije su sasvim jasne i vrlo transparentne.

Ono što moramo učiniti danas je nastaviti s pritiskom prema Ruskoj Federaciji s daljnjim restriktivnim mjerama, voditi koherentnu, jasnu vanjsku politiku svih aktera, a pod vodstvom i Visoke predstavnice i povjerenika, ali isto tako reći jasno da Sporazumu o pridruživanju i poboljšati i ubrzati proces ratifikacije i podržati mirovni plan predsjednika Porošenka uz pravo Ukrajine da ostvari kontrolu nad svojim teritorijem.

2-110-000

Kati Piri (S&D). - Een bijzonder moment, want mijn eerste bijdrage aan het plenaire debat gaat over een probleem dat velen in Europa de afgelopen maanden bezighoudt: de toekomst van Oekraïne. Het is van belang dat het geweld in het oosten van dat land zo snel mogelijk wordt beëindigd. Een militaire oplossing voor een politiek probleem legt een hypotheek op Oekraïne als geheel. Een politieke oplossing betekent praten. Uiteindelijk zou iedereen de noodzaak van een dialoog moeten inzien en de regering in Kiev zou ook bereid moeten zijn tot vergaande decentralisatie.

Dan over de rol van Rusland. De afgelopen weken heeft de EU intensief overleg gevoerd met Rusland over de consequenties van het vrijhandelsakkoord tussen de EU en Oekraïne. Overleg is goed en waar knelpunten zijn moeten oplossingen komen. Maar laat het ook duidelijk zijn: Rusland kan niet dicteren hoe een bilateraal akkoord geïmplementeerd wordt. Moskou zal moeten accepteren dat Oekraïne deze keuze heeft gemaakt en kan dus niet eenzijdig interpretaties van het handelsverdrag opleggen.

2-111-000

Michael Gahler (PPE). - Herr Präsident! Ich denke, wir müssen das Kind beim Namen nennen. Im Osten der Ukraine ist die Gewalt von Russland über die Grenzen getragen worden. Ohne die Panzer und Raketenwerfer und die Kämpfer, die täglich dort über die Grenze kommen, gäbe es dort keine Gewalt.

Putin eskaliert täglich die Lage, statt zu deeskalieren. Er testet uns, wie weit er gehen kann. Wir brauchen eine Verstärkung der internationalen Präsenz an den Grenzen. Die OSZE

muss mit einer großen Mission endlich dort präsent sein. Dann muss sich nämlich auch Russland entgegenhalten lassen, was dort passiert.

Ich denke, die EU muss auch zu ihren Beschlüssen stehen. Man hatte bereits beschlossen, die dritte Stufe der Sanktionen zu implementieren, wenn er seine Destabilisierung nicht stoppt. Dann waren es doch nur wieder elf Personen, die zusätzlich auf die schwarze Liste kamen, die uns sowieso nicht besuchen kommen.

Ich glaube, es ist jetzt ganz wichtig, dass wir ihm klar machen, dass er diese Destabilisierung nicht fortsetzen kann. Das geht aus meiner Sicht leider neben einer OSZE-Mission nur dadurch, dass wir die dritte Stufe der Sanktionen endlich implementieren.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

2-112-000

Yannick Jadot (Verts/ALE), *question "carton bleu"* . – Monsieur Gahler, vous avez effectivement parlé des armes russes qui arrivaient en Ukraine. Je voudrais savoir ce que vous pensez des armes françaises, allemandes ou italiennes qui vont aujourd'hui en Russie. Pensez-vous, par exemple, que la France devrait mettre fin à l'exportation de deux navires Mistral avec fort transfert de technologie militaire à destination de la Russie?

Ne serait-il pas plus opportun aujourd'hui, puisque nous avons besoin d'une politique européenne de défense, que ces navires aillent renforcer une politique européenne de défense plutôt que la Russie qui organise la guerre civile à nos frontières?

2-113-000

Michael Gahler (PPE), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“* . – Da sage ich Ihnen ganz offen: Das wäre meine ideale Lösung, wenn wir gemeinsam als Europäische Union diese zwei Schiffe aufkaufen würden, um damit dann zum Beispiel im Mittelmeer im Bereich der Verstärkung von Frontex mit Hubschrauberträgern die Flüchtlinge zu finden oder die Schleuser ausfindig zu machen. Ich weiß auch, dass das im Rahmen der gegenwärtigen Verträge nicht geht. Aber man könnte sich vielleicht dazu bereitfinden, tatsächlich zu überlegen, ob man nicht diese zwei Hubschrauberträger für einen europäischen Zweck einsetzt. Das wäre mir am liebsten. Denn ich sehe ja auch, dass Kosten entstanden sind und dass die Firmen, die dies produziert haben, auch ihr Geld kriegen sollen. Aber das sollte nicht Russland zugutekommen.

2-114-000

Richard Howitt (S&D). - Mr President, I am pleased to make my first speech since being elected as Coordinator Spokesperson for the Socialist and Democrat Group on Foreign Affairs, to renew my warm acquaintance with Commissioner Füle and, of course, to help bring this Parliament's attention, at the beginning of our new parliamentary term, to the crisis in Ukraine. This is a crisis which has critical humanitarian consequences in the country and on its borders, and far-reaching political consequences for the country, the Neighbourhood, and for Europe itself. I join all colleagues who have spoken in favour of a peace plan, and I add my explicit support for the proposal for a collective ban on arms sales.

I call on other groups to support the S&D text calling on all sides to respect international and humanitarian law. I say to our EPP colleagues that there is a proper debate about third

stage sanctions. We support the recent decision to put separatists on the black list, but what we call for today – and what the Council might decide tomorrow – has to be credible, or we will undermine our own position. The Kharkiv Human Rights Protection Group has called EU sanctions ineffective. We owe it to them most of all to find solutions which represent a true consensus for us but which can be effective for them.

2-115-000

Andrzej Grzyb (PPE). - Chciałem podziękować, panie komisarzu, za diagnozę, którą Pan przedstawił Parlamentowi Europejskiemu co do przyczyn, skutków i tego, co się pojawiło w ostatnim czasie. Można nie wypowiedzieć wojny, a ją toczyć. Można ingerować w terytorialną integralność kraju, wysyłając niezidentyfikowanych żołnierzy. Temu wszystkiemu musimy i mówimy, że trzeba postawić STOP. Ukraina wiele zrobiła: wybrała prezydenta, ma rząd, próbuje stabilizować sytuację wewnętrzną – co nie jest łatwe. Zauważmy, że przecież tam też postawiono pewne bariery czasowe, aby umożliwić pokojowe rozwiązanie. Niepokoiimy się. Umowa stowarzyszeniowa i handlowa jest gotowa – trzeba w tej chwili ją ratyfikować. Sytuacja gospodarcza na Ukrainie nie przyniesie szybkich efektów dla ludności, powinniśmy jako Unia też dać pewien sygnał, że obywateli Ukrainy traktujemy serio, że ich szanujemy. Dlatego myślę, że postęp w kwestii reżimu wizowego byłby takim wyraźnym sygnałem. Zróbmy to, jesteśmy bardzo blisko tej sytuacji. Jednocześnie kolegom brytyjskim chcę powiedzieć: my doskonale pamiętamy, czym była Jałta, w jakiej sytuacji znaleźliśmy się my kraje Europy Środkowo-Wschodniej. Nie pouczajcie nas, że my powinniśmy bardziej respektować politykę dostaw gazu i „cieplej wody w kranie” niż integralność terytorialną niesamodzielnego kraju

(Mówca zgodził się odpowiedzieć na pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki (art. 162 ust. 8 Regulaminu)).

2-116-000

Janusz Ryszard Korwin-Mikke (NI), *pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki . – (brak początku pytania),* że jesteśmy pod wpływem rosyjskiej agresywnej propagandy. Jest jednak znacznie groźniejsza rzecz. Wydaje mi się, że ogromna większość tu mówiących nie zdaje sobie sprawy, że jest pod wpływem bardzo agresywnej i kłamliwej własnej propagandy. To jest znacznie groźniejsze, bo daje zupełnie fałszywy obraz sytuacji.

2-117-000

Andrzej Grzyb (PPE), *odpowiedź na pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki . –* Chciałbym odpowiedzieć Panu Posłowi, że w żaden sposób nie jestem pod wpływem kłamliwej propagandy, tylko tak oceniam prawo narodu ukraińskiego do tego, żeby miał swoje samodzielne niepodległe państwo, żeby miał również prawo do integralności tego państwa, żeby miał również prawo do wyboru swojej przyszłości, żeby miał również prawo do tego, z kim chce zawierać sojusze i jaką chce drogę wybrać. To jest integralne prawo narodu ukraińskiego. Ja to respektuję. Taki wybór miała również Polska. Dziękuję bardzo.

2-118-000

Andrea Bocskor (PPE). - Tisztelt Elnök Úr! Képviselőtársak! Mivel ez az első felszólalásom, engedjék meg, hogy bemutakozzam. Ukrajnában, Kárpátalján élek, és a FIDESZ-KDNP listáján szereztem képviselői mandátumot. Én vagyok tehát az Európai Parlament egyetlen képviselője, aki ukrán állampolgár is. Ezért örülök, hogy az ukrajnai helyzet ilyen fontos

helyen szerepel az Európai Parlament napirendjén, illetve az EU támogatását bírja az ukrajnai függetlenség. Kárpátaljai magyarként feladatomban tekintem, hogy támogassam Ukrajna bel- és külpolitikai békéjének, stabilitásának és demokratizálódásának megteremtését, a szuverenitásának megőrzését, elősegítsem euro-atlanti integrációját és az ukrán állampolgárok EU-ba történő vízummentes beutazását. Illetve mindazokat a törekvéseket, amelyek segítenék Ukrajnát kikerülni a válságból, békét teremtenének, hisz az egész ország lakosságának és a kárpátaljai magyarságnak is ez a legfőbb érdeke.

Fontos feladatomban tekintem emellett a nemzeti kisebbségek jogérvényesítésének elősegítését, illetve azt szeretném előmozdítani, hogy az emberi és kisebbségi alapjogok és a kisebbségi nyelvek tiszteletben tartása is előtérbe kerüljön, és európai szinten legyen rendezve.

(A felszólaló hozzájárul egy „kékkártyás” kérdés megválaszolásához (az eljárási szabályzat 162. cikkének (8) bekezdése).)

2-119-000

Rebecca Harms (Verts/ALE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“.* – Ich begrüße es sehr, dass wir eine Kollegin haben, die in der Ukraine lebt. Es ist interessant für mich, dass Sie für Fidesz ins Europäische Parlament gewählt worden sind. Ich würde von Ihnen gerne wissen, wie Sie die Entscheidung von Viktor Orbán beurteilen, ausdrücklich zu Beginn der Eskalation in der Ukraine durch Russland einen neuen Atomvertrag für Paks mit Rosatom abzuschließen. Das widerspricht ja eigentlich auch der Idee, dass wir eine andere Energiepolitik machen wollen.

2-120-000

Andrea Bocskor (PPE), *Kékkártyás válasz.* – Én úgy gondolom, hogy a kettőt nem kell együtt kezelni. Tehát Magyarország, illetve a FIDESZ kormány állásfoglalása egyértelműen Ukrajna szuverenitása és támogatása mellett történik. A másik kérdés, ami pedig egy gazdasági kérdés, az egy teljesen más lapra tartozó ügy.

2-121-000

Jaromír Štětina (PPE). - Pane předsedající, dámy a pánové, dovoluji mi otázku. Unesla Evropská unie a náš Evropský parlament tíhu odpovědnosti za ukrajinskou krizi? Uvědomujeme si, že byl zasažen bezpečnostní systém Evropy budovaný takřka 70 let? Proč je náš postup proti porušování mezinárodního práva Ruskou federací tak neefektivní?

Vidím zde jednu vážnou příčinu. Tradiční členové nevnímají historickou zkušenost zemí bývalého sovětského bloku. Týká se to i Ukrajiny. Několikrát jsem navštívil Majdan v Kyjevě a pochopil jsem, že Ukrajincům na něm nejde ani tak o asociační dohodu s Evropskou unií. Nechtějí se nechat ovládnout nově vznikajícím Sovětským svazem. Historická paměť jim to nedovoluje. Mají před očima hladomor, gulag, deportace. Vnímejte, dámy a pánové, že my, někdejší sovětské kolonie, historickou zkušenost neztrácíme.

2-122-000

Eduard Kukan (PPE). - Ukrajina je veľkým testom pre EÚ a jej vonkajšiu politiku. Potrebujeme stabilnú a demokratickú Ukrajinu, ale aj partnera, s ktorým budeme zdieľať hodnoty. Preto bol dôležitý podpis asociačnej dohody. EÚ by však mala ísť ďalej.

Ukrajina potrebuje našu podporu na medzinárodnej scéne a je v našom záujme, aby sa konflikt na východe Ukrajiny vyriešil a ďalej neprehlboval. V tomto musí byť EÚ aktívna na všetkých medzinárodných fórach.

Vzťahy s Ukrajinou, ale aj s ďalšími východnými partnermi sú čiastočne naviazané na vzťahy s Ruskom. Tu musíme byť jednotní. Mrzí ma, že pokiaľ ide o energetickú bezpečnosť, Európa zatiaľ jednotne postupovať nedokáže. Svojou nejednotnosťou dávame Rusku príležitosť používať energetiku ako politickú zbraň. Takýto postup je pre celú Európu z dlhodobého hľadiska nebezpečný. Pokiaľ nebudeme jednotní, týmto testom prejdeme oslabení.

2-123-000

Intervenciones con arreglo al procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»)

2-124-000

Cristian-Silviu Buşoi (PPE). - Domnule preşedinte, dezbaterea de astăzi este binevenită și salut determinarea colegilor din Parlamentul European și a Comisiei Europene de a face ceva pentru situația din Ucraina. Sper ca această determinare să se transforme în acțiuni concrete, mai ales că situația riscă să se transforme într-o chestiune care afectează parcursul european al altor țări din Parteneriatul estic. Este inadmisibil ca unei țări din Parteneriatul estic, unei țări care are un acord de asociere cu Uniunea Europeană să îi fie pusă în pericol integritatea teritorială, să îi fie amenințați cetățenii.

Trebuie să folosim toate mijloacele pe care le avem pentru a păstra integritatea teritorială a Ucrainei și să oferim asistență politică și economică pentru a o ajuta să își construiască un stat de drept și o economie prosperă. Cred, de asemenea, că trebuie să avem o mai bună coordonare cu partenerii noștri transatlantici, cu Statele Unite ale Americii, pentru a face ceva mult mai concret pentru Ucraina.

2-125-000

Georgi Pirinski (S&D). - Mr President, Commissioner Füle has pointed out that the loss of one other human life is one too many and certainly he is perfectly right. We should be thinking very carefully about our own actions in the next hours and days, so that this threat and these losses are put to an end as quickly as possible. Here I would invite Commissioner Füle to tell us a bit more about the Normandy initiative and about the Berlin declaration and what he feels that the European Union should be doing to give a very strong impetus to precisely this direction in the effort to stabilise and overcome a terrible crisis.

2-126-000

Ruža Tomašić (ECR). - Stanje u Ukrajini nije se posebno popravilo od zadnjeg puta kad smo vodili raspravu na ovu temu. Nažalost, predvidjela sam takav rasplet događaja jer je bilo jasno da zbog partikularnih interesa Europska unija neće povući odlučnije poteze spram Rusije.

Rusija je svjesno ugrozila suverenitet i teritorijalni integritet Ukrajine kojeg je i sama jamac prema Sporazumu iz Budimpešte. To Moskvu čini potpuno nevjerodostojnim sugovornikom u međunarodnim okvirima, a od nas traži da zauzmemo drugačiji stav. Krim danas tek rijetki spominju u kontekstu otvorenog pitanja, što je sramotno iz perspektive slobodoljubive i demokratske zajednice za kakvu se Europska Unija izdaje.

Tražim strože sankcije i hitan dogovor među državama članicama o jedinstvenom nastupu prema Rusiji kako bismo konačno stali na kraj nestabilnosti na istoku našeg kontinenta. Za to nam ne trebaju daljnja integracija, zajedničke institucije ni vojska EU-a, već samo malo dobre volje i zdravog razuma.

2-127-000

Andrus Ansip (ALDE). - Mr President, I welcome the line taken by the June European Council on Ukraine. However, I also expect the European Council this week to endorse further steps vis-à-vis Russia. Russia's actions have dramatically changed the European security environment. This was the main concern during the elections to the European Parliament in my constituency and elsewhere. There cannot be any business as usual with Russia, as Russia is not doing business as usual with Europe.

2-128-000

Miguel Viegas (GUE/NGL). - O PCP expressa a sua preocupação perante o agravamento da situação na Ucrânia. Contudo, importa relembrar, e peço desculpa aos ouvidos mais sensíveis, que esta situação resulta de um golpe de Estado que aconteceu no passado mês de fevereiro e que ficou marcado por uma escalada de violência e repressão política, promovida pelos setores mais reacionários da oligarquia ucraniana e por forças de natureza fascista. Este golpe de Estado contou com apoio explícito dos Estados Unidos da América, da União Europeia e da NATO, uma suprema demonstração de completa hipocrisia e de desprezo pelas instituições nacionais e pela ordem internacional.

Do mesmo modo que expressamos a mais viva indignação e preocupação face ao agravamento da situação humanitária na Ucrânia, manifestamo-la igualmente perante todas as medidas atentatórias das atividades do Partido Comunista da Ucrânia e a afrontosa exigência pública da sua proibição por parte dos responsáveis golpistas, e registamos já agora, a este respeito, o silêncio deste Parlamento perante esta questão.

2-129-000

Tatjana Ždanoka (Verts/ALE). - Mr President, it is regrettable that High Representative Ashton is not with us here today. Just after the tragic events in Odessa of 2 May 2014 – when over 40 people were burned alive or were beaten to death in the Trade Unions House – I sent a letter to Baroness Ashton asking her to start a procedure to include the Ukrainian Right Sector group on the EU list of designated terrorist organisations. The Trade Unions House was set on fire by Right Sector activists after they surrounded and destroyed the tent encampment of anti-government protestors. Baroness Ashton, in her answer to my letter, said that these incidents must be thoroughly investigated and all those responsible brought to justice. There is no word on who will carry out an independent investigation of this event. Moreover, it is necessary to make a parallel investigation into whether the Right Sector fits in with the concept of a terrorist organisation. I urge Mr Füle to carry out all of the actions which are required for this purpose.

2-130-000

Milan Zver (PPE). - Na ukrajinsko krizo moramo gledati tudi v geostrateškem smislu. Rusija je destabilizirala regijo, ker ima takšne geostrateške cilje in interese. Pri tem se ne ozira na mednarodno pravo in ozemeljsko celovitost držav.

Znano je, da je Putin dejal, da je bil razpad Sovjetske zveze največja tragedija v 20. stoletju. Zato putinizacija pomeni ponovno vzpostavljanje sovjetskega imperija.

Evropska unija zadnja leta ni bila učinkovita na mednarodnem področju. Upam, da bo poslej drugače, in pritrjujem kolegu Plenkoviću, ko pravi, da je ukrajinska kriza pravi test za jutrišnjo varnostno in zunanjo politiko Evropske unije.

Ukrajinskemu narodu moramo takoj vsestransko pomagati, da bo trajneje postal integralni del civilizacije, kjer so človekove pravice, svoboda in demokracija najvišje vrednote, ruska politika pa mora dobiti jasno sporočilo z bolj učinkovitimi sankcijami.

2-131-000

Monika Flašíková Beňová (S&D). - Urobili sme z tejto debaty o situácii na Ukrajine takú trošku rusofobnú diskusiu, tak ak dovolíte, chcem teraz také dve poznámky k tomu:

V prvom rade chcem poprosiť pána Füleho, ktorý tu je za Komisiu, a pridávam sa k Tani Ždanoke, že je neospravedlilné, že pani Ashton nie je na tejto diskusii. Takže chcem prostredníctvom vás, pán Füle, požiadať Komisiu aj Radu, aby ste veľmi jasne zadefinovali, ako budú kompenzované straty krajinám, ktoré poskytnú reverzný tok plynu. Pochádzam z malej krajiny, zo Slovenska, naša krajina reverzný tok plynu Ukrajine poskytne, ale chcem mať záruky na kompenzáciu pre našu krajinu.

Tá druhá poznámka sa týka toho, aby pri riešení, ktoré teraz budeme prijímať, boli naozaj zohľadnené ľudskoprávne aspekty, ale vo všetkých ich formách a ľudskoprávne aspekty a ľudskoprávna ochrana patrí aj menšinám. Všetkým menšinám na Ukrajine a ak chceme, aby niekedy na Ukrajine skutočne bola situácia stabilná, aby Ukrajina mohla prosperovať, potom je nevyhnutné, aby sme bezpečnosť zabezpečili aj ruskej menšine žijúcej na Ukrajine.

2-132-000

(Fin de las intervenciones con arreglo al procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»))

2-133-000

Štefan Füle, *Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy* . - Mr President, where to start? Maybe looking to the right, to see whether there is still the same number of people as at the beginning, when they claimed that they were here just to express how much they care about Ukraine.

Catherine Ashton is in Vienna. She is holding and participating in extremely important discussions about Iranian nuclear programmes. It is a time-consuming programme. It is about an issue which poses a lot of important questions concerning European security. She would like to be here, but it is the success of those very important negotiations, with her personal participation, which has kept her from coming to this august body.

A second short remark, before I make my two or three points: I have heard a lot of expressions about solidarity in this House and not only in this House but elsewhere. It is interesting how many different meanings we sometimes attribute to the word solidarity, but I think the most important meaning of the word solidarity is that we are not thinking

only about ourselves but also about others who are in need of assistance and help. I will find a way to reply in a concrete and written way to one of the last questions here.

Another short reply refers to the terrible crime that has happened in Odessa. Other crimes are happening at the Maidan in Kiev and elsewhere. Together with the Secretary-General of the Council of Europe we have been discussing these issues for a long time and he had my and the EU's full support when he called in December for the international advisory panel to be set up.

This panel is being chaired by the former President of the European Court of Human Rights. It has one member from the Ukrainian Government and one member from the Ukrainian opposition. The panel is not there to investigate all those crimes, because that is ultimately up to the Ukrainian authorities, but this panel is to oversee and make absolutely clear that, in pursuing that work, the Ukrainian authorities are also pursuing European principles and standards when putting together the facts and drawing the necessary conclusions from them.

I think it is also important to state, although I do not know whether I will change the minds of some of the honourable Members, what happened and what did not happen at the end of February. What some now think of as a coup d'état was actually a sincere effort to stop the bloodshed that was going on in the streets of Ukraine, as some of you might still remember. There was a plan that was also elaborated with US assistance, and Russia also participated and contributed in an important way.

It was President Yanukovich who at that time decided not to deliver on the part that was his responsibility. He fled Kiev and later also the country. It was not a different country in which Mr Poroshenko was elected President in the first round, and not just in a part of Ukraine but throughout Ukraine.

Many of you called for solutions rather than rhetoric. Actually, in my opening statement, which was a little bit more than nine minutes long, I tried to provide you – on Catherine Ashton's instructions – with not only as objective an assessment as possible, but also clearly defining what we believe are those important steps which need to be taken to bring a peaceful solution. Let me not repeat it – I am on the record and my statement is at your disposal, if you are interested – but let me make three remarks, by way of a reaction to the number of arguments I have heard.

I am Czech. I was born in the Czech Republic. And I would not be standing here if this institution, this Parliament and Member States of the European Union, were indifferent to the calls of my compatriots to join the European Union. I would not be here if our choice to join the European Union and also to join NATO had been ignored by the very institutions we wanted to join. And it was not just for the sake of being a member of something – we had been a member of something for a long period of time before that – but because we believed in the values and principles of the organisation we wanted to be part of; because we believed that, if it had not been for the coup d'état in 1948, we would have been part of that Europe since the end of the Second World War.

It is sad for me to see that the UK, which was one of the most active proponents of EU enlargement, as far as not only the Czech Republic but also other Central European countries were concerned, now through its representatives in the European Parliament voices a little bit different – let me be politically correct – opinion. Let me make one more thing very clear. Has our relationship with Russia actually become a victim of our membership of the

European Union and NATO? My answer is very clear: no. They are free of those emotions which relate back to 1968, and not only 1968. They are very pragmatic. We have never had such good and pragmatic relations with Russia as we have had since joining the European Union and NATO.

My second remark is about the importance of this institution and the discussions between one part of this House and the second part of this House about a number of important issues. I am going to talk about the bigger picture; but I am not going to talk about the bigger picture being defined by President Putin saying in 2008 that Ukraine is an artificial country or the very same President saying that the dissolution of the Soviet Union was the greatest catastrophe of the 20th century. I am going to define this bigger picture a bit differently because, whether you like it or not, whether or not you have a different opinion, whether February this year was a coup d'état or not, it is this Parliament which will have to face the issue of the consequences of the Crimea and its illegal annexation for European security. You will have to look at the issue of what has happened with the Helsinki Final Act and to what next extent European security is still based on the principles we have been working on for decades.

Secondly, this House will have to tackle the issue of the relationship between the European Union and the Eurasian Union, which is in the making. It is this bigger picture within which the issue we have been debating for almost two hours is taking place and there are some important decisions to be made, to focus on making sure that the regulatory framework between the EU and Eurasian Union is compatible, because here our responsibility and the responsibility of our partners working on the Eurasian Union is huge because if we fail on this one we might not recreate an Iron Curtain, but we might create a big trade and economic divide throughout the European continent.

This House is also going to discuss the issue of the future of the Eastern Partnership, which from the very beginning was put together as a transparent, coherent and predictable policy vis-à-vis our partners, making sure that it does not offer a straightjacket, but a differentiated policy tailored to the different ambition of our partners. And it is about the ambitions of our partners, not the ambitions of some bureaucrats in Brussels, as some of you might think. And whether you like it or not, you will have to tackle the issue of propaganda, the propaganda which, as I already said in the previous House, is essentially more dangerous than that which I know from the time of the Cold War, because this one mobilises people, this one calls for mobilisation and it does not stop at what was yesterday the Iron Curtain. This one spreads throughout the European continent.

Point number three, the final point, is that we started seven-and-a-half years ago – seven-and-a-half years ago! – to negotiate the Association Agreement with Ukraine and we have been saying since the very beginning that this is not a policy that will force our partners into making a choice between Moscow or Brussels. No. That was our policy seven-and-a-half years ago and that is our policy today. The Association Agreement is not about making our partners make choices at the expense of their traditional ties. The Association Agreement and the deep and comprehensive free trade area actually strengthened our partners' sovereignty. This is the only right thing we can do, because in the end it is up to them and their ambitions to make the choice, as it is up to us, also, to find the most adequate and most effective response to their ambitions.

Let me make my very last comment. There is no doubt that we take Russia seriously. There is no doubt about us considering Russia – despite the Crimea, despite not stopping the flow of heavy equipment across the border – as a strategic partner, and no doubt that we

were sincere when we started, when my colleague Günther Oettinger started the discussion on the price of gas and my colleague Karel De Gucht held the trilateral discussions on the implementation of the Association Agreement with Ukraine and Russia. And we also take them seriously when addressing the number of issues facing those who would like to build the South Stream and to make it an EU-compatible project – and I am not talking about politics, I am talking about the legislation – and to hold these consultations with the Russians, despite them taking us to the WTO on the third energy package. This is how we in the best way and in practice show what we mean, that our policies do contribute to security on the European continent. Our policy is not divisive. Our policy is a win-win and not a zero-sum game.

2-134-000

El Presidente. - Para cerrar el debate se han presentado 7 propuestas de resolución de conformidad con el artículo 123, apartado 2, del Reglamento.

Se cierra el debate.

La votación tendrá lugar el jueves, 17 de julio de 2014, a las 11.00 horas.

Declaraciones por escrito (artículo 162 del Reglamento)

2-135-000

Zigmantas Balčytis (S&D), raštu . – Tebesitęsiantys konfliktai Ukrainoje kelia didelę susirūpinimą ir nerimą. Šalių alinantys įvykiai jau neigiamai paveikė tolimesnę šios šalies vystymosi ir gerovės perspektyvą ir toliau darys jai poveikį. Susiklosčiusi situacija patvirtina, kad ES praeityje neskyrė dėmesio Rytų partnerystės politikai bei tinkamai neįvertino šioje partnerystėje dalyvaujančių šalių politinės problematikos. Rusijos veiksmai Ukrainos įvykių kontekste aiškiai demonstruoja, jog ši šalis nėra patikima ES partnerė, o jos žodžiai ženkliai skiriasi nuo veiksmy.

ES nesugebėjimas surasti vieningos ir aiškios pozicijos tiek Ukrainos, tiek ir Rusijos atžvilgiu skaldo pačią Europą ir ją silpnina politiškai. Būtent dėl uždelsto ES neveikimo šiandien turime nestabilią, konfliktų draskomą, susiskaldžiusią ir destabilizuotą Ukrainą, keliančią rimtą grėsmę ne tik artimiausių jos kaimynių – Baltijos šalių valstybių – saugumui, bet ir visos Europos Sąjungos saugumui. ES privalo stiprinti savo išorės politiką, ypač Rytų partnerystės srityje, dėti visas įmanomas pastangas susitarant ir įgyvendinant nuoseklius ES veiksmus siekiant stabilizuoti situaciją šalies viduje bei laikytis aiškios pozicijos dėl ES santykių su Rusija.

Teisingai pabrėžė paskirtasis naujosios Komisijos primininkas J.-C. Junckeris, jog ES reikalinga stipresnė Ukraina, tačiau šiam tikslui pasiekti ES, visų pirma, turi tapti vieninga užsienio politikos klausimais.

2-136-000

Pál Csáky (PPE), írásban. – Az elmúlt időszak ukrájnai eseményei ismételtén arra hívják fel a figyelműket, hogy a nemzetek, etnikai kérdések rendezése Európán belül és kívűl is kulcsfontosságú tényező. Üdvözlöm az ukrájnai helyzetéről szóló parlamenti vitát és arra kérem az uniós intézmények illetékeseit, hogy a konfliktus mielőbbi megoldása érdekében tegyenek meg mindent. Az Európai Unió támogatása nélkül nem valószínű meg Ukrajna stabilizálása és demokratizálása. Az európai együttműködés és békés együttélés alapja a nemzetek szuverenitásának kölcsönös tiszteletben tartása és az egymás iránti szolidaritás.

Ezt az üzenetet kell az Európai Uniónak továbbítania uniós kívüli tárgyalópartnerei felé. Szlovákiai magyar politikusként szólok hozzá a vitához, a kisebbségi problémák ismerőjeként. Megemlítem azt a tényt, hogy Ukrajnában, a Kárpátalján egy jelentős magyar közösség él. Az ő jogaik érvényesítésének lehetővé tétele, a többi ott élő nemzeti, nyelvi kisebbséggel egyetemben, a jövőbeli demokratikus folyamatok részét kell, hogy képezze. Mindez úgy érhető el, ha az Európai Unió minél hamarabb szorgalmazza, hogy Ukrajnában az alapvető emberi jogok, ezenbelül a nyelvi és kisebbségi jogok elismerése és azok gyakorlatban történő alkalmazása is megvalósuljon.

2-137-000

Eduard-Raul Hellvig (PPE), *în scris.* – Criza ucraineană devine tot mai sângeroasă, tinzând să degenereze într-un conflict armat, care, însă, nu poate fi caracterizat drept război civil, având în vedere implicarea Rusiei, prin trimiterea de combatanți și armament. Escaladarea tensiunii îi afectează mai ales pe civili, siliți să se refugieze în număr tot mai mare din calea confruntărilor. Uniunea Europeană nu poate accepta declanșarea unei drame umanitare într-o țară care abia a semnat un acord de asociere și ai cărei cetățeni plătesc dureros pentru alegerea lor. Eventualul eșec statal al unei Ucraine dezmembrate și destabilizate, drept pedeapsă pentru aspirația sa europeană, ar echivala cu o înfrângere a proiectului european.

La porțile Donețkului, se duce o bătălie legitimă pentru apărarea suveranității Ucrainei și pentru stăvilirea expansionismului neosovietic, care forțază rebelșevizarea Estului și readucerea Europei în secolul al XX-lea – al conflictelor și al încălcării opțiunilor și drepturilor cetățenești. Suntem datori să fim solidari într-un mod mai eficient cu această luptă pentru valorile pe care se întemeiază Uniunea Europeană. Propun includerea în rezoluția europarlamentară a unei solicitări adresate Consiliului European de mâine de a redefini implicarea UE în vederea apărării integrității Ucrainei și Republicii Moldova, a impulsivării dialogului diplomatic și a sprijinirii concrete a eforturilor ucrainene de pacificare și reconstrucție.

2-138-000

Андрей Ковачев (PPE), *в писмена форма.* – Украйна има мирен план – този на президента Порошенко. Той трябва да бъде приложен, за да се спре насилието. Трябва да бъдат взети категорични мерки за гарантирането на териториалната цялост и единството на Украйна. Недопустимо е в 21 век една държава да се възползва от вътрешните проблеми на съседите си и да заграбва територии. Русия действа срещу нормите на международното право и собствените си ангажменти и подпомага ескалацията на конфликта. Очаквам Кремъл да подкрепи мирния план не само на думи, но и с дела и да спре продължаващата подкрепа за сепаратистите и прегрупирането на войските си по границата.

Международната общност и ЕС трябва да продължат да ангажират Русия. Кремъл също е отговорен за влошаването на отношенията с Европейския съюз. Смятам, че Русия би трябвало да бъде наш стратегически партньор, а не враг, който прилага тактиката „разделяй и владей“. Настоявам за бързо ратифициране и прилагане на Споразумението за асоцииране с Украйна от всички страни членки, включително и България. Това ще е още една стъпка към нормализиране на ситуацията.

9. Asociación Transatlántica de Comercio e Inversión (ATCI) (debate)

2-140-000

El Presidente. - El punto siguiente en el orden del día es el debate a partir de la Declaración de la Comisión sobre Asociación Transatlántica de Comercio e Inversión (ATCI) (2014/2714(RSP)).

2-141-000

Karel De Gucht, *Member of the Commission* . - Mr President, let me first of all say that I am particularly pleased to be here today to discuss the ongoing Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) negotiations with the newly constituted European Parliament. You have a very serious responsibility as it will ultimately fall to you to vote on what will have been negotiated. Your thumbs up or down will make or break TTIP. Given the wide spectrum of opinion in this Parliament, disagreement is unavoidable, but I hope the debate will be based on facts and logic. We cannot afford to let it be controlled by irrational fears or false information.

Let me focus on three themes that have been at the forefront of the criticism levied against TTIP: the alleged lack of transparency, the alleged risk of lowering the regulatory standards which underpin our way of life and ISDS. Many people have alleged that the negotiations have been conducted so far in secrecy. It is true that when I meet my counterpart, Ambassador Froman, we prefer to do it without TV cameras being present. If you want to build confidence you also need a certain degree of confidentiality. It is also true that the Commission historically has conducted negotiations without that much media attention, not because we wanted to keep them secret but because the interest was much lower.

TTIP has completely changed that. The Commission has worked hard to accommodate that new reality. To give one example: recently some media reported that leaked secret documents revealed that Europe is trying to get access to oil and gas via TTIP. But it was not much of a revelation. As a matter of fact position papers have been available for a long time on our dedicated TTIP website, clearly stating that we want the US to remove export restrictions in the energy field.

Tomorrow, in the middle of the sixth negotiating round, the chief negotiators will take a break to interact directly with stakeholders. As in every single negotiating round, there will be scores of presentations from all kinds of parties with a stake in the negotiations and they will be given direct access to the two chief negotiators for questions and answers. When each negotiation round is over, we will publish written summaries of the outcome. We have also put in place an advisory group, consisting of experts carefully selected to represent a broad array of interests from civil society, including unions, consumer organisations and relevant business sectors. We have also persuaded the US to allow us to share negotiation documents with Member States and Parliament in reading rooms. But that does not mean that we cannot do even more. In fact, I wish we could. But the US only gives access to the Parliament on a reading room basis, so you can imagine that it is particularly difficult to convince my American counterpart to go any further with our Members of Parliament than they do with theirs.

One of the sources of confusion is the fact that the negotiating directives given by the Council to the Commission have not been made officially public. I am deeply convinced we should change that. The negotiation guidelines summarise the EU objectives in the negotiations and could reassure citizens that there is nothing dangerous in TTIP. In May I

called on the Council to declassify them and today I hereby call on them again to publish the negotiating directives. In addition, I will continue to be fully at your disposal to answer all questions you may have. I am ready to consider any other specific ideas on how we can further improve transparency.

One of the loudest arguments against TTIP that is often raised is that the agreement will force Europe to lower its high standards for protection: protection of the environment, of consumers and of workers. The argument is that our European model is much better than the American one and if we try to tear down trade barriers between the two continents we will also automatically tear down the high European standards.

Some are tempted to turn this into a Kulturkampf, claiming that TTIP threatens to Americanise our way of life. The Commission does not share this line of reasoning. First, it appears to suggest that the US is not interested in protecting the environment or its consumers or workers. Actually, sometimes protection in the US is higher than here. To illustrate: US courts are much more likely than European ones to award high damages to consumers if they have been harmed by a product they have purchased. The air and water quality legislation in the US is not softer than ours. We do approach many areas in a different way from that in the US and sometimes our rules here are stricter than in the US but we share the same objectives of quality and protection and, even where we differ, our values and concerns are more similar than with any other parts of the world. That is why President Obama flatly stated in Brussels that he would not agree to any deal if it lowered the standards of protection. Neither would the Commission.

Secondly, it is also a wrong argument as a matter of logic. There are plenty of barriers to trade that can be removed without lowering standards. Take the internal market. The internal market is low on barriers to trade and high on standards of protection. The same philosophy underpins the TTIP negotiations. We should remove protectionism but keep protection. Does it really make sense for an inspector from the US to fly over here to inspect our pharmaceutical production sites and repeat exactly the same work already done by a European colleague. If we agree that the American inspector can stay at home and just rely on a copy of the inspection report we have already made, there is no lowering of any standards anywhere. The only thing that is lowered is the amount of red tape.

And where the gap in approach between the EU and the US is too wide, we just will not change our rules. We will not import any meat that is treated with hormones. We will not give a blanket approval of imports of GMOs. On the other hand it is not because the US makes a claim that it must be wrong by definition. We should rely on the opinions of our own scientists in EFSA and not on ideology.

Finally, I know that many EU citizens are afraid of including ISDS in the agreement. The feeling is that this will open a way for large American corporations through arbitration to undermine policy space for our democratically elected parliaments. One often-cited example is the ongoing lawsuit by Philip Morris against Australia for introducing plain packaging for cigarettes. We have suspended negotiations with the US on this issue while we conduct a public consultation. We will draw the conclusions from it in due course. We need the debate to be about the ISDS provisions we are considering including and not some imaginary alternative.

The Commission's current ideas are available, black on white, in the consultation document. They have been carefully drafted to ensure that damage claims can only be raised for very clear violations or very fundamental principles of investor protection and that the policy

space is fully preserved. Contrary to what is alleged by some scaremongers, a US multinational will not be able to successfully sue for damages for lost future profit just because a parliament introduces a new law with the legitimate aim of protecting the environment or public health.

The terms of this debate should not be ISDS or not ISDS. ISDS is already a feature in investment treaties between some of our Member States and the US. The core question is: what sort of ISDS do we want for investment protection vis-à-vis the US but also any other third country? There is also a question of consistency to keep in mind. I think it would be difficult one day to claim that we must avoid ISDS provisions with the US because they are dangerous and then the next day insist on including the same kind of provisions in agreements with others, such as China. The provisions we propose in the consultation represent a very substantial improvement over most of the ISDS provisions in the 1 400 bilateral investment treaties that currently bind our Member States.

I am looking forward to an engaging debate.

2-142-000

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Vicepresidente

2-143-000

Daniel Caspary, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident! Es ist gut, dass wir diese Woche in Brüssel wieder eine Verhandlungsrunde haben.

Meine Fraktion sieht in einem sorgfältig ausgehandelten TTIP-Abkommen große Chancen für Bürger, Verbraucher und Unternehmen. Es ist gut, dass wir eine breite Debatte zu dem Thema haben – zum wiederholten Male hier im Plenum, schon oft im Ausschuss oder der extra eingerichteten Beobachtergruppe und auch in der Bevölkerung. Das gibt uns die Chance zuzuhören, aber es gibt uns auch die Chance zur besseren Information.

Ich finde es hervorragend, dass Kommissar De Gucht uns jetzt Verhandlungsdokumente zur Verfügung gestellt hat. Ich würde mich freuen, wenn auch der Rat endlich ein Einsehen hätte und das Verhandlungsmandat öffentlich machen würde.

Denn es ist wichtig, dass wir in der Öffentlichkeit, auf der Homepage der Kommission, aber auch hier informieren, worum es geht und worum es nicht geht. Es geht um Wachstum und Beschäftigung, und es geht nicht um die Senkung von Standards oder Verbraucherschutz. Es geht um besseren Marktzugang für unsere Unternehmen – große wie kleine –, und es geht nicht um die Zwangsprivatisierung der Wasserversorgung. Es geht um die Abschaffung von Zöllen auf Lastwagen, Autos, Schuhe oder Klamotten/Kleidung, aber es geht nicht um die Verschlechterung von Arbeitnehmerrechten. Es geht um die Lösung der Problematik, dass ausländische Investoren noch immer oft benachteiligt werden, und es geht nicht um die Beschränkung politischen Entscheidungsspielraums oder die Entmachtung nationaler Gerichte.

Es geht um die Frage, wie sich 500 Millionen Europäer in einer globalisierten Welt mit heute acht Milliarden Menschen rechtsstaatliche und demokratische Partner suchen, und es geht nicht um die Abschaffung von öffentlich-rechtlichem Rundfunk, nationaler Filmförderung oder von kommunalen Theatern vor Ort.

Die Kommission trägt eine große Verantwortung. Wir wollen TTIP, wir wollen es aber nicht um jeden Preis. Wir wollen ein TTIP wie im Verhandlungsmandat umrissen und in der Entschließung vom Mai 2013 dargelegt. Daran werden wir den Text am Ende messen. Das werden wir als EVP am Ende sicherstellen, und nur dann werden wir dem Abkommen zustimmen. Bis dahin viel Verhandlungsgeschick und Erfolg in den Gesprächen!

2-144-000

David Martin, *on behalf of the S&D Group* . – Mr President, at the start of this new Parliament I want to lay out my Group's position on TTIP as clearly as possible. We in the Socialist and Democratic Group believe that TTIP does have the potential to be a significant catalyst for jobs and growth, and we know that this could be the EU's last chance to be a setter of global standards. If we do nothing we will be relegated from leaders to followers; it will be China, India, and Brazil who will set the global standards, putting our industries at a significant disadvantage.

As well as regulatory cooperation, we want to see the United States open up to European investment its transport sector and its public procurement, to level the playing field for our industries. We want to see quality European products such as Parma ham and Feta cheese given strong geographic protection against genetic products and misleading marketing, and we want to give our small and medium-sized enterprises the same opportunities as multinationals currently enjoy in easy access to the US market. We do accept that this agreement could and should benefit consumers, and that is why we welcome the fact that the Commission has involved consumer groups, NGOs and trade unions in the European discussion on priorities.

For all of these reasons the Socialists were proud to be at the birth of TTIP, and we do not want to have to be its assassins. I want to tell the Commission clearly now, though, that if we have to be, we will be, and that is why we want the Commission to listen carefully to our concerns, such as those over food safety. Regulatory convergence must not lead to chlorinated chickens, hormone-treated beef or GMOs getting access to the European Union market. We have had assurances from the Commission on this but I want to tell you that we will keep reminding you of this and we will keep watching you throughout the whole of the negotiations. Similarly with our concerns over investor-state dispute settlement (ISDS): we do not believe that this consultation is the end of the process. We want to ensure that the Commission listens carefully to public opinion on this issue and that ISDS does not become a backdoor route for a corporate power grab.

We also have concerns about public services; again we have had some assurances from the Commission, but we want to make sure that our public services remain of the highest standard and receive the highest possible protection. We want to make sure that in this trade agreement there is no ratchet effect and there is no ability to prevent Member States returning health, education and other vital services to public control if they have been privatised. So we will keep scrutinising TTIP to make sure that the quality of our services remains high, that corporate power is not increased unnecessarily, that our high levels of protection are retained.

But we have to say to the Commission: we recognise that a good TTIP would be good for Europe, and the pledge we give to the Commission and to the Member States is that we will watch the outcome of this agreement and, if we think it benefits Europe, benefits European jobs and European standards of living, we will vote for it. If we think it damages our concerns we will vote against it. We will make up our mind at the end; unlike some

groups we have not made up our mind one way and unlike other groups we have not made up our mind the other way. We will judge this agreement on its merits at the end of the process.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

2-145-000

Georgios Katrougkalos (GUE/NGL), *blue-card question*. – My question is about ISDS. I am quoting from the guidelines given by Mr Juncker in today's speech. I will not accept, says Mr Juncker, that the jurisdiction of courts in European Union Member States is limited by special regimes for universal disputes. We heard another version from the Commissioner, so I would like to ask Mr Martin which of these opinions he supports: the opinion of Mr Juncker or the opinion of the Commissioner?

2-146-000

David Martin (S&D), *blue-card answer*. – I have my own position and my group has its own position, which is that we do not want investor-state dispute settlement in this agreement. We will judge the agreement at the end of the day, but at the moment our position is very clear: we do not think ISDS belongs in such an agreement because we think the normal legal system is the way to deal with these issues.

2-147-000

Emma McClarkin, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, I should like to thank the Commissioner for addressing the issue of TTIP here in the Parliament with us today. It is vital that we keep in mind just how important a deal this is for the EU. We must grasp this opportunity: a free trade deal is good for growth and jobs, but this is particularly true of one of this scale. In the long term, we can expect it to boost the EU economy by as much as a hundred billion pounds annually, and this does not even take into account the benefits arising from the dynamic productivity gains which could be realised from a comprehensive deal.

For the individual man or woman on both sides of the pond, they will notice that they have more products to choose from – products which are of a better standard and at a cheaper price. But we must also ensure that the deal benefits businesses on both sides of the Atlantic, irrespective of size. We can help our smallest businesses by eliminating tariffs, by aligning customs processes at borders, and by increasing regulatory coherence between the EU and the US. If we take these steps, we can aspire to one day having a truly transatlantic market.

There are, of course, concerns amongst a wider European public about this deal, particularly when it comes to food standards and investor-to-state dispute settlement. EU negotiators have ruled out the inclusion of hormone beef and chlorinated chicken, so I hope that this scaremongering will stop. While the ISDS will be there to act as a safeguard for investors, I am pleased that the Commission has recognised concerns by launching a consultation with stakeholders on its provisions.

Commissioner De Gucht, I urge you to keep your foot on the gas – to use an American phrase – with this deal until the end of your term. It is crucial that we build momentum with this deal, and for that we need renewed political support on both sides. At the same time – and as important as this deal is – let us remember that we must maintain and develop our existing trade relationships, which we have worked hard to build up over a number

of years. We must deliver jobs and growth for our citizens and stay committed to keeping our markets open.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

2-148-000

Paul Rübiger (PPE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Herzlichen Dank! Meine Frage ist: Wie wird dieses Abkommen für die kleinen und mittleren Betriebe? Welche Auswirkungen wird es hier geben? Können Sie sehen, dass die Prognosen der Kommission hier ein Beschäftigungswachstum auch in Europa erbringen könnten?

2-149-000

Emma McClarkin (ECR), *blue-card answer*. – I do believe that there is a huge opportunity and potential for the TTIP and for an EU-US free trade agreement to deliver for all businesses of all sizes, as I say irrespectively. We must take into consideration the impact it will have on small businesses, but we cannot undermine the opportunities that are available to them.

2-150-000

Marietje Schaake, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, a year and a half ago – with the necessary heavy lifting and political leadership – we kicked off the negotiations on a comprehensive trade and investment partnership. But those days, when Vice-President Biden liked to talk about finishing the deal on one tank of gas, seem a little bit far behind us at this moment, one-and-a half years down the road. It seems as though the Americans have chosen an exceptionally environmentally friendly car to drive in. In any case, I think that they and maybe all of us should step on the gas to keep the very important momentum that started these negotiations.

For our group, jobs and growth without government investment, the opportunity to set global standards and meet competition from emerging economies, and eliminating unnecessary bureaucratic burdens, remain the essential points on the horizon. We have to find ways to preserve our cherished standards when it comes to food safety and the environment, as well as fundamental rights, such as the right to privacy.

These are points which are being raised by people all over the EU, and I think it is good to have an active debate. Transparency and active engagement are essential to acquiring consent at the end of the day. So, Commissioner, my question is: how will you help dispel the feeling that quite a few people have that there is not enough clarity on where the process of negotiation stands, and that there may not be enough space to participate while there may be enough space for corporations to have access?

Now the investor-state dispute settlement (ISDS) consultation seems to show that there is great interest. I have heard a number of rumours about the amount of consultation submissions which were received. Perhaps you could also say something about the amount of responses that came in, as well as when you expect an initial assessment or final assessment. Do you believe that TTIP is possible, from the American point of view, without ISDS? Is this a negotiable point from their side? But with all these challenges, we might almost forget that there are also non-controversial issues and opportunities, such as procurement.

For the EU, it is crystal clear that the US market should open up for our businesses, to end explicit protectionism through the 'Buy American' and 'Buy America' Acts, as well as

implicit protectionism through national security clauses, as seen in the Jones Act, which restricts access for European ship builders and operators, as well as domestic flights by European airliners. Is there any progress on this point?

2-151-000

Helmut Scholz, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion* . – Herr Präsident, Herr Kommissar! Die Kritik aus der Bevölkerung an den TTIP-Verhandlungen wird immer stärker. Sie sehen dies auch am Ergebnis der Europawahl und dem Erfolg meiner Fraktion. Wir fassen das als Auftrag auf, und im Namen meiner Fraktion fordere ich Sie auf, die Verhandlungen zum TTIP jetzt nicht fortzuführen. Nehmen Sie sich die Zeit für eine Denkpause!

Zu ISDS haben Sie eine Konsultation durchgeführt, und gestern hat Botschafter O'Sullivan informiert, dass mehr als 115 000 Antworten eingegangen sind. Die Bevölkerung will ISDS nicht – weder im TTIP noch im Abkommen mit Kanada. Ziehen Sie also einen Schlussstrich, denn Instrumente des 20. Jahrhunderts müssen im 21. Jahrhundert nicht mehr richtig sein.

Deshalb fragen Sie doch auch die Bevölkerung nach ihrer Meinung zu anderen Kapiteln der Freihandelspolitik. Das wäre doch mal ein innovativer Ansatz! Denn glauben Sie, dass Bauern und Verbraucherinnen und Verbraucher eine weitere Liberalisierung im Handel mit Agrarprodukten wollen? Ich versichere Ihnen: Das ist nicht der Fall. – übrigens nicht nur in der EU, auch in den vielen Bundesstaaten der USA wollen das Menschen nicht. Vertreten Sie also nicht die Interessen der Konzerne, sondern die der Bevölkerung!

Ja, es geht nicht um einen Kulturkampf – da stimme ich Ihnen zu, Herr De Gucht –, sondern um die Frage unserer Wirtschafts- und Konsumptionsweise. Die liegt auf dem Verhandlungstisch.

Und noch eins, weil ich aus Deutschland komme, vor dem Hintergrund der NSA-Spionage-Affären etc.: Solange die Amerikaner sich nicht verpflichten wollen, die Daten der europäischen Bevölkerung und auch von wirtschaftlichen Akteuren zu schützen und zu respektieren, gibt es keine Grundlage für ein Handelsabkommen.

Also: *Common Goods* beibehalten und die Verhandlungen zum TTIP unterbrechen!

2-152-000

Yannick Jadot, *au nom du groupe Verts/ALE* . – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, depuis le début, le groupe écologiste dénonce cette négociation parce que nous considérons que ce sont des choix de société qui sont en train d'être négociés. Ce sont des choix de société sur l'environnement, sur la santé, sur le droit social, sur les services publics, sur la propriété intellectuelle, sur l'agriculture, sur l'alimentation et aujourd'hui ces choix de société sont négociés en totale opacité sur la seule base de leur marchandisation. C'est un problème profond. On nous explique aujourd'hui que ce serait bon pour l'Europe. Non! On voit bien qu'aujourd'hui, ce dont a besoin l'Europe, c'est de définir son projet, c'est de renforcer son projet avec une politique industrielle, avec une spécificité de durabilité et ce que nous propose cette négociation, c'est de diluer le projet européen dans un grand marché transatlantique.

Alors, Monsieur le Commissaire, vous nous avez expliqué à quel point la Commission européenne faisait des efforts sur la transparence. Depuis hier, les textes consolidés de négociation – c'est-à-dire le cœur de la négociation, ce qui se joue réellement aujourd'hui

– sont placés dans des pièces de lecture. Les pièces de lecture pour les États membres, cela veut dire aller à l'ambassade américaine s'ils veulent savoir ce qu'il y a dans ces textes de négociation. Pour les parlementaires européens, cela veut dire aller dans une pièce de lecture qui se situe au Parlement européen à Bruxelles ou à la Commission européenne. Comment peut-on imaginer, aujourd'hui, que des choix de société soient réduits à des consultations sans téléphone, sans moyen de prendre des notes dans des pièces de lecture. La transparence que vous nous proposez, Monsieur le Commissaire, est un artifice. Elle est totalement contradictoire avec la démocratie qu'attendent les citoyens européens, avec le contrôle que veulent exercer les citoyens européens sur les institutions européennes.

Pardonnez-moi, Monsieur le Commissaire, mais le groupe écologiste considère aujourd'hui la façon dont le Parlement européen comme les gouvernements sont informés de la tenue du suivi des négociations – soit par le biais des pièces de lecture –, est contraire au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, est contraire à l'article 218, paragraphe 10, de ce traité.

Les parlementaires européens ont le droit de suivre ces négociations et d'être pleinement informés. C'est le texte sur lequel la Cour européenne de justice a déjà statué. Cette négociation menée par la Commission européenne se situe déjà dans l'illégalité. Et c'est pour cela aussi que le groupe écologiste soutient l'initiative citoyenne européenne qui est lancée aujourd'hui par des dizaines d'organisations pour vous demander, à vous, Commission européenne, de mettre fin à cette négociation comme de refuser l'adoption du traité avec le Canada.

Enfin, sur l'ISDS, Monsieur le Commissaire, c'est bien, vous continuez à en faire la promotion. Vous voyez bien que des groupes qui, jusqu'à maintenant, ont toujours soutenu cette négociation après les élections européennes commencent à tortiller un petit peu et le nouveau président de la Commission a, au moins, eu ce geste de dire que les juridictions nationales suffisent, qu'il serait inacceptable de faire un transfert de souveraineté démocratique des citoyens vers les multinationales. Ce n'est pas cela qu'ont dit les électeurs le 25 mai.

(L'orateur accepte de répondre à deux questions "carton bleu" (article 162, paragraphe 8, du règlement))

2-153-000

Daniel Caspary (PPE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Sehr geehrter Herr Jadot! Sie haben sich gerade sehr lautstark über mangelnde Transparenz beklagt.

Kann es sein, dass Sie selbst vielleicht sogar einige der Dokumente, die uns zur Verfügung stehen, gar nicht abgerufen haben? Und kann es sein, dass zu den regelmäßigen Informationstreffen – vor und nach den Verhandlungsrunden – schon mehrfach gar keine Abgeordneten Ihrer Fraktion anwesend waren?

2-154-000

Liisa Jaakonsaari (S&D), *sinisen kortin kysymys*. – Arvoisa puhemies, on ikävä asia, että tälle vuosisadan sopimukselle on tullut näin huono maine. Kyllä jäsenvaltiot saavat itse kantaa vastuuta siitä, että jäsenvaltiot eivät ole puolustaneet tätä. Komissaari ja komissio ovat ikään kuin yksin ajamassa tätä, vaikka jäsenvaltiot olivat hyväksyneet. Haluaisin kysyä, että näettekö Te arvoisa vihreä edustajakollega yhtään hyvää asiaa tässä suunnitellussa

sopimuksessa? Kasvun, työllisyyden, työelämän oikeuksien kannalta, näettekö Te yhtään hyvää asiaa?

2-155-000

Yannick Jadot (Verts/ALE), *réponse "carton bleu"*. – Monsieur Caspary, je ne considère pas qu'à partir du moment où, en tant que vice-président de la commission du commerce international, coordinateur du groupe des Verts/Alliance libre européenne, sur ce sujet, j'ai accès à quelques documents de négociation, je commencerai à imaginer que le processus est démocratique et transparent.

À partir du moment où se discutent des enjeux aussi importants que les services publics, la protection des données, la protection de la santé et de l'environnement, je considère que les citoyens – et pas seulement Yannick Jadot, député européen – doivent être informés et quand je vois les papiers de communication que fournit la Commission européenne sur les états des négociations, j'y trouve une ligne par thème. Je ne considère pas que cela donne une information transparente et complète de la négociation. Je rappelle que l'article 218, paragraphe 10, du traité dit que les parlementaires doivent être pleinement informés.

Quant aux bénéfices du traité, Madame Jaakonsaari, je n'en vois pas. Vous savez que le Parlement européen a procédé à une expertise de l'estimation faite par la Commission européenne, et que cette expertise a clairement indiqué qu'il était quasiment impossible de faire cette évaluation et de promettre de tels bénéfices à l'horizon 2027. Le Commissaire De Gucht a lui-même dit que les 545 euros par an, par ménage européen, cela ne voulait rien dire, et le modèle qui a été utilisé n'a pas fait une seule évaluation sur les bénéfices ou les pertes en termes d'emploi.

2-156-000

Tiziana Beghin, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, cittadini, come portavoce del Movimento cinque stelle e membro del gruppo EFDD, ho una semplice domanda da porre alla Commissione: signor Commissario, ma che cos'è veramente il TTIP? Non si tratta di un semplice accordo di libero scambio. Del resto i dazi tra l'Europa e gli Stati Uniti sono già molto bassi. Si tratta invece di uno strumento per eliminare le barriere al libero scambio. Queste barriere sono: i diritti che i nostri lavoratori hanno acquisito dopo generazioni di lotte; i regolamenti ambientali che limitano l'inquinamento; le regole sulla sicurezza alimentare, quelle stesse regole che ci proteggono dal cibo OGM e dalla carne trattata con gli ormoni; le leggi europee che proibiscono i componenti chimici nocivi e infine la nostra *privacy*, la protezione dei nostri dati personali.

Signor Commissario, la Commissione ha ripetuto più volte che il processo di negoziazione è trasparente e aperto. Ancora adesso se ne sta discutendo, non c'è nessun segreto. Ebbene, signor Commissario, non potrebbe trovarmi più d'accordo: è vero, non c'è nessun segreto. Ma non c'è nessun segreto per i gruppi di lobbisti e per gli avvocati delle grandi multinazionali. Il reale accesso ai documenti è invece impossibile per i cittadini europei, è impossibile per i parlamentari ed è impossibile anche per me che sono membro della commissione per il commercio internazionale. Chiedo ancora una volta perché questi documenti sono tenuti segreti e perché un processo, che avrebbe dovuto essere inclusivo fin dal suo inizio, sta diventando invece sempre più esclusivo e segreto.

Signori, la posta in gioco qui non è solo un accordo economico ma il concetto stesso di democrazia. Io mi chiedo qual è l'idea di democrazia e inclusione a cui l'Europa vuole

arrivare. È forse la stessa idea che ha ispirato la maggior parte dei partiti politici che siedono in questo Parlamento quando hanno rifiutato ogni presidenza e vicepresidenza per i membri del mio gruppo politico, escludendo così più di 10 milioni di cittadini dai ruoli chiave nel Parlamento? Cari colleghi, per tutti i cittadini europei spero proprio di no!

(L'oratrice accetta di rispondere a una domanda "cartellino blu" (articolo 162, paragrafo 8 del regolamento))

2-157-000

Alexander Graf Lambsdorff (ALDE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Herr Präsident, liebe Frau Kollegin Beghin! Ich bin auch im Ausschuss für internationalen Handel – wie Sie. Ich freue mich auf die Zusammenarbeit.

Ich frage mich nur, woher Sie wissen, dass wir keine Dokumente bekommen – der Ausschuss hat noch gar nicht getagt. Ich weiß, dass der Kommissar und seine Unterhändler dort der sogenannten Monitoring-Gruppe genau die Dokumente zur Verfügung stellen, die Sie gerade einfordern.

Also würden Sie mir zustimmen, dass wir vielleicht erst einmal die Sitzung des Ausschusses abwarten, schauen, was für Dokumente wir kriegen, bevor wir eine so weitreichende Bewertung vornehmen, wie Sie das gerade getan haben?

2-158-000

Tiziana Beghin (EFDD), *relatrice*. – Io sono qui da circa quindici giorni e ho fatto richiesta di questi documenti che nessuno è riuscito a procurarmi. Quando si arriva così avanti nelle trattative, che cos'è che dobbiamo ancora aspettare? Secondo me sarebbe opportuno che noi sapessimo che cosa è stato discusso fino adesso.

(L'oratore accetta di rispondere a una domanda "cartellino blu" (articolo 149, paragrafo 8, del regolamento)).

2-159-000

Matteo Salvini (NI). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, non ci fidiamo, non ci fidiamo! Cinque anni di politiche commerciali gestite da questa Commissione ci hanno portato al disastro. L'accordo con il Pakistan per il tessile ha fatto chiudere migliaia di aziende; l'accordo con il Marocco per la frutta e la verdura e la pesca ha danneggiato migliaia di pescatori ed agricoltori; l'accordo con la Birmania per il riso sta portando tonnellate di riso farlocco sulle tavole dei nostri figli. E poi i negoziati brillantemente condotti con l'India, con il Vietnam, con la Corea, con il Giappone, con la Colombia: posti di lavoro persi, diritti persi, qualità della vita andata in fumo!

Perché dovrebbe cambiare con gli Stati Uniti, che sono oltretutto molto più furbi di noi? Gli Stati Uniti proteggono i loro marchi, hanno il *made in*, hanno dei dazi. La Sua Commissione europea, la Commissione dei burocrati di Bruxelles non protegge quello che viene prodotto in Europa.

Ogni anno – giusto per stare nel mio paese – in Italia abbiamo danni per un miliardo di euro per il vino falso italiano venduto come italiano; abbiamo tre miliardi di euro di danni per l'olio, il formaggio e i prodotti alimentari falsi spacciati per italiani negli Stati Uniti. Cosa c'è in questo testo per difendere questo lavoro, questa storia, questa origine, questo

futuro, questa tradizione? Niente! Quindi, per quanto mi riguarda, o questo testo cambia in tutto oppure la Lega Nord voterà contro dal primo all'ultimo rigo.

2-160-000

Tokia Saïfi (PPE). - Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, cet accord de libre-échange avec les États-Unis continue de soulever de nombreuses interrogations. Je vous rappelle donc notre attachement aux différentes lignes rouges et notre détermination à garantir nos choix de société.

Nos modèles agricole et alimentaire doivent être préservés de même que le respect de nos indications géographiques.

Cet accord doit également garantir un réel accès aux marchés publics américains, y compris pour nos PME. Et quoi que vous disiez concernant l'ISDS, nous devons veiller à protéger nos investisseurs et à ce que l'ensemble de nos politiques publiques dans les domaines sociaux, environnementaux et sanitaires ne puisse être remis en question par des multinationales étrangères.

Pour que l'ISDS ne soit pas une arme supplémentaire dans les mains des multinationales, nous réclamons également qu'il soit réellement accessible aux PME de façon simple et peu coûteuse, et selon une procédure transparente.

C'est pourquoi faute de garanties suffisantes sur ces points, nous devons nous interroger sur le maintien de ce mécanisme dans les discussions en cours.

Monsieur le Commissaire, nous sortons d'une campagne électorale qui a été difficile: l'Europe n'est pas perçue comme étant proche des citoyens. Des questions sur cet accord sont revenues sans cesse dans les discussions.

En notre qualité de représentants des citoyens européens, nous souhaitons donc que ces négociations soient menées avec fermeté et transparence afin d'éviter les malentendus et les exploitations politiques.

(L'oratrice accepte de répondre à une question "carton bleu" (article 162, paragraphe 8, du règlement))

2-161-000

Εμμανουήλ Γλέζος (GUE/NGL), ερώτηση "γαλάζια κάρτα". – Κύριε Πρόεδρε, θα ήθελα να θέσω στη συνάδελφο την ακόλουθη ερώτηση: ενώ υπάρχουν εμπορικές σχέσεις όλων των χωρών της Ευρώπης με τις Ηνωμένες Πολιτείες, ξαφνικά εμφανίζεται ένα πλαίσιο άλλου τύπου. Μήπως είναι η άλλη μορφή του NATO, μήπως δηλαδή αυτή η καινούργια συμφωνία είναι το εμπορικό NATO;

2-162-000

Tokia Saïfi (PPE), réponse "carton bleu". – Monsieur Glezos, je ne pense pas que nous sommes dans un accord qui serait une autre forme d'OTAN. Je pense que les États-Unis sont une puissance importante, l'Europe est une puissance commerciale importante et qu'il est tout à fait logique que nous puissions avoir des relations commerciales beaucoup plus profondes. Mais, simplement, nous sommes vigilants, nous avons des choix de société, nous avons des lignes rouges et nous voulons les faire respecter.

2-163-000

Bernd Lange (S&D). - Herr Präsident, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Es ist doch ganz offensichtlich, dass viele Menschen Sorgen und Nöte mit diesem Abkommen verbinden.

Ich glaube, es ist an der Zeit, diese Sorgen und Befürchtungen auch ernst zu nehmen und nicht abzuwiegeln. Dazu gehört in erster Linie Transparenz. Man muss ja feststellen, dass es ein sehr langsamer Prozess gewesen ist, mehr Transparenz in die Verhandlungen zu bekommen, und ich bin immer noch nicht damit zufrieden.

Ich finde es unerträglich, dass der Rat – der heute wieder nicht da ist – es verhindert, dass das Verhandlungsmandat und die fundamentalen Dokumente veröffentlicht werden. Das ist ein Skandal, und ich appelliere an die Regierungen, diesen Zustand endlich aufzugeben, damit die Bürgerinnen und Bürger in Europa wirklich mitdiskutieren können und wissen, worum es geht.

Ich appelliere auch an die Vereinigten Staaten, ihre Politik der Abschottung aufzugeben. Es ist doch eine absurde Situation: Auf der einen Seite gibt es NSA, Spione und sonst was, und die USA versuchen, alle Informationen zu bekommen. Und wenn es hier um Dokumente geht, dann verhindern sie, dass ihre eigenen Verhandlungsdokumente veröffentlicht werden und sorgen dafür, dass konsolidierte Texte nur in einem Leseraum zugänglich sind.

Da haben die USA zum Beispiel ein Papier zur Liberalisierung der Bildung im nichtöffentlichen Sektor vorgelegt – eine spannende Frage, alles, was Erwachsenenbildung anbetrifft. Ich möchte wissen, was die Vereinigten Staaten dort verlangen. Ich kann dieses Dokument nicht einsehen. Das kann so nicht weitergehen. Wenn wir verhandeln, dann muss es auch Transparenz in allen Dokumenten, die auf dem Tisch liegen, geben. Sonst ist eine Seite eindeutig benachteiligt. Ich möchte nur etwas unterschreiben können, was eben auch transparent ausgehandelt ist.

Ich habe auch das Gefühl, dass bei der Frage ISDS die Sorgen und Nöte der Menschen inzwischen sehr, sehr stark sind – übrigens auch auf der anderen Seite des Atlantiks. Über 1 50 000 Eingaben bei der Konsultation haben das doch gezeigt. Von daher sollten wir den Schlusstrich ziehen und sagen: Ja, wir wollen Handelsabkommen, aber ohne ISDS, das ist die Perspektive. Die Vereinigten Staaten haben übrigens ein Handelsabkommen mit Australien abgeschlossen – auch ohne ISDS. Insofern sollten wir eindeutig die Sorgen hier ernst nehmen und darauf verzichten.

Herr Kommissar, wenn Sie es ernst meinen mit Investitionsschutzmechanismen jenseits von Gerichtssituationen, dann frage ich mich: Warum haben Sie nicht eine Aktivität an den Tag gelegt, bei der WTO einen internationalen Gerichtshof zum Investitionsschutz aufzubauen, anstatt in bilateralen Verträgen so etwas durchzusetzen? Übrigens haben die alten Mitgliedstaaten in der Europäischen Union mit keinem OECD-Staat so ein Abkommen.

Zum Schluss entscheiden wir, und ich glaube, das machen wir sehr bewusst und rational, wie wir es im Fall ACTA gezeigt haben. Deswegen sollte die Kommission die Signale ernst nehmen.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der blauen Karte gemäß Artikel 162 Absatz 8 Geschäftsordnung zu beantworten).

2-164-000

Sven Giegold (Verts/ALE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Herr Langen! Vielen Dank für Ihre klaren Worte zum Thema Investorstreitschlichtung.

Ich habe eine Frage dazu: Dieser klare Maßstab, den Sie angelegt haben, gilt das für Sie auch für das Abkommen mit Kanada, mit Singapur, mit Vietnam? Das sind alles Abkommen, die diese Mechanismen auch vorsehen. Fordern Sie auch dort genauso klar, dass diese Streitschlichtungsmechanismen nicht Teil der Abkommen sein sollen?

2-165-000

Bernd Lange (S&D), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Es gibt ja genug Untersuchungen inzwischen, dass ISDS nicht signifikant ist für Investment. Brasilien zum Beispiel hat kein ISDS, und trotzdem wird in Brasilien sehr stark investiert. Insofern, glaube ich, ist dieses Instrument aus dem letzten Jahrhundert und sollte auch auf den Müllhaufen der Geschichte.

2-166-000

Kosma Tadeusz Złotowski (ECR). - Panie Przewodniczący! Szanowni Państwo! Umowy, które zawiera się w celu usprawnienia handlu międzynarodowego, są zwykle dobre. Jednak jest kilka kwestii, które mogą budzić obawy. Negocjacje, jak to już było wielokrotnie mówione, toczony są w tajemnicy. A wiemy, że gospodarka Stanów Zjednoczonych jest większa i silniejsza niż suma gospodarek Unii Europejskiej. Jeśli umowa zostanie źle skonstruowana (a ponieważ konstruowana jest poufnie, nie możemy wykluczyć, że tak się stanie), może stać się tak, że to Europa stanie się przestrzenią ekspansji amerykańskiej, a Europa w Ameryce będzie miała coraz mniej do powiedzenia. Przestrzegam przed tym, bo tak właśnie stało się w Polsce po roku 1989: my w Polsce mamy wiele sieci handlowych, ale z nich tylko jedna jest polska; pozostałe mają swoje siedziby w Europie Zachodniej.

Amerykanie dbają o środowisko naturalne, chociaż my uważamy, że dbamy o nie lepiej. Oni jednak nie uważają – przynajmniej ci, którzy decydują o gospodarce – że obniżenie emisji dwutlenku węgla może wpłynąć na zmianę klimatu i dlatego ich produkty są tańsze...

(Przewodniczący odebrał mówcy głos.)

2-167-000

Marielle de Sarnez (ALDE). - Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, au fond, les opinions publiques se sont invitées dans ce débat sur le TTIP. Je pense que c'est une bonne chose. C'est une bonne chose parce qu'il faudrait que cela contribue peut-être à changer certaines mauvaises habitudes et à sortir de cette espèce de huis clos, d'autant plus que, contrairement à ce que vous avez dit tout à l'heure ou omis de dire, la ratification ne se fera pas seulement ici au Parlement européen, elle se fera dans l'ensemble des parlements nationaux de chacun des États membres. Ce qui veut dire qu'il faut que nos démocraties, pas seulement européennes, mais aussi nationales soient aussi impliquées dans ce débat et que des réponses soient apportées à nos citoyens. Ne pas le faire serait évidemment extrêmement négatif.

Au fond, qu'est-ce qu'ils attendent les Européens? Ils attendent que leurs gouvernants nationaux ou européens – pour eux c'est la même chose –, défendent leurs intérêts et le leur disent. Donc, c'est au fond assez simple. Évidemment qu'il faut de la transparence. C'est une stupidité que le mandat de négociation ne soit pas public, d'autant plus qu'il est

sur internet. Il faut évidemment rassurer les Européens sur les normes. Je pense que nous avons des normes d'exception, qui nous protègent mieux que quiconque, mieux qu'ailleurs et qu'il faut les garder. C'est une plus-value pour l'Europe et pas un moins et c'est aussi la question évidemment de l'arbitrage. Nous n'avons pas besoin d'un processus d'arbitrage alors que nous avons des États de droit ici en Europe et aux États-Unis qui fonctionnent, qui permettent les appels et qui permettent tout à fait de sécuriser les investissements.

Je vous invite donc, Monsieur le Commissaire, à ne pas renvoyer comme cela, le fait que des opinions publiques soient entrées dans ce débat du TTIP et au contraire à prendre en compte leurs questions pour y répondre.

2-168-000

Patrick Le Hyaric (GUE/NGL). - Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, si vous n'avez rien à craindre de la réaction des populations à propos de ce grand marché transatlantique, sortez du secret de ces négociations et mettez tout le contenu des discussions au grand jour. Publiez ou faites publier le mandat de négociation. Donnez tous les éléments en débat à notre Parlement, aux parlements nationaux, aux syndicats, aux associations de consommateurs, aux organisations non-gouvernementales. Faites la transparence sur tous les acteurs associés à ces marchandages.

Vous venez de faire un plaidoyer pour le projet de tribunal arbitral international. Or, ce sont les élus des peuples qui font la loi pas les avocats des multinationales. Nous refusons donc que le droit des affaires prime sur les droits humains et sociaux.

Contrairement à ce que vous dites, il ne s'agit pas ici de choix de politique dite commerciale. Il s'agit de la sécurité de l'emploi, de savoir ce que nous mangerons demain, de notre santé, de l'accès à l'éducation et à la culture, de la biodiversité, des manières de produire. Il s'agit de nos droits économiques et sociaux. En fait, il s'agit d'un choix de civilisation. Il s'agit même de l'avenir de l'idée européenne elle-même. Ce projet l'étoufferait dans un marché unique dominé par les multinationales.

Sur tous ces éléments, nous attendons de la transparence et plus d'explications de votre part et, surtout, l'abandon de ce dangereux projet.

2-169-000

Ska Keller (Verts/ALE). - Herr Präsident! An der Konsultation zum Investor-Staats-Klageverfahren haben sich mehr Menschen beteiligt als jemals zuvor bei einer anderen Konsultation. Das zeigt, wie groß das Unbehagen der Menschen in ganz Europa ist gegenüber einem Privatrecht, das nur den großen Unternehmen nützt. Dieses Unbehagen sollten wir ernst nehmen.

Nachdem sich nun auch der frisch gewählte Kommissionspräsident gegen eine solche Paralleljustiz ausgesprochen hat, werden Sie, Herr Kommissar, dann das Investorklageverfahren aus CETA, dem Kanada-Abkommen, und TTIP, dem Abkommen mit den USA, ausschließen? Das würde ich gerne von Ihnen erfahren.

2-170-000

Petr Mach (EFDD). - Pane komisaři, jako libertarián vnímám volný obchod jako základní projev svobody člověka a jako podmínku prosperity a mírové spolupráce mezi národy. Jsem tedy rozhodně pro volný obchod s USA. Chci, abychom mohli dovážet zboží ze Spojených států amerických bez cel a jiných překážek, aby naše firmy mohly volně vyvážet

zboží do Ameriky, abychom nemuseli pokaždé platit peníze navíc, když zboží překračuje hranice. Ale taková smlouva nemůže být podle mě takhle tlustá. Smlouva, která by byla skutečně jenom o volném obchodu se, podle mého soudu, musí vejít na dvě stránky. Mám tedy podezření, že chystaná smlouva nebude o volném obchodu, ale o nových regulacích.

Přeji si volný obchod, skutečně volný obchod, se Spojenými státy americkými, ale také s Ukrajinou, Izraelem, Marokem, Ruskem – jednoduše řečeno se zbytkem světa. Obávám se, že Evropská komise toto nechce. Cla jí přinášejí miliardy do rozpočtu, o které nechce přijít. Chci, aby Komise slyšela tento liberální hlas pro volný obchod. Jestli místo volného obchodu vyjednáte jenom nová omezení, nezapomeňte, že vůči byrokratickému a přeregulovanému přístupu Evropské unie existuje alternativa v podobě Evropského sdružení volného obchodu EFTA, která se může postupně stát atraktivnější volbou pro mnohé státy.

2-171-000

Marine Le Pen (NI). - Monsieur le Président, j'avais préparé une intervention, puis en vous écoutant j'ai changé d'avis parce que j'ai trouvé qu'à l'issue de ces débats, ce Parlement fait pitié, voyez-vous.

Ce matin, vous étiez tous là, triomphants, comme des coqs qui croient qu'en chantant, ils font lever le soleil. Vous étiez plein de votre pouvoir fantôme. "Regardez-nous, on a élu le président de la Commission". Vous aviez fini par croire à l'illusion de votre pouvoir fantôme et de ce soi-disant processus démocratique, d'ailleurs qui n'a de "démocratique" que le nom. Et regardez-vous quelques heures plus tard, mais regardez-vous! Entendez-vous! "On veut de la transparence. On voudrait bien voir de la transparence. Est-ce qu'on aura le droit d'avoir les documents sur lesquels on négocie ou est-ce que personne ne nous les donnera?". Personne ne vous les donnera! Et vous voyez tout d'un coup le mépris de la Commission. Monsieur le Commissaire vous regarde avec un air amusé, avec un petit sourire au coin des lèvres, réclamer de la transparence.

Vous n'aurez pas la transparence, parce que le mépris de cette Commission et son processus anti-démocratique veulent que, précisément, ce Parlement n'ait aucun pouvoir et donc c'est beaucoup plus grave. Les peuples européens n'ont aucun pouvoir et notamment aucune connaissance de ce qui est en train de se dérouler dans leur dos et qui ressemble, vous le savez bien plus, à un marché unique qu'à un traité de libre-échange transatlantique. Et cette négociation dure depuis un an. Et, depuis un an, vous gémissiez pour réclamer de la transparence et vous n'avez pas obtenu aujourd'hui, ni hier, ni probablement demain, cette transparence.

2-172-000

Iuliu Winkler (PPE). - Mr President, very specific questions have been posed to the Commissioner. I myself have three questions but very simple ones.

First of all, in the transatlantic relationship is the status quo an option? No, I think in the rapidly changing global environment standing still means falling behind, so the status quo is not an option.

Second: do the WTO multilateral trade negotiations represent an alternative? We saw the Doha Development Round stalled, and we see that the Bali Agenda is endangered. No, I think WTO negotiations are no alternative.

Third: can we allow Europe's food safety, social system, our data protection and cultural diversity to be endangered by the new provisions of the FTA? No, and I think it is the role of the European Parliament to make sure that the fundamental interests of our citizens are safeguarded, and that TTIP, when concluded, will equally serve all Europeans.

2-173-000

Jörg Leichtfried (S&D). - Herr Präsident! Es gibt ein Sprichwort, das heißt: „Gut gemeint ist das Gegenteil von gut“. Ich glaube, das ist hier passiert.

Diese Verhandlungen waren vielleicht einmal gut gemeint, aber sie sind gewaltigst schiefgelaufen. Es gibt viele Beispiele dafür, was schiefgelaufen ist. Viele Kolleginnen und Kollegen haben schon einiges erwähnt. Aber ich möchte noch einmal diese Investitionsschutzklauseln ansprechen und es vielleicht ganz vereinfacht darstellen: Ein einfacher Bürger, eine Bürgerin, die sich ein Dieselauto kauft, beispielsweise, weil Diesel billiger ist und weniger besteuert wird, kann nicht zu einem Sondergericht gehen, das in London tagt, wenn eine demokratisch gewählte Regierung plötzlich die Steuern auf Diesel erhöht. Aber diese Investoren könnten es tun. Das ist unfair. Warum gibt es da Sonderrechte für Großinvestoren?

Wir leben in einem demokratischen Rechtssystem – sowohl in Europa, als auch in den Vereinigten Staaten – und auf beiden Seiten ist es nicht notwendig, das zu tun. Wenn Investoren Probleme haben, gibt es ordentliche Gerichte. Ansonsten ist dieses Abkommen meines Erachtens nicht zustimmbar.

Dann dieses Geschwafel um Geheimhaltung! Ich habe das auch einmal geglaubt. Mir ist erklärt worden, wenn man mit den Amerikanern verhandelt, kann man ja nicht alle Verhandlungspositionen offenmachen. Das verstehe ich schon. Nur sind wir inzwischen darauf gekommen: Die Amerikaner wissen unsere Geheimnisse eh schon, bevor wir sie überhaupt wissen, weil sie uns abhören. Das muss man auch berücksichtigen. Deshalb ist es hoch an der Zeit, dass alle erfahren, was hier verhandelt wird!

Herr Kommissar, ich habe das Gefühl, dieses Abkommen ist ein Abkommen, das den großen Finanzinvestoren nutzt und der Demokratie schadet, und so ein Abkommen ist fehl am Platz.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

2-174-000

Franz Obermayr (NI), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“* . – Herr Präsident! Ja, Herr Kollege Leichtfried, ich bin ganz begeistert! Im Gegensatz zu zwei Kollegen Ihrer sozialdemokratischen Delegation haben Sie mit voller Begeisterung noch vor einem Jahr für die Verhandlungen gestimmt. Sie waren im April noch für das ISDS-Abkommen. Ich bin wirklich fasziniert. Was hat Sie denn bewogen, so schnell umzudenken, dass Sie in den letzten Tagen umgedacht haben? Ja, in der Zeitung in Österreich fordern Sie sogar Austritt aus den Verhandlungen! Sie haben kein Vertrauen in die Kommission. Was war der Grund? Können Sie mir das Schlüsselerlebnis in Ihrer Erkenntnis sagen? Warum ist Ihre Liebe zu Amerika erkaltet? Oder war es das schlechte Wahlergebnis ...

(Der Präsident entzieht dem Redner das Wort.)

2-175-000

Jörg Leichtfried (S&D), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“.* – Herr Obermayr, ich glaube, Sie kennen sich nicht aus. Das geht schon länger so.

Selbstverständlich habe ich gesagt: Ich bin dafür, dass Verhandlungen beginnen. Selbstverständlich habe ich gesagt: Ich werde schauen, wie die laufen und mich am Ende entscheiden, ob ich dafür oder dagegen bin. Selbstverständlich habe ich jetzt gesagt: Ich habe das Gefühl, sie laufen sehr schlecht, und habe begründet, warum ich meine, dass sie sehr schlecht laufen.

Im Gegensatz zu Ihnen habe ich fünf Jahre daran gearbeitet und war im richtigen Ausschuss.

2-176-000

Marcus Pretzell (ECR). - Herr Präsident, meine Damen und Herren Kollegen! Unter dem irreführenden Titel „Freihandel“ debattieren wir heute über TTIP. Dabei droht durch die Hintertür als weitere Beschneidung der Kompetenzen der nationalen Parlamente der Investorenschutz ISDS zu schlüpfen.

Wenn Parlamente in Europa Verbraucherschutz, Datenschutz, Umweltschutz, Gesundheitspolitik und Arbeitnehmerrechte zukünftig unter dem Damoklesschwert finanzieller Forderungen durch Konzerne entscheiden müssen, verändert das die politische Kultur in Europa. Die Verantwortung dafür tragen Sie, meine Damen und Herren von der Kommission. Sind Sie willens und in der Lage, diese Verantwortung zu übernehmen? Möchte eine Mehrheit der Bevölkerung in Europa in dieser Frage von Ihnen vertreten werden?

Die Verhandlungen über TTIP gehören in die Hände der nationalen Parlamente. Die Kommission hat nicht die erforderliche demokratische Legitimation. Wenn sie dennoch verhandelt, dann bitte als Wegbereiter ausschließlich für freien Handel zwischen den Völkern der Welt. Dann ließe sich auch schnell ein demokratischer politischer und gesellschaftlicher Konsens erzielen.

Die Freiheit, die Demokratie und das Selbstbestimmungsrecht der europäischen Völker dürfen nicht zur Disposition stehen – auch nicht als Preis für den freien Handel, Herr Kommissar De Gucht.

2-177-000

Olli Rehn (ALDE). - Arvoisa puhemies, hyvät kollegat, Eurooppa on nyt elpymisen tiellä, ja tätä elpymistä ja kasvua on ruokittava kaikilla rintamilla. Meidän pitää hakea uusia kasvun eväitä myös rajojen ulkopuolisilta markkinoilta.

Transatlanttinen kauppaja- investointisopimus on keskeinen osa Euroopan uutta kasvu- ja työllisyysohjelmaa. Se on väline avata eurooppalaisille yrityksille parempi pääsy Yhdysvaltain markkinoille. Tässä sopimuksessa tulee vahvasti panostaa eurooppalaisten pk-yritysten vientimenestykseen. Samalla vastavuoroinen standardien hyväksyminen ei saa kuitenkaan merkitä omien lakiemme heikentymistä. Sopimus ei esimerkiksi saa puuttua osapuolten oikeuteen ylläpitää korkeaa tasoa ruokaturvassa ja ympäristönsuojelussa. On myös pidettävä huoli eurooppalaisen maatalouden kilpailukyvyistä.

Avain sopimuksen hyväksymiseen on, että kansalaisten huoliin löytyy uskottavia vastauksia. Tämä edellyttää avoimuutta ja toimivaa vuoropuhelua kansalaisyhteiskunnan kanssa. Komissaari De Guchtin valmius julkistaa neuvottelumandaatit on myönteinen askel. Niin

on myös komission toteuttama julkinen kuuleminen investointisuojusta ja välitysmenettelystä oikeusvaltion periaatteen kannalta.

Tämä on oikea suunta. On nähtävä metsä puilta eli tämä sopimuksen Euroopan talouskasvua ja työllisyyttä tukeva vaikutus. Mutta myös puiden kunnosta eli kuluttanjasuojasta, maaseudusta ja oikeusvaltiosta on pidettävä visusti huolta.

2-178-000

Eleonora Forenza (GUE/NGL). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, ci sembra chiaro, anche dalla discussione di questo pomeriggio, che la discussione sul TTIP è un parametro della qualità della democrazia nell'Unione europea.

Siamo arrivati al sesto *round* di negoziazione e la trattativa è sostanzialmente nei suoi termini reali nascosta alle cittadine, nascosta ai membri di questo Parlamento. Lo stesso Commissario De Gucht qui ci ha parlato di una stanza riservata e per sola lettura. Non si possono prendere decisioni di tale impatto sulla vita delle persone senza che vi sia informazione e consenso. E questa è una delle ragioni che ci porta a dire: stop TTIP subito!

Chiediamo, signor Commissario, se vi sentite vincolati all'esito della consultazione pubblica sugli ISDS o se invece parliamo solo di una finta trasparenza. Noi vogliamo trasparenza totale sul mandato e sugli attori di questa trattativa e sovranità decisionale per le cittadine e i cittadini europei.

Ma ci sono anche molte questioni di merito. Con questo trattato si istituisce una sola legge, una sola regola, quella del mercato, e si aboliscono di fatto le altre, quelle a difesa della salute alimentare, dei diritti del lavoro, dell'ambiente, delle produzioni agricole, della *privacy*, delle banche dati personali, del carattere pubblico delle istituzioni che devono garantire il diritto alla salute e all'istruzione. Le legislazioni su questa materia parlamentare vengono sottratte ai parlamenti democraticamente eletti e subordinate a un tribunale arbitrale. La sovranità popolare viene subordinata alla libertà di impresa. Si parla di vantaggi in termini di occupazione, ma di quali vantaggi parliamo? Di lavoro precario, di lavoro senza diritti.

Ecco, voi difendete le frontiere con il FRONTEX contro le persone e le abolite solo per creare un mercato unico. Noi siamo molto determinati nel voler difendere non le frontiere ma i diritti delle persone. Per questo chiediamo di fermare subito il TTIP.

2-179-000

Jill Evans (Verts/ALE). - Mr President, the TTIP was a major issue during the European election campaign. I had hundreds of messages from constituents, trade unions, campaign groups and NGOs in Wales who were gravely concerned about its effects. These effects could be far-reaching and damaging – as we have heard from others – in terms of public services, food quality, the environment, health and much more.

Concern is growing, but in contrast to the negotiations, which are being held behind closed doors, my group very much welcomes the European citizens' initiative launched publicly today by over 140 organisations in 18 Member States, which demands that the negotiation mandate be repealed. One of the reasons for the disconnect between the EU and the people of Wales and elsewhere is the perceived lack of democracy and the secrecy. On TTIP we are being kept in the dark. This citizens' initiative will enable the people's voices to be heard, and I will encourage my constituents to support it.

2-180-000

Giulia Moi (EFDD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, finora ci avete imposto dei trattati deviati da quello che in origine era lo spirito di un'Europa dei cittadini unita e solidale. Questo sempre a uso e consumo delle banche e di voi pochi privilegiati burocrati. E ora, con la scusa di un'ipotetica uniformità dei regolamenti, ci volete imporre un nuovo trattato, il TTIP, con il quale verrà eliminato il principio di precauzione che ha prevalso finora a tutela della salute e del benessere di noi cittadini europei.

Ci verranno imposti cibi OGM gonfiati con ormoni, pieni di antibiotici e pesticidi tossici. Verrà eliminata la certificazione di origine controllata, distruggendo in questo modo il patrimonio delle eccellenze agroalimentari dei nostri paesi. Con il monopolio e l'uniformità genetica delle sementi da parte delle multinazionali sarà compromessa la biodiversità vitale per un'agricoltura sostenibile. Signor Presidente, fino a che punto volete danneggiare noi cittadini, pur di garantire profitti miliardari a poche multinazionali assetate di soldi?

2-181-000

Franz Obermayr (NI). - Herr Präsident! Zum Auftakt der sechsten Verhandlungsrunde schütteln sich die beiden Chefverhandler vor der Presse demonstrativ die Hände. Fragen waren – welch eine Überraschung! – nicht erlaubt.

Nach dem alten Prinzip: Nur nicht zu viele Informationen der Öffentlichkeit geben. Stattdessen werden Konzerne eingebunden. Ein aktueller Bericht der EU-Handelsdirektion zeigt, dass im Vorfeld 92 % der Verhandlungen mit Lobbyisten durchgeführt worden sind, aber nur 4 % mit Vertretern des öffentlichen Interesses. Wer immer noch an Panikmache im Lebensmittelsektor glaubt, dem empfehle ich einen Brief von 177 US-Abgeordneten zum Repräsentantenhaus. Die fordern, dass der geografische Schutz europäischer Produkte – wie italienischer Parmesan oder griechischer Feta – fallen soll.

Da würden natürlich die europäischen Hersteller der Qualitätsprodukte auf der Strecke bleiben – wenn sie keinen Schutz hätten. Der Konsument ebenso, der dann keine Ahnung mehr hat, ob er echten italienischen Parmesan zu essen bekommt oder amerikanischen Parmesan von Anabolika-Kühen. Ich nur sagen, Herr Kommissar: Prost Mahlzeit – guten Appetit, Europa!

2-182-000

PUHETTA RYHTYI JOHTAMAAN OLLI REHN

varapuhemies

2-183-000

Godelieve Quisthoudt-Rowohl (PPE). - Herr Präsident, sehr geehrter Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich werde mich auf die Frage des Investitionsschutzes beschränken.

Selbst wenn ich mich jetzt bei Ihnen nicht beliebt mache, muss ich sagen: Grundsätzlich bin ich nicht dagegen. Ich sehe hier nicht eine Aushöhlung des Rechtsstaates. Es geht allerdings um größere Rechtssicherheit. Es geht um einheitliche Regeln, es geht um Ordnung in einem Wust von 1 400 verschiedenen Abkommen. Es geht auch nicht darum, nur Großkonzerne zu bevorzugen. Der Investitionsschutz gilt für alle Investoren, auch – und darauf müssen wir achten – für den Mittelstand, für kleinere Unternehmen.

Deshalb meine Frage an die Kommission: Wann werden die Ergebnisse der Konsultation veröffentlicht? Welche Schlüsse werden Sie daraus ziehen? Ich plädiere nicht für ISDS, wie wir es aus dem vorigen Jahrhundert kennen. Ich plädiere für eine moderne Form, die transparent ist und die uns allen helfen wird.

Letzte Frage: Was werden wir mit den Abkommen wie z.B. CETA machen? Müssen wir alles neu verhandeln, oder bleibt es beim Status, den wir jetzt haben?

Vor einem Jahr waren wir mit großer Mehrheit dafür. Bleiben wir bitte auf diesem Weg, allerdings mit sehr viel kritischer Begleitung.

2-184-000

Alessia Maria Mosca (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, dobbiamo evitare in ogni modo che il dibattito sul TTIP diventi sempre più ideologico, come purtroppo sta avvenendo. Se siamo mossi dalla volontà di fare progressi come società, dobbiamo affrontare il lavoro faticoso del collegamento costante con la realtà. E per questo è essenziale che si vada nella direzione della sempre maggiore trasparenza e del sempre maggiore coinvolgimento con i cittadini. Ma se vogliamo al contempo, davvero, che l'Europa sia connotata d'ora in poi da occupazione e crescita, non possiamo pensare che ciò si possa garantire solo con politiche interne all'Unione europea.

La libertà commerciale è una potenziale fonte di maggior benessere, di più posti di lavoro, di maggiore crescita, ed è evidente che ciò possa avvenire solo se la politica si prende carico di limitare gli squilibri che una libertà senza controllo potrebbe generare. Questo è il nostro lavoro. Possiamo e dobbiamo utilizzare questa occasione per farci con orgoglio esportatori di quanto di più prezioso abbiamo costruito in questi anni: un modello sociale che include la protezione sociale e i diritti dei lavoratori, la sicurezza e la salute dei consumatori, una crescita sostenibile.

Un punto resta essenziale rispetto al nostro ruolo e ciò che rappresentiamo. Noi qui siamo la dimostrazione di come la diversità culturale, la specificità e le eccellenze sono fonte di grande ricchezza. Per questo insistiamo perché sia nostra priorità la battaglia contro la concorrenza sleale e la contraffazione per la tutela delle indicazioni geografiche e della proprietà intellettuale.

Oggi si è aperta una nuova fase della storia europea con l'incarico al Presidente Juncker. Il trattato sul TTIP potrà essere un banco di prova. Noi vogliamo un accordo, non a tutti i costi ma nel rispetto di valori non negoziabili.

2-185-000

James Nicholson (ECR). - Mr President, first of all I would bring to your attention that we are here in Strasbourg, when as a matter of fact negotiations will take place this week in Brussels, but maybe that is our fault. I, in principle, am supportive of an agreement. However, negotiators on both sides must recognise the significant and valuable role of the European Parliament. MEPs are the most direct and discreet form of public consultation, our constituents are the ones who are set to experience the benefits or costs of an agreement, so it is extremely important that we as their representatives are meaningfully involved.

From an agricultural perspective we must adopt a dual approach which recognises both the opportunities and challenges of greater market access. Our founding principle will be that TTIP must not undermine EU standards or compromise local industries. Fair trade for

beef is a prime example of the necessary balance which is required; hormone-fed beef must not become the norm for our farmers, who are already under enormous pressure in the market.

2-186-000

Alexander Graf Lambsdorff (ALDE). - Herr Präsident! Diese Debatte zeigt ganz deutlich, dass wir eine starke demokratische Mitte in diesem Haus brauchen. Marine Le Pen macht demokratisch gewählte Politiker hier lächerlich, tut anschließend so, als ob sie für die Völker Europas spricht, gibt auf schwierige Fragen einfache Antworten. Ich kenne genau diese Rhetorik aus den Dreißiger-Jahren in meinem Land. Ich finde das beängstigend.

Und hier, bei der GUE, sitzen Kommunisten, die auf der einen Seite sofort Transparenz fordern, aber – egal, ob die Transparenz kommt oder nicht, Herr Le Hyaric hat das gesagt – sofort den Abbruch der Verhandlungen, Ende der Debatte. Das zeigt: Es geht ihnen nicht um Transparenz, es geht ihnen darum, das Abkommen abzuschließen, egal, was drinsteht, völlig egal.

Das zeigt, das ist eine Kampagne, die hier unterwegs ist, von ganz rechts außen und von ganz links außen. Das ist Scheinheiligkeit, meine Damen und Herren! Wir wollen alle neue Jobs, wir wollen alle Wachstum in Europa. Wie entstehen denn Jobs in Europa? Sie entstehen durch Forschung und Innovation, durch neue Produkte, durch neue Dienstleistungen und durch die Öffnung neuer Märkte! Airbus hat versucht, auf den amerikanischen Verteidigungsmarkt zu kommen – vergeblich! Das sind neue Jobs in der Luftfahrtindustrie für uns in Europa! Die Nahrungsmittelindustrie – Tokia Saïfi hat es erwähnt: Wir sind ein starker Kontinent bei Nahrungsmitteln. Auf europäischen Käse haben Sie Zölle über 100 %. Das kann sich kein Normalverbraucher in Amerika leisten! Runter mit den Zöllen, rauf mit den Jobs in Europa!

Schuhe: Das Internet ist voll von frustrierten Verbrauchern, die Hunderte von Euro an Zöllen zahlen müssen auf Schuhe in beide Richtungen. Die Schuhindustrie in Italien, die Leder verarbeitende Industrie – da entstehen neue Jobs in Europa! Wer gegen TTIP ist, soll aufhören, so zu tun, als ob er für Jobs und Wachstum in Europa ist.

Lassen Sie uns eines nicht vergessen: Am Ende entscheidet dieses Parlament mit einer breiten demokratischen Mehrheit, in die ich in diesem Fall ECR und Grüne ausdrücklich miteinbeziehe.“

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

2-187-000

Philippe Lamberts (Verts/ALE), *question "carton bleu"* . – Monsieur Lambsdorff, je vais prendre la défense ici du groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/gauche verte nordique, tout simplement parce que si certains, déjà aujourd'hui, estiment que le projet de TTIP n'a pas lieu d'être, ce n'est pas par intégrisme, c'est tout simplement parce qu'on sait très bien quel est l'objectif de ce traité.

On nous parle toujours de 0,5 % de croissance en plus.

Vous savez, je viens du *business* et mon habitude, c'est de faire une analyse coût/bénéfice. Le bénéfice on n'est même pas sûr qu'il existe mais admettons même qu'il existe, qui paie le coût en termes de réduction des standards environnementaux, sociaux et de santé? Qui

le paie surtout en termes de réduction des standards démocratiques? Parce que le problème de ce Parlement européen, ce n'est pas seulement qu'il n'est pas consulté mais si on met en place le principe de reconnaissance mutuelle des normes, on peut fermer cette boutique. On peut la fermer! Et ce sont les multinationales américaines qui feront les lois à notre place.

2-188-000

Alexander Graf Lambsdorff (ALDE). - Lieber Kollege Lamberts! Von allgemeiner gegenseitiger Anerkennung von Standards ist nicht die Rede.

Aber wenn wir gegenseitige Teststandards, zum Beispiel bei Kraftfahrzeugen, anerkennen, dann wäre das eine enorme Erleichterung für ...

(Zwischenruf)

Das wäre aber eine große Hilfe in diesem Zusammenhang – genauso, wie wenn Sie Bürokratie absenken, Zölle absenken, Testverfahren vereinfachen, dass unsere Unternehmen in Europa nicht zweimal durch diese ganzen Sachen durchmüssen, wenn wir das öffentliche Beschaffungswesen gegenseitig öffnen.

Wir haben in all unseren öffentlichen Amtsstuben Microsoft-Software laufen auf IBM-Computern oder DELL-Computern. In Amerika gibt es „Buy American“. Wir haben auch europäische Produkte, die man anbieten kann. Mindestens dass amerikanische öffentliche Stellen europäische Autos kaufen würden, wäre ein großer Fortschritt. Europäische Autos sind definitiv besser als amerikanische.

Und eines will ich zum Schluss noch sagen:

(Der Präsident entzieht dem Redner das Wort.)

2-189-000

Matt Carthy (GUE/NGL). - Mr President, the Transatlantic Trade and Investment Partnership has the potential to damage our environment and devastate the rights of workers, producers and consumers. One of my primary concerns is for the agricultural sector in countries like Ireland. It is clear at this stage already that the unique standards and production systems that apply on Irish family farms, for example, will be compromised in negotiations. Irish farmers are rightly demanding that their livelihoods and their communities are protected.

One of the reasons Sinn Féin rejected the Lisbon Treaty was because of the loss of Ireland's veto on such matters. So there is a responsibility on the Irish Government and on MEPs who sit in this Chamber and who campaigned in favour of the Lisbon Treaty in Ireland on the promise that it would create jobs to stand with Sinn Féin and progressive voices across the European Union in opposition to the TTIP. The European Commission must hear this message today: We will not allow the sell-out of Irish and European farmers for the sake of something that is a bad deal for everyone else.

2-190-000

Reinhard Bütikofer (Verts/ALE). - Herr Präsident! Herr Kommissar De Gucht, ich möchte in Sachen Transparenz mit Ihnen sozusagen noch ein Chlorhühnchen rupfen. Sie persönlich und die Kommission haben bis jetzt regelmäßig auf die Forderung nach mehr Transparenz immer mit Selbstgefälligkeit und Herablassung abgewiegelt. Noch vorhin bei

Ihrer Einführung redeten Sie nur von Irrationalität und falschen Informationen, die Sie zurechtrücken wollten. Können Sie überhaupt verstehen, dass es berechtigte Kritik gibt? Ich möchte Sie darauf hinweisen, dass der neue Präsident der Kommission versprochen hat, dass es hier in Sachen Transparenz einen neuen Anfang gibt. Was es bis jetzt gibt, ist nicht genug.

Ich bin nicht Mitglied des INTA-Ausschusses, ich bin Mitglied der US-Delegation, ich bin Mitglied des *Transatlantic Legislators Dialogue*. Ich kann in den Raum 4C18 in Brüssel nicht gehen und mir die Unterlagen anschauen. Ich kann meinen Kollegen Jadot, der dort gewesen ist, nicht fragen, was er gesehen hat. Das reicht nicht! Wir brauchen vollen Zugang zu allen entscheidenden Verhandlungsdokumenten. Und für die NGOs und für die Zivilgesellschaft brauchen wir denselben Zugang, den die Industrie-Lobby seit langem hat.

2-191-000

Edouard Ferrand (NI). - Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, chers collègues, je voulais intervenir sur le volet agricole du traité transatlantique.

Alors que s'ouvre cette semaine la sixième étape de ce traité, nous ne pouvons cacher notre inquiétude face à la tournure des négociations, notamment sur les questions d'indication géographique. Alors, le bourguignon que je suis – en défenseur de la moutarde de Dijon et des magnifiques appellations des vins de Bourgogne: Vougeot, Meursault, Chablis, Puligny-Montrachet – se veut aussi solidaire de ses collègues français voulant conserver notamment notre camembert ou notre foie gras d'appellation contrôlée, mais aussi solidaire de ses collègues européens attachés au jambon de Parme, au gouda des Pays-Bas, à la bière brassée de Belgique. Que l'ensemble de mes collègues m'excusent de n'avoir pas le temps de citer aussi les vingt-huit bons produits de notre continent.

La politique américaine, nous le savons, dénie aux Européens le droit de protéger le terroir par une appellation géographique, au nom d'une logique financière tirant la qualité vers le bas. Nous avons le devoir devant nos peuples de protéger l'art de vivre de la civilisation tant en France qu'en Europe. Il importe donc que la Commission et le Parlement s'opposent avec force au diktat américain.

2-192-000

Elisabeth Köstinger (PPE). - Geschätzter Herr Kommissar! Auch ich möchte Sie noch einmal auf den Brief der US-amerikanischen Senatoren an Landwirtschaftsminister Tom Vilsack aufmerksam machen, wo wirklich gefordert wird, dass aggressiv gegen die geschützten geografischen Angaben und Indikatoren vorgegangen wird, die in Europa sehr stark in den Regionen verankert sind und natürlich auch eine sehr hohe Wertschöpfung mit sich bringen, dass diese als wirkliche Handelshemmnisse anerkannt worden sind und abgeschafft werden sollen.

Ich möchte Sie auch noch einmal darauf hinweisen, dass ich – gemeinsam mit meinen EVP-Kollegen aus 15 Mitgliedstaaten – Sie bereits aufgefordert habe, hier ganz vehement dagegenzuhalten. Wir sind nicht bereit, einem Abkommen zuzustimmen, das in irgendeiner Art und Weise die Landwirtschaft, wie wir sie in Europa kennen und wie wir sie auch zu schätzen wissen, in Gefahr bringt.

Gerade der Bereich der Lebensmittelsicherheit ist ein sehr, sehr sensibler. Hier geht es aber vor allem eben auch um die produzierenden Betriebe, die wir in Europa haben. Denen gegenüber steht eine sehr übermächtige Agrarindustrie, und ich glaube, es ist weder im

Interesse der Verbraucher noch der Konsumenten und schon gar nicht der Produzenten, hier in irgendeiner Art und Weise die hohen europäischen Standards aufzugeben.

2-193-000

Emmanuel Maurel (S&D). - Monsieur le Président, chers collègues, en écoutant la Commission, j'ai parfois l'impression que tout va bien dans le meilleur des mondes. Dormez tranquille, nous vous préparons un avenir radieux. Le problème, Monsieur le Commissaire, c'est que de nombreux élus, mais aussi des millions de concitoyens ne partagent pas ce point de vue. Ils ont des doutes sur l'opportunité de cet accord transatlantique, sur son bien-fondé et ils ont des doutes aussi sur le fait que le libre-échange généralisé favorise forcément la croissance et l'emploi. Vous avez des estimations qui sont quand même très incertaines.

Vous nous promettez les lendemains qui chantent pour 2027, mais les gains et les avancées que vous nous proposez paraissent très hypothétiques. En revanche, les risques, et cela a été souligné sur tous les bancs de cette Assemblée, les risques sont très importants: risques pour le droit du travail, risques pour les normes sociales, risques pour les normes environnementales, risques pour les normes sanitaires et franchement, chers collègues, quand je vous entends – et je suis nouveau dans cette Assemblée –, je me dis que si on fait l'addition de tous ces risques, de toutes ces menaces et on a envie de se dire: "est-ce que cela en vaut la peine?"

Je suis rassuré au moins sur deux points de tout ce que j'ai entendu: premièrement, le secret des négociations pour vous tous est inacceptable. Et cela c'est bien, parce que nous avons un Parlement démocratique et, deuxièmement, il n'est pas possible que nous acceptions plus longtemps un mécanisme contraire au droit européen de règlement des différends. Je parle de l'ISDS.

2-194-000

Zbigniew Krzysztof Kuźmiuk (ECR). - Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Z punktu widzenia całej Unii, a także mojego kraju – Polski, jedną z najważniejszych kwestii, która musi zostać wynegocjowana w tej umowie, powinno być zniesienie ograniczeń licencyjnych i wolny handel gazem między Ameryką a Unią, jak ma to miejsce w przypadku państw, z którymi Stany Zjednoczone podpisały umowy o wolnym handlu. W sytuacji, kiedy w roku 2013 średnia cena gazu w Stanach była trzykrotnie niższa niż w Unii, utrzymanie tego stanu w dłuższym okresie oznacza przenoszenie fabryk energochłonnych z Unii do Stanów Zjednoczonych wręcz na masową skalę, a to z kolei oznacza likwidację setek tysięcy miejsc pracy w Europie. Drugą kwestią, niezwykle ważną z punktu widzenia całej Unii, a także Polski, która zostanie rozstrzygnięta w tej umowie, jest liberalizacja handlu produktami żywnościowymi, w tym też niestety żywnością genetycznie modyfikowaną, a także mięsem z zawartością hormonów wzrostu. Tej kwestii nie da się prawdopodobnie wyłączyć z porozumienia i w związku z tym potrzebne są w Unii natychmiastowe działania zmierzające do wyraźnego oznaczenia takiej żywności, aby konsumenci we wszystkich krajach Unii mieli możliwość autentycznego wyboru na sklepowych półkach. Jeżeli tego nie zrobimy, zdrowa europejska żywność, pewnie trochę droższa niż ta amerykańska, zostanie wyparta z rynku, a to oznacza poważne kłopoty dla europejskiego rolnictwa. Dziękuję.

2-195-000

Dita Charanzová (ALDE). - Pane komisaři, já Vám děkuji za odvedenou práci. Všichni víme, co je ve hře. Pokud se dohodneme se Spojenými státy americkými, vytvoříme tak největší zónu volného obchodu na světě. A budeme schopni konkurovat ostatním ekonomickým hráčům, zejména z Asie.

Je zde ale ještě něco důležitějšího. Netrápí nás náhodou nízký ekonomický růst a vysoká nezaměstnanost? Tato smlouva, pokud bude dobře vyjednána, je šancí, jak řešit tyto problémy. Vaším úkolem, pan komisaři, je vyjednat takové znění, které odstraní veškeré překážky pro naše podnikatele, ochrání jejich zájmy a inovace, ale zároveň – a to je neméně důležité – nesníží standardy kvality a úroveň ochrany našich spotřebitelů.

Pane komisaři, jeden velký úkol je pro Vás. Naši občané těmto jednáním nerozumí, nevědí, o čem tato jednání jsou, a bojí se jich. Musíme proto zvýšit transparentnost a změnit komunikační strategii. Protože účinné transatlantické partnerství můžeme vytvořit pouze tehdy, pokud budeme mít občany na naší straně.

2-196-000

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL). - Señor Presidente, después de este debate que tenemos aquí, a mí me parece que si realmente el Tratado fuera tan interesante para la ciudadanía europea, el Comisario y la Comisión no dudarían un momento en hacer públicos todos los documentos sobre el Tratado.

Pero claro, yo creo que no lo hacen porque, en primer lugar, saben perfectamente que ese Tratado va a significar más precariedad laboral; saben perfectamente que ese Tratado va a suponer la privatización de servicios públicos básicos y esenciales, como la salud o como la enseñanza —y no solo privatizar, sino, también, hacer irreversible esa privatización—.

En tercer lugar, saben perfectamente que va a suponer la ruina de la agricultura campesina, de los pequeños y medianos campesinos y campesinas en Europa.

Saben perfectamente que va a suponer el fin del principio de cautela y que supondrá entregar la soberanía de los pueblos a las corporaciones transnacionales.

2-197-000

Zoltán Balczó (NI). - Ez az Európai Unió és az Egyesült Államok közötti szabadkereskedelmi megállapodás, ez szépen csomagolt, de nagyon ártalmas áru. A szép csomagolást azt jelenti, hogy benne van a munkahelyteremtés igénye, holott egyáltalán nem bizonyított, hogy egy ilyen szabadkereskedelmi megállapodásból munkahelyek tömege jönne létre. Sőt, ezzel ellentétes példák vannak. A valódi cél a globális cégek érdekeinek az érvényesítése a nemzeti kormányokkal szemben. Az amerikai vállalatok választott magánbíróságok előtt indíthatnak pereket a nemzeti kormányok ellen, ha az ő döntésük a profitérdekeiket sérti. Különösen veszélyes az élelmiszer-kereskedelem további liberalizációja, a génmanipulált termékek bekerülésének a veszélye. Ez a partnerségi megállapodás sérti a tagállami, sőt az uniós szuverenitást, nem szolgálja az európai lakosság érdekét, ezért ezt a megállapodást nem szabad megkötni.

2-198-000

Jerzy Buzek (PPE). - Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Zaprosiłem do Katowic na Europejski Kongres Gospodarczy obydwu głównych negocjatorów, ze strony

amerykańskiej oraz ze strony europejskiej. Dziękuję panu komisarzowi De Gucht za poparcie tej inicjatywy. Z tego wyniknęły bardzo konkretne wnioski, chciałbym podać konkretne przykłady, czego oczekują nasi przedsiębiorcy mali, średni, więksi. Po pierwsze, swobodny przepływ surowców, a zwłaszcza surowców energetycznych, to jest warunek naszej konkurencyjności, innowacyjności, tworzenia nowych miejsc pracy po obydwu stronach Atlantyku. Po drugie, jeśli mówimy o reindustrializacji, trzeba pamiętać, że konieczny jest mechanizm kompensujący ogromne różnice w emisji CO₂, kluczowy dla energochłonnych gałęzi przemysłu. Po obydwu stronach Atlantyku musimy tak samo podchodzić do tej sprawy. Po trzecie – współpraca w dziedzinie badań, innowacji, standardy, regulacje, normy. I ostatni punkt czwarty, otwieramy rynek na Amerykę, potrzebna jest dobra organizacja naszego własnego rynku, konstrukcja wspólnego rynku energii, wspólnego rynku telekomunikacyjnego. To były wnioski z tego, co mówili przedsiębiorcy europejscy na ten temat.

2-199-000

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D). - Señor Presidente, señor Comisario, creo que este Acuerdo —y después de escuchar a todos mis colegas— necesita más que nunca mucha pedagogía y mucha transparencia. Pedagogía, para incidir en que Europa necesita crecer, y crecer siendo más competitivos, creando empleos de calidad, pagando salarios dignos, que son los que precisamente defendemos en el Estado del bienestar que apoyamos.

Y, por eso, creo que es importante apoyar este Acuerdo, un acuerdo de comercio y de inversiones con los Estados Unidos, para tener esa mayor capacidad de crecimiento. Ahora bien, ese acuerdo no puede ser cualquier acuerdo, y creo que muchos hemos defendido lo mismo. Yo no puedo defender, como socialista que soy, un acuerdo que suponga una rebaja en los estándares europeos en términos sociales, laborales, sanitarios o medioambientales. Tampoco puedo defender un acuerdo que no garantice una sólida protección de los datos privados personales, y de la cultura diversa de nuestra Unión Europea, ni un acuerdo que no incluya la regulación de los mercados financieros, porque nunca debemos olvidar dónde estamos ahora como consecuencia de la falta de regulación de estos mercados.

Pero también le decía que es fundamental tener transparencia. Usted ha dicho antes que los negociadores por parte de los Estados Unidos no pueden ofrecer a los diputados al Parlamento Europeo la información que no ofrecen a los parlamentarios estadounidenses. Yo no sé lo que están dispuestos a aceptar los parlamentarios estadounidenses. Desde luego, lo que es evidente es que los diputados al Parlamento Europeo no vamos a apoyar un acuerdo si no disponemos de la información necesaria para tener una buena base que nos garantice cuáles son las condiciones de los acuerdos.

Creo que han hecho avances en este sentido y les pido más, por favor.

2-200-000

Kay Swinburne (ECR). - Mr President, we should not underestimate what a huge achievement a free pact with the US would be. The benefits to the EU economy are conservatively measured in the billions, and this is a practical step we can take to achieve real economic recovery. Although investor-state dispute resolution and transparency are genuine issues, they are solvable and should not be used as an excuse for protectionism.

The best way to get the global economy moving again is via increased capital flows with appropriate financial supervision and regulation that avoids loopholes between jurisdictions. Ninety-five per cent of derivative trades and 80% of all financial transactions happen between the EU and the US. We finally have high-level agreements that our legislation on both sides of the Atlantic should achieve the same outcomes, yet barriers remain. TTIP should provide a framework for both the US and the EU to meet and solve remaining areas of contention, even outside of the formal trade agreement. The political will is already there to work together. It is now up to both American and EU politicians – and regulators – to show that they are able to achieve tangible results that really do break down the barriers to moving capital, as well as goods and services, on both sides.

2-201-000

Frédérique Ries (ALDE). - Monsieur le Président, je souhaite soulever rapidement trois points. On aura largement l'occasion de revenir sur cet accord et sur ce débat.

Je note avec plaisir l'engagement très ferme du commissaire. Nos normes sanitaires, sociales et environnementales ne sont pas négociables, avez-vous dit, Monsieur De Gucht. Voilà qui tord le cou à bon nombre de fantasmes qui ont été véhiculés pendant la campagne par les opposants à cet accord. Pas de bœuf aux hormones donc, pas de poulet chloré, non plus. Nous serons vigilants par rapport à cet engagement, une vigilance sioux, je dirai même.

Deuxièmement, la fameuse ISDS, la procédure investisseur contre État qui a été mise sur pause, tant elle suscite d'interrogations, de questions. Il faudra du temps, avez-vous dit, pour en tirer les enseignements. En tout état de cause et vu la sensibilité, l'explosivité même, de ce sujet, pourquoi ne pas simplement faire confiance à notre justice de droit commun qui, me semble-t-il, fonctionne bien des deux côtés de l'Atlantique?

Enfin, une question encore plus fondamentale: le risque de divorce avec nos opinions. La Commission européenne réalise-t-elle qu'elle est en train de perdre cette bataille de l'opinion publique dans certains États membres? Je note d'ailleurs que les ministres concernés se taisent dans toutes les langues. Alors, voilà, le premier blocage est là, Monsieur le Commissaire. Il n'est pas technique, il est citoyen et ce devoir d'explications, c'est plus qu'une priorité, c'est une urgence.

2-202-000

Malin Björk (GUE/NGL). - Herr talman! Över 100 möten med näringslivets lobbyister och bara en handfull med miljö-, fack- och konsumentorganisationer, det visar vem som sitter i förarsätet för de här projekten och för de här förhandlingarna. Och TTIP handlar inte om handeln med skor och med cyklar utan det handlar ytterst om vilket samhälle vi vill leva i och vilka demokratiska principer som ska gälla.

TTIP enligt nuvarande ritningar hotar miljö, fackliga rättigheter, folkhälsa och inte minst demokratin. Och högern och storföretagen sitter och hejar på och klappar i takt i detta slags *race to the bottom* – en harmonisering till lägsta möjliga nivå. Detta visar de läckta dokumenten.

TTIP innehåller ett investeringsskydd som ger storföretagen ännu mer makt att stämma stater om demokratiska beslut skulle minska deras vinstuttag. Det är oacceptabelt.

Det är inte bara vi i vänstern som inte kommer att acceptera det – Europas medborgare kommer aldrig att acceptera ett sådant handelsavtal. För demokratin, den kompromissar vi inte med.

2-203-000

Francisco José Millán Mon (PPE). - Señor Presidente, señor Comisario, gracias por la información que nos proporciona sobre las negociaciones del acuerdo.

Afortunadamente, a través del jefe negociador, el señor García Bercero, en este Parlamento, en la legislatura anterior, hemos estado informados con regularidad y de cerca sobre el proceso de negociación.

El Acuerdo con los Estados Unidos es ambicioso, equilibrado y mutuamente beneficioso. Será asimismo muy importante para el crecimiento y la creación de empleo que todos necesitamos. Su conclusión, según todos los análisis, contribuirá a la prosperidad económica de ambas orillas del Atlántico y, además, servirá para revitalizar las relaciones entre dos socios estratégicos cuando tanto se habla de la región Asia-Pacífico.

Dos comentarios adicionales: en primer lugar, confío en que, en paralelo a este acuerdo, se llegue a soluciones satisfactorias con los Estados Unidos en materia de protección de datos y privacidad de telecomunicaciones —es un tema delicado que podría tener una influencia negativa si no se resuelve en este acuerdo—. En segundo lugar, el Acuerdo —y es un aspecto muy positivo— abrirá la perspectiva de un gran espacio económico triangular que incluiría a otros socios latinoamericanos con los que, tanto la Unión Europea como los Estados Unidos, tenemos acuerdos comerciales.

2-204-000

Maria Arena (S&D). - Monsieur le Président, je ne ferai que répéter, à vous, Monsieur De Gucht les quelques balises que mon groupe n'a cessé de vous rappeler et qui détermineront si oui ou non, nous soutiendrons effectivement ce TTIP en fin de processus.

Premièrement, la transparence – on en a beaucoup parlé – du processus de négociation, qui ne se limite pas à dire que les cinq mille pages de dossier se trouvent dans une pièce consultable mais qui demande que vous, vous, les rendiez compréhensibles par tous.

Deuxième point, la défense des normes sociales, environnementales et sanitaires et surtout, la garantie pour nous, États en tant qu'Europe, mais aussi en tant qu'États membres, de pouvoir continuer à prendre des réglementations dans l'intérêt de nos concitoyens.

Le troisième point, on en a beaucoup parlé aussi, c'est l'exclusion du mécanisme ISDS.

Et le quatrième point, la défense de notre service public et l'exclusion du secteur culturel.

Alors, M. Juncker, ce matin, nous a dit à quel point il soutenait les points dont je viens de parler et les points qui sont les balises que les socialistes vous ont mises.

J'ose espérer, Monsieur le Commissaire, que les trois mois qui restent à cette Commission seront mis à profit pour corriger le tir car, malheureusement aujourd'hui, la Commission ne nous a donné aucune garantie en ce qui concerne ces points.

2-205-000

João Ferreira (GUE/NGL). - Este acordo de livre comércio União Europeia-Estados Unidos é um daqueles temas capazes de separar águas.

Separar as águas entre os defensores do comércio regulado, assente em relações de complementaridade, e os defensores de um comércio desregulado, assente na competição entre países produtores e produções.

Entre os defensores do primado do interesse público, do respeito pelos direitos económicos, sociais e laborais, e os defensores dos interesses e dos lucros das multinacionais e dos monopólios, da corrida ao fundo no plano dos direitos e da desvalorização da força de trabalho.

Entre os defensores da sustentabilidade ambiental e da salvaguarda da saúde pública, e os que em troca de novos mercados cedem perante princípios como o da precaução.

Entre os defensores dos serviços públicos como inalienável conquista civilizacional e os que defendem o avanço do mercado, qual rolo compressor, sobre as funções sociais dos Estados.

Este é um confronto entre os que defendem o direito ao desenvolvimento e o direito a produzir, de todos os povos e países, e os que defendem o protecionismo dos ricos e poderosos.

2-206-000

József Szájer (PPE). - Nem tartozom azok közé, akik valamit ismeretlenül már eleve elleneznek, de azok közé sem, akik támogatnak. Arról fogok ezért beszélni, hogy melyek egy esetleges jövőbeli támogatásnak az alapfeltételei. A transzatlanti szabadkereskedelmi tárgyalások célja a versenyképesség növelése, hogy több munkahely legyen. A kisvállalkozások számára is előnyös kell, hogy legyen ez a szerződés. Ahhoz, hogy az európai vállalkozások képesek legyenek állni a versenyt amerikai társaikkal, csökkenteni kell Európában az energiaárakat. Képtelenség, hogy a jelenlegi energiaárak mellett ez sikeres legyen. Ha a piac erre egyedül nem képes, akkor a magyarországi rezsicsökkentéshez hasonlóan a szabályozó hatóságoknak, az államnak és az Uniónak is be kell lépni. Ezt tettük a roamingdíjak esetén is.

Az egyezmény megkötése nem teheti kockára az emberi egészséget, a környezetet, a fogyasztók érdekeit. A klórral mosott baromfi hús vagy a GMO nem ilyen. A támogatáshoz az is elengedhetetlen, hogy a tagországok, az Európai Parlament, minden résztvevő informált legyen. Ne csak transzatlanti, hanem transzparens is legyen ez a folyamat az elejétől a végéig. Mert amiről nem tudunk eleget, azt nem tudjuk felelősséggel sem támogatni, sem ellenezni.

2-207-000

Jude Kirton-Darling (S&D). - Mr President, recent Pew Research Centre work on public opinion on TTIP shows that while people on both sides of the Atlantic do not yet fully oppose the trade deals, they generally do not expect to get more jobs, higher wages or lower prices out of them. That being the case, Commissioner De Gucht, what should you be doing to convince them that they will actually benefit from TTIP?

It feels like we have forgotten our history. Working people in my home country only supported and continue to support the European Union's internal market because it comes attached to a social model, and public services are a key pillar of that social model. Last week the EU chief negotiator wrote to allay the UK public's fear about the use of TTIP to lock in the current UK Government's back-door privatisation of our National Health Service.

Now we are not naive in the Labour Party or in the UK, we know that the biggest threat to our NHS is the Tories and not TTIP, but the British people do not want to see a narrow exemption only for it to become subject to privatisation creep in the years to come. What more can you do to reassure public sector users and workers that TTIP will prevent further privatisation or liberalisation of our public services? Since 'trust me' has not worked so far, will you commit to a public consultation on how we can protect our public services?

2-208-000

Franck Proust (PPE). - Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, je ne sais pas ce qui est le plus grave? Que les rumeurs orientent les débats dans cet hémicycle ou qu'elles orientent ceux-ci au sein de la population? Monsieur le Commissaire, respectez-vous le mandat de négociation que l'on vous a confié? Je souhaite que vous apportiez la preuve aujourd'hui que vous n'avez pas outrepassé le mandat de négociation en matière agricole, par exemple, comme une rumeur persistante nous l'indique.

Avez-vous la confiance des autres commissaires européens sur ces questions? Je tiens à rappeler que nous sommes la première puissance commerciale mondiale. Alors restons crédibles. C'est à travers cette puissance que nous devons imposer nos limites. Quels sont les moyens réels, à la fois humains et financiers, mis en œuvre pour cette négociation. Votre mandat s'achève et ne faites surtout pas l'erreur de vouloir ouvrir un maximum de sujets à la libéralisation, sinon votre nom restera associé à l'échec d'un accord historique avec les États-Unis. Les mots d'ordre sont la transparence, la fermeté, ainsi que la protection des entreprises et des citoyens. Ils doivent être ancrés chez celles et ceux qui actuellement négocient cet accord.

2-209-000

Pedro Silva Pereira (S&D). - Senhor Presidente, Comissário, caros colegas, a TTIP é uma parceria verdadeiramente estratégica e uma grande oportunidade para a economia europeia. Está em jogo não apenas um ambicioso acordo de comércio entre as duas maiores economias mundiais, mas também um poderoso movimento de convergência regulatória que marcará o mundo do comércio internacional em direção a uma globalização mais regulada.

Se a TTIP acautelar devidamente os interesses da União e dos seus Estados-Membros pode trazer muitas vantagens para as nossas economias. O Parlamento Europeu declarou já o seu apoio ao desenvolvimento destas negociações e defendeu a salvaguarda dos valores europeus e dos aspetos sociais, laborais e ambientais. E é importante que a Comissão leve a sério as posições do Parlamento, que tem competências para a aprovação final deste acordo.

Deixo aqui duas notas: a primeira, Sr. Comissário, é preciso conquistar o apoio da opinião pública e só a transparência será merecedora de confiança e o que foi feito não basta. Pergunto, por isso, que iniciativas vai a Comissão tomar para reforçar a transparência na negociação da TTIP? A segunda questão diz respeito aos serviços financeiros. Sabemos das resistências da parte americana. Queremos saber se o Sr. Comissário pondera um acordo paralelo e se está em condições de garantir...

(O Presidente retira a palavra ao orador)

2-210-000

Salvatore Cicu (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, se dovessi in questo momento valutare rispetto agli interventi che sono stati effettuati, mi sembrerebbe di capire che nessun contributo possa essere dato nella direzione di raggiungere l'obiettivo di salvaguardare tutti i temi che sono stati affrontati. Mi sembrerebbe un disastro, con un obiettivo e una strategia precisa affossare l'Europa, realizzare la condizione che la democrazia europea non abbia più alcun significato.

Io invece voglio sperare e voglio credere che non sia così, signor Presidente. Voglio sperare invece che ci sia la possibilità di lavorare, perché il nostro obiettivo è salvaguardare quell'ossatura economica, strategica e centrale che si chiama piccola e media impresa europea. Credo che le barriere commerciali e quelle normative diano vantaggio, oggi allo stato e con le regole attuali, solo ed esclusivamente alle multinazionali che possono realizzare le migliori condizioni di profitto e possono realizzare le migliori condizioni di vantaggio, senza preoccuparsi assolutamente di informare in termini di trasparenza, così come noi oggi chiediamo con fermezza che questo avvenga.

2-211-000

Agnes Jongerius (S&D). - De Verenigde Staten zijn onze grootste bondgenoot en na de Europese Unie de grootste economie ter wereld. Dus natuurlijk biedt een handelsverdrag met de Verenigde Staten over en weer veel voordelen. Maar die voordelen willen wij niet tegen elke prijs. Het verdrag moet niet alleen in het voordeel zijn van Europa, maar moet ook ten goede komen van de Europese burgers en niet alleen van een paar investeringsmaatschappijen, van snelle bankiers of van grote multinationals. Want dan winnen wij nooit het vertrouwen terug van al die burgers die bij de Europese verkiezingen thuisbleven.

De winst van een mogelijk handelsverdrag moet terechtkomen bij metaalwerkers voor wie het contract onder druk staat of bij de talloze jongeren die thuiszitten, omdat zij geen werk kunnen vinden. Als dit handelsverdrag tot iets moet leiden, dan is het tot meer banen, tot werk, werk, en nog eens werk, dat is waar het om gaat.

Wat wij dan ook niet kunnen importeren mét dit handelsverdrag zijn de wegwerpbanen vanuit de Verenigde Staten. Onze Europese werknemers verdienen fatsoenlijke salarissen en hebben een goede bescherming tegen ontslag, zodat het niet nodig is nog een tweede of derde baan te nemen om rond te kunnen komen. Kortom, wij werken graag mee aan een echt handelsverdrag, maar niet tegen elke prijs!

2-212-000

Gabrielius Landsbergis (PPE). - Mr President, the Crimean occupation and continued aggression in eastern Ukraine have more than ever displayed the need for even deeper and more integrated cooperation, not only between European countries but between the EU and the US as well.

I am sure all of us would agree that the Free Trade Agreement not only boosts economic growth and the creation of new jobs, but at this time can be regarded as a means for ensuring geopolitical stability and peace in Europe. That is why we have to ensure relevant political attention and that the negotiations with us will not stall and they will move forward. Even more, we can observe how, as if by chance, at every step of the negotiations between the EU and the US some damaging information appears. One could start suspecting that

someone is interested in stopping the process as early as possible. That is one more reason why we have to keep pushing forward.

2-213-000

Nicola Danti (S&D). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, i negoziati in corso con gli Stati Uniti per la creazione di una zona di libero scambio transatlantica rappresentano una grande opportunità di maggiore integrazione e di crescita economica. Una maggiore liberalizzazione degli scambi di beni e servizi così come una rimozione delle barriere non tariffarie e una più ampia convergenza regolamentare potranno certamente stimolare la produttività e agevolare l'uscita dalla crisi economica con la creazione di nuova occupazione in Europa.

È necessario tuttavia che i negoziati ci consegnino un accordo finale equilibrato, nel quale le nuove opportunità per un sistema produttivo europeo alla ricerca di nuovi mercati non vengano dissipate sacrificando la qualità che caratterizza il *made in Europe* e i principi del nostro modello sociale. In particolare, la difesa dei nostri standard di sicurezza alimentari e la piena valorizzazione del sistema europeo delle indicazioni geografiche, presidio della produzione europea di qualità, rappresenteranno una chiave fondamentale per determinare se il TTIP sarà per l'Unione europea una vera opportunità o un'occasione persa.

Dovremmo in questo senso da una parte garantire i cittadini, difendendo il principio di precauzione e i diritti dei consumatori, e dall'altra sostenere il sistema produttivo europeo imperniato sulle piccole e medie imprese, scegliendo di imboccare la via della crescita e della ripresa attraverso la difesa delle produzioni agroalimentari europee di qualità.

2-214-000

Jarosław Leszek Wałęsa (PPE). - Mr President, TTIP represents unquestionable geopolitical benefits. However, it is predominantly a trade agreement and therefore it must be economically beneficial to EU companies. Companies that invest and produce in Europe hire European workers and pay taxes in Europe. The reality is that we have very high regulatory costs (thanks to ETS, REACH and the like), much higher electricity prices, a very high gas price – and now we will remove all duties on imports from the US where the gas is a quarter of our price, and electricity is one half. How are we to compete with this?

Just to be clear, I am in favour of this partnership, but we need the Commission to negotiate a beneficial deal that will address the higher costs of regulatory compliance in the EU and does not put in danger EU industries that create hundreds of thousands of jobs and pay millions of euros in taxes every year.

2-215-000

Eric Andrieu (S&D). - Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, la répétition est la meilleure des pédagogies. Oui, la transparence sur le projet d'accord transatlantique doit être totale et pas une transparence de pièce de lecture. Un débat de fond, démocratique et public associant les citoyens, la société civile et les partenaires sociaux est indispensable. C'est pourquoi je demande, avec les socialistes, la publication exhaustive du contenu des échanges après chaque cycle de négociations.

Nous réclamons également le respect scrupuleux de l'ensemble des législations et des préférences collectives qui fondent notre modèle social européen. Tout éventuel accord doit favoriser les normes les plus élevées en matière d'environnement, de santé publique,

de sécurité alimentaire, de droits sociaux et de droits fondamentaux; préserver également nos services publics et la diversité culturelle; et enfin, exclure – mais cela vous a été dit à de nombreuses reprises – le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États.

La qualité de l'accord doit primer sur le calendrier! Je ne peux imaginer que nos indications géographiques ne soient pas protégées ou que la qualité et l'excellence de nos produits, notamment agricoles, soient remises en cause. Pas de poulet chloré, pas de bœuf aux hormones, pas d'OGM, pas de clonage à but alimentaire.

2-216-000

Pablo Zalba Bidegain (PPE). - Señor Presidente, señor Comisario, Señorías, la mayoría de nosotros defendimos con ahínco durante la campaña electoral la importancia de impulsar el crecimiento y la creación de empleo. Por tanto, me sorprende que los que con más ahínco defendieron en campaña electoral estas cuestiones, con más ahínco critican hoy este Acuerdo con los Estados Unidos, que es precisamente un instrumento para impulsar el crecimiento y la creación de empleo.

Según algunas estimaciones, queridos colegas, el PIB de la Unión Europea podría crecer de forma apreciable gracias a este Acuerdo. Más de dos millones de empleos se podrían crear en la Unión Europea; 1 43 000 de ellos en España, en mi país. Por tanto, me sorprende que algunas de sus Señorías ataquen con tanta virulencia este Acuerdo del que, por cierto, las pymes serán precisamente las más beneficiadas.

Por último, señor Comisario, me gustaría recordarle la importancia de incluir los servicios financieros en la negociación de este Acuerdo.

2-217-000

Elnökváltás: GÁLL-PELCZ ILDIKÓ asszony

Aelnök

2-218-000

Elmar Brok (PPE). - Frau Präsidentin, meine Damen und Herren, verehrter Herr Kommissar! Ich glaube, dass das TTIP-Abkommen von großer Bedeutung ist, weil es die politischen Beziehungen zwischen Europa und Amerika stärkt – uns großen Demokratien auf dieser Erde, die viele Werte miteinander verbinden.

TTIP ist eine wichtige Angelegenheit, der Wirtschaft wegen auch. Das schafft Arbeitsplätze, bringt mehr Wettbewerbsfähigkeit. Wir müssen allen Protektionisten entgegenhalten: Protektionismus hat immer noch Arbeitsplätze zerstört, während freier Handel Arbeitsplätze geschaffen hat.

(Beifall)

Wenn ich dies dort sehe – die verehrten Linken und Kommunisten: Ihre Forderungen mit den Standards, die Sie haben, haben Sie in keinem Land, in dem sie jemals regiert haben, erfüllt, immer das Gegenteil erreicht, was Umwelt, was Verbraucherschutz und Ähnliches angeht. Bitte regen Sie uns damit nicht auf.

Hier werden mit dem Vertrag Dinge verbunden, die gar nicht verhandelt werden! Europäische Standards im sozialen Bereich, im Verbraucherbereich, im Umweltbereich

werden nicht zerstört! Dieses Parlament hat sich in dieser Frage die Rechte der Gesetzgebung angeeignet. Das geben wir doch nicht an irgendwelche Schiedsverfahren ab! Das ist doch gar nicht vorgesehen, dass dies dort untergebracht werden könnte. Im Gegenteil, mit den Amerikanern können wir weltweit Standards durchsetzen, vom Verbot der Kinderarbeit bis dahin, dass Urheberrecht eingehalten werden wird. Wir können Industriestandards festlegen, um auf dieser Grundlage wettbewerbsfähiger zu sein, um unsere Arbeitsplätze zu sichern, um in dieser Welt bestehen zu können! Das sind doch die Dinge!

Ich möchte kein Bündnis haben von Protektionisten, Anti-Amerikanern und Sonstigen, die vieles erfinden, was mit den Tatsachen nichts zu tun hat, und damit unsere europäischen Interessen, die Interessen unserer Arbeitnehmer zerstören. Deswegen sollte man TTIP unterstützen.

Aber es bedeutet auch, Herr Kommissar, wenn ich eine Bemerkung machen darf, dass wir versuchen sollten, dies vielleicht nicht als ein *mixed agreement* zu machen, sondern dies als ein Agreement zumindest einzuschränken in einem Teil, das in diesem Haus ratifiziert werden kann. Wenn es in 28 nationale Parlamente hineingeht, bekommen wir ein Problem. Vielleicht sollte man das noch einmal überlegen. Aber wir sollten dieser Kampagne in den sozialen Diensten entgegentreten, die mit den Verhandlungen nichts zu tun haben.

2-219-000

Evelyne Gebhardt (S&D). - Frau Präsidentin! Das ist ein sehr wichtiges Thema, über das wir heute reden. Wir müssen sehr sorgfältig überlegen. Daher werde ich das ein bisschen anders sehen als mein Vorredner. Wir haben in unserer Europäischen Union ein Grundprinzip, das besonders wichtig ist, nämlich das Vorsorgeprinzip. Das Vorsorgeprinzip ist gerade in den Bereichen Landwirtschaft und Verbraucherschutz von äußerster Wichtigkeit. Das ist eine der Fragen, bei denen wir gerade einen Dissens haben mit den USA, die von uns fordern, dass wir darauf verzichten sollen. Das können wir so nicht akzeptieren.

Ja, wir können Handel brauchen mit den USA, aber nicht irgendeinen. Und wir werden Herrn Juncker auch beim Wort nehmen, der heute ganz klar gesagt hat, dass wir eben nicht irgendeinem Abkommen zustimmen wollen, sondern dafür sorgen wollen, dass es etwas Vernünftiges ist. Wenn es nicht vernünftig ist, wenn der Verbraucherschutz, der Umweltschutz, der Datenschutz oder andere wichtige Bereiche in Frage gestellt werden sollten, dann können wir nicht zustimmen. Und deswegen sage ich auch ganz klar: Wir müssen dafür sorgen, dass hier ganz genau angeschaut wird, was in diesen Texten drin sein wird, und mit dafür sorgen, dass das Beste für unsere Bürger und Bürgerinnen dabei herauskommt.

(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

2-220-000

Paul Rübzig (PPE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Frau Kollegin Gebhardt! Ich möchte Sie fragen: Sehen Sie einen Vorteil im TTIP-Abkommen, insbesondere was die Arbeitnehmer betrifft? Wie ist hier Ihre Einstellung? Können Sie einen Vorteil in diesem Abkommen sehen, oder gibt es nur Nachteile?

2-221-000

Evelyne Gebhardt (S&D), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Ich kann im Augenblick weder Vorteile noch Nachteile erblicken, weil ich die Texte noch nicht kenne.

Ich kann nicht von einem Text, den ich nicht kenne, sagen, was darin steht und wie ich dies beurteilen soll. Ich sage allerdings eines ganz klar: Einem Text, in dem Nachteile für die Arbeitnehmerrechte, für die sozialen Rechte oder so etwas drinstünde, kann ich nicht zustimmen und wird meine Fraktion auch nicht zustimmen.

2-222-000

Peter Liese (PPE). - Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Es ist gut, wie Elmar Brok gesagt hat, wenn die USA und Europa als große Demokratien besser zusammenarbeiten. Es ist dringend erforderlich, dass wir unnütze Bürokratie abschaffen.

Aber als Koordinator der EVP im Umweltausschuss muss ich natürlich besonders darauf achten, dass wir wirklich unsere Standards durchsetzen. Da gibt es gerade im Lebensmittelbereich einige kritische Diskussionen. Ich bin wirklich enttäuscht, Herr Kommissar, dass entgegen dem Vorschlag des Europäischen Parlaments und des federführenden Kommissars in der Kommission mit dem Argument TTIP die Forderungen im Bereich von Klonfleisch-Kennzeichnung abgelehnt wurden. Ich glaube, das ist gefährlich. Es kann die Akzeptanz schwächen, und deswegen sollten Sie darüber noch einmal nachdenken.

Wenn wir mit den amerikanischen Verantwortlichen darüber reden, dann heißt es vor allen Dingen: Das ist eine Frage der Information und der Aufklärung. Aber wir müssen die Sorgen der Menschen ernst nehmen. Ich bin nicht gewählt worden – und wir sind nicht gewählt worden –, um die Menschen zu belehren, dass wir alles besser wissen. Also diese Forderung sollten Sie noch aufnehmen. Ich glaube, dann können wir glaubwürdiger für das Abkommen kämpfen. Wir müssen da sensibel sein, und dann können wir guten Gewissens mit den Vorteilen werben.

2-223-000

Danuta Maria Hübner (PPE). - Madam President, while we should certainly look at the TTIP from the point of view of the economic opportunities it will generate, it is also clear that its public perception matters strongly. TTIP will be attracting a growing amount of public attention, and there are legitimate anxieties linked to it which will have to be addressed. But we must not see TTIP as a simple sum of individual stakeholder interests. It is an unprecedented strategic deal between the largest economies and democracies of the world, with robust welfare growth and job consequences for the transatlantic citizen. It is a deal with significant global relevance.

While the benefits from the deal will be more mid- to long-term, the confidence of the citizens needs to be earned today. This is also our responsibility in this House. It is up to us in the European Parliament to reflect on how the critical mass of the benefits can be measured and it is also up to us in the European Parliament to contribute, in a constructive way, to the final assessment of its added value.

2-224-000

Andreas Schwab (PPE). - Frau Präsidentin, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich habe heute bei dieser Debatte mehrfach gedacht, ob noch nicht alle Kollegen begriffen haben, dass der Wahlkampf inzwischen vorbei ist. Es ist so, wie die Kollegen Rübig und Winkler vorhin eindeutig gesagt haben: Wir stehen mit der Entscheidung für die Aufnahme von Verhandlungen, für das Transatlantische Freihandelsabkommen, die ja die 28 Mitgliedstaaten der Europäischen Union unterstützt haben, vor dem Hintergrund der Tatsache, dass die Globalisierung auch in Europa irgendwann noch stärker ankommen wird und wir nur stark bleiben, wenn wir uns richtig aufstellen. Deswegen verhandeln wir, und dieses Ziel bleibt richtig – egal, ob es nun Punkte gibt, die uns an diesen bisher bekannt gewordenen Verhandlungen gefallen oder nicht.

Natürlich müssen wir die Sorgen der Bürgerinnen und Bürger ernst nehmen. Aber wir müssen auch deutlich machen, warum wir die Verhandlungen begonnen haben und warum wir glauben, dass wir sie zu einem guten Ende führen können. Die Welt um Europa herum – das ist mir als Binnenmarktpolitiker wichtig – steht nicht still. Wenn wir uns nicht richtig aufstellen, wird sie an uns vorbeiziehen. Das machen wir im Interesse der Bürgerinnen und Bürger, der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer und am Ende auch der Verbraucherinnen und Verbraucher. Wenn wir es richtig anstellen – und da geht es natürlich auch um Öffentlichkeitsarbeit –, dann können wir die Bürgerinnen und Bürger für dieses Abkommen gewinnen. Deswegen setze ich darauf, Herr Kommissar, dass Sie die Kommunikation noch entsprechend intensivieren.

2-225-000

Mairead McGuinness (PPE). - Madam President, this is a work in progress but as you can hear from the range of views in this House we are very vigilant on the possible outcome. Truthfully I would like to have heard a little bit more about another deal, the Canadian deal, which I understand is still being negotiated. Commissioner, perhaps you might give us a short update as to what is happening there. I have a specific issue around beef which I think you are aware of, and it might be helpful to the House to hear an update.

But this morning we spoke about growth and jobs and a good TTIP can deliver both growth and jobs for Europe and the European Union. That is why we should stick with the process but also acknowledge that there are concerns around certain sectors that need to be acknowledged. You have given some reassurances on food safety standards and I welcome that, but that must be copper-fastened into any potential agreement.

But on the beef sector again, the issues are sensitive, not so much around that particular point, because you have clarified the hormones issue, but around quantities and types of cuts that will be allowed in. If you are not careful there, you will decimate Europe's beef production capacity and that would be a step too far and a real concern for this House.

2-226-000

Milan Zver (PPE). - Razmere v svetu so se od konca hladne vojne precej spremenile.

Danes smo že ugotajali, da je ukrajinska kriza obudila stare ruske geostrateške cilje, Kitajska že dolgo uvljeavlja svojo vojaško, politično in gospodarsko premoč mnogokje po svetu. Tudi druga območja so vse močnejša v gospodarskem in demografskem smislu.

ZDA in Evropska unija, ki sta kulturno najbolj sorodni, pa v globalnem merilu izgubljata.

Če bomo sprejeli prostotrgovinski sporazum z ZDA, bo ogromno dobrobiti za vse. Več delovnih mest, višji GDP in posledično več blaginje.

Odpravili bomo sistemske ovire in ustvarili nov prostor svobodnega gospodarstva in demokracije, ki bo obrnil trende in napravil tako EU kot ZDA bolj konkurenčni.

Pomembno pa je, da Evropa vnese v sporazum tudi specifične interese, na primer visoke standarde varovanja osebnih podatkov, družbene solidarnosti, zdrave hrane in okolja.

Zato naj EU-ZDA zavezništvo postane tudi trdno zavezništvo vrednot. Le tako bomo namreč ohranili kulturo in naš slog življenja za generacije, ki prihajajo.

2-227-000

Adina-Ioana Vălean (PPE). - Madam President, I choose to speak in favour of the TTIP this afternoon. The TTIP is not and should not be just another free trade agreement. It is a historic milestone, as it will create a transatlantic market of opportunities for Europe and the US.

With the two particular sectors I want to refer to, firstly a common transatlantic approach to the digital economy, ICT and innovation will continue driving enormous productivity in our economy, encouraging investment, while our creative and hyper-connected youth will be creating their own opportunities on the market; and secondly, an extended deal on energy trade within the TTIP will allow cheaper prices for consumers but also for our industry, making it more competitive on world markets while we will ensure security of supply and therefore our independence. In today's world we cannot afford to miss the opportunity, and as the proverb says: if you want to go fast, go alone; if you want to go far, go together.

2-228-000

Seán Kelly (PPE). - Mr President, I have listened to the debate from the outset and I have listened with a certain amount of bemusement. Firstly, most people, while sharing various concerns regarding TTIP, are in favour of the process taking place. Others are against it from the outset. They seem to be against TTIP – I would say perhaps against the USA rather than TTIP per se. Why would you oppose the opportunity to create two million jobs in Europe, 0.5% of GDP and EUR 550 per family per year? Yet this is what they want to do. We all have concerns about TTIP regarding agriculture, data protection, standards, etc. but that is what negotiation is all about. I say let the negotiations continue, then we can make up our minds based on fact not fiction, reality not perception. Let us get on with it.

2-229-000

Esther Herranz García (PPE). - Señora Presidenta, señor Comisario, se ha hablado hoy aquí de muchas cosas y, sobre todo, de pequeña y mediana empresa, pero no se ha hablado de un sector que creo que es muy importante.

Se trata del sector de la industria del calzado, que en Europa ocupa a muchas pequeñas y medianas empresas, empresas que para vender en Estados Unidos están pagando aranceles —en el caso del calzado textil, de un 12 %, y del cuero, del 8 %, llegando incluso, en algunos casos, hasta el 48 % de arancel—, mientras que nuestros competidores, que están en Marruecos o en México, no están pagando nada.

Le formulo unas preguntas: nuestros competidores, Marruecos y México, ya no pagan, pero ¿cuál ha sido la oferta por parte de los estadounidenses hacia nuestras producciones? ¿Ha propuesto la Comisión Europea la completa supresión de los aranceles para el sector del calzado europeo en este Acuerdo? ¿Qué posición mantendrá la Comisión sobre los textiles, y en particular sobre el calzado, en las rondas negociadoras que se abren a partir de ahora?

2-230-000

„*Catch the eye*” eljárás.

2-231-000

Dariusz Rosati (PPE). - Madam President, a comprehensive agreement on trade liberalisation between the EU and the US is urgently needed, given the growing competitive pressures coming from emerging new powers such as China and India. The planned opening of markets offers important economic benefits. The TTIP would increase the GDP of both partners by between about 0.5% and 1% if implemented fully. The agreement would also make sense for political reasons as it would consolidate the long-term strategic alliance between the EU and the US which is necessary to confront new risks and challenges in the era of globalisation and international conflicts.

We must not miss this unique opportunity; removal of trade barriers is necessary to increase the competitiveness of European firms and to create new jobs in Europe. Of course there are also risks involved. The level of protection in areas such as personal data protection or health and veterinary standards should not be reduced. Also transition periods should apply in sectors where US firms enjoy a large competitive advantage, but on balance this agreement deserves our support.

2-232-000

Ricardo Serrão Santos (S&D). - Exmo. Representante da Comissão Europeia, Exmo. Representante da Presidência do Conselho, caros colegas e caras colegas, relativamente aos termos do Pacto Atlântico, não sejamos inocentes, nem tenhamos ilusões: haverá ganhos mas haverá também perdas e riscos. Sei que se anunciam ganhos potenciais, mas preocupam-me em particular as perdas que se anunciam no sector agrícola. Faço aqui um apelo para que os agricultores europeus não sejam tornados reféns de um potencial acordo.

Há riscos claros, por exemplo, no sector da carne e dos lacticínios em que os Estados Unidos são altamente competitivos em termos de preço. O risco é ainda maior para as economias agrícolas de pequena escala, como é o caso por exemplo dos Açores e exatamente em relação a estes sectores. Ainda, no meu país, entre outros, a fileira do tomate poderá sofrer um impacto tal ao ponto de conduzir ao abandono da produção.

Reforço, portanto, o apelo à Comissão Europeia para que tenha em particular atenção aos interesses dos agricultores europeus na negociação dos termos do acordo com os Estados Unidos e que se estabeleçam os equilíbrios necessários para a preservação e dinamização da prática da agricultura na Europa, sobretudo onde a atividade agrícola adquire uma preponderância especial que é dificilmente substituível como atividade económica.

2-233-000

Marian Harkin (ALDE). - Madam President, there are many positive and negative aspects to TTIP but in my one minute I shall just deal with just one issue, and that is the inclusion

of investor-state dispute settlements (ISDS) in the agreement. ISDS are viewed with extreme concern by many citizens including myself. In 2012, 62 cases were investigated and in 2013 the figure was 57. This clearly indicates that the concerns of citizens and governments are well founded.

In your response to a recent question which I submitted to you, Commissioner, you replied that genuine regulatory action cannot be successfully challenged. Surely, Commissioner, our competition and internal market rules should ensure genuine regulatory action by Member States. I believe that ISDS are not needed by two functioning and predictable legal systems. You also replied that any regulation passed in the public interest cannot be successfully challenged, but who is to decide what is in the public interest – an arbitration tribunal? Surely that is not acceptable. Concerns ranging from GMOs to fracking have been legitimately raised in the context of ISDS, and if the Commission ignores them you run the risk of failure. The possibilities of TTIP are too important for that.

2-234-000

Ernest Urtasun (Verts/ALE). - Señora Presidenta, señor Comisario, gracias por su comparecencia. Nos da la impresión de que el Tratado Transatlántico es una vuelta de tuerca más a una serie de políticas fracasadas. Como somos incapaces de definir una estrategia de crecimiento seria, dentro del marco de la Unión Europea y de la propia zona del euro, ahora parece que queremos darle una vuelta de tuerca a la liberalización, como si eso fuera a ser la solución a todos los problemas. Eso nos parece a nosotros un enfoque totalmente erróneo y equivocado.

Además, debo decirle que en todo este debate ustedes pretenden, a través de la ATCI, la liberalización de muchísimos sectores dentro de la Unión Europea que deberían afrontar a través de un debate público, si eso es lo que quieren algunos de ustedes. Si quieren entrar en la liberalización de muchos de nuestros sectores, no lo hagan a través de la negociación de un acuerdo comercial a espaldas de la ciudadanía, sino que abran el debate.

Por lo tanto, simplemente reiterar que este tipo de acuerdos no nos parece la solución para el futuro de la economía europea y, en cualquier caso, vamos a definir una estrategia de futuro que ayude a la ciudadanía a salir adelante y no tratados internacionales fracasados de libre comercio que vamos a tener que pagar en los próximos años.

2-235-000

Eduard Kukan (PPE). - Transatlantické vzťahy sa v súčasnosti pohybujú na veľmi tenkom lade. Dohoda TTIP je jednou z našich najväčších medzinárodných výziev. Parlament a aj Komisia majú vlastne nový mandát a máme tak jedinečnú možnosť pohnúť sa dopredu. Našou úlohou je pristupovať k USA ako k partnerovi a spojencovi. Bude dôležité vyrokovať dohodu, ktorá odzrkadlí výhody pre obe strany. Rokovania musia byť transparentné a jasne komunikované našim občanom.

Európsky parlament bude mať posledné slovo pri prijatí tejto dohody. Táto dohoda však musí rešpektovať naše požiadavky a nebude sfinalizovaná za akúkoľvek cenu. Budeme stáť za vyrovnanou a férovou dohodou o voľnom obchode. V otázke ochrany osobných údajov Európanov či bezpečnosti našich potravín musíme myslieť na našich občanov, od ktorých máme mandát, a preto musíme chrániť ich záujmy.

2-236-000

(A „catch the eye” eljárás vége.)

2-237-000

Karel De Gucht, *Member of the Commission*. - Madam President, what shall I begin with after this very long debate – a very rich one also? It seems to me that several debates are mixed up: the debate on whether or not you are in favour of trade; the debate on whether or not you consider the United States to be a fair partner; and the debate on whether or not negotiations are sufficiently transparent. Let me start with the first one: for or against trade.

I realise after this debate – and I have to say also before the debate – there are a number of Members in this Parliament that I will never persuade that trade makes sense. I will never convince them because they are against trade so what can I change about that? I could reply with a question: can you give me an example, be it by the Far Left or the Far Right (which by the way has disappeared – they are not there any more, they have left in peace) of a country, of a society that has been able to develop without trade? If you give me some of those examples then I am ready to discuss further with you.

Secondly, the United States: I already mentioned in my introduction that this looks a little bit to me like a *Kulturkampf*, for or against the United States. I find this a rather strange debate, because obviously we differ on a number of issues with the United States – as I do myself as well, and I largely prefer the European way of life to the American way of life – but is that what it is about? I thought it was about trying to work together so that we can create jobs and growth in our own countries. I thought that was what it was about.

I do not want to be the same as the United States' citizens, and most of them do not want to be like Europeans either, or at least like some of us. It is about finding solutions together, to grow, to have more impetus in our economy. That is what it is about; it is not about changing American society, it is not about changing our society. We are different and we want to be different, but does it mean we cannot work together? If we cannot work together with the United States, with whom then can we work together?

They are different from us but are all the rest then closer to us? The agreement with Canada has also been mentioned today, which is in fact ready apart from a couple of lines, maybe not even that. That agreement too is now called into question. We have made an agreement with Singapore. Are we going to relinquish it? Last week we initialled the economic partnership agreement with ECOWAS, with the West of Africa. Can we still speak with them? Today the EPA agreement with SADC has been initialled. Do we refuse to even discuss that because they are not the same as we are? What is the sense of that? It is about working together; it is not about being identical. Please!

Then there is the discussion on transparency. There has never been a trade agreement conducted in as much transparency as this one – never! For a number of reasons: it is only since the Treaty of Lisbon that this Parliament has the competence to ratify agreements. As long as you did not have that competence obviously that was different, and now we have to adapt to that new situation, but I would claim that we have been doing this with a lot of diligence.

Our positions, the positions of the Commission, you can read them on our website. If you read them all you are going to spoil your summer holidays you can be sure of that, because

there are thousands and thousands of pages there. At the start of this Commission we agreed that all the documents that we give to the Member States and to the European Council, we would also give to the European Parliament. That has never happened before, you know, and again with TTIP negotiations we have been doing that in a very diligent way.

Now there are of course a number of difficult problems in this. For example the Council – and I am pleased that they are finally are present – refused to make the mandate public. I asked – no, let me start a little bit earlier. Madame Bricq, the former French Minister of Trade, wrote me a letter some time ago saying: why don't you make the mandate public? It was their mandate, it is not mine. It is a Council document. It is not a parliamentary document. And again in May we had the discussion at my request with the Council, a very long discussion by the way, to make the mandate public. Again there was no majority for doing that.

Now it seems that finally they have come to the conclusion that maybe it is not such a bad idea to make it public. By the way, everybody has it. It is on the Internet. So what are you talking about? It is on the Internet. You are questioning me on the basis of texts that you have, but that obviously you have not read, because if you had read those texts you will see that we are not going to change the phytosanitary norms, the norms for the protection of the environment, for labour rights and whatever. It is explicitly in the mandate that you all have, or at least you should have read before starting this debate.

On the problem of the reading rooms: I am against reading rooms. I do not like them. What is the problem with this? The problem with this is that the United States – which is also a big economy, they are also negotiating a lot of trade agreements, for example the trans-Pacific partnership with a lot of countries in Asia – the way that they inform their Members of Parliament is by inviting them to a reading room, having the documents at their disposal. They can read them, they get information about it, they can ask questions about it, they cannot take copies and hopefully they leave happy.

That is the practice on the Hill in Washington. You should understand from me that it is rather difficult to convince the Americans to give to us more than they give to their own Members of Parliament about their text. Because our texts are known, our positions are known. It is about their positions. If they give us a document saying: 'You can only make it available to your parliamentarians the way we make it available to our parliamentarians', I cannot change much about that.

But can you call that secrecy? Really, anybody who wants to follow what happens – I hope he or she does not get bored, that is something else – can amuse themselves every day with it. Every day there is something new about this. It must be fascinating, because so many people are interested in knowing something that does not yet exist. Because everybody is against this agreement to my knowledge – and I should know – but there is no agreement yet.

We started the negotiations a year ago; we have six rounds of negotiations, the sixth one is ongoing at the moment. We have had two political stock-takes. We are making progress on a number of issues but we still have an enormous number of difficulties: with respect to market taxes for example, where we say that we need much more market access for public procurement, much more; where we say that not all tariffs will disappear, that there will be a number of sensitive agricultural products where the tariffs as such will not disappear. Probably there will be a system of what they call TRQs, tariff rated quotas, but

we are not going to give that up. We are not negotiating about lowering standards in these negotiations. For example, we are negotiating how we could make a number of regulations more compatible by sticking to the levels of protection that we presently have in the European Union.

That is what we are doing, with a lot of time and effort, with dozens of people continuously working on it. And yes, making progress, but also realising that this will be a very difficult agreement, because we have a lot of offensive interests in this agreement, on everything: on market taxes, on tariffs, on services, on public procurement, on investment, on regulations. But we have also defensives on almost everything, and you can imagine that this is not the most comfortable position when you are a negotiator.

So these are difficult negotiations and we are working hard on it but please, as a lot of Members have been saying at the end of the intervention, judge on the result. Do not forecast a result that I do not have the faintest idea about myself, because we are in this process of negotiation.

There has been a specific question and maybe I should say something about it, about national parliaments. Will the national parliaments have to pronounce on this? I think so, for the very simple reason that this will be a mixed agreement. If it comes about it will be a mixed agreement, and if it is a mixed agreement then national parliaments also have to pronounce. But we are not making those rules, read the Lisbon Treaty and you will see that for a pure trade agreement you only need the agreement, the ratification by the European Parliament. If it is mixed, it is also the national parliaments, and we comply with the rules that exist and that we respect.

Yes, we will continue to make initiatives to get more transparency into the process. I can tell you that over the last months I have spoken, I do not know how many times exactly but certainly more than 100 times, about TTIP in all kinds of places that I had never been before.

On ISDS, please give me a little bit of time to respond to about 50 interventions that have been made, because if not, they will say afterwards that I have not been transparent.

We received 150 000 replies to our consultation on ISDS: 150 000, that is a lot. But tens of thousands of these replies are identical because it is obvious that there are people in Europe that are very good at working with all these tools and obviously they have found a way of entering a reply without getting into the system. Normally you have to get into the system and then you have to read 12 questions and you have to answer 12 questions and then you have to send your reply. A way has been found to circumvent this and give replies without getting into the system, with the result that tens of thousands of these replies are identical. So we will now analyse all this very scrupulously, qualitatively and quantitatively, and we will see what is in it. Once we have that we will make a report on it, and once that report is ready it will be at everybody's disposal, yours first of all, and then we will discuss this with Member States in the Council of Ministers and with the European Parliament, and then the Commission – probably the next one – will make up its mind about what they will do with ISDS with the rest of the negotiation. That is the process that we will follow. It will take time. It will take a lot of time and I think some officials in the Commission can forget about their summer holidays.

Let me just tackle one more issue that has been mentioned – it is very interesting for the climate in which all this is happening – and that is geographical indications (GIs). We get

attacked because maybe GIs will not be protected, and this would be terrible. By the way, this European Commission has been doing more than anybody else to protect GIs. In all the agreements that we have been concluding – with Canada, with Singapore – there is now a full protection of GIs in the EPAs, so we have really fostered that idea.

Whatever we get in this agreement with the United States on GIs, it will be more than we presently have. Do not start from the assumption that at present GIs are protected in the United States. What we will try to do is protect them in the United States and we will make sure that it happens, but presently this is not the case, so you should rather be in favour of TTIP if you are for the protection of GIs.

Let me finish, Madam President, because I see that you are going to interrupt me very soon and I have a lot of understanding for that. Let us try to be a little bit more rational in this whole discussion. I have participated in the European elections not in an active way but in a passive way, and I am very happy to say that today, finally, I can also participate in an active election campaign meeting. But that is what a Parliament is for. What Parliament is also for is looking at the arguments, listening to the arguments and discussing on the basis of arguments, and then of course in all freedom, in full sovereignty, voting on what the Commission finally, sooner or later, will propose to you.

2-238-000

Elnök asszony. - A vitát lezárom.

Írásbeli nyilatkozatok (162. cikk)

2-239-000

Biljana Borzan (S&D), *napisan* . – Transatlantsko trgovačko i investicijsko partnerstvo je približavanje dviju ekonomskih supersila koje može potaknuti rast, razvoj i zapošljavanje na obje strane Atlantika. Nitko razuman ne može a priori biti protiv pregovora i potencijala koje nose.

Ono što si ne smijemo dopustiti je da radi slobodnijeg tržišta žrtvujemo slobodu izbora i odrekemo se prava reći NE stvarima koje ne želimo. NE GMO-u, NE mesu tretiranom klorom i hormonima, NE povrću punom pesticida, NE novim ACTA-ma.

Ne možemo očekivati da će Europska unija za pregovaračkim stolom dobiti sve što želi. Ipak, europski standardi zaštite potrošača i sigurnosti hrane moraju biti linija koja se ne smije prijeći, *conditio sine qua non*. To je naša obveza i odgovornost prema europskim potrošačima, proizvođačima i poljoprivrednicima. Da prekooceanskoj trgovini, gospodarskom rastu i zapošljavanju, ne trgovini ispod stola, nekontroliranom uvozu i produbljenju demokratskog deficita EU-a.

2-239-125

Cristian-Silviu Buşoi (PPE), *în scris*. – Încheierea Parteneriatului Transatlantic pentru Comerţ şi Investiţii va crea cea mai mare piaţă economică mondială, aducând totodată beneficii Uniunii prin crearea zonei de liber-schimb stimulând creşterea economică, ocuparea forţei de muncă şi înlăturând reglementările excesive şi obstacolele din calea comerţului şi a investiţiilor. Trebuie să ne asigurăm că această cooperare politică menită să promoveze piaţa transatlantică de liber-schimb va garanta o concurenţă loială în schimburile comerciale între cele două părţi şi va asigura un nivel înalt de protecţie a consumatorilor europeni. Consider că un astfel de acord trebuie să garanteze în primul

rând că standardele sociale, de sănătate și de mediu din UE vor fi respectate, să introducă o sincronizare și o simplificare a procedurilor vamale și să reducă costurile birocratice.

2-239-250

Andi-Lucian Cristea (S&D), *in writing*. – This agreement is not just any agreement and the stakes are high. The TTIP will establish the world's largest free trade zone. But it is only up to us to use it as an opportunity to promote fair standards, growth and jobs on both sides of the Atlantic and to avoid a risky race to the bottom. The potential benefits of such an agreement are clear to all of us. But there will be sectors in the EU that lose out with output decreasing due to the competitive advantages of US industry. The TTIP addresses the existing limitations in bilateral trade between the EU and the US which are hindering its full potential. I agree that we should go ahead. But being in favour is not enough. We have to acknowledge the adjustment costs of such an agreement for certain segments of European industry and labour.

2-239-500

José Inácio Faria (ALDE), *por escrito*. – As negociações para o comércio livre entre a União Europeia e os Estados Unidos são bem-vindas. Um acordo deste tipo dinamizará a economia europeia, promovendo exportações, crescimento económico e emprego, todos eles particularmente importantes para os países que, estando sujeitos a medidas de austeridade, como é o caso de Portugal, não podem incorrer em estímulos económicos que representem despesa pública adicional. É, portanto, essencial assegurar que os benefícios deste acordo recaiam sobre todos os Estados-Membros individualmente considerados, e não apenas sobre a UE como um todo. Poderá a Comissão Europeia garantir-nos que irá conseguir obter um acordo abrangente nesse sentido? Por outro lado, é da eliminação dos picos tarifários e das barreiras não pautais que se espera a maior fatia dos benefícios económicos deste acordo de comércio. O abatimento de tais barreiras é essencial, mas deve ser encarada com devida cautela, evitando a todo o custo uma degradação das normas ambientais e de proteção dos consumidores vigentes na União Europeia. Termino perguntando à Comissão Europeia: Como é que isto está a ser defendido no contexto das negociações no que respeita, por exemplo, ao sector agroalimentar e às normas americanas, menos exigentes em termos ambientais e de alimentação animal?

2-240-000

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D), *na piśmie*. – Wprowadzenie porozumienia TTIP w życie pozwoli na ustanowienie największej na świecie strefy handlu, co jest niewątpliwie kuszącym argumentem za jej jak najszybszym przyjęciem. Jednocześnie jednak nie należy zapominać, że umowa będzie obejmować nie tylko dostęp do rynku, ale także przepisy dotyczące ochrony inwestycji, usług, zamówień publicznych, barier pozataryfowych i zasad związanych z handlem. Na porozumieniu zapewne skorzysta też unijny przemysł – szacowany przychód dla UE to ok. 120 mld rocznie. Dla konsumentów natomiast umowa oznacza tańsze produkty, zwłaszcza sprzęt elektroniczny, tak chętnie nadal sprowadzany z USA. Otwarcie rynków jednak niesie ze sobą ryzyko obniżenia standardów unijnych w zakresie bezpieczeństwa konsumenta i warunków zatrudnienia. TTIP często porównywana jest też do ACTA, ze względu na duże ryzyko braku wystarczającej ochrony danych osobowych dla obywateli UE. Najwięcej wątpliwości budzi mechanizm znany jako „investor-state dispute settlement” (ISDS), czyli przepis zawarty w międzynarodowych umowach handlowych, dający inwestorowi prawo do wszczęcia postępowania przeciwko państwu, na terenie którego prowadzi interesy. Negocjacji nad

TTIP nie ułatwia też ślad po aferze w sprawie amerykańskich programów szpiegowskich prowadzonych przez NSA na terenie UE. W związku z powyższymi obawami ważne jest ustanowienie warunków, bez których realizacji umowa nie będzie mogła być przyjęta (ochrona danych osobowych, prawa pracowników, przejrzystość procesu negocjacyjnego).

2-241-000

Danuta Jazłowiecka (PPE), *na piśmie.* – Jako Parlament Europejski powinniśmy w ramach naszych kompetencji zdecydowanie wspierać proces negocjacyjny ws. zawarcia Transatlantyckiego Partnerstwa w dziedzinie Handlu i Inwestycji pomiędzy UE a USA oraz na bieżąco monitorować jego przebieg, aby zapewnić wymierne korzyści dla obywateli. Znoszenie barier w handlu oraz w dziedzinie inwestycji będzie miało niewątpliwie przełożenie na wzrost gospodarczy zarówno w Europie, jak i w Ameryce. Wpłyne także pozytywnie na globalną gospodarkę. Porozumienie powinno być tak skonstruowane, aby jego zapisy w przyszłości przyczyniły się do zwiększenia miejsc pracy, poprawy warunków inwestycyjnych oraz zmniejszenia obciążeń administracyjnych. TTIP potencjalnie niesie za sobą wiele wymiernych korzyści dla zwykłych obywateli oraz dla europejskich przedsiębiorstw: obniżenie cen w przypadku zakupów online, łatwiejszy dostęp dla MŚP do rynku amerykańskiego czy zwiększenie eksportu do USA. Porozumienie może mieć także korzystny wpływ na poprawę bezpieczeństwa energetycznego Europy – ceny gazu ze Stanów Zjednoczonych mogą ulec obniżeniu, poprawie ulegnie także dostęp do innowacyjnych technologii energetycznych. Aby umowa przyniosła wszystkie te korzyści, niezbędne jest odpowiednie uwzględnienie różnic pomiędzy UE a USA w zakresie kosztów produkcji, przepisów legislacyjnych, procesów produkcyjnych czy sytuacji ekonomiczno-społecznej. Przed UE i USA stoi niewątpliwie bardzo wielka szansa na poprawę wzrostu gospodarczego oraz sytuacji na rynku pracy. Mam nadzieję, że odpowiednio ją wykorzystamy.

2-241-500

Philippe Juvin (PPE), *par écrit.* – Les gains escomptés du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI) sont importants : 119 milliards d'euros par an rapportés à l'économie européenne soit 545 euros par foyer européen, l'internationalisation des entreprises européennes sur le marché américain (notamment les PME), la création d'emplois en Europe et surtout, une plus grande influence normative en participant, avec les États-Unis, à la redéfinition des normes mondiales du commerce en contrecarrant ainsi la Chine. Ce dernier point est l'élément central qui justifie un soutien au PTCI. Au lieu de s'opposer de façon dogmatique, il convient d'adopter une approche constructive et d'amener les États-Unis à faire tomber leurs normes techniques empêchant les entreprises européennes d'accéder à leurs marchés. Continuons donc à négocier, sans renier notre droit à réguler, notre corpus de règles et nos spécificités, et mettons notamment l'accent sur les secteurs aéronautique, automobile, agroalimentaire (en protégeant nos indications d'origine et nos normes sanitaire et de qualité), les télécoms et le e-commerce, ou encore l'accès aux marchés publics des entités subfédérales. Il est en outre fondamental d'avoir un débat public éclairé et apaisé sur le PTCI, démentant les contre-vérités et se basant sur des éléments objectifs, afin de rassurer les citoyens.

2-242-000

Tunne Kelam (PPE), *in writing.* – EU-US economic relations include enormous unused potential. Together they make up half of global GDP and 30 % of world trade (2012). The transatlantic economy is responsible for 15 million jobs and EUR 497 billion in trade

flows. If the TTIP comes into force it will bring the EU overall annual GDP gains of 0.5 % extra (EUR 119 billion, EUR 545 per EU household). It is forecast that it would not only benefit directly the EU and US, but would also contribute EUR 100 billion to global GDP. It would boost the labour market on both sides of the ocean and create extra opportunities for small- and medium-sized enterprises. The main importance lies in the fact that the TTIP would not only boost economies but would provide significant new momentum for political relations. The EU and the USA are the backbones of international democracy and leading forces in a free and liberal global arena. Certain controversial issues like data protection need to be addressed in a responsible way. However, they should not be used as pretexts to slow down overall progress and turn attention away from the crucial economic and strategic benefits successful conclusion of the TTIP will provide.

2-242-500

Jan Keller (S&D), *písemně*. – Transatlantická smlouva o obchodu a investicích (TTIP) je zatížena řadou nejasností. Jsme ujišťováni, že dopady smlouvy budou vesměs pozitivní: zvýší tempo hospodářského růstu obou smluvních partnerů, vytvoří vysoký počet nových pracovních míst. Není pak ovšem zřejmé, proč je projednávána v režimu tak přísného utajení před občany, jejichž život údajně jednoznačně zlepší. Jsme ujišťováni, že smlouva nepovede ke snižování dnes platných standardů v oblasti kvality a nezávadnosti potravin, v oblasti postavení zaměstnanců, v oblasti ekologické atd. Nikdo však nedal garance, že tomu tak skutečně bude, až úzký kroužek lidí, který smlouvu projednává, už nebude ve svých funkcích. Za případné škodlivé dopady smlouvy tak prakticky nikdo nezodpovídá. Smlouva má obsahovat doložku o arbitrážích mezi velkými nadnárodními firmami a státy, aniž by kdokoliv vysvětlil, proč v této věci nedostačují stávající instituce právního státu, jimiž všechny členské země EU disponují. Podivný je rovněž vztah vyjednávačů ke kritikům všech těchto nejasností. Bývají obviňováni z iracionálního přístupu a považováni za příliš zatížené emocemi, to vše jen proto, že se rozhodli uplatnit své občanské právo na informovanost, které by v otevřené společnosti mělo být považováno za naprostou samozřejmost. Způsob projednávání údajně nejvýznamnější obchodní smlouvy v moderní historii tak bohužel znevěrohodňuje sliby o snížení demokratického deficitu evropských institucí.

2-243-000

Vladimír Maňka (S&D), *písemne*. – Vážené kolegyně, kolegovia, diskusia nemôže byť o tom, či obchod dáva zmysel. Preto, že existoval obchod, sa akákoľvek spoločnosť mohla rozvíjať. To platilo pred stovkami rokov, platí to dnes a bude to platiť aj v budúcnosti.

Keď dohodu medzi USA a EÚ plne implementujeme, pridaná hodnota pre európsku ekonomiku podľa optimistickejšieho scenára odhadov Európskej komisie bude 120 miliárd EUR ročne, čo znamená 0,5% HDP Európskej únie. Pre každú domácnosť v Európe to prinesie 545 EUR ročne. Tomuto rastu pomôže hlavne odstránenie tarifných a netarifných bariér pre tovar a služby.

Aj pri najmenej priaznivom scenári v EÚ ročne vzrastie HDP o viac ako 68 miliárd EUR a HDP Spojených štátov amerických o takmer 50 miliárd EUR. Prinesie to pre EÚ a USA spolu viac ako 1,5 milióna nových kvalifikovaných pracovních miest. Pre európske malé a stredné podniky to prinesie nové príležitosti v oblasti obchodu a služieb a zlepší príležitosti na nové investície.

Vážené kolegyně, kolegovia, Lisabonská zmluva dala kompetenciu Európskemu parlamentu ratifikovať takéto zmluvy. Verím, že túto možnosť využijeme a pošleme pozitívny signál aj národným parlamentom.

2-243-250

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. – At a time when many European economies face significant economic and social challenges and are still at the forefront of their recovery, I believe that it is vitally important to explore the potential of every opportunity that would stimulate growth, create jobs and could also help Europe in its long-term recovery from the economic crisis. I believe that this agreement, if negotiated properly, could be of great benefit to our economies and will open up new opportunities for European companies, especially small and medium-sized ones. Current impact assessments suggest that an ambitious and comprehensive trans-Atlantic trade and investment partnership could bring EUR 119 billion per year to the European economy and boost EU GDP by 0.5 %, which would translate into an extra EUR 545 a year for each a family of four in the EU. However, having said so, I would call on the Commission to be extra cautious and to ensure that European values are properly defended in the talks and in the final agreement. Such values include well-established precautionary principles with regard to consumer protection and consumer product safety, as well as safeguarding the EU's labour and environmental standards.

2-243-500

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI), *γραφτώς*. – Οι υπό εξέλιξη διαπραγματεύσεις για τη σύναψη της Διατλαντικής Συμφωνίας Εμπορίου και Επενδύσεων (ΤΤΙΡ) ΗΠΑ - ΕΕ διεξάγονται σε συνθήκες όξυνσης των ενδοϊμπεριαλιστικών αντιθέσεων της ΕΕ με τα άλλα ιμπεριαλιστικά κέντρα και στο εσωτερικό της. Τα παζάρια και οι αντιπαραθέσεις των αστικών κυβερνήσεων, τόσο στο εσωτερικό της ΕΕ όσο και με τις ΗΠΑ, έχουν ως στόχο να εξασφαλιστούν από την κάθε πλευρά περισσότερα οφέλη για τα μονοπώλια που εκπροσωπούν. Το σίγουρο είναι ότι οι μεγάλοι χαμένοι από τη συμφωνία αυτή θα είναι οι λαοί τόσο στα κράτη μέλη της ΕΕ όσο και στις ΗΠΑ. Το παραπέρα άνοιγμα των εκατέρωθεν αγορών θα εντείνει, στο όνομα της ανταγωνιστικότητας, την εκμετάλλευση της εργατικής τάξης. Τα εργατικά δικαιώματα που έχουν απομείνει όρθια θεωρούνται για τα μονοπώλια εμπόδιο για την κερδοφόρα τοποθέτηση των κεφαλαίων τους. Μεγάλο θα είναι ακόμη το πλήγμα για τους μικρούς επαγγελματίες και τους αυτοαπασχολούμενους, για τη φτωχομεσαία αγροτιά. Θα επιδεινωθούν όλοι οι όροι της ζωής των εργαζομένων, αυξάνοντας τους κινδύνους για τη δημόσια υγεία και το περιβάλλον. Συμφέρον για τον εργαζόμενο λαό σε όλα τα κράτη μέλη της ΕΕ και τις ΗΠΑ είναι να δυναμώσει την κοινή του πάλη ενάντια στην καπιταλιστική εκμετάλλευση, ενάντια στον κοινό εχθρό: τα μονοπώλια και την εξουσία τους.

2-243-750

Tonino Picula (S&D), *napisan*. – Dosadašnjih pet rundi pregovora otvorilo je barem jednako pitanje koliko ih je odgovorilo. Razlog tome je, osim neusuglašenosti pozicija dviju strana, i nedostatnost dostupnih informacija o sadržaju procesa pregovora. Neozbiljno je stoga prihvatiti ili odbaciti sporazum o kojem se još pregovara, da pritom o njemu znamo vrlo malo. Ono što je poznato je da svakom novom rundom postaje jasnije kako cilj o skorom završetku pregovora manje izgledan, tim i više što smo u EU usred procesa konstituiranja novog mandata institucija, a u SAD-u se bliže izbori na jesen. Smatram da se europski pregovarači ne bi trebali opterećivati postavljenim vremenskim rokovima. Potrebno je prepoznati i prihvatiti prilike koje ovaj sporazum neupitno pruža, prije svega

za male i srednje poduzetnike i europsku industriju, ali i reagirati na potencijalne opasnosti koje su u suprotnosti s europskim vrijednostima i interesima građana Unije. Pritom, preduvjet slobodnoj trgovini roba svakako treba biti slobodno kretanje građana s obje strane Atlantika, što nije slučaj za državljane 5 zemalja članica Unije. Očekivane vrijednosti mogu se ostvariti jedino kvalitetnim dogovorima kojima će se očuvati europske socijalne i kulturne vrijednosti, ekološki standardi, geografsko podrijetlo, pravo suprostavljanja genetski modificiranim organizmima, kloniranoj i hormonski tretiranoj hrani te zaštititi privatnih podataka.

2-244-000

Evelyn Regner (S&D), *schriftlich*. – Das Freihandelsabkommen zwischen der EU und den USA umfasst viele vielschichtige Bereiche. Ich stehe dem ISDS-Verfahren mehr als kritisch gegenüber. Mit dem Sonderklagerecht werden Großkonzerne in Schutz genommen, aber nicht in die Pflicht! Es wird mit dem ISDS-Mechanismus in den Freihandelsabkommen mit entwickelten Rechtsstaaten ein neues Schiedsgerichtsverfahren eingeführt, welches inländische Investoren diskriminiert und den ausländischen milliardenschweren, multinationalen Investoren Sonderklagerechte eingeräumt, obwohl die vermeintlichen Rechtfertigungen hierfür nicht zutreffen. Wir müssen uns über Schiedsverfahrenskosten und Schadensersatzzahlungen im Klaren sein, die unmittelbar die europäischen SteuerzahlerInnen treffen. Die Bevölkerung wird ebenfalls die immateriellen Kosten wie eine Einschränkung des politischen Handlungsspielraumes und den Verlust europäischer und nationaler Souveränität mit zukünftigen Wohlfahrtsverlusten zu zahlen haben. Wir als Europäisches Parlament haben schlussendlich die Befugnis, das Freihandelsabkommen abzulehnen oder zu billigen, und wir SozialdemokratInnen werden uns dies sehr genau anschauen und uns für einen hohen Schutz der öffentlichen Dienstleistungen einsetzen. Hochqualitative Arbeitsplätze sollen geschaffen werden, und die europäischen KonsumentInnen müssen von dem Abkommen profitieren. Die derzeit geltenden Arbeits- und Sozialstandards dürfen keineswegs unterlaufen werden. Wir werden aktiv gegen Sozialdumping der Großkonzerne vorgehen und uns für die verbindliche Einhaltung der IAO-Konventionen einsetzen – es muss klar festgeschrieben werden, dass es bei Verstößen gegen sozial- und arbeitsrechtliche Standards zu Sanktionen kommen muss!

2-244-500

Czesław Adam Siekierski (PPE), *na piśmie*. – Mija rok, od kiedy przedstawiciele UE i USA rozpoczęli negocjacje w sprawie zawarcia transatlantyckiego partnerstwa handlowo-inwestycyjnego (TTIP). Obecnie entuzjazm związany z tą umową jest znacznie mniejszy, niż miało to miejsce jeszcze rok temu. Po obu stronach Atlantyku rośnie bowiem opór części grup społecznych. Narastający opór wobec TTIP zarówno w Europie, jak i w USA wynika w dużej mierze z rozczarowania części społeczeństwa procesem globalizacji, którego korzyści odczuły głównie wielkie korporacje, a obie gospodarki doświadczyły deindustrializacji. W Europie dodatkowo obawy budzą różnice w kosztach pracy na korzyść Amerykanów wykorzystujących tanią siłę roboczą z Ameryki Łacińskiej oraz ponad dwukrotnie tańszą energię w USA.

W UE mamy również poważne obawy o utrzymanie naszych najwyższych na świecie standardów w zakresie produkcji żywności i dobrostanu zwierząt. Stanowcze „nie” mówimy importowi naszpikowanego hormonami mięsa, drobiu płukanego chlorem czy inwazji żywności modyfikowanej genetycznie. Ponadto w obszarze praw własności intelektualnej opowiadamy się za utrzymaniem europejskich oznaczeń geograficznych, które gwarantują,

że interesy naszych producentów są chronione. Bez wątpienia umowa o handlu i inwestycjach jest potrzebna obu stronom zmagającym się z coraz większą presją gospodarczą ze strony nowych potęg, tj. Chin, Indii czy Brazylii. Utworzenie transatlantyckiej strefy wolnego handlu może przynieść dalszy rozwój handlu i inwestycji po obu stronach Atlantyku.

2-245-000

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Si la Commission reste sourde aux signaux envoyés par le Parlement européen et des citoyens qu’il représente, la seule voix pourrait être un refus du texte final.

Les socialistes belges ont depuis le début mis un certain nombre de balises, à savoir: la transparence des négociations; le maintien de normes sociales, environnementales et sanitaires; l’exclusion du mécanisme qui empêche un État de réguler sous peine de se voir attaqué par un investisseur dans une juridiction privée (RDIE); une réglementation européenne préalable sur la protection des données qui devra être respectée par l’accord; la protection des services publics et l’exclusion de l’accord de secteurs tels que la santé ou la culture, etc.

Nous ne voulons pas d’un nouvel ACTA. Le traité doit être rédigé avec, comme priorité absolue, l’intérêt général et pas celui de quelques multinationale. Aujourd’hui, même si la Commission dit étendre les balises, elle ne donne pas les garanties suffisantes qui permettent de lever les doutes. Elle prend donc le risque de négocier pour rien! Nous serons inflexibles sur les limites que nous avons fixées il y a plus d’un an. Il est hors de question de brader le droit des citoyens européens.

10. Helyesbítések (az eljárási szabályzat 231. cikke): lásd a jegyzőkönyvet

11. A szülési szabadságról szóló irányelv visszavonása (vita)

2-248-000

Elnök asszony. - A következő pont a Tanács és a Bizottság nyilatkozatai – A szülési szabadságról szóló irányelv visszavonása (2014/2715(RSP))

2-249-000

Sandro Gozi, *Presidente in carica del Consiglio*. - Signora Presidente, onorevoli deputati, il Consiglio ritiene che la direttiva di cui stiamo parlando, la direttiva sulle lavoratrici gestanti del 1992, sia parte integrante della legislazione sulla sicurezza e la salute del lavoro e crediamo anche che sia una direttiva molto importante che certamente necessita per vari aspetti di un aggiornamento. È per questo che il Consiglio ne ha fatto una delle sue priorità a partire dal 2008, da quando la Commissione europea ha presentato la sua proposta. Anche il Parlamento europeo, data l’importanza del tema, ha fatto un lavoro di grande rilevanza.

Il negoziato in Consiglio è stato un negoziato importante, un negoziato anche molto difficile. Molto difficile a causa della distanza delle posizioni all’interno del Consiglio e della notevole distanza delle posizioni tra Consiglio dei ministri e Parlamento europeo. Quali sono i maggiori punti di difficoltà? Sono emerse delle differenze di sostanza tra i diversi sistemi sociali nazionali in materia. Differenze di sostanza molto rilevanti e che riflettono una notevole diversità tra i sistemi sociali al livello nazionale dei vari Stati membri. Sono

emerse delle difficoltà legate ai costi, difficoltà da non sottovalutare in termini generali ma da non sottovalutare soprattutto in tempi di notevole pressione sui bilanci pubblici. Sono emerse infine delle difficoltà in materia di sussidiarietà in ragione delle tradizioni e delle prassi molto diverse tra i diversi Stati membri.

Per quanto riguarda le differenze di sostanza vi cito, solo a titolo di esempio, il tema della durata e del calendario del periodo obbligatorio di congedo, su cui vi sono delle forti differenze e anche forti diversità di punti di vista tra i vari Stati membri in seno al Consiglio. Per quanto riguarda i costi certamente nessun accordo è stato possibile e ritengo che sia molto difficile anche in un possibile successivo negoziato sulla richiesta del Parlamento europeo di un minimo di venti settimane per quanto riguarda il congedo. Questa è una richiesta su cui non c'è stata una discussione avanzata e approfondita e certamente nessun accordo in Consiglio.

In termini di sussidiarietà faccio altri esempi. Alcuni Stati membri hanno sollevato che alcune norme oggetto della proposta legislativa sono già incluse in norme nazionali. Penso al tempo libero per l'allattamento, alle particolari modalità di lavoro per i genitori di bambini disabili o al congedo di maternità supplementare in determinati casi. Il Consiglio ha ritenuto che le disposizioni dettagliate, ivi comprese quelle modalità di attuazione delle norme minime, fossero quindi una questione più di competenza degli Stati membri. Più in generale, gli Stati membri hanno comunque ribadito il loro impegno a favore della sicurezza e della salute delle lavoratrici gestanti e di quelle che hanno partorito o stanno allattando, e vi è un forte riconoscimento in seno al Consiglio dell'importanza di conciliare vita professionale e vita privata.

Sulla questione del miglioramento delle attuali norme in materia di protezione delle lavoratrici dipendenti in stato di gravidanza e della promozione di un migliore equilibrio tra vita professionale e vita privata, dobbiamo però trovare gli strumenti appropriati nel giusto settore politico. Sarebbe difficile per il Consiglio accettare tali proposte del Parlamento europeo nel contesto della legislazione sulla salute e la sicurezza. Tuttavia, questo non rimette in alcun modo il prezioso contributo apportato da questo Parlamento al dibattito in materia.

Signora Presidente, onorevoli deputati, dalle discussioni che ho semplicemente sintetizzato in questo mio intervento sono emerse quindi delle divergenze molto concrete e sostanziali tra le opinioni in seno al Consiglio e la posizione del Parlamento europeo in prima lettura ed è alla luce di queste forti contrapposizioni e forti divergenze che la Commissione ha tratto la conclusione di dover prendere in considerazione il ritiro della sua proposta.

Certamente questa è una prerogativa che i trattati riconoscono alla Commissione. La Commissione ha certamente in ogni momento la possibilità di presentare e di ritirare le sue proposte legislative. Quindi, sono delle valutazioni istituzionali che spettano alla Commissione e che solo la Commissione può fare. Sono delle valutazioni legate al buon funzionamento dell'attività legislativa e all'attuazione delle regole Refit che sono affidate anch'esse alla valutazione della Commissione europea. E poi ci sono delle valutazioni di opportunità politica e di queste, in particolare, io vorrei parlarvi nella conclusione.

Noi crediamo come Presidenza di turno che il tema della protezione a livello europeo delle lavoratrici gestanti sia di massima importanza, sia di massima importanza alla luce della più ampia dimensione sociale che dobbiamo sviluppare nel mercato interno e sia di massima importanza anche come tema dei diritti sociali. Quindi, per quanto riguarda la Presidenza di turno possiamo riprovarci, vale la pena di riprovarci, e siamo pronti anche, se si parte

da nuove basi politiche e se si parte da un nuovo inizio, a esaminare di nuovo la proposta in Consiglio e in Parlamento. Siamo disponibili a vedere se vi sono le condizioni, lavorando con la nuova relattrice, per riavviare, per cercare di evitare che la proposta arrivi ad un binario morto.

È chiaro che se si vogliono fare dei passi in avanti e si vuole veramente riaprire il tema occorre che i passi in avanti siano fatti da entrambe le parti. Quindi, certamente bisogna vedere se ci sono le condizioni politiche, a partire anche dai rapporti tra Parlamento e Consiglio, per riavviare il negoziato legislativo ascoltando ognuno le ragioni dell'altro.

Da parte della Presidenza c'è la disponibilità, se altrettanta disponibilità a fare un nuovo inizio su basi politiche differenti viene dimostrata anche dal Parlamento europeo, a valutare se si può riaprire questa discussione in seno al Consiglio dei ministri, in considerazione della rilevanza che attribuiamo a questo dossier, ma senza nascondere tutte le difficoltà e tutti gli ostacoli che ho puntualmente con esempi indicato nella mia introduzione.

2-250-000

Siim Kallas, *Vice-President of the Commission* . - Madam President, the Commission is committed to helping EU citizens, men and women, to better combine work and family life. The fact that the maternity leave proposal has been identified in the REFIT communication of June 2014 as a candidate for withdrawal does not change that. Since 2008, when the proposal was presented, the Commission has sought its adoption. The Commission has acted as an honest broker between Parliament and the Council to find common ground. This has proven to be difficult.

The Commission's proposal on the Maternity Leave Directive has not been discussed for more than two and a half years despite numerous attempts by the Commission to reinvigorate negotiations between co-legislators. The proposal has been effectively blocked in the legislative process for too long, with no progress at all for almost three years. In spite of considerable efforts it has been impossible to break this stalemate and engage in any serious negotiations.

As you know, one of the intentions of the REFIT exercise is to withdraw proposals where no negotiations have taken place for a significant period of time and which lack any prospects for adoption. It does not mean that the Commission does not believe anymore in its initial objectives. On the contrary it could allow for a fresh, new start on the subject to the greater benefit of EU citizens with a more modern text that would notably include in its scope paternity leave, as requested by Parliament.

The Commission remains committed through its Europe 2020 Strategy to helping women to stay in the labour market rather than being excluded from it because they chose to have children. In this respect it issued country specific recommendations to several Member States to stress the importance of creating the conditions for reconciliation of private and professional life.

2-251-000

Anna Maria Corazza Bildt, *för PPE-gruppen* . – Fru talman! Kvinnor och män ska ha samma rättighet och möjlighet att jobba. Att skaffa barn ska inte vara ett hinder för kvinnor i arbetslivet. Det måste ges starkare skydd till arbetande föräldrar, men lösningen framåt är inte att lagstifta från Bryssel. Därför välkomnar jag att kommissionen drar tillbaka mammaledighetsdirektivet. Familjepolitik bör bestämmas på nationell nivå. Det finns stora

skillnader i Europa och jag förstår utmaningarna i vissa länder, men vi kan inte ha en lösning som passar alla i EU.

I Sverige t.ex. har vi kommit långt. Av totalt 1,5 år per barn ska minst 2 månader tas ut av varje förälder, och mamman och pappan kan få en bonus om de delar mer jämlikt. Därför skulle direktivet innebära ett rejält steg tillbaka för hela Norden. Det är obegripligt att de svenska socialdemokraterna, som är EU-skeptiker, nu driver på för att tvinga svenska kvinnor att stanna hemma – vad de själva än vill. Att från Bryssel genomföra ett arbetsförbud för kvinnor som föder barn är inte vägen framåt för jämställdhet.

Mammaledighet, fru talman, ska vara föräldraledighet. Förslaget ger fel signal genom att bara nämna kvinnor som föräldrar och därmed ensamt ansvariga för barnen. Det är delad föräldraledighet som är riktig jämställdhet. Vi ska uppmuntra båda föräldrarna att ta hand om sina barn och ägna tid med dem. Det är ett beslut som ska tas av föräldrarna själva och inte toppstyras av politiker.

Kvinnor ska naturligtvis inte behöva ge upp sin karriärambition, och det är viktigt att arbetsgivare ger kvinnor möjligheten att komma tillbaka till arbetslivet utan diskriminering. Det handlar om att förändra attityden och bekämpa stereotyper. Jag slutar, fru talman, med att säga att PPE-gruppen ska fortsätta att engagera sig för att kvinnor som skaffar barn inte diskrimineras i arbetslivet.

(Talaren godtog att besvara en fråga (blått kort) i enlighet med artikel 162.8 i arbetsordningen.)

2-252-000

Silvia Costa (S&D), *Domanda “cartellino blu”*. – Mi spiace dissentire dalla collega Corazza Bildt su un punto, ma vorrei ricordare che su questa materia l'Europa ha già avuto una lunga tradizione di legiferazione. Basti pensare che l'attuale direttiva sul congedo parentale esiste dal 1992. Il problema è di aggiornarla rispetto a dati che sono stati superati. Basti pensare che nella direttiva del 1992 il periodo previsto come soglia minima –non si impone nulla – è di 14 settimane. Vogliamo rimanere ancora fermi a questo limite assolutamente inaccettabile e così basso di tutela?

2-253-000

Anna Maria Corazza Bildt (PPE), *Risposta a una domanda “cartellino blu”*. – Silvia il problema qui è che abbiamo dei sistemi completamente diversi, delle tradizioni completamente diverse. Sai che io sono italiana eletta in Svezia, quindi so bene le differenze. Non si può a livello europeo obbligare, perché la direttiva delle mamme dice che per 15 giorni prima del parto e per 6 settimane dopo il parto sei obbligata a non lavorare. In Svezia e in altri paesi nordici ci sono molte donne che lavorano prima del parto e anche subito dopo il parto perché magari sono i padri che prendono in mano la situazione. Quindi non è giusto obbligare e parlo della parola obbligare le donne. Va bene che si possa aggiungere il minimo ma non l'obbligo a livello europeo, quando finalmente stiamo parlando di sussidiarietà, di cominciare a fare meglio a livello europeo. Questo è un buon inizio da parte della Commissione che è molto benvenuto.

2-254-000

Alessandra Moretti, *a nome del gruppo S&D*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, ho ascoltato con attenzione le parole del sottosegretario Sandro Gozi e, in quanto relatrice di questo provvedimento sul congedo di maternità, sento di poter esprimere una convinta

soddisfazione a seguito del chiaro impegno da parte della Presidenza italiana nel portare avanti con serietà la discussione su questo provvedimento fondamentale.

La legislatura che si è appena avviata ci dà una grande possibilità, quella di fare di questi cinque anni gli anni in cui l'Europa si rialza e torna ad essere faro di civiltà e crescita. Abbiamo una grande responsabilità: ridare speranza ai cittadini europei, non in virtù di un'Europa da salvare ma di una nuova Europa da costruire.

Per fare questo però, per costruire un'Europa della speranza, capace di guardare al futuro con ottimismo, deve essere data la possibilità alle donne di incidere profondamente nelle nostre economie, senza dover scegliere tra avere un lavoro o avere un figlio, tra costruire il presente o immaginare il futuro, e si deve avere un segno di grande discontinuità con il passato, quello di essere riusciti ad avere qui in Aula un chiaro impegno da parte nostra sulla direttiva sul congedo di maternità. Del resto come avremmo potuto spiegare, come spiegheremo ai cittadini europei che dopo anni di discussione, dopo sei anni passati a organizzare *workshop*, seminari, conferenze e dibattiti su questa direttiva, la soluzione migliore che avevamo trovato era quella di rinviare tutto ancora una volta a data da destinarsi?

Non si può più attendere. L'Europa deve cambiare direzione anche nei tempi di reazione alle emergenze sociali ed economiche, come quella dell'occupazione femminile e del *gender pay gap*, emergenze queste direttamente connesse alla conciliazione dei tempi tra maternità e lavoro. L'Europa che investe nelle donne e nel loro lavoro è un'Europa che cresce economicamente. Non si cambia se in Europa le donne, a parità di mansione, vengono ancora pagate il 25% in meno rispetto agli uomini. Ma non esisterà neanche un'Europa sviluppata fintanto che il dirigente-tipo di un'azienda pubblica o privata è un uomo di oltre cinquant'anni. Un paese nel quale le donne intraprendono, investono e creano ricchezza è un paese destinato a crescere e rinnovarsi continuamente, perché quando le donne lavorano è l'intera economia che sorride con loro.

Sono una donna e come tante donne ho molto più a cuore i risultati concreti che le preclusioni ideologiche. Sono contenta che il neo Presidente della Commissione Juncker abbia esplicitamente dichiarato il suo impegno nei confronti della direttiva sul congedo di maternità e sono orgogliosa che questa legislatura si sia aperta con la Presidenza del Consiglio presieduta dal governo italiano, che ha fatto dell'equilibrio di genere la priorità della sua azione politica e pedagogica.

Allora mettiamoci attorno a un tavolo e mandiamo avanti la discussione nel minor tempo possibile perché sono le cittadine e i cittadini europei che ce lo chiedono. In qualità di relatrice su questo tema, insieme alla commissione FEMM e insieme a tutti voi, farò un attento lavoro di ascolto e mediazione perché è chiaro che nel contesto europeo le sensibilità, le tradizioni e le posizioni di partenza dei singoli paesi sono assai diverse, ma credo profondamente che i tempi siano maturi per una rivoluzione culturale che si tradurrà in punti di PIL, tutti quelli che produrranno le donne quando non saranno più costrette a scegliere tra lavoro e figli.

(L'oratrice accetta di rispondere a una domanda "cartellino blu" (articolo 162, paragrafo 8, del regolamento))

2-255-000

Julie Girling (ECR), *blue-card question*. – Madam President, I welcome hearing that the honourable Member wants Europe to grow economically, but I would like to ask her exactly

how she thinks the Maternity Leave Directive – and the extra burden of its cost to industry – is going to help that to happen.

2-256-000

Alessandra Moretti (S&D), *Risposta a una domanda “cartellino blu”*. – Perché credo che investire nel lavoro e investire soprattutto nei servizi a favore delle donne e delle famiglie, investire in un tempo in cui ancora oggi tutta l'attività di cura, di crescita e di assistenza è caricata sulle spalle delle donne, che per queste ragioni subiscono rallentamenti e rinunce anche dal punto di vista lavorativo, professionale e di affermazione, sia soprattutto una crescita culturale e di dignità. Certamente questo però farà anche crescere dal punto di vista economico gli Stati, perché è provato che quando si investe sul lavoro femminile il prodotto interno lordo dei singoli Stati ...

(La Presidente interrompe l'oratrice)

2-257-000

Beatrix von Storch, *im Namen der ECR-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Ich begrüße sehr, dass die EU-Kommission die Mutterschutz-Richtlinie zurückzieht. Ich möchte dazu drei kurze Gründe sagen.

Erstens: Je weniger die EU regelt, umso besser, ganz grundsätzlich. Vergessen wir nicht, dass jeder Mitgliedstaat ein demokratisch gewähltes Parlament hat und auch eine demokratisch legitimierte Regierung. Die sollen sich darum kümmern. Der Regierungschef der EU, Jean-Claude Juncker, hat heute hier im Parlament gesagt, dass die EU so eine Demokratie nicht ist. Er hat ausdrücklich gesagt, er wird dem Parlament nicht dienen, und er hat gesagt, das Parlament hat ein Fragerecht ihm gegenüber – ein Fragerecht! –, und dieses Fragerecht werde jetzt auch zunächst nicht beschnitten. Wir sind Herrn Juncker natürlich sehr dankbar dafür, aber demokratisch in dem Sinne ist das nicht.

Zweitens: Der Mutterschutz ist keine Zuständigkeit der Europäischen Union. Die Europäische Union reklamiert die Zuständigkeit für Arbeitnehmerrechte und für Arbeitsmarktpolitik, die Europäische Union ist ausdrücklich nicht zuständig für Familienpolitik. Das wird nicht einmal von der EU behauptet. Doch sehen wir uns die Mutterschutzrichtlinie an. Da stellt sich die Grundfrage: Worum geht es bei dieser Richtlinie? Geht es bei einer schwangeren Frau um den Schutz einer Arbeitnehmerin oder einer werdenden Mutter? Eine schwangere Frau ist zu schützen – ja, selbstverständlich. Eine werdende Mutter ist der Kern einer neuen Familie. Und deswegen ist der Schutz einer werdenden Mutter der besondere Schutz einer Familie und damit Familienpolitik, für die die Mitgliedstaaten zuständig sind und nicht die EU-Arbeitsmarktpolitik.

Damit komme ich zu meinem dritten Punkt: Weil der Schutz der Mütter so wichtig ist, sollten wir aus diesem Parlament ein Signal in die nationalen Parlamente senden: Ihr, die nationalen Parlamente, schützt die Mütter, erhebt eure Stimme dafür! Mit den Müttern schützt ihr die Kinder, und mit den Kindern schützt ihr die Zukunft!

2-258-000

Marian Harkin, *on behalf of the ALDE group*. – Madam President, as we start a new term with Parliament and the Commission we are faced with an impasse from the last Parliament and we have a responsibility to find a solution. We simply must find compromise with the

Council and, equally, the Council must find compromise with Parliament otherwise we have a dysfunctional system.

Furthermore just as we Members of the European Parliament nailed our colours to the mast when we voted either for or against this directive, I believe Member States who are part of the blocking minority need to explain to their citizens, both women and men, why they are blocking a Maternity Leave Directive that would help guarantee equality of treatment for mothers and babies across the EU. I totally oppose the withdrawal of this directive and I am pleased that the Council will work to ensure its adoption.

Personally I support the proposal for 20 weeks' paid leave. After all, that is the norm in this Parliament. Are we saying that other women deserve less? Indeed this directive will support many women who are lower paid and not in permanent and pensionable jobs. This directive also protects pregnant women against discrimination and helps to ensure the health and safety of mothers and newborns. It also makes a huge contribution to achieving a core principle of EU policy: that is the achievement of gender equality and the elimination of the gender pay gap.

But as I said earlier, we need to find compromises. Perhaps there could be some flexibility in the 20-week period of leave, only in that there could be some interchange between maternity and paternity leave to cater for national preferences, and perhaps some flexibility as to the time taken before and after birth. Also, perhaps some lead time towards a 20-week fully paid maternity leave. But there should be no question that this directive would lower standards in Member States that already have higher standards.

It is crucial that we achieve compromises on these issues, otherwise it languishes in a sort of limbo and many pregnant women in the EU will not have the possibility of a reasonable time frame of paid maternity leave and strong protection in their jobs when pregnant or breastfeeding.

2-259-000

Președinte: CORINA CREȚU

Vicepreședinte

2-260-000

Inês Cristina Zuber, *em nome do Grupo GUE/NGL*. – Senhora Presidente, é curioso que hoje, num jornal português, vinha uma notícia na primeira página: são cada vez mais as mulheres grávidas ou que foram mães recentemente que chegam às urgências dos hospitais com fome, inclusive mulheres que são trabalhadoras e que vivem na pobreza, embora tenham um trabalho. E é também curioso que seja precisamente agora, neste momento em que as mulheres mais precisam, que a Comissão Europeia se apressa a fazer com que desapareça a possibilidade de garantir as 20 semanas de licença de maternidade e 2 semanas de paternidade integralmente pagas.

É significativo que o Conselho Europeu esteja sempre em sintonia sobre os cortes nos salários e nos direitos dos trabalhadores – aí já não há problema –, mas não consiga encontrar um consenso para reforçar os direitos das famílias e das mães trabalhadoras.

Se existisse uma verdadeira preocupação com os problemas do envelhecimento demográfico e com a promoção do aumento da natalidade, se existisse uma verdadeira preocupação

com as discriminações no local de trabalho em relação às trabalhadoras que estão grávidas ou que foram mães, então seria muito fácil decidir.

Aqui, as forças políticas dominantes falam sempre das suas preocupações sociais. Então agora expliquem-nos porque é que os governos dos quais fazem parte as mesmas forças políticas da maioria deste Parlamento não conseguem decidir sobre a elevação dos direitos das mulheres.

2-261-000

Monika Vana, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion* . – Frau Präsidentin! Für uns Grüne ist die Mutterschutzrichtlinie aus verschiedenen Gründen von großer Bedeutung, einerseits aus frauenpolitischer Sicht, weil sie die Erwerbsbeteiligung der Frauen fördert, andererseits auch aus sozialpolitischer Sicht, weil sie hier wichtige soziale Mindeststandards setzt im Bereich von Sicherheit und Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz, aber auch aus gleichstellungspolitischen Gründen. Ich begrüße hier zum Beispiel die Aussagen der Kommission, den Vaterschaftsurlaub doch in eine neue Formulierung der Richtlinie aufzunehmen, frage mich allerdings, weshalb es bisher in diese Richtung seitens der Kommission keine Signale gab. Aber ich nehme das jetzt als positives Zeichen.

Aber auch wirtschaftspolitisch halten wir die Richtlinie für wichtig. Ich kann nämlich die oft gegen die Richtlinie angeführten Argumente, dass die Kosten zu hoch wären, überhaupt nicht teilen. Es gibt eine Studie, die die Kommission selbst erstellt hat, die besagt, dass alleine bei einer Steigerung der Erwerbsbeteiligung der Frauen um ein Prozent die Kosten der Richtlinie längst gedeckt wären. Das heißt, eine Fortsetzung der Verhandlungen mit dem Europäischen Parlament über mehr Sicherheit und Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz wäre eminent wichtig.

2-262-000

Sylvie Goddyn (NI). - Madame la Présidente, aujourd'hui tout le monde le sait, les pays de l'Union européenne connaissent une dramatique et suicidaire dénatalité. Cette directive destinée à porter le congé de maternité de quatorze à vingt semaines payées intégralement, pourrait être un moyen nécessaire mais non suffisant de résoudre le problème de l'effondrement démographique et du vieillissement des populations européennes.

Elle est également un élément de protection professionnelle des femmes. C'est un droit important. Plombés par les politiques d'austérité, les États membres sous tutelle budgétaire pour sauver la monnaie unique n'ont plus les moyens de financer les politiques familiales qui font l'objet de restrictions inacceptables. Il faut donc essayer d'autres moyens mais pas ceux qui ont la préférence de Bruxelles: pas l'immigration massive, pas le grand remplacement des peuples d'Europe. Ce choix-là est un scandale.

La civilisation et la survie de nos peuples ne seront garanties que si les droits des femmes sont protégés et si les femmes elles-mêmes sont soutenues dans leur plus beau rôle, celui de mère.

Le social doit être au cœur de l'action européenne, nous disait ce matin M. Juncker. L'abandon de cette directive dans ce contexte serait un très mauvais signe mais aussi une preuve que ce discours est un mensonge.

2-263-000

Anna Záborská (PPE) - Bola som tieňovou spravodajkyňou návrhu novely smernice o zabezpečení bezpečnosti a zdravia tehotných pracovníčok a pracovníčok, ktoré porodili a dojčia.

Pôvodné znenie textu z roku 2008 sa obmedzovalo na zlepšenie pracovných podmienok tehotných a dojčiacich žien, ktoré vykonávajú platenú prácu. Ale v tomto Parlamente sa text začal meniť a to podstatným spôsobom. Požiadavka na uplatnenie rodovej rovnosti, ktorú tam Komisia vložila, viedla k rozšíreniu záberu smernice o otcovskú dovolenku, o adoptované deti a ďalšie požiadavky. Parlament nakoniec schválil pozíciu, ktorá výrazne prekračovala pôvodný rámec novely, a to aj napriek tomu, že bolo jasné, že členské štáty takýto text nikdy nepodporia. Napríklad aj preto, že príjem žien počas materskej dovolenky sa v každom členskom štáte definuje inak a môže pochádzať z rôznych zdrojov: z poisťovne, od zamestnávateľa alebo priamo od štátu. Výška tohto príjmu sa tiež líši a najšť fungujúci európsky kompromis je v podstate nemožné. Významné rozšírenie tejto smernice v Európskom parlamente spôsobilo, že sa nakoniec nepodarilo zvýšiť existujúci európsky štandard ochrany tehotných a dojčiacich žien na trhu práce. Z tohto dôvodu podporím, ak sa Komisia rozhodne stiahnuť návrh a prepracovať ho. Nech je to pre nás poučením do budúcnosti, že dokumenty, ktoré prijímame, by mali zostať verné svojmu názvu.

Som za to, aby sme v Európskej únii zaviedli povinnú dĺžku materskej dovolenky 6 týždňov podľa odporúčania Svetovej zdravotníckej organizácie. Počas tohto obdobia by mala žena dostávať plnú mzdu, ďalších 12 až 14 týždňov by mali členské štáty podľa možnosti svojich ekonomík finančne zabezpečiť všetky ženy, ktoré sa rozhodnú pokračovať v starostlivosti o dieťa. Princíp subsidiarity by mal byť dôsledne dodržaný.

2-264-000

Jutta Steinruck (S&D). - Frau Präsidentin! Seit vier Jahren wird die Mutterschutz-Richtlinie jetzt blockiert. Das ist ein erschreckendes Signal an alle werdenden Mütter in Europa, die auf dem Arbeitsmarkt sind. Ich danke der italienischen Ratspräsidentschaft, dass sie uns die Hand reicht. Denn statt Sicherheit zu geben, lassen wir die Mütter schon viel zu lange im Regen stehen, vor und nach der Geburt. Deshalb sind wir dafür, dass es eine Einigung gibt im Interesse der Mütter und dass nicht weiter alles auf die lange Bank geschoben wird. Aber das, was das Parlament hier in Diskussionen, in Kompromissverhandlungen an Einigung gefunden hat, muss schon auch Teil dieser Grundlage für eine zukünftige weitere Einigung sein. Denn wenn das alles einfach zur Seite gewischt wird, dann ist das fahrlässig, denn wir verlieren auch in Europa an Glaubwürdigkeit, wenn wir lange verhandeln, verhandeln und wirklich kein Ergebnis zustande kommt.

Mutterschutz ist für mich und für uns ein wichtiger Baustein eines sozialen Europa. Auch beschäftigte Frauen wollen und müssen Kinder bekommen können. Wir müssen alles tun, sie zu schützen und sie zu unterstützen. Die Internationale Arbeitsorganisation und die Weltgesundheitsorganisation zeigen uns notwendige Standards auf. Das sichert die Gesundheit der Kinder und der Mütter in Europa. Kinder können zum Beispiel länger gestillt werden. So werden viele Folgeerkrankungen vermieden, und auch das Risiko der Mütter auf Folgeerkrankungen sinkt. Wenn hier und auch draußen einige von Kosten reden: Auch das sind Kosten, die in Zukunft nicht mehr anfallen, wenn Krankheitszeiten vermieden werden, wenn Gesundheitskosten vermieden werden.

Die Ausweitung des Mutterschutzes in Europa ist echter sozialer und gesundheitlicher Fortschritt. Wir dürfen nicht in alte Rollenmuster verfallen, zurückkehren, sondern wir müssen in die Zukunft denken und Frauen, Familien und auch Väter unterstützen.

2-265-000

Jadwiga Wiśniewska (ECR). - Pani Przewodnicząca! Unię Europejską, w tym Polskę, dotyka poważny kryzys demograficzny. Współczynnik dzietności w Polsce jest jednym z najniższych na świecie i wynosi 1,3, plasując mój kraj na 212 z 224 miejsc. Dla Prawa i Sprawiedliwości, partii, którą reprezentuję, polityka prorodzinna jest zasadniczym filarem polityki społecznej. Uważamy, że polityka rodzinna powinna być przedmiotem wspólnej troski poprzez finansowanie z Europejskiego Funduszu Społecznego, natomiast działania na rzecz wzmocnienia rodzin, ich trwałości i samodzielności ekonomicznej powinny leżeć w kompetencji państw narodowych. Dyrektywa dotycząca minimalnego okresu trwania urlopu macierzyńskiego propaguje wiele dobrych rozwiązań. Należy dołożyć starań, by macierzyństwo i ojcostwo były skutecznie wspierane. Czas, by Europa zmierzyła się z kryzysem demograficznym – nie poprzez gadanie, ale poprzez realne działania.

2-266-000

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE). - Señora Presidenta, yo quiero una regulación europea de mínimos para los permisos de maternidad y paternidad, porque es justo. La maternidad no debe ser un *handicap* para la carrera profesional de las mujeres, y la regulación de los permisos favorece la igualdad, mejora la conciliación y ayuda a los hombres a disfrutar también de su paternidad.

Además, esta regulación es necesaria. La baja natalidad afecta a la competitividad de Europa y, sin estos permisos, seguiremos envejeciendo, sin remedio, como continente. Todos sabemos lo que eso significa. Animo, por ello, al señor Renzi a convertir en hechos sus palabras en el pasado Pleno sobre el modelo social europeo. Tiene en este asunto un reto y una oportunidad para cambiar la opinión del Consejo, que, una vez más, bloquea la construcción de un espacio social europeo compartido.

La excusa utilizada esta vez —la aplicación del programa REFIT— es una ofensa para todas las mujeres europeas.

2-267-000

Ángela Vallina (GUE/NGL). - Señora Presidenta, todos sabemos que, a pesar de que existe actualmente legislación que protege a la mujer embarazada y trabajadora, esta está cada día sufriendo más discriminación en su trabajo por estar embarazada o por haber dado a luz. Por eso es urgente la protección de las mujeres trabajadoras y la defensa de sus derechos.

La retirada de esta Directiva va a afectar a miles de mujeres trabajadoras y, además, va a condicionar —y hay que decirlo así— la ilusión de muchas parejas jóvenes. Lo que se está haciendo hoy es contradictorio, además, con la retórica de la Unión Europea, que en teoría defiende la igualdad de los hombres y las mujeres.

Hoy se lo hemos oído al señor Juncker, y también le hemos oído que la economía debe estar al servicio de las personas y no al revés. Y aquí se está retirando esta Directiva en parte por su coste.

En este contexto de crisis, además, las mujeres se verían otra vez desprotegidas en su derecho de conciliar su vida familiar con su vida profesional. Todos recordamos los recortes en servicios públicos, guarderías, colegios, etcétera.

Solamente para terminar, decir que ninguna mujer, independientemente de su ideología, debería permitir que se nos nieguen nuestros derechos, bien sea por motivos económicos u otros.

(La Presidenta interrumpe a la oradora)

2-268-000

Ernest Urtasun (Verts/ALE). - Señora Presidenta, las instituciones europeas no pueden permitirse el lujo de dar pasos atrás en la lucha por la igualdad y los derechos ciudadanos.

En este sentido, la Directiva sobre el permiso de maternidad es un instrumento esencial para garantizar apoyo legal y efectivo desde Europa a la conciliación. Debemos reforzar las normas europeas para defender legalmente el permiso de maternidad —también de paternidad— protegiendo salarios y evitando discriminaciones.

En ese sentido, mi grupo y muchos parlamentarios estamos alarmados por la posible retirada, anunciada por parte de la Comisión, de esta Directiva.

Quiero apelar directamente a la Presidencia de turno italiana: no me parecería, francamente, la mejor manera de empezar la Presidencia con la retirada de una directiva que responde a los derechos fundamentales de la ciudadanía. Por eso, me gustaría pedirle a la Presidencia italiana que trabaje a fondo para sacarla adelante. El Parlamento está dispuesto y preparado a sacar adelante esta Directiva: por favor, desbloquéenla en el Consejo y tráigannosla para la segunda lectura.

2-269-000

Angelika Niebler (PPE). - Frau Präsidentin, verehrter Herr Kommissar, verehrter Herr Ratspräsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich denke, die Europäische Kommission hat eine kluge Entscheidung getroffen, indem sie nun vorschlägt, die Mutterschutz-Richtlinie zurückzunehmen. Auch ich bin seit vielen Jahren hier im Hause und habe die Debatten und Diskussionen über die Mutterschutz-Richtlinie seit 2008/2009 begleitet. Man muss einfach zur Kenntnis nehmen – der Ratspräsident hat es ja ausführlich geschildert: Es gibt in 28 Mitgliedstaaten unterschiedliche Regelungen zum Mutterschutz. Das bezieht sich auf die Länge des Mutterschutzes, das bezieht sich auf die Finanzierungssysteme, das bezieht sich auf die verschiedenen Sozialpartner, die in diese Mutterschutzthematik eingebunden sind. Kurzum, zu glauben, dass man mit einem Modell alle Probleme lösen kann, geht eben nicht.

In meinem Land, in Deutschland, haben wir eine Kombination aus Mutterschutz- und Elternzeitmodellen – wunderbar, das funktionierte aber nicht mit dem von der Kommission vorgeschlagenen Vorgehen. Ich bin glücklich, dass hier die Kommission auch mal die Tatsachen zur Kenntnis nimmt: Wenn es keine Mehrheiten im Europäischen Rat und mit dem Parlament zusammen gibt, dann muss man auch die Konsequenzen ziehen und eine vorgelegte Richtlinie wieder zurücknehmen. Jeder von uns ist für den Mutterschutz, jeder von uns tritt für den Mutterschutz ein. In meinem Land habe ich das in vielen Jahren auch gemacht. Aber ich denke, an einem Dossier festzuhalten und sich daran zu klammern, die

Mitgliedstaaten mit ihren Regelungen in ein Korsett zu zwängen, das in 27 Mitgliedstaaten nicht passt, das geht einfach nicht. Deshalb bin ich dankbar für die Rücknahme.

2-270-000

Olle Ludvigsson (S&D). - Fru talman! Tyvärr har kommissionen hamnat snett när det gäller mammaledighetsdirektivet. Att dra tillbaka förslaget är fel väg att gå. Det självklara måste istället vara att se till att processen drivs i hamn.

För det första bör det vara fullt möjligt att få fram en kompromiss mellan parlamentet och rådet om hur direktivet ska förbättras. Om kommissionen och ordförandeskapet prioriterar frågan bör en lösning ligga inom räckhåll.

För det andra är en förstärkning av regelverket viktigare än någonsin. Ökad jämställdhet är inte bara viktigt i sig själv utan också en central nyckel till att få fart på tillväxt och jobbskapande i Europa.

Jag uppmanar därför kommissionen och ordförandeskapet att resolut driva denna viktiga jämställdhetsfråga vidare. Släng inte in handduken! Visa istället att ni tar jämställdheten på allvar!

2-271-000

Malin Björk (GUE/NGL). - Fru talman! Jag ska vara ärlig: Jag tycker att detta förslag inte är tillräckligt bra. Det finns i synnerhet vissa saker som jag inte tycker om, som det här att man ska vara tvungen att stanna hemma i sex veckor. Det är också ett förslag som ensidigt pratar om mammors roll. En politik i takt med sin tid hade pratat om två mammor, två pappor, en mamma och en pappa eller varför inte flera föräldrar.

Men det faktum att kommissionen nu i ett svep vill ta tillbaks hela förslaget, ett förslag som inte ber om mer än minsta minimum, kan bara tolkas på ett sätt: Ett slag i ansiktet på kvinnors rättigheter och på jämställdheten. Att kommissionen skulle komma tillbaks med ett bättre förslag är helt enkelt inte trovärdigt i det här läget.

Vi har hört Juncker: inte ett ord om jämställdhet, inte ett ord. Han har inga idéer och han har inget program. Ojämligheterna växer mellan kvinnor och män, och kvinnors utsatthet på arbetsmarknaden ökar. Att då dessutom dra tillbaks mammaledighetsdirektivet är inget annat än ett uttryck för patriarkatets arrogans.

2-272-000

Dubravka Šuica (PPE). - Gospodo predsjednice, shvatila sam povlačenje ove direktive kao početak novog razgovora te temelj za novu direktivu. Dakle, podržavam povlačenje direktive jer ona očito nakon 5 godina nije polučila efekt. 5 godina je bio dovoljan period da se dođe do nekog zajedničkog rješenja. Budući da do toga nije došlo mislim da je na nama odgovoriti što je to supsidijarnost, i kad spominjete g. Junckera, da vam odgovorim, rekao je da će dati što veću snagu nacionalnim parlamentima i da će se baviti velikim projektima.

Dakle, moramo odlučiti što ćemo riješavati ovdje u Europskom parlamentu, a što ćemo rješavati doma u nacionalnim parlamentima. Naravno da bi bilo lijepo da postignemo kompromis, minimum dogovora, međutim toliko su različite naše zemlje, naši narodi, naši stupnjevi našeg razvoja, različita je naša demografska slika pojedinih zemalja da je zaista vrlo teško postići zajedničko rješenje koje će nas sve zadovoljiti.

Reći ću vam primjer Hrvatske, iz koje dolazim. Imate 6 mjeseci, znači 24 tjedna obveznog plaćenog dopusta i sljedeća 24 tjedna, odnosno 6 mjeseci pola plaće. Gotovo je nemoguće kad moramo provoditi ove strukturne reforme ostati na takvom modelu, ali naravno da se svi zalažemo za majke, za zaštitu majki, žena i naravno, zaštitu radnica.

2-273-000

Vilija Blinkevičiūtė (S&D). - Suprantu, kad 28 Europos Sąjungos valstybės yra skirtingos: turi savo tradicijas, turi savo paramos šeimai politiką ir sistemą, tačiau mus jungia ir tam tikros bendros vertybės ir iškovojimai. Tai, pirmiausia, laisvas asmenų judėjimas ir laisvas darbuotojų judėjimas laisvoje bendroje rinkoje. Taigi tokiu atveju, visiškai nepriklausomai nuo to, kur motina gimdo, dirba, augina vaikus: ar tai būtų Italija, ar tai būtų Švedija, ar tai būtų Vokietija, ar mano gimtoji Lietuva, bet ta motina ir tas tėvas turi turėti minimalius socialinius standartus, minimalias garantijas ir dėl motinystės atostogų. Štai ko mes siekiame šia direktyva.

Ir todėl aš labai tikiu ir žiūriu į pirmininkaujančią valstybę Italiją, kad nereikia nuleisti rankų, ir blogas ženklas pradėti naujos kadencijos Europos Parlamentą nuo tokio žingsnio – žingsnio atgal – ir parodyti savo bejėgiškumą tiek Komisijai, tiek Tarybai ir nepasitikėjimą Europos Parlamentu. Aš tikiu, kad susėdę prie bendro stalo galime rasti sprendimus. Ir to linkiu.

2-274-000

Thomas Mann (PPE). - Frau Präsidentin! Im Oktober 2013 hatte Kommissionpräsident Barroso zugesagt, neue Gesetze nur vorzuschlagen, wenn sie auf europäischer Ebene sinnvoll sind. Nicht alles, was in den Mitgliedstaaten getan werden kann, soll europäisch gelöst werden. Jetzt ist REFIT da, 53 Gesetzesvorschläge sind zurückgezogen, unter anderem die erfolglose Revision der Mutterschutzrichtlinie, seit 2011 auf Eis. 13 Mitgliedstaaten haben das Veto eingelegt, beispielsweise Deutschland. Wir haben Regulierungen zum Mutterschutz, durch zahlreiche Kompromisse in vielen Jahrzehnten entstanden. Es geht nicht, mit einem Federstrich Mutterschutz von 14 auf 18 Wochen auszuweiten.

Ich habe für das deutsche Kombi-Modell aus Mutterschutz und Elternzeit gestritten und eine große Mehrheit für Änderungsanträge erzielt. Durch unsere Art der Elternzeit haben Väter und Mütter bis zur Vollendung des dritten Lebensjahres eines Kindes einen Rechtsanspruch gegenüber den Arbeitgebern. Damit ist Deutschland Babyschutz-Europameister, es braucht keine Regulierung aus Brüssel. Eine überzogene Ausweitung des Mutterschutzes hätte zu Rückschritten geführt. Für die Einstellung junger Frauen in den Beruf wäre ein zusätzliches Hindernis entstanden. Mit der Rücknahme der Richtlinie beweist die Kommission, dass sie aus Fehlern gelernt hat. Ich hoffe auf mehr Nachweise einer intelligenteren und schlankeren EU-Gesetzgebung. Der Europawahlkampf hat gezeigt, dass genau das unseren Bürgern wichtig ist.

2-275-000

Mary Honeyball (S&D). - Madam President, it is absolutely disgraceful that there has been such a strong blocking minority in the Council on this vitally important Maternity Leave Directive. We all know that adequate maternity leave, and also reasonable leave for fathers, is crucial for women to work and for men and women to achieve a reasonable balance between work and family life. Over the past few weeks, we have heard a lot about

gender equality and how Members of this Parliament and of the Commission and the Council are all in favour of gender equality.

Well, the Council should now put its money where its mouth is and actually work hard to get this directive through. I do not believe that it has not been possible to agree a compromise. Other speakers have said that this is within our reach, and I believe it absolutely is. That is what we should be seeking to achieve now. It would be quite wrong to withdraw this directive now. The Council should go back and work harder and achieve this compromise, which I believe is within our grasp.

2-276-000

Iratxe García Pérez (S&D). - Señora Presidenta, quisiera agradecer al señor Gozi su exposición y su planteamiento realista con respecto a cómo está esta situación en el marco del Consejo, pero quería explicarle una cuestión. En 2010, en este Parlamento, con posiciones muy distintas, muy encontradas entre países y entre grupos políticos, fuimos capaces de llegar a un acuerdo, de tomar una posición común, porque entendíamos que estábamos hablando de la defensa de la salud, de la seguridad de las madres trabajadoras y de la protección en el ámbito laboral.

Aquí se ha hablado de la respuesta de la ciudadanía en estas últimas elecciones europeas; y lo que los ciudadanos y ciudadanas europeos nos han dicho es que no entienden cómo mientras estamos siendo capaces en Europa de ponernos de acuerdo en políticas económicas, que tanto sufrimiento están generando, no somos capaces de ponernos de acuerdo en políticas que hablan de derechos laborales, de protección social, de igualdad entre hombres y mujeres.

Por lo tanto, pido a la Presidencia italiana que haga ese esfuerzo que ha planteado en este Pleno de abrir el debate y de posibilitar que haya un movimiento de cara a poder negociar una posición común que, luego, posibilite el debate con el Parlamento Europeo, porque estamos hablando de políticas que van en beneficio de la salud de las mujeres trabajadoras, pero también estamos hablando de otras cuestiones importantes, como son los derechos laborales.

El Parlamento Europeo planteó en esta Directiva que se prohibiera despedir a las mujeres embarazadas o que han dado a luz en los últimos seis meses, cuestiones de derechos laborales que hoy más que nunca son necesarias, porque hemos retrocedido años luz en lo que es la defensa de los derechos de los trabajadores y las trabajadoras en la Unión Europea.

Por lo tanto, hablamos de derechos laborales, de salud de las madres, de conciliación entre la vida familiar y laboral, y también de la necesidad de que se avance en ese permiso de paternidad para que los hombres puedan asumir la responsabilidad del cuidado de sus hijos, de cara a favorecer esa conciliación.

Es mucho lo que queda por hacer: no podemos permanecer impasibles. No podemos trasladar a la ciudadanía europea que no somos capaces de avanzar en esa Europa social de los derechos y de los ciudadanos.

Por lo tanto, pido al Consejo que asuma el papel tan importante que tiene en estos momentos, que genere un debate en su seno porque, desde el Parlamento Europeo, estaremos dispuestos a debatir sobre estas cuestiones, lo que es nuestra responsabilidad y nuestra obligación.

2-277-000

Evelyn Regner (S&D). - Frau Präsidentin! Ministerpräsident Renzi hat bei seiner Rede hier im Plenum des Europäischen Parlaments gesagt: „Würde die Europäische Union ein Selfie von sich machen, dann würden wir ein recht müdes, angestregtes Gesicht sehen.“ Ich denke, dass jetzt die italienische Ratspräsidentschaft sehr viel Schwung zeigt, dass dieses Gesicht nicht müde aussieht, sondern vielleicht jung und fröhlich und ein Beitrag zur Gleichstellungspolitik und gerade zur Wiederbelebung, zur Neubelebung der Mutterschutzrichtlinie kann hier einen wertvollen Beitrag leisten.

Eines ist ganz klar: Wir haben – Frau Niebler hat es erwähnt – unterschiedliche Konzepte zu Elternurlaub, unterschiedliche Konzepte zum Mutterschutz in der Europäischen Union. Aber Mutterschutz – und zwar ordentliche Bedingungen für den Mutterschutz, gute Mindeststandards für den Mutterschutz – das sind nun wirklich die absoluten *basics*, das kleine Einmaleins, das wir für den europäischen Sozialstaat haben. Deshalb sollten wir dieses Engagement jetzt weiter betreiben und nicht den Kopf in den Sand stecken.

Krise hin oder her – es geht um den Schutz von Arbeitnehmerinnen, die natürlich besonders verwundbar sind. Schwangere, viele vor mir haben es gesagt, sollen geschützt werden. Die Gesundheit des Kindes und der Mutter soll respektiert werden. Nicht trotz, sondern gerade in der Krise brauchen wir besonders hohe Standards, denn der Druck am Arbeitsmarkt wird immer größer und trifft Frauen in besonderem Maße.

Ich möchte auf die Mitteilung REFIT zu sprechen kommen, denn hier sind gerade besonders viele Bereiche, die aus Arbeitnehmerinnensicht von Bedeutung sind, aus Kostengründen in Frage gestellt. Und nochmals: Wir können es hier beim Arbeitnehmerinnenschutz nicht immer zulassen, dass es Kostengründe sind, die das letzte Wort sprechen, sondern hier gilt es, ein absolutes Zeichen zu setzen. Insofern habe ich absolute Zuversicht, dass gerade die italienische Ratspräsidentschaft, aber auch wir als neu gewähltes Europäisches Parlament dieses Thema in den nächsten Monaten mit besonders großer Sorgfalt anpacken.

2-278-000

Silvia Costa (S&D). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, credo che l'esigenza di una nuova direttiva sia ancora più urgente di sei anni fa perché troppe sono le diseguaglianze in Europa fra le gestanti, ma anche fra i neonati e fra le madri lavoratrici, per ragioni di salute, di sicurezza, di forme di conciliazione, anche a causa della crisi economica. Vorrei ricordare che una direttiva serve proprio per definire standard minimi che poi le legislazioni nazionali possono certamente, come succede, integrare e migliorare, ma anche per garantire che situazioni che vedono invece le donne sotto uno standard di dignità della loro condizione possano essere più tutelate in Europa. Io penso che noi sappiamo perfettamente che questo tipo di approccio, che vede la conciliazione e il sostegno alla salute della maternità e anche una possibilità di concepire un diritto alla paternità e alla maternità più serenamente, sia un elemento anche di crescita sociale e non solo della persona.

Credo perciò che in questa fase, con questa crisi e dentro un nuovo corso che deve avere l'Europa, caro Commissario, ritirare questo testo abbia una doppia valenza negativa e che sia un gesto politicamente inopportuno, come ha detto giustamente l'onorevole Gozi, ma anche un gesto che sembra andare in direzione opposta al tentativo di creare un'Europa più sociale e più attenta al valore della persona.

Chiedo quindi alla Presidenza italiana di assumere fino in fondo l'iniziativa che mi sembrava di cogliere dalle sue parole perché il Parlamento è disponibile a trovare un terreno di mediazione.

2-279-000

Maria Arena (S&D). - Monsieur le Président, tout d'abord, je remercie la présidence italienne de vouloir mettre en débat cette priorité en ce qui concerne la protection des femmes. N'oublions pas que ne pas avancer sur cette directive, ce n'est pas un statu quo, c'est revenir à une situation qui date de 1992. Est-ce qu'il y a aujourd'hui, en matière de protection sociale, des lois, des situations qui datent de 1992 sur lesquelles on ne peut avancer? Pouvoir avancer sur cette directive est fondamental. Retirer cette directive est dommageable. C'est dommageable pour le message que la Commission donnerait à ces milliers de femmes qui attendent plus de protection mais surtout, c'est se priver d'un outil qui permettrait à la Commission d'atteindre son objectif en matière d'emploi. N'oublions pas l'objectif de taux d'emploi de 75 % d'ici 2020.

N'oublions pas aussi qu'aujourd'hui la femme enceinte ou la jeune mère sont toutes deux les plus vulnérables travailleurs et la crise n'a fait qu'aggraver la situation de ces travailleuses. Il faut des mesures qui ne pénalisent pas les mères. Il faut des mesures qui leur garantissent la possibilité de réconcilier vie privée et vie professionnelle. Il faut des mesures qui leur permettent de vivre dignement avec un salaire digne. Il faut des mesures qui les protègent au moment où elles retournent à l'emploi pour garantir également leur carrière. On parle beaucoup du plafond de verre. Ce plafond est aussi dû à la question de la maternité qui, encore une fois, est dommageable pour l'exercice d'une fonction chez les femmes.

Si l'Europe veut regagner la confiance de ses concitoyennes, elle doit démontrer sa capacité à garantir les droits, l'égalité et la justice. C'est de cela qu'il s'agit dans cette directive.

2-280-000

Liliana Rodrigues (S&D). - Senhora Presidente, queria apenas dizer que esta diretiva tem mais de 20 anos, o que significa que está obsoleta e tem que ser atualizada e harmonizada por uma questão de equidade e de justiça. A retirada da diretiva relativa à licença de maternidade pelo Conselho e pela Comissão, bloqueada desde 2010, mostra um desrespeito pelo Parlamento, e relembro que o Conselho nunca se pronunciou sobre este assunto. Daqui poderíamos deduzir que não houve interesse em negociar com este Parlamento a proposta. Ou seja, não se compreendem as reais intenções do Conselho e da Comissão ao retirarem esta proposta. Têm uma nova proposta? Será essa proposta suficientemente ambiciosa? E, a existir uma nova proposta, ela foi negociada com quem? Serve a quem? Em que consiste? Como será executada? Ou iremos manter uma diretiva ultrapassada e que tem mais de duas décadas?

Por um lado, as instituições europeias mostram-se preocupadas com o envelhecimento da Europa e, quando se pretende na prática ajudar ao crescimento da natalidade e os pais, o que se faz é bloquear propostas que visam responder às reais preocupações dos cidadãos europeus.

2-281-000

Procedura „catch the eye”

2-282-000

Marijana Petir (PPE). - Gospođo predsjednice, Direktiva o porodiljnom dopustu trebala je zajamčiti majkama u Europskoj uniji minimalno trajanje porodiljnog dopusta uz adekvatnu novčanu naknadu, vodeći se dobrim praksama, što je izostalo.

Majčinstvo ima različite pogodnosti u zemljama članicama Europske unije i može se reći da je općenito i fleksibilnije i dinamičnije, iako sa znatno kraćim porodiljnim dopustom nego u Hrvatskoj. Nažalost, u nekim zemljama porodiljni dopust je toliko kratak da ne omogućava majkama da budu uz dijete u fazi kada je to djetetu najpotrebnije, a u nekim zemljama žene se vraćaju na posao vrlo brzo nakon poroda jer ih u suprotnom ne čeka njihovo radno mjesto ili su iznosi naknade bitno niži od njihove plaće pa ne mogu pokrivati troškove.

Zalažem se da se za žene osigura primjereno trajanje porodiljnog dopusta, da tijekom porodiljnog dopusta dobiju plaću u punom iznosu, da im se osigura povratak na njihovo staro radno mjesto. No želim istaknuti da loše demografske trendove u Europskoj uniji nije moguće zaustaviti i preokrenuti u pozitivnom smjeru samo s ovim mjerama. Potrebno je donijeti promišljene sustavne dugoročne intervencije, od lokalne zajednice do središnjih državnih institucija. *(Predsjednica je oduzela riječ govornici.)*

2-283-000

Marc Tarabella (S&D). - Monsieur le Président, chers collègues, si la Commission veut continuer à dégrader l'image de l'institution européenne, elle va retirer ce projet de directive. Or, elle ne le fera pas. Pourquoi? Parce qu'aujourd'hui, après quelques années de tergiversations, les éléments sont réunis pour que nous réussissions.

La présidence italienne est volontariste sur le sujet. Le Parlement vient de désigner une nouvelle rapporteure, en la personne de Mme Alessandra Moretti et avec les rapporteurs fictifs de tous les groupes politiques, nous pouvons réussir; réussir là où nous avons échoué dans le passé parce qu'il y a eu deux positions clairement tranchées. Une peut-être trop volontariste avec vingt semaines totalement payées et l'autre, peut-être trop timorée avec quatorze semaines.

Il y a moyen de trouver une voie médiane de compromis. C'est l'art que nous devons exercer aujourd'hui au Parlement dans l'intérêt de toutes les femmes européennes, en tout cas, d'une majorité d'entre elles pour faire progresser leurs droits.

Et, en tant qu'homme, je voudrais aussi plaider pour le congé de paternité qui permet avec peut-être deux semaines, comme c'est le cas dans plusieurs pays, de faire en sorte que l'homme soit aussi un parent et qu'il puisse prendre conscience de son rôle de parent dès l'arrivée de l'enfant dans la famille, dès le début, au niveau de la maternité.

2-284-000

Andrus Ansip (ALDE). - Madam President, thanks to Siim Kallas, who acted many, many years ago as Prime Minister of Estonia, we have in our country quite a good maternity allowance system under which our young mothers and fathers get their average salary for one and a half years. I welcome the Commission's decision, which respects the principles of subsidiarity and proportionality. I firmly believe that every Member State can itself best decide which system is best to serve its needs. Member States face different demographic, economic and social conditions. Even if the EU's actions could be justified in some aspects,

the need to respect those differences remains. Our legislative action should focus on completing the digital single market and energy union.

2-285-000

Viorica Dăncilă (S&D). - Doamnă președinte, demografia și creșterea demografică au fost unul din subiectele mult abordate în cadrul Parlamentului European și cred că una din soluțiile pe care trebuie să le dăm acestui aspect este tocmai reconcilierea dintre viața profesională și viața de familie. Directiva europeană privind lucrătoarele gravide permite extinderea concediului de maternitate până la douăzeci de săptămâni, cu o indemnizație echivalentă ultimului salariu sau garantarea păstrării locului de muncă, lucruri esențiale pentru egalitatea de gen, dar și pentru protejarea drepturilor femeilor.

Cred că retragerea acestei directive nu este o soluție care se pliază pe realitățile existente la nivel european, chiar dacă condițiile diferă de la stat membru la stat membru. Cred că soluția pe care o așteaptă cetățenii europeni este dată de reluarea negocierilor dintre Consiliu și Comisie pentru o directivă îmbunătățită.

2-286-000

Danuta Jazłowiecka (PPE). - Pani Przewodnicząca! Od lat uczestniczymy w zmaganiach Unii Europejskiej w zapewnieniu równego traktowania mężczyzn i kobiet z szeregiem słusznych, ale i często wymuszanych rozwiązań. Powinniśmy jednak uświadomić sobie, że istnieje jedna biologiczna zależność, przez którą kobiety powinny uzyskać większą ochronę prawną – jest nią macierzyństwo. W świetle wielkich problemów demograficznych, z jakimi zмага się obecnie wiele regionów Europy, czy nie powinniśmy widzieć macierzyństwa jako jednej z inwestycji społecznych, której koszty są rozłożone na całe społeczeństwo, w formie większej ilości żłobków, przedszkoli czy szkół i zajęć dla dzieci uzupełnionych o ochronę prawną kobiet w kwestiach prawa pracy?

W konkluzjach z posiedzenia Rady z czerwca bieżącego roku na temat kobiet i gospodarki pojawiają się zapisy dotyczące równouprawnienia kobiet i mężczyzn właśnie w świetle równego podziału odpowiedzialności za dzieci oraz prace domowe z naciskiem na urlopy ojcowskie, jak i elastyczne usługi opieki nad dziećmi. To nie są tematy, z którymi możemy zwlekać, szczególnie w sytuacji kryzysu zatrudnienia wśród osób młodych, w tym kobiet, dla których obecna sytuacja przedkłada się na coraz późniejsze macierzyństwo, a niekiedy kompletną z niego rezygnację. Mam nadzieję, że złożona dzisiaj przez komisarza deklaracja przygotowania nowych rozwiązań zapewni ich racjonalność i rozsądek.

2-287-000

(Înceierea procedurii „catch the eye”)

2-288-000

Julie Girling (ECR). - Madam President, I would like to ask how you arrived at five out of seven and how you chose the five, as I requested catch the eye before the beginning of this debate. Why have I been excluded? I understand there were seven so why have you excluded two when you have consistently let people overrun their speaking time and there would have been plenty of time for all of us to have been able to speak? Can you please confirm that we were allowed to speak only in the order in which we requested the time?

2-289-000

Președinte. - Am rugat încă de la începutul dezbaterii să se respecte timpul de vorbire. Este atribuția președintelui să dea cuvântul în cadrul procedurii „catch the eye”.

2-290-000

Siim Kallas, *Vice-President of the Commission* . - Madam President, we are not here to discuss the content of possible policies to support maternity leave. I can only say concerning the procedure and the whole process that blocked legislation does not help anybody. It creates wrong expectations: we have something in the air and in fact nothing happens. So withdrawal of the blocked legislation does not affect anybody.

In its REFIT communication in June, which was also greatly welcomed by the Members of the European Parliament and the wider public as well, the Commission stated that on the grounds of better law-making a proposal which is blocked for more than two and a half years should be withdrawn. The effective withdrawal decision would have to be taken in the context of adoption of the Commission work programme 2015.

I would like to repeat that withdrawal does not mean that the Commission does not want to pursue the objectives of the proposal. Today the newly elected President will discuss with the new college how the policy objective behind the proposal could be taken up in a different form, taking account of societal developments since 2008 as well as the social and economic effects of any EU initiative in this field.

2-291-000

Sandro Gozi, *Presidente in carica del Consiglio* . - Signora Presidente, onorevoli deputati, io ho ascoltato con molta attenzione e impiegherò un po' più di tempo nella mia risposta rispetto al Vicepresidente Kallas, perché in vari punti è stato sollevato il ruolo della Presidenza di turno, innanzitutto sul tema della sussidiarietà. Gli onorevoli Mann, Šuica, Ansip e Corazza Bildt hanno sollevato il pericolo di lavorare eventualmente o di riaprire un dibattito, riaprire dei lavori su soluzioni a taglia unica. Ovviamente nessuno vuole soluzioni a taglia unica e, proprio nel mio intervento, ho sollevato uno dei temi oggetto del negoziato in Consiglio che è il tema della sussidiarietà. Però è evidente che partiamo da una direttiva del 1992 e quindi è evidente che l'Unione europea ha competenza in questa materia. Si tratterà di vedere il grado di intervento legislativo, ma non il se l'Unione europea abbia competenza o meno in questa materia. Certo, è una materia molto importante, su cui ci sono fortissime sensibilità nazionali e quindi certamente bisogna trovare, se si riaprono i lavori, un equilibrio tra le diverse tradizioni e occorre conciliare anche i valori sociali, a volte i diversi valori sociali che nei diversi Stati membri, come è emerso nel dibattito in Consiglio ma anche oggi, sono legati alla famiglia.

L'onorevole Moretti ha dato un'indicazione molto interessante per la Presidenza, perché ha dimostrato come nuova relatrice un chiaro impegno a voler portare avanti la discussione se partiamo – la cito – da nuove basi politiche su cui è necessario – aggiungo – un impegno che la Presidenza di turno conferma, ma che è necessario anche da parte del nuovo Parlamento europeo.

Sono d'accordo con la collega Harkin sulla necessità di trovare un compromesso. Come diceva il vicepresidente Kallas, certo un compromesso è molto meglio che un blocco, perché un blocco della legislazione non serve a nessuno. Però per un compromesso occorre flessibilità, parola magica in questo inizio di legislatura, occorre elasticità. E l'elasticità e la

flessibilità, quando ci sono due autorità che devono decidere, vanno dimostrate da entrambe le parti. Va dimostrato che c'è l'impegno a verificare le possibilità da parte della Presidenza di turno, ma va dimostrato anche da parte del nuovo Parlamento europeo.

Quindi voglio rassicurare anche l'onorevole Zuber che noi vorremmo lavorare per un consenso sul merito, perché sul merito condividiamo le preoccupazioni sociali. Certamente c'è la volontà sul merito, durante i lavori della nostra Presidenza e comunque come nostra posizione, di lavorare anche su possibili standard minimi che siano accettabili per tutti. Quindi vogliamo anche riconoscere l'importante lavoro che questa Istituzione nella passata legislatura ha svolto e anche gli sforzi che le Presidenze che ci hanno preceduto hanno profuso su questo tema. Però è evidente che, viste le posizioni diverse, ancora lontane tra le nostre due Istituzioni, l'unica possibilità che noi siamo disposti a esperire, su cui noi siamo disposti a lavorare per compiere ulteriori progressi è che tali posizioni da una parte e dall'altra, da un'Istituzione e dall'altra, evolvano in maniera di sostanza considerevolmente.

Quindi, come ho già detto nelle mie osservazioni introduttive, se ci fosse un segno politico concreto da parte di entrambi i legislatori di movimenti significativi, la Presidenza italiana sarebbe più che lieta di cogliere le opportunità offerte per vedere se sia possibile compiere ulteriori progressi. Lo voglio dire chiaramente agli onorevoli Steinruch, Vallina, Urtasun, Ludvigsonn e Honeyball, che hanno in maniera diversa citato il dato che questa direttiva è bloccata da quattro anni. Se sanno e hanno seguito quattro anni di negoziati, sono anche consapevoli degli ostacoli che ci sono in questo negoziato. Non è rimasta quattro anni per caso, è rimasta quattro anni perché ci sono dei fortissimi ostacoli in seno al Consiglio. Quindi, senza modifiche è difficile avanzare dopo quattro anni di stallo.

Ringrazio gli onorevoli Costa, Arena, Regner, García Pérez e Bilbao sulla fiducia che ripongono sulla Presidenza italiana. Io vi confermo il nostro impegno a sviluppare una dimensione sociale e vi confermo il nostro impegno anche a partire da temi, a iniziare bene la cooperazione tra le due Istituzioni in materia legislativa, magari vedendo se sia possibile aprire di nuovo questo dossier. Il lavoro serio è stato fatto dal Parlamento europeo ed è stato fatto dal Consiglio dei ministri. Nonostante la serietà del lavoro fatto dal Consiglio dei ministri e dal Parlamento le posizioni sono molto distanti.

Onorevole Rodrigues, nessuna mancanza di rispetto rispetto alla vostra Istituzione ma, come indicato giustamente dall'onorevole Tarabella, possiamo lavorare su una via mediana di compromesso? Se c'è la volontà politica del Parlamento europeo e del Consiglio di lavorare su una via mediana di compromesso la Presidenza è al vostro fianco per lavorare su questa via. E questo sarebbe, a mio modo di vedere, a nostro modo di vedere, il miglior modo, per avere quel *fresh new start*, quel nuovo inizio che ho sentito con piacere citare dal Vicepresidente Kallas e che, come voi sapete, è il motto della Presidenza di turno italiana del Consiglio dell'Unione europea.

2-292-000

Președinte. - Dezbateră este închisă.

Declarații scrise (articolul 162)

2-293-000

Corina Crețu (S&D), în scris. – Domnule președinte, în anul 2010, Parlamentul European a dat un semnal foarte clar în ceea ce privește necesitatea unei Directive europene privind lucrătoarele gravide. Poziția noastră reprezintă un pas important spre egalitatea dintre

femei și bărbați, progresul social și sustenabilitatea economică. Această directivă reprezintă un instrument de creștere a natalității, dar, mai ales, de protejare a femeilor pe durata sarcinii și a maternității, aspecte esențiale pentru realizarea egalității de gen și protecția drepturilor femeilor.

Extinderea duratei concediului de maternitate până la 20 de săptămâni cu o indemnizație echivalentă ultimului salariu sau garantarea păstrării locului de muncă sunt drepturi de care trebuie să beneficieze orice femeie care trăiește într-o țară europeană. Solicit atât Comisiei, cât și Consiliului să reia negocierile imediat, astfel încât, la finalul Președinției italiene, să avem o propunere de directivă îmbunătățită.

2-294-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *pisomne*. – Považujem za veľmi nešťastné, že EK uvažuje nad zastavením legislatívneho procesu v oblasti zavedenia predĺženej materskej dovolenky, ktorú plánuje zrušiť v rámci programu regulačnej vhodnosti a efektívnosti REFIT. Tento postup je spiatočnický a ohrozujúci ženské práva a rodovú rovnosť. Je veľmi smutné, že aj v 21. storočí sú ženy trestané za pôrod svojimi zamestnávateľmi, namiesto toho aby im boli vytvorené vhodné podmienky. Som jednoznačne za predĺženie materskej dovolenky zo súčasných 14 týždňov na 20 a takisto si myslím, že zamestnávatelia by mali matkám garantovať návrat na ich predošlú pracovnú pozíciu. Nerozumiem postupu EK, pretože podstatná väčšina veľkých nadnárodných spoločností nie je proti tomuto navýšeniu materskej dovolenky. Razantne odmietam ďalší rozklad sociálnych práv v dôsledku ekonomickej a hospodárskej krízy, pretože napríklad iba v Slovinsku bola v posledných rokoch znížená suma, ktorú zvykli poberať matky počas rodičovského voľna, o 90 %. Pevne verím, že Európska komisia nepodľahne silnejúcej konzervatívnej, náboženskej a krajne pravicovej lobby a bude sa snažiť naďalej znižovať rozdiely medzi mužmi a ženami a chrániť práva žien tak, ako sa k tomu zaviazala. To, že matky počas rodičovskej dovolenky nemôžu pracovať na plný úväzok, ešte neznamená, že nemôžu byť prínosom pre zamestnávateľa.

2-294-500

Krzysztof Hetman (PPE), *na písme*. – Debata o zmiane dyrektyvy dotyczącej urlopu macierzyńskiego toczy się już od 6 lat. Pokazuje to, jak rozbieżne są w tej materii stanowiska poszczególnych państw członkowskich i Parlamentu Europejskiego. Mimo tego trudnego procesu uważam, że błędem byłoby wycofanie projektu dyrektywy. Rozumiem argumenty państw członkowskich mających problem z zaakceptowaniem propozycji dyrektywy, wiem jednak na przykładzie mojego kraju – Polski – że w kwestii urlopów macierzyńskich istnieją skuteczne sposoby na godzenie kwestii społecznych i gospodarczych. W Polsce już od kilku lat staramy się rozszerzać uprawnienia pracujących rodziców, nie tylko poprzez wydłużanie urlopów macierzyńskich, ale również poprzez wprowadzanie elastycznych form korzystania z nich. Zdaję sobie sprawę, że jest to wysiłek budżetowy, myślę jednak, że biorąc pod uwagę dzisiejsze wyzwania demograficzne, powinien być on traktowany inwestycyjnie. Zaniechanie tego typu działań jest bowiem w moim przekonaniu działaniem krótkowzrocznym, przenoszącym dzisiejsze oszczędności na obciążenia systemów emerytalnych naszych dzieci.

2-294-750

Anneli Jäätteenmäki (ALDE), *kirjallinen*. – On valitettavaa, ettei äitiysvapaadirektiivistä päästy sopuun viime kaudella ja että komissio vetää direktiivin pois. Kyseessä oli tärkeä

direktiivi, jolla äitiysvapaan minimikesto ja korvaustaso olisi parannettu EU:ssa. Direktiivi olisi ollut minimiharmonisointia eikä olisi estänyt jäsenmaita säätämästä paremmasta äitiysvapaan tasosta. Direktiivi olisi ollut tärkeä sisämarkkinoiden kannalta. Se olisi luonut tasa-arvoisempia kilpailuedellytyksiä eurooppalaiselle elinkeinoelämälle. Jo yhden prosentin nousu naisten työllisyysasteessa olisi riittänyt kattamaan direktiivistä aiheutuvat kustannukset. Suurempi syntyvyys parantaa talouskasvua korkean tulotason maissa. Syntyvyys on korkeinta maissa, joissa hyvät perhevapaat ja lastenhoitopalvelut tasaavat lapsista aiheutuvaa rasitusta. Samoissa maissa naisten työllisyysaste on korkein. Direktiiviehdotuksessa vaadittiin, että äitiysvapaa on luettava työssäolojaksoksi eläkkeitä laskettaessa. Direktiivi olisi kaventanut naisten ja miesten tulokehityksen välistä kuilua.

2-295-000

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. – A causa della crisi economica il tasso di natalità all'interno dell'Unione europea ha ricominciato a scendere, così come il livello dell'occupazione femminile: dati che erano, purtroppo, già preoccupanti persino prima di questo difficile momento. È assolutamente necessario, dunque, che Commissione e Consiglio riconsiderino la decisione di applicare il REFIT a questo progetto di direttiva. Ora più che mai abbiamo bisogno di rinsaldare i diritti relativi non solo alla maternità ma in generale alla genitorialità, innovazione che questo testo apporta con l'introduzione di due settimane di congedo di paternità obbligatorio. L'Unione europea è molto di più di una serie di accordi economici e deve fondarsi sulla tutela e l'ampliamento dei diritti e delle libertà fondamentali. Questa è l'occasione per dare applicazione concreta a queste dichiarazioni e dimostrare la serietà delle nostre intenzioni. Dobbiamo trovare le soluzioni non ideologiche ma pragmatiche che ci consentano di fare un passo avanti. Tutti i cittadini europei ci guardano e non possiamo permetterci di deluderli.

2-295-125

Sirpa Pietikäinen (PPE), *kirjallinen*. – Komissio päätti vetää pois esityksen pitkään neuvotteluissa olleesta raskaussuojadirektiivistä. Parlamentin jo hyväksymä esitys jäi pöydälle, kun monet jäsenmaat eivät kustannusten pelossa halunneet viedä aloitetta eteenpäin. Komission päätös on erittäin valitettava ja omalta osaltaan kielii siitä, että naisten oikeudet nähdään usein toissijaisina. Direktiivillä olisi luotu minimipituus ja parempi korvaustaso eurooppalaisille äitiyslomille - myös isyysvapaalle ehdotettiin kahden viikon minimimittaa. Monessa jäsenmaassa vanhempainvapaat ovat yhä lyhyitä ja huonosti korvattuja, mikä vaikuttaa naisten alhaisempaan tulotasoon ja myöhempään eläkekertymään. Neuvottelujen kariutuminen on harmi myös siinä mielessä, että parlamentin esitys on linjassa WHO:n suositusten kanssa äitiysloman pidosta.

2-295-250

Sofia Ribeiro (PPE), *por escrito*. – Defendo a rápida negociação da matéria, por integrar medidas que se inserem no princípio da igualdade de oportunidades e de tratamento entre homens e mulheres em matéria de trabalho e emprego, competência consignada ao Parlamento Europeu e ao Conselho pelo artigo 157.º do TFUE. Mais do que determinar a extensão da licença de maternidade, esta proposta integra questões de equidade salarial, de proibição de despedimento e da proteção no trabalho extraordinário da trabalhadora grávida ou puérpera, das condições do seu regresso ao trabalho, do direito ao usufruto da licença pelo pai, da especial proteção à criança portadora de deficiência, entre outras, que requerem uma imediata intervenção. Advogo a determinação de condições mínimas no que concerne à parentalidade, que não prejudiquem nem coloquem em causa outros

regimes de licența parental nos Estados-Membros, e no respeito pelo direito de livre escolha, pelo casal, da licença conjunta de que pretendem usufruir.

2-295-375

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. – Monsieur le Commissaire, chers collègues, je ne peux que vous rejoindre sur l'importance de faciliter la conciliation entre vie privée et vie professionnelle, singulièrement pour les femmes enceintes et les jeunes mères. Et permettez que j'y ajoute l'urgence. C'est pourquoi l'annonce du retrait par la Commission européenne de la directive relative à l'allongement du congé de maternité est regrettable. Cette mesure de protection avait reçu l'assentiment du Parlement européen en 2010 et est aujourd'hui mise à mal par l'exécutif. Cette décision constitue ni plus ni moins une régression. Il faut rapidement relancer la discussion en donnant un nouvel élan au dialogue interinstitutionnel, dans la lignée des récentes déclarations du nouveau Président de la Commission, M. Jean-Claude Juncker, et de la Présidence italienne du Conseil. C'est ce renouement du dialogue que j'appelle de mes vœux. Il est nécessaire d'actualiser les positions et de les faire converger pour qu'elles répondent au mieux aux réalités des différents États membres. En matière de protection sociale, dont le congé de maternité fait assurément partie, les avancées sont nécessaires et l'immobilisme n'est plus permis! Je prêterai une attention particulière à l'évolution de ce dossier.

2-295-500

Σωτήριος Ζαριανόπουλος (NI), *γραφικώς*. – Η συζήτηση που άνοιξε σε επίπεδο ΕΕ για τη λεγόμενη άδεια μητρότητας και κλείνει με την απόσυρση της πρότασης οδηγίας από την Ευρωπαϊκή Επιτροπή αποκαλύπτει ότι η μητρότητα στην ΕΕ και στον καπιταλιστικό δρόμο ανάπτυξης όχι μόνο δεν προστατεύεται αλλά διώκεται. Ακόμα και όσα προτάθηκαν στο σχέδιο στο όνομα της τυπικής προστασίας της μητρότητας απορρίφθηκαν από τα επιτελεία της ΕΕ και τις αστικές κυβερνήσεις. Κυνικά διακήρυξαν ότι η προστασία της μητρότητας συνεπάγεται κόστος για τους καπιταλιστές. Τα κροκοδείλια δάκρυα των πολιτικών εκπροσώπων των μονοπωλίων στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο στην όλη συζήτηση δεν πείθουν κανένα. Είναι άλλωστε σκληρή η πραγματικότητα της άγριας εκμετάλλευσης στους χώρους δουλειάς, της εργοδοτικής τρομοκρατίας που εναντιώνεται και στη σκέψη μόνο να κάνουν οι εργαζόμενοι παιδιά, πόσο μάλλον να προστατευθεί η μητρότητα. Το ΚΚΕ παλεύει για την ρητή απαγόρευση απόλυσης των γυναικών κατά την εγκυμοσύνη και μετά από αυτήν από τους εργοδότες, την καθιέρωση άδειας κύησης, μητρότητας και πατρότητας με πλήρεις αποδοχές και παροχές, για όλο το χρόνο που επιστημονικά είναι αναγκαίος για τις ανάγκες της ψυχοπνευματικής υγείας της μητέρας και του παιδιού, της σωστής ανατροφής και ανάπτυξης του κατά τους πρώτους μήνες της ζωής του. Διεκδικεί πλήρη και δωρεάν ιατροφαρμακευτική κάλυψη, με δωρεάν όλες τις εξετάσεις πριν και μετά την γέννα.

12. Distrugerea armelor chimice ale Siriei în Marea Mediterană, între Grecia și Italia (dezbatere)

2-297-000

Președinte. - Următorul punct pe ordinea de zi se referă la Declarația Vicepreședintelui Comisiei/Înaltului Reprezentant al Uniunii pentru afaceri externe și politica de securitate privind distrugerea armelor chimice ale Siriei în zona Mării Mediterane, între Grecia și Italia. [2014/2752(RSP)]

2-298-000

Sandro Gozi, *Presidente in carica del Consiglio* . - Signora Presidente, onorevoli colleghi, come Lei ha detto l'Alto rappresentante e Vicepresidente Ashton è impegnata a Vienna per dei negoziati legati all'Iran e quindi ho il piacere di intervenire a nome del Consiglio su questo tema.

L'operazione di distruzione delle armi chimiche dell'arsenale siriano ha già prodotto risultati. Risultati che si sono concretizzati nella rimozione delle componenti delle armi chimiche dalla Siria. Noi come Presidenza di turno dell'Unione europea interveniamo a titolo informativo, perché l'Unione ha contribuito a livello di bilancio, ma è un'operazione che è stata svolta da 28 Stati europei, che sono anche membri dell'Unione europea, e non, per quanto riguarda la gran parte delle decisioni delle operazioni, dall'Unione europea in quanto tale. Però certamente è molto importante discutere e informarvi questa sera di questo tema. Certamente è importante anche perché è un obiettivo fondamentale assicurare la sicurezza nel nostro vicinato come Unione europea.

Il piano per la distruzione delle armi chimiche siriane di cui parliamo è stato disegnato, è stato voluto, è stato delineato sotto il controllo dell'Organizzazione per il divieto delle armi chimiche e delle Nazioni Unite e hanno contribuito all'operazione anche l'Organizzazione mondiale per la sanità e il Programma per l'ambiente delle Nazioni Unite. Ovviamente, in questa organizzazione hanno attivamente partecipato alle decisioni delle operazioni i 28 Stati membri dell'Unione europea.

La pianificazione congiunta dell'Organizzazione per il divieto delle armi chimiche e delle Nazioni Unite ha concluso che l'idrolisi delle armi chimiche a bordo della nave americana Cape Ray fosse la soluzione migliore date le circostanze. La nave americana è semplicemente usata come piattaforma, dove le operazioni di idrolisi devono svolgersi. È un processo che in sostanza consiste nel dissolvere i componenti chimici attraverso vari sali, ed è un metodo che è stato utilizzato dagli Stati Uniti per molti anni per distruggere i propri stock di armi chimiche.

La pianificazione è stata resa pubblica, così come le decisioni dell'Organizzazione per il divieto delle armi chimiche attraverso il comitato esecutivo. Una missione tra la suddetta Organizzazione e le Nazioni Unite ha organizzato anche due grandi eventi di informazione, uno tra l'altro a bordo della nave Cape Ray, per spiegare alle principali organizzazioni non governative ambientali e ai media internazionali come le operazioni di rimozione prima dalla Siria e di distruzione poi delle armi chimiche siriane venissero condotte nel pieno rispetto delle leggi nazionali e delle regolamentazioni internazionali. È un processo che è stato utilizzato anche con successo in precedenza nel caso della Libia. Sono state indicate anche tutte le misure prese dalle due organizzazioni per garantire la sicurezza delle operazioni e per garantire la sicurezza ambientale.

L'Unione europea, da parte sua, è consapevole dell'importanza internazionale di questo sforzo. È stata fin dall'inizio all'avanguardia di questa operazione, per quanto potesse contribuire, e lo ha fatto nelle fasi iniziali attraverso un contributo di 5 milioni di euro per avviare le attività della missione congiunta e ha contribuito successivamente anche al *Trust Fund* speciale dell'Organizzazione per il divieto delle armi chimiche con altri 12 milioni di euro, proprio destinati a finanziare la distruzione delle armi. Questi sono gli unici contributi giuridicamente dati dall'Unione europea in quanto tale. Ovviamente, anche altri numerosi Stati membri dell'Unione europea hanno dato importanti contributi finanziari e anche importanti contributi in natura, che voglio assolutamente ricordare. Un particolare

apprezzamento della Presidenza del Consiglio va alla Danimarca che, assieme alla Norvegia, ha contribuito con delle navi commerciali alle operazioni e anche sempre alla Danimarca e al Regno Unito per avere dato anche le scorte militari necessarie alle operazioni di rimozione delle armi.

L'Italia da parte sua ha reso disponibile il porto di Gioia Tauro per trasportare una parte, la parte più rilevante e più importante di queste sostanze chimiche, le cosiddette "priorità 1", a bordo della nave americana Cape Ray. Questa è stata una parte essenziale del processo di distruzione. Altri tre Stati membri – Finlandia, Germania e Regno Unito – hanno anche confermato che sono disponibili a contribuire e possono contribuire alla distruzione di ulteriori armi chimiche mettendo a disposizione le loro strutture civili.

Vogliamo anche esprimere il nostro ringraziamento e il nostro apprezzamento al Direttore generale dell'Organizzazione per il divieto delle armi chimiche e al coordinatore speciale delle Nazioni Unite e alle loro squadre per il lavoro veramente eccezionale e per l'impegno che hanno dimostrato durante tutta questa operazione.

Riteniamo che sia stato solo naturale che l'Organizzazione per il divieto di armi chimiche abbia ricevuto nel 2013 il Premio Nobel per la pace proprio per il suo contributo in questa operazione alla sicurezza e alla pace mondiale.

Le operazioni saranno presto completate e così gli Stati membri dell'Unione e anche, almeno in parte, l'Unione stessa avranno dato un importante e pratico contributo per ridurre in parte le sofferenze in Siria e per contribuire a una pace potenziale sulla quale certamente dobbiamo ancora fare moltissimo nei giorni e nelle settimane che abbiamo davanti.

2-299-000

Massimiliano Salini, *a nome del gruppo PPE*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, sostengo la richiesta del sottosegretario Gozi che va nella direzione di ottenere quel chiarimento, quella trasparenza a cui le comunità dei paesi membri hanno diritto in termini di informazione. Oltre alle utili parole di chiarimento che sono appena state fornite dal sottosegretario Gozi, ho avuto personalmente la possibilità di avere delucidazioni ulteriori di tipo tecnico dal ministro Galletti, che ha personalmente seguito molte di queste operazioni, in ordine soprattutto alle modalità tecnico-scientifiche con cui viene realizzata appunto l'idrolisi di cui si parlava a bordo della nave americana.

Vi è tuttavia una forte preoccupazione, soprattutto da parte delle popolazioni italiana e greca. Io penso, per quanto riguarda il mio paese, l'Italia, alle popolazioni della Calabria e della Sicilia, in ordine alla garanzia di quel diritto che l'ordinamento internazionale assicura alle popolazioni coinvolte dal disarmo e da operazioni come questa, in ordine all'informazione e alla trasparenza.

Non sono sfuggite alcune notizie, alcuni commenti, che hanno, forse in modo provocatorio, messo in discussione l'effettiva natura pacificatrice dell'operazione in corso e ci si è domandati se non si trattasse piuttosto di una presa di posizione nell'ambito dell'alleanza atlantica tra gli Stati Uniti e la Federazione russa. La domanda quindi riguarda qual è stato il ruolo politico effettivo del governo in questa operazione e una volontà mia di unirmi, insieme al mio paese, alle preoccupazioni delle comunità coinvolte e la necessità quindi che venga assicurato agli Stati membri l'intero diritto all'informazione, alla sicurezza e alla trasparenza che l'ordinamento riconosce loro.

2-300-000

Νότης Μαρίας, *εξ ονόματος της ομάδας ECR .* – Κυρία Πρόεδρε, κατ' αρχάς θα θέλαμε να χαιρετίσουμε την απόφαση του Σώματος να συζητηθεί το ζήτημα αυτό. Γνωρίζετε πολύ καλά ότι την προηγούμενη Τετάρτη υποβάλαμε γραπτή ερώτηση για το θέμα και θεωρούμε πλέον ότι η σημαντική πολιτική πρωτοβουλία που αναλάβαμε πρώτα από όλα δικαιώνει τον αγώνα του κρητικού λαού, τον αγώνα των λαών της Μεσογείου, ώστε να υπάρξει ενημέρωση για το ζήτημα αυτό.

Ξεκαθαρίζουμε ότι αυτό το θέμα έχει τεθεί από πάρα πολύ καιρό στην Ελλάδα. Τον Ιανουάριο του 2014 το έθεσα στην Ελληνική Βουλή και αργότερα στο Συμβούλιο της Ευρώπης.

Δεν μας δώσατε απαντήσεις, κ. Gozi. Μάλλον περισσότερες ανησυχίες προκαλούνται με αυτά τα οποία είπατε. Ας δούμε τα πράγματα από την αρχή. Ποιά είναι η ασφάλεια η οποία υπάρχει για το εγχείρημα; Ερώτημα πρώτο: γιατί θα έπρεπε να καταστραφούν τα χημικά της Συρίας με τη μέθοδο της υδρόλυσης εν πλω; Αυτή είναι μέθοδος που εφαρμόζεται για πρώτη φορά στη συγκεκριμένη περίπτωση, και η δραστηριότητα αυτή εξελίσσεται.

Δεύτερον, γιατί να μη γίνει η καταστροφή εκτός της κλειστής λεκάνης της Μεσογείου, σε περιοχή μακρινή, απομακρυσμένη και ακατοίκητη;

Τρίτον, το εγχείρημα πραγματοποιείται, όπως λέτε και γνωρίζετε – και συμμετέχει και η Ευρωπαϊκή Ένωση και έχετε τεράστιες ευθύνες στο ζήτημα αυτό – επάνω στο πλοίο *Cape Ray*, το οποίο έχει αποδειχθεί ότι είναι ακατάλληλο για αυτές τις διαδικασίες. Δεν μπορεί να γίνει αυτή η διαδικασία. Είναι επικίνδυνη.

Έχετε λοιπόν όλα αυτά τα δεδομένα μπροστά σας και δεν μας δώσατε μια συγκεκριμένη απάντηση. Πρώτα από όλα, δεν είναι διεθνές εγχείρημα. Δεν συμμετέχει πλέον ούτε η Κίνα, ούτε η Ρωσία, και μία φρεγάτα της Γερμανίας αποχώρησε. Είναι εγχείρημα των Ηνωμένων Πολιτειών. Πώς ξέρετε ότι είναι εκτός της κλειστής λεκάνης και βρίσκεται σε διεθνή ύδατα; Πέστε μας ποιο είναι το στίγμα. Προφανώς η υδρόλυση γίνεται αυτή τη στιγμή και θέλουμε να μας πείτε πού.

Ποιά είναι τα μέτρα που υπάρχουν για την ασφάλεια των ίδιων των πολιτών; Υπάρχει τεράστια ανησυχία στο ζήτημα αυτό. Δεν μας δώσατε απαντήσεις για το τι θα συμβεί εάν υπάρξει ένα ατύχημα – απευκταίο! Ποιο θα είναι το εναλλακτικό σχέδιο; Καμία απάντηση λοιπόν και στο ζήτημα αυτό.

2-301-000

Σοφία Σακοράφα, *εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL .* – Κυρία Πρόεδρε, σήμερα συζητάμε - όχι επειδή το επιλέξαμε, αλλά ως ζήτημα κατεπείγον - για την καταστροφή των χημικών της Συρίας. Και είναι λογικό και επόμενο, όταν την ίδια στιγμή επιτρέπουμε σε συγκεκριμένους να θησαυρίζουν σε βάρος των λαών από την κατασκευή και την εμπορία τέτοιων όπλων· όταν επιτρέπουμε στο πρόσφατο παρελθόν το τίμημα της χρήσης τέτοιων προϊόντων να το πληρώνουν με τη ζωή τους οι λαοί της Γιουγκοσλαβίας, του Ιράκ, της Συρίας και σήμερα της Παλαιστίνης· όταν ανεχόμαστε σήμερα τη χρήση χημικών όπλων από την ουκρανική κυβέρνηση· όταν ανεχόμαστε ακόμη και το κόστος καταστροφής τους να επιβαρύνει οικονομικά, κοινωνικά και περιβαλλοντικά όχι τους κατασκευαστές, τους φορείς εκμετάλλευσης και τους διακινητές, αλλά μόνο τους λαούς.

Είναι λοιπόν υποκρισία να ισχυριζόμαστε ότι υπερασπιζόμαστε την παγκόσμια ειρήνη και ασφάλεια με την καταστροφή των χημικών όπλων της Συρίας, όταν δεν παρεμβαίνουμε εκ των προτέρων και αποφασιστικά για την εξουδετέρωση και την καταστροφή τους σε χώρες που είναι γνωστό

ότι κατέχουν τέτοια όπλα και όταν δεν καταλογίζουμε συνολικές ευθύνες για τις συνέπειες της χρήσης τους στους κατασκευαστές και στους διακινητές τους.

Και το αποκορύφωμα της υποκρισίας είναι ότι στην υπόθεση που συζητάμε η Ευρωπαϊκή Ένωση δεν θέλει και δεν μπορεί να λάβει καμία εγγύηση από τις ΗΠΑ που βαρύνονται με την ευθύνη για επικείμενη απειλή ζημίας, αφού δεν δεσμεύονται από το δίκαιο της θάλασσας που δεν έχουν υπογράψει.

2-302-000

Bodil Ceballos, *för Verts/ALE-gruppen*. – Fru talman! Det är inte mycket världen är överens om när det gäller situationen i Syrien, men att kemvapnen ska förstöras är ett undantag. De här vapnen har använts i tätbefolkade områden och det finns inga garantier att det inte sker igen – på initiativ av olika parter i konflikten.

Vi Gröna stöder fullständigt både produktion och förstörelse av alla kemvapnen i området – på vägen mot ett Mellanöstern helt fritt från kemvapnen. Det i sig är ett mål som alla stater i ickespridningsavtalet står bakom.

Men att destruera dem är inte ett enkelt och det är inte heller riskfritt och det måste ske under allra största möjliga säkerhet. Att transportera vapnen långa vägar med flyg är inte ett alternativ. Eftersom inget land i närområdet har erbjudit sig att hantera förstörelsen inom sitt territorium har den minst dåliga modellen valts. Det innebär att de först destrueras ombord på Cape Ray på öppet hav för att sedan transporteras vidare till ett antal länder med särskild kapacitet att bränna det giftiga avfallet. För maximal säkerhet borde båten ligga på en plats där den är skyddad mot häftiga väder och vindförhållanden, men ingen stat har som sagt gått med på det.

Som Grön har både jag och mina kollegor full förståelse för både rädslan och protesterna i Grekland och vi menar att det är av största betydelse att hanteringen av vapnen sker med full öppenhet både vad gäller informationen till myndigheter och till medborgare i berörda länder. Vapnen måste förstöras och avfallet likaså och det utan att Medelhavet förstörs.

2-303-000

Piernicola Pedicini, *a nome del gruppo EFDD*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, vorrei far presente a tutti che lo smaltimento delle armi chimiche con il processo di idrolisi in mare, non in terra, è una pratica del tutto innovativa, che non presenta nessuna esperienza precedente come riferimento.

L'esperienza scientifica, ma anche ogni comune esperienza di vita vissuta, ci insegna che all'inizio di ogni pratica si corrono i maggiori rischi di insuccesso. Allora dove sono finite le procedure in caso di incidente? Quali sono i piani di evacuazione in caso di emergenza ambientale? Perché la popolazione non è stata messa al corrente di tutto questo?

Dico così perché, nella fattispecie, i suddetti rischi li stanno correndo il popolo greco e il popolo del Sud Italia – come al solito – con particolare riferimento alla Calabria, alla Puglia e alla Sicilia. Tutti questi popoli sono già uniti da uno stato comune di estrema povertà. Tutta questa gente è anche unita dall'esposizione a una miriade di altri fattori di rischio derivanti dallo smaltimento legale e illegale dei rifiuti tossici, dalla disseminazione di discariche di vario tipo sul territorio, da ogni forma di incenerimento lecito e illecito, da pratiche estrattive di petrolio e gas metano sia offshore che in terra ferma. Allora noi non vorremmo mai che si stesse affermando un modello in cui le regioni più povere di questa

Europa siano per questo destinate a fungere da cavia correndo i maggiori rischi per la propria salute e per la salute dei propri figli.

Per concludere dico che questa gente vi sta osservando. Questa gente si informa sempre di più e diventa sempre più consapevole di quanto gli sta succedendo intorno. Perciò non vi sorprendete se questo modello di Europa comincia a vacillare. Questa gente prima o poi vi chiederà il conto di tutto questo e lo farà davanti alla storia.

2-304-000

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (ΝΙ). - Κυρία Πρόεδρε, η καταστροφή των χημικών της Συρίας στη Μεσόγειο, στα ανοικτά της Κρήτης, αποτελεί μια επικίνδυνη ενέργεια με ανυπολόγιστες συνέπειες για τους λαούς και το περιβάλλον της περιοχής. Οι Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής και η Ευρωπαϊκή Ένωση, μετά το αιματοκύλισμα στη Συρία για την εξυπηρέτηση των συμφερόντων των μονοπωλίων, βάζουν σε κίνδυνο την ίδια την υγεία και τη ζωή των λαών σε ολόκληρη τη Μεσόγειο.

Τόσο η Ευρωπαϊκή Ένωση όσο και η ελληνική κυβέρνηση και οι άλλες κυβερνήσεις της Ευρωπαϊκής Ένωσης αγνοούν προκλητικά και τις διαμαρτυρίες και τα ψηφίσματα και τις καταγγελίες του λαού. Κρύβουν την αλήθεια. Το ΚΚΕ με πρωτοβουλίες και ερωτήσεις στην Ελληνική Βουλή, στην Ευρωβουλή, στην Ύπατη Εκπρόσωπο Catherine Ashton έχει εκφράσει την κατηγορηματική αντίθεσή του. Επίσης, με πρωτοβουλία του κομμουνιστικού κόμματος, δέκα κομμουνιστικά και εργατικά κόμματα της Μεσογείου καταγγέλλουν με ανακοίνωσή τους αυτήν την επιχείρηση.

Το ΚΚΕ θα συνεχίσει την προσπάθεια για την ενίσχυση της αντιμονοπωλιακής αντικαπιταλιστικής λαϊκής πάλης για να αποτραπεί η περιβαλλοντική καταστροφή της περιοχής της Κρήτης και γενικότερα της Μεσογείου, για την υπεράσπιση της ζωής και των δικαιωμάτων του λαού.

2-305-000

Γιώργος Γραμματικάκης (S&D). - Κυρία Πρόεδρε, κατάγομαι από την Κρήτη και είμαι καθηγητής Φυσικής στο εκεί Πανεπιστήμιο. Είμαι συνεπώς σε θέση να εκτιμήσω περισσότερο τους κινδύνους της χημικής υδρόλυσης που έχει επιλεγεί ως η μέθοδος καταστροφής των χημικών όπλων της Συρίας. Σε μια κλειστή θάλασσα όπως η Μεσόγειος ενδέχεται να οδηγήσει σε αμετάκλητη περιβαλλοντική και κοινωνική καταστροφή.

Αισθάνομαι λοιπόν χρέος να διαμαρτυρηθώ εντονότατα για αυτή την εξέλιξη και δεν ησύχασα από τις διαβεβαιώσεις του αξιότιμου κ. Gozi. Οι διαδικασίες υδρόλυσης που έχουν ήδη αρχίσει γίνονται σε κάποιο ασαφές σημείο της θάλασσας εγγύς της Κρήτης ή της Λιβύης με την απουσία επίσημης ενημέρωσης ή παρακολούθησης τους από έγκριτους επιστήμονες.

Έτσι τα ερωτήματα που εγείρονται για την ασφάλεια της μεθόδου αλλά και την επιλογή της Μεσογείου έχουν οδηγήσει τον λαό της Ελλάδος σε αγωνία και οργή αλλά και σε μεγάλα συλλαλητήρια, ιδιαίτερα στην Κρήτη. Η Μεσόγειος είναι μια θάλασσα διασταύρωσης πολιτισμών, έχει όμως υποστεί μεγάλη περιβαλλοντική επιβάρυνση από ποικίλες πηγές. Είναι αίτημα των παράκτιων λαών και πρέπει να γίνει αίτημα όλης της Ευρώπης η ιστορική αυτή θάλασσα να επανέλθει σιγά αλλά σταθερά στον αρχικό της προορισμό. Θα είναι λοιπόν τραγικό αν καταλήξει τώρα στο αντίθετο αποτέλεσμα. Έτσι έστω και την ύστατη αυτή στιγμή επιβάλλεται η αλλαγή πορείας.

2-306-000

Ismail Ertug (S&D). - Frau Präsidentin, sehr geehrte Kolleginnen und Kollegen! Die Vernichtung von Chemiewaffen ist eine ernste Angelegenheit. Und weil es eine ernste Angelegenheit ist, kann es meines Erachtens nur unter den höchsten Sicherheitsvorkehrungen erfolgen. Es wäre interessant zu wissen, welche Sicherheitsvorkehrungen bislang konkret unternommen worden sind und welche in der Zukunft unternommen werden. Denn es ist unbestritten, dass hier sowohl Umwelt als auch die Bürgerinnen und Bürger der dortigen Inseln geschützt werden müssen.

Ich denke auch, dass es wichtig ist und zur Akzeptanz dazugehört, dass die Öffentlichkeit involviert wird, dass die Öffentlichkeit Kenntnis davon erlangt, was letztendlich vor den Küsten der Europäischen Union vonstattengeht. Die volle Transparenz gehört letztendlich auch dazu. Sie ist von großer Bedeutung für die Regionen, in denen der Tourismus eine wichtige, wenn nicht sogar die größte wirtschaftliche Haupteinnahmequelle darstellt. Deswegen ist es wichtig und unerlässlich, dass man die transparente Art und Weise der Vernichtung der Chemiewaffen darstellen muss. Man muss den Bürgerinnen und Bürgern erläutern, wie viele Chemiewaffen zu welcher Zeit wann und wo vernichtet werden.

Ich glaube, dass es richtig ist, dass wir die Vernichtung der Chemiewaffen unterstützen, und diesen Weg sollten wir auch gehen, aber in dem Fall wie beschrieben. Man darf dabei nicht vergessen, dass die Unterstützung für ein demokratisches, friedliches Syrien parallel dazu auch gewährleistet sein muss. Das bitte ich Rat und Kommission auch zu beherzigen.

2-307-000

Sandro Gozi, Presidente in carica del Consiglio . - Signora Presidente, onorevoli deputati, ringrazio tutti i deputati che sono intervenuti. Certamente il dibattito è stato un dibattito importante e benvenuto perché c'è bisogno di informare. C'è bisogno di informare gli onorevoli parlamentari, c'è bisogno di informare, attraverso questo dibattito e l'azione che i singoli governi devono anche fare, le comunità coinvolte e anche spiegare tutte le importanti misure di sicurezza che sono state prese e informare anche delle operazioni durante tutta la durata del processo di smantellamento. Quindi, da questo punto di vista, certamente è bene che ci sia questo dibattito, è bene che ci sia questo dialogo tra la Presidenza di turno, in rappresentanza dell'Alto rappresentante, e il Parlamento.

Ci sono stati dei punti specifici che meritano invece una risposta più specifica. Innanzitutto, confermo che si tratta di un'operazione che agisce nel quadro di una risoluzione ONU e sotto la supervisione anche dell'ONU. In secondo luogo, perché non si potevano fare queste operazioni in Siria? Perché a causa del conflitto, a causa della situazione di insicurezza, era assolutamente impossibile intraprendere un'iniziativa così importante nel pieno del conflitto siriano.

Perché l'idrolisi in mare chiedeva, mi sembra, l'onorevole Pedicini, invocando anche la storia – la storia recente non la invocherei, perché potrebbe portare a risultati diversi da quelli a cui Lei faceva riferimento. Perché non c'era la possibilità di farla in terra. Non c'era la possibilità di farla in terra perché nessun paese della regione ha accettato di condurre a terra la sua operazione a causa delle reazioni negative dell'opinione pubblica. Si tratta delle armi chimiche siriane. Nella prima fase del conflitto siriano, tutto il mondo chiedeva di intervenire per bloccare l'utilizzo delle armi chimiche e per lavorare per un'azione di distruzione delle armi chimiche. Credo che il fatto che adesso questa operazione è in corso vada ampiamente apprezzato, perché all'epoca l'opinione pubblica internazionale, europea e italiana chiedeva a tutti i governi di intervenire proprio per impedire che alle terribili

sofferenze del popolo siriano si aggiungesse anche l'inammissibile e odioso uso delle armi chimiche. Ed è questa l'operazione che sta rispondendo a quella richiesta dei cittadini, a quella richiesta delle opinioni pubbliche.

È stato detto che l'idrolisi è sperimentale. È in uso, in base alle informazioni che mi sono state date, negli Stati Uniti da molti anni per la distruzione dei loro stock di armi chimiche. Per quanto riguarda le questioni del materiale legato alle armi chimiche, l'oggetto di queste operazioni sarà stivato nella nave Cape Ray e sarà trasferito, come è stato ricordato anche da uno degli onorevoli parlamentari, in Germania e in Finlandia per bruciarlo. Quindi non saranno, durante questa operazione, delle missioni né in mare né in aria. Sempre per rispondere all'onorevole Grammatikakis e all'onorevole Pedicini, informo che tutte le misure sono state prese dallo staff della nave Cape Ray che è stato formato per rispondere a qualsiasi problema che possa sorgere durante questo processo.

Come ultimo punto si parlava di ipocrisia per quanto riguarda quanto dicevo sull'Unione europea. Ma non si tratta di ipocrisia – non c'è più l'onorevole Sakorafa ma le risponderò lo stesso. Semplicemente l'Unione europea non è parte della Convenzione sulle armi chimiche, non ne è membro, non è neppure membro osservatore, e quindi l'Unione europea come tale non partecipa al consiglio esecutivo che prende le decisioni di questa organizzazione. Come ho detto, invece partecipano 28 Stati europei che sono anche Stati membri dell'Unione europea.

Concludendo, signora Presidente, noi siamo convinti che il programma di distruzione delle armi chimiche siriane sia stato un successo e debba continuare perché è un impegno importantissimo che la comunità internazionale ha assunto e che deve proseguire ed è fondamentale prevenire anche il riuso di queste armi illegali contro il popolo siriano a cui non dobbiamo aggiungere ulteriori sofferenze a quelle che sta già patendo. Abbiamo ricevuto, come dicevo, informazioni specifiche, che in questo dibattito ho condiviso con voi, per quanto riguarda le ragioni per cui questa operazione avviene sulla nave americana e anche le modalità.

All'onorevole Salini posso in conclusione confermare la natura pacificatrice di questa operazione. Non ho nessun dubbio che questa operazione sia un contributo alla pace, che è stato preceduto e che dovrà essere seguito da molti altri contributi, perché parliamo di una situazione in cui sta avvenendo una vera e propria tragedia umanitaria.

Signora Presidente, ringrazio di nuovo tutti i parlamentari per il contributo che hanno apportato a questo dibattito.

2-308-000

Președinte. - Dezbateră este închisă.

Declarații scrise (articolul 162)

2-308-500

Cristian Dan Preda (PPE), în scris. – În legislatura precedentă, Parlamentul nostru a urmărit îndeaproape chestiunea utilizării armelor chimice de către regimul lui Bașar Al-Assad împotriva propriilor săi cetățeni. Tot în precedentul mandat, am susținut transferul și mai apoi distrugerea arsenalului chimic sirian sub egida Organizației pentru Interzicerea Armelor Chimice, în virtutea rezoluției 2118(2013) a Consiliului de Securitate al Națiunilor Unite. Cred că trebuie să sprijinim în continuare procesul de distrugere a armelor chimice

siriene. Acesta e gestionat de o organizație internațională ale cărei eforturi pentru controlarea armelor chimice au fost răsplătite în 2013 cu Premiul Nobel pentru pace. Doresc, pe de altă parte, să salut implicarea în acest proces a Statelor Unite, Marii Britanii și Germaniei, care au asumat responsabilitatea principală. Sunt convins că toate precauțiile necesare vor fi luate pentru a evita consecințe negative pentru mediu, ca și pentru comunitățile locale din Mediterana.

13. Adoptarea de către Lituania a monedei euro la 1 ianuarie 2015 (dezbateri)

2-310-000

Președinte. - Următorul punct pe ordinea de zi este Raportul domnului Werner Langen referitor la propunerea de decizie a Consiliului privind adoptarea de către Lituania a monedei euro la 1 ianuarie 2015 (COM(2014)0324 - 2014/0170(NLE)) (A8-0001/2014).

2-311-000

Werner Langen, *Berichterstatter* . - Frau Präsidentin! Litauen wird 19. Mitglied der Euro-Zone. Das ist eine gute Nachricht für Litauen, für die baltischen Staaten, für die Stabilität des Euro, für Gesamteuropa und für die Finanzmärkte in der gesamten Welt. Das Parlament gibt grünes Licht für diesen Beitritt: gestern im ECON-Ausschuss mit großer Mehrheit, morgen im Plenum und am 23. Juli im Rat. Herzlich willkommen, Litauen, in der Euro-Zone!

Regierung und Parlament in Litauen haben seit 2006 hart gearbeitet und sämtliche Kriterien erfüllt: ein stabiler Wechselkurs, niedrige Inflation trotz gestiegener Energieabhängigkeit durch die Stilllegung von zwei Kernkraftwerken in Ignalina 2006 und 2009, geringe Zinssätze für die Staatsverschuldung, niedrige Staatsschulden, ein begrenztes Defizit. Das alles ist erreicht worden trotz der gewaltigen Finanzmarktkrise, der Konjunkturerbrüche und einer in Litauen zu verzeichnenden Drang der Jugend nach außerhalb, sogar einer – wenn man so will – Abwanderungswelle.

Die Zeichen stehen jetzt auf wirtschaftliche Erholung, solide Finanzen und verlässliche politische Rahmenbedingungen. Wir begrüßen Litauen als neunzehntes Mitglied der Euro-Zone, und ich hoffe, weitere werden folgen – vielleicht schneller als erwartet, wenn ich an die Diskussion in Polen denke.

Der Euro selbst ist stabil nach innen und außen mit niedrigen Inflationsraten, einem hohen Kurs zum Dollar – der wichtigsten Währung der Welt – und hat sich als zweite Weltreservewährung etabliert. Aber denjenigen, die den Euro nur als wirtschaftliches Projekt sehen, als Rechnungseinheit, muss man sagen: Der Euro ist ein politisches Projekt. Deshalb sind Urteile, die die politische Dimension übersehen und nur ökonomische Modelle für Erfolg oder Misserfolg des Euro verantwortlich machen, falsch und kurzfristig. Der Euro hat sich trotz vieler Angriffe behauptet gegen Spekulanten und Finanzmarkturbulenzen, insbesondere gegenüber einzelnen Mitgliedern. Ich denke an diejenigen, die in Schwierigkeiten waren und teilweise noch sind, wie Griechenland, Portugal, Irland oder Zypern.

Natürlich ist der Stabilitäts- und Wachstumspakt richtig, aber bereits vor 10 Jahren verletzt worden, und zwar von den beiden größten Mitgliedstaaten, von Deutschland und Frankreich. Wir haben in der Zwischenzeit die Vorschriften flexibilisiert, verstärkt, dem Pakt neue Zähne gegeben. Die Kommission und die Mitgliedstaaten sind gefordert, ihre Zusagen einzuhalten, die wir im Twopack, im Sixpack, im Haushaltssemester beschlossen

haben. Die Politik hat den richtigen Mittelweg gefunden zwischen Reformen und Solidarität, mit Garantien und ohne große Beanspruchung der Steuerzahler für die Stabilisierung der Euro-Zone. Das ist die Wahrheit, meine Damen und Herren, und in der Verantwortung der Europäischen Zentralbank, die ihren geldpolitischen Spielraum im Rahmen ihres Mandats voll ausgenutzt hat.

Willkommen Litauen! Der Euro ist unsere gemeinsame Erfolgsgeschichte, so wie der Binnenmarkt, die Friedenssicherung, unser Wohlstand und unser soziales System, die europäische Einigung in Frieden und Freiheit. Ich bitte Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen, dem Bericht morgen zuzustimmen und für den Beitritt von Litauen zum 1. Januar 2015 ihre Stimme abzugeben.

2-312-000

Siim Kallas, *Vice-President of the Commission* . - Madam President, I am very pleased to be here today to discuss the euro adoption prospects for Lithuania. I am sure that Parliament can play its full part in the euro area enlargement procedure.

On 4 June the Commission concluded in its convergence report that Lithuania has achieved a high degree of sustainable economic convergence and is ready to adopt the euro on 1 January 2015. The Commission has therefore made a proposal to the Council to this effect.

We have examined Lithuania thoroughly but fairly and fully respecting the principle of equal treatment. The sustainability of convergence has been an integral part of the assessment. Regarding the procedural steps so far: following the Commission proposal, euro area Member States in the Council adopted a recommendation on adoption of the euro by Lithuania and the European Council congratulated Lithuania on fulfilling the convergence criteria in the Treaty. I now invite Parliament to signal its political support for adoption of the euro by Lithuania on 1 January 2015.

After the vote in this Parliament, it is envisaged that the Council will adopt final legislative proposals on adoption of the euro in Lithuania on 23 July to give Lithuania sufficient time to prepare for the 1 January 2015 changeover.

2-313-000

Burkhard Balz, *im Namen der PPE-Fraktion* . – Frau Präsidentin! Zunächst möchte ich unserem Berichtersteller Werner Langen und seinen Schattenberichterstellern sehr herzlich für ihre Arbeit danken. Sie haben unter enormem Zeitdruck, auch aufgrund des Beginns der neuen Legislaturperiode, einen sehr guten, ausgewogenen Bericht vorgelegt. Dieser lässt keine Zweifel daran, dass Litauen bereit ist für die Euro-Einführung.

Litauen hat ähnlich wie seine baltischen Nachbarn Estland und Lettland eine bemerkenswerte wirtschaftliche Entwicklung hingelegt. Beeindruckt hat mich persönlich, dass sich die litauische Regierung trotz eines missglückten Versuchs 2006 nicht von ihrem Weg hat abbringen lassen. Umfangreiche Reformen und Sparmaßnahmen haben sich gelohnt. Die Zahlen sprechen für sich. Sowohl die Empfehlung der Kommission wie auch die Empfehlung der EZB und auch der ECON-Bericht stellen klar, dass die Maastricht-Kriterien klar erfüllt sind. Jetzt gilt es, die bisherigen Anstrengungen beizubehalten, um eine nachhaltige positive Entwicklung der Wirtschaft, auch in Bezug auf die Konvergenzkriterien, zu garantieren.

Gestern wurde im Ausschuss klar abgestimmt: 46 zu 8 bei einer Enthaltung. Das positive Ergebnis der Abstimmung der ECON-Mitglieder der siebten Legislaturperiode am 7. April 2014 wurde somit eindrucksvoll bestätigt. Ich möchte deswegen die Gelegenheit nutzen, um mich ganz klar für den Euro-Beitritt Litauens auszusprechen. Wie schon der Beitritt Lettlands in diesem Jahr ist er ein weiteres starkes Signal für die Euro-Zone. Der Euro bleibt als Währung attraktiv. Ich bin überzeugt, dass wir mit Litauen einen weiteren wichtigen, ja zuverlässigen Partner in der Euro-Zone bekommen werden.

Zum Schluss möchte ich noch anmerken, dass ich als Berichterstatter der Euro-Einführung Lettlands im letzten Jahr sehr verärgert war, dass uns eine Aussprache hier verwehrt wurde. Umso mehr freut es mich, dass wir nun zu einem so wichtigen Thema wie dem Euro-Beitritt Litauens diese Aussprache hier im Parlament führen können.

2-314-000

Paul Tang, *on behalf of the S&D Group* . – Madam President, I would like to warmly congratulate the Lithuanian Government for the commitment it has shown to integrating into the eurozone, and its government for fulfilling all the criteria for entering into the eurozone. The entry of Lithuania is yet another historic landmark, since the three Baltic countries will now become fully integrated into the European structures, and the S&D Group fully supports that.

While Lithuania fulfils the criteria for entering the eurozone without any problems, there is one problem I would like to draw attention to and that is its high unemployment. I would like to call on the Lithuanian Government to take every possible step towards lowering this unemployment rate and raising employment.

In summary, the S&D Group looks forward to welcoming Lithuania into the eurozone, hopefully by January 2015, and I hope that we can agree by a large majority on this position in this Parliament.

2-315-000

Roberts Zīle, *ECR grupas vārdā* . – Gribētu sākt ar to, ka sveicu *Langen* kungu — ziņotāju, un arī visus, kas bija iesaistīti šeit kā ēnu ziņotāji, un arī savus lietuviešu kolēģus šeit, Eiropas Parlamentā.

Eiropas Konservatīvo un reformistu grupā, protams, ir ļoti dažādi uzskati par dalību eiro — ir dalībvalstu pārstāvji, kas nemaz neizvērtē dalību eiro, ir tādas valstis, kuras iestājušās eirozonā arī krīzes laikā. Un gribu teikt to, ka ECR vienmēr respektē dalībvalstu izvēli, jo viņa sastāv no ļoti daudziem aspektiem, kāpēc viena vai otra valsts iestājas vai neiestājas eirozonā.

Man pašam ir gandarījums, ka trīs Baltijas valstis ir vienīgās valstis, kuras krīzes laikā eirozonā ir iestājušās šajā eirozonā. Un tas, manuprāt, ir ārkārtīgi būtisks solis ar Lietuvas dalību eirozonā no nākošā gada sākuma. Turklāt šogad, man liekas, eirozona ietver arī ģeopolitisku aspektu, vismaz tādās valstīs kā Baltijas valstis, jo nacionāla valūta mazā valstī pie agresīva iniciatora ir zināms apdraudējums.

Tātad apsveicu Lietuvas kolēģus un gribu pateikt, ka visi konverģences ziņojuma kritēriji ir izpildīti, bet vēlētos pateikt divos vārdos par dieviem aspektiem, kas minēti arī ziņotāja paskaidrojumos.

Pirmkārt, par finanšu sektoru. Man gandarījums, ka Lietuvas finanšu sektors joprojām ir maz atkarīgs no trešo valstu nerezidentu naudas plūsmām, kā tas diemžēl ir dažās citās valstīs, kā piemēram, manā valstī — Latvijā.

Un otra pozīcija ir par energosektoru Lietuvā, kurā es arī gribētu izteikt visu cieņu Lietuvas pēdējām valdībām, kuras ir radījušas iespēju diversificēt gāzes apgādi enerģētikas sektorā Lietuvā tuvāka nākotnē, kas, manuprāt, ir ārkārtīgi svarīgs sasniegums nākotnei.

Tā kā sveicu Lietuvas kolēģus vēlreiz! Un — Baltijas valstis ir eirozonā.

Paldies!

2-316-000

Rina Ronja Kari, *for GUE/NGL-Gruppen*. – Hr. formand! Valget den 25. maj gav et stort nederlag til de etablerede euro-partier og deres nedskæringspolitik. I dag vil Parlamentet så byde Litauen velkommen i euroen. Og det er klart: Ethvert land har ret til selv at bestemme, om man ønsker at indtræde i euroen. Men i denne sag er der et par store problemer: For det første har Litauen ikke haft en folkeafstemning. Det er et stort problem, at den litauiske befolkning ikke har fået lov til at tage stilling til, om den vil med i euroen. En undersøgelse viser oveni købet, at der er et flertal imod euroen i Litauen. For det andet har vejen mod euroen været hård for befolkningen. Der er gennemført ekstreme nedskæringer i deres velfærd, og der er skabt større ulighed i samfundet. Derfor er det ikke mærkeligt, at befolkningen ikke ønsker euroen, og derfor er det også et kæmpe problem, at I ikke lytter. Det er jo netop det, der gør, at befolkningen stemmer på den yderste højrefløj. Det er ikke i orden! Vi må stå på befolkningens side, og vi må kæmpe imod de uhyrlige nedskæringer.

2-317-000

Michel Reimon, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Meine Fraktion freut sich, dem Bericht zuzustimmen und Litauen im Euro-Raum willkommen zu heißen. Litauen ist bereits im Wechselkursmechanismus und muss die Währungspolitik nachvollziehen. Es ist für uns nicht verständlich, wie man ihnen eine Mitsprache an der Politik vorenthalten kann und dagegen stimmen kann, wenn sie diese Politik schon tragen müssen.

Die Finanzkrise, die Wirtschaftskrise und der Austeritätsskurs der Union haben allerdings auch in Litauen Spuren hinterlassen: Ein Sechstel der Bevölkerung ist arbeitslos. Da muss sich etwas tun, dieser Wirtschaftskurs muss sich ändern, auch im Interesse der Litauer und Litauerinnen. Daher werden wir Änderungsanträge stellen, um eine Abkehr vom Austeritätsskurs zu verlangen, und wollen auf diese Problematik hinweisen. Wir werden aber dem Bericht zustimmen und Litauen gerne willkommen heißen.

2-318-000

Rolandas Paksas, *EFDD frakcijas vardu*. – 2004 m. Lietuva stojo į kitokią Europos Sąjungą. Per tuos dešimt metų ji yra neatpažįstamai pasikeitusi: deja, turiu konstatuoti, kad mes nesukūrėme tokios Europos bendrijos, kuria piliečiai galėtų pasitikėti, kuri taptų savasties dalimi daugiau nei pusei milijardo europiečių. Dauguma lietuvių savo ateitį mato mažiau optimistiškai nei prieš 10 metų: turiu omeny socialinę atskirtį, nedarbą ir žmonių nusivylimą.

Šiandien mes čia svarstome euro įvedimą Lietuvoje. Manau, kad lietuvių tautai, prieš daugelį amžių sukūrusiai savo valstybę, jos teisinius pamatus grindusiai statutais ir konstitucijomis, šimtmečiais atkakliai gynusiai savo laisvę ir nepriklausomybę, išsaugojusiai savo dvasią, gimtąją kalbą, raštą ir papročius, tai nėra tik paprastas formalumas. Tai dalies valstybingumo atsisakymas. Daugiau kaip pusė iš 2013 m. pavasarį atliktos apklausos lietuvių buvo neigiamos nuomonės dėl euro įvedimo Lietuvoje.

Gerbiamieji, dauguma Lietuvos žmonių nenori euro. Ir tai ignoruoti paprasčiausiai neturime teisės. Šiandien girdėjau Jean-Claude'o Junkerio pasisakymą. Cituoju: „Noriu, kad ES priartėtų prie žmonių“. Pone Pirmininke, ar įvedant eurą prieš daugumos žmonių valią mes priartinsime ES prie žmonių?

(Kalbėtojas sutiko atsakyti į mėlynosios kortelės klausimą (Darbo tvarkos taisyklių 162 straipsnio 8 dalis))

2-319-000

Antanas Guoga (ALDE), *blue-card question*. – I would ask like to ask Mr Paksas who he is really working for, because I do not think he has even checked the latest ratings of euro popularity. He has not thought about the young people of Lithuania who are the future of Lithuania, who are going to pay the pensions. He is being very populist – and he was a President who was removed from office. He was expelled. That is why he has an opinion. He is a populist. I am ashamed to hear such a speech from him. I would like to ask: who are you representing?

2-320-000

Rolandas Paksas (EFDD), *atsakymas į pakėlus mėlynąją kortelę pateiktą klausimą*. – Labai ačiū už galimybę pasisakyti, kam atstovauja Europos Parlamento narys iš Lietuvos valstybės: nuo šiol, iki šiol, šiandien ir visada – tik Lietuvos valstybei. Jeigu atstovavimas Lietuvos piliečių nuomonei, dar kartą kartoju – piliečių nuomonei, – kurie absoliučia dauguma šiandien nepritaria valiutos pakeitimui, yra populizmas, tai aš su garbe priimu šį žodį.

2-321-000

Bernard Monot (NI). - Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, chers collègues, c'est tout un symbole de voir qu'un des premiers dossiers de cette législature est l'adhésion de la Lituanie à cette zone euro malade. Peu importe l'avis de notre nouveau Parlement puisque la décision est déjà prise. Au diable la majorité des Lituaniens qui étaient contre l'adhésion à l'euro. C'est la logique de cette Europe ultralibérale qui s'empresse d'arracher aux nations leur souveraineté suprême, le droit de battre monnaie et ainsi de s'autofinancer hors des marchés de capitaux.

Le rouleau compresseur de la Troïka avance mais désormais plus de 150 députés réalistes, gardiens de la liberté des peuples, veillent. Faut-il rappeler le bilan accablant de l'euro, cher, depuis douze ans, l'exclusion du chômage de masse, la baisse du niveau de vie, le déclasserment social, le décrochage de la croissance et de la compétitivité, un surendettement public insoutenable, une production industrielle qui sombre et une eurodivergence chronique des taux. Le tout assorti d'une facture démente depuis quatre ans à la charge des citoyens pour sauver l'euro et le système bancaire privé. Ces aides publiques et garanties financières déconnectées du PIB représentent rien que pour la France 525 milliards d'euros.

Nous, les euroréalistes, savons que votre variable d'ajustement économique est le chômage et la dévaluation des salaires. Aussi, par solidarité avec nos amis lituaniens, pouvons-nous en âme et conscience leur faire subir la même austérité inefficace et le saccage social qui ont été imposés aux Grecs?

Votre euro monnaie unique, c'est la crise et la guerre économique européenne. La paix c'est l'euro monnaie commune couplée aux monnaies nationales comme toutes les grandes puissances économiques.

2-322-000

Gabrielius Landsbergis (PPE). - Madam President, I should like to thank my colleagues for all the nice words that we have heard about my country. Today we heard the new President of the Commission saying that the euro is saving Europe and in Lithuania we definitely agree with that. Just yesterday it was announced that according to the latest surveys Lithuanians are back on the list of the biggest euro optimists. We are looking forward to joining the euro area from 1 January next year.

Joining means two things for us. Firstly, that the path of prudent financial planning and austerity measures and structural reforms really works. It is a great acknowledgement of the difficult process that took place in Lithuania. Austerity was not easy, it never is, but now we are the ones to say that it was worth it.

Another reason why euro-optimism is rising is that against the background of the aggression against Ukraine, people want more security and it is clear today that Europe and the euro area are a geopolitical haven that people seek. So once again the upcoming joining by Lithuania of the euro area is a great recognition and a strong message of a united Europe.

2-323-000

Vilija Blinkevičiūtė (S&D). - Pirmiausia iš visos širdies noriu pasveikinti savo šalį Lietuvą, kuri dirbo labai daug ir sėkmingai įgyvendino būtinus konvergencijos kriterijus ir turi galimybę nuo ateinančių metų sausio 1 d. prisijunti prie euro zonos šeimos.

Mieli kolegos, Lietuva yra maža valstybė, todėl dalyvavimas euro zonoje tikrai padės mūsų šaliai plėsti prekybos ir finansinius ryšius su kitomis euro zonos valstybėmis, sudarys geresnes sąlygas užsienio investicijoms, o tai kartu skatins ir Lietuvos gyventojų pajamų didėjimą ir kokybišką užimtumą bei darbo vietas. Be to, teigiamą euro įvedimo poveikį gyventojai pajus dar ir dėl sumažėjusių palūkanų naštos, išnykusio lito ir euro keitimo išlaidų, pagaliau mano valstybėje sparčiau augs eksportas, ir mūsų šaliai taip reikalingos investicijos tikrai greičiau ateis į Lietuvą.

Baigdama noriu pasakyti, kad referendumas Lietuvoje buvo surengtas dar prieš stojant į Europos Sąjungą. Tada Lietuvos žmonės pritarė tam, kad būtų šitoje šeimoje ir kad, esant sąlygoms, įsivestų eurą. Tdėl noriu palinkėti, kad ir įvedus eurą Lietuvoje būtų skatinimas ir ekonomikos augimas, ir darbo vietų kūrimas, ir žmonių socialinė gerovė.

2-324-000

Bernd Lucke (ECR). - Frau Präsidentin, meine Damen und Herren! Herr Balz hat darauf hingewiesen, dass diese Entscheidung unter Zeitdruck fällt – eine Entscheidung, die unwiderruflich ist. Die Frage ist: Warum wird dort Zeitdruck ausgeübt? Wir haben die Stresstests des europäischen Bankensystems vor uns; die Ergebnisse liegen noch nicht vor. Wir haben vier Jahre hinter uns, in denen die Finanzkrise besonders schwerwiegend gewesen

ist, weil Banken einer Stresssituation nicht haben standhalten können. Aus welchem Grund wird Zeitdruck erzeugt? Warum wartet man nicht ab, bis die Ergebnisse des Stresstests auch für das litauische Bankensystem vorliegen?

Es hat einen Konvergenztest, einen Konvergenzbericht der Europäischen Zentralbank gegeben, in dem die Europäische Zentralbank darauf hingewiesen hat, dass das Kriterium der Preisstabilität nicht gegeben ist. Die Inflationsrate in Litauen ist sehr volatil, vor kurzer Zeit war sie zweistellig, sie ist jetzt fast am Rande der Deflation. Die Preise drohen zu sinken. Preise, die nicht stabil sind, deuten auf schwere makroökonomische Ungleichgewichte hin. Und diese makroökonomischen Ungleichgewichte müssen ausgeglichen werden durch reale Anpassungen, durch Arbeitslosigkeit, durch Einbußen im Einkommen, durch Steuererhöhungen oder was auch immer, wenn es keine Wechselkursflexibilität mehr gibt, wenn es keine autonome Geldpolitik mehr gibt.

Diese Lasten trägt die Bevölkerung. Und dann fragt man sich doch: Aus welchem Grund wird denn die Bevölkerung nicht gefragt? Ich habe hier Redebeiträge gehört von Menschen, die glauben zu wissen, was die litauische Bevölkerung möchte – auf der Basis von Meinungsumfragen. Aber, meine Damen und Herren, wenn man sich so sicher ist, dann könnte man die Bevölkerung auch abstimmen lassen. Es ist illegitim, die Litauer in den Euro aufzunehmen, ohne sie vorher darüber zu befragen, ob sie die Lasten, die aus dem Euro-Beitritt möglicherweise für sie resultieren werden, auch bereit sind zu tragen.

2-325-000

Petras Auštrevičius (ALDE). - Lietuvos prisijungimas prie ekonominės ir pinigų sąjungos – teisingas, logiškas ir tolesnę integraciją į Europos Sąjungą lemiantis žingsnis.

Susidūrusi su ekonomikos krizės iššūkiais, Lietuva laiku ėmėsi reikiamų sprendimų, ribodama biudžetines išlaidas, spartindama būtinas socialines ir ekonomines reformas. Tai leido išsaugoti ekonominį konkurencingumą, pradėti kurti naujas darbo vietas ir atkurti ekonominį augimą. Jau penkti metai iš eilės Lietuvos ekonomika auga, tai geriausias reformų įvertinimas, kurį patvirtina ir tarptautinės rinkos.

XX a. 9-ajame dešimtmetyje, kai Lietuva vadavosi iš sovietų okupacijos, mes girdėjome daug skatinimų iš Kremliaus: nedarykite, pasilikite ten, kur esate. Tačiau, mieli kolegos, Lietuvos žmonės yra racionalūs, žvelgiantys į ateitį. Jie žino, kokius sprendimus priima, jiems nereikia patarėjų šioje srityje.

Mieli kolegos, sausio mėnesį euras jau kalbės lietuviškai, ir euro monetas jau papildys europiečių kišenes. Aš tikiuosi iš šio Parlamento solidaus ir reikiamo sprendimo.

2-326-000

Bronis Ropė (Verts/ALE). - Aš prisidedu ir sveikinu Lietuvą žengiant šį labai svarbų žingsnį. Vyriausybė daug dirbo, kad atitiktų kriterijus ir galėtų įvesti eurą. Bet, deja, jis įvedamas ir skurdžiausiai gyvenančių gyventojų sąskaita: pensininkų, dirbančių už minimalų atlyginimą ir kt. Todėl šiandien Lietuvoje daugiau gyventojų nepitaria negu pritaria skubotam euro įvedimui.

Siekiant atitikti euro įvedimo kriterijus, krizės metu maži ir vidutiniai atlyginimai buvo sumažinti, jie iki šiol negrąžinti į ankstesnį lygį ir skirtumas nekompensuotas. Tai yra nesąžininga. Kadangi Lietuvoje ekonomika auga ir jau pasiektas iki krizės buvęs lygis,

raginu Lietuvos vyriausybę dar iki šių metų pabaigos išspręsti šias problemas ir, tikiuosi, visuomenės nuomonė pasikeis. Manau, tai bus visų laimėjimas.

2-327-000

Marco Zanni (EFDD). - Signora Presidente, onorevoli colleghi, io non mi permetto di esprimermi, come hanno fatto i colleghi, a favore o contro l'adozione dell'euro da parte della Lituania. Non credo sia una scelta che spetti a me come cittadino italiano. Piuttosto sono veramente preoccupato dal fatto che ai cittadini lituani non sia stata data la possibilità di scegliere se vogliono entrare o meno nella moneta unica.

Come indicato dalla relazione discussa in commissione, i sondaggi mostrano una chiara contrarietà da parte dei lituani rispetto all'introduzione dell'euro. Tuttavia, i vertici politici hanno voluto ignorare deliberatamente ancora una volta l'opinione popolare. Il Movimento cinque stelle è per la democrazia diretta e ritiene fondamentale che per decisioni così importanti la parola debba essere data al popolo. In democrazia il popolo è sovrano. Mi domando perché non si sia fatto un referendum per chiedere ai cittadini lituani che cosa ne pensassero dell'entrata nell'euro. Perché ancora una volta le istituzioni europee non tengono conto della volontà dei cittadini che dicono di rappresentare? Non si può ignorare la volontà del popolo per scelte così importanti. Esiste uno strumento che dà voce ai cittadini e al loro volere: è il referendum popolare, utilizziamolo e rendiamolo istituzionale.

Termino ricordando a tutti voi che se si è consapevoli della forza e del valore delle proprie proposte e delle proprie idee non si deve temere il giudizio popolare. Altrimenti, significa aver paura, ancora peggio aver qualcosa da nascondere.

2-328-000

Barbara Kappel (NI). - Frau Präsidentin, Herr Berichterstatter, meine Damen und Herren! Litauen hat die Konvergenzkriterien also erreicht. Diese Konvergenzkriterien sind im Fall von Litauen beeindruckend. Das ist eine Inflationsrate von 0,6 % – das wurde heute schon gesagt: nahe an der Deflation. Wenn ich dazu einen Vergleich nehmen darf: Die Inflationsrate in meinem Heimatland Österreich im Jahr 2014 ist 1,7 %.

Das Budgetdefizit in Litauen: 2,1 % – auch dieser Wert, wenn ich mit Österreich vergleichen darf: für 2014 2,7 %. Die Bruttoschuldenquote ganz besonders beeindruckend: 39,4 % in Litauen. Wiederum darf ich den österreichischen Wert anführen: 79,2 %. Das heißt, die Staatsverschuldung ist in Österreich fast doppelt so hoch wie in Litauen.

Ich darf den litauischen Kollegen zu diesen Anstrengungen gratulieren, möchte aber gleichzeitig dazusagen, dass offenbar die positive Botschaft dieser Anstrengungen bei den Menschen in Litauen noch nicht angekommen ist. Es liegt uns eine Umfrage aus dem Mai 2013 vor, der zufolge 52 % der Bevölkerung Litauens gegen die Euro-Einführung stimmen. Möglicherweise gäbe es ähnliche schlechte Umfragewerte auch in anderen Euro-Ländern; diese Umfragen gibt es aber nicht.

Aus diesem Grund, meine Damen und Herren, möchte ich aufgrund der mangelnden Erfüllung der Konvergenzkriterien die Bitte an die Mitgliedsländer richten: Halten Sie die Stabilitätskriterien ein, konsolidieren Sie Ihre Haushalte, und führen Sie endlich die notwendigen Strukturreformen durch!

(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

2-329-000

Bernd Lucke (ECR), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Frau Kappel, Sie haben die Konvergenzzahlen als beeindruckend bezeichnet. Dabei haben Sie auch auf die Inflationsrate von 0,6 % oder tatsächlich inzwischen 0,3 % verwiesen. Aber was ist beeindruckend daran, wenn man in der Nähe der Deflation ist, wo es das erklärte Ziel der Europäischen Zentralbank ist, eine Inflationsrate von 2 % zu haben, damit man nicht in den Bereich der Deflation rutscht? Ist es nicht vielmehr so, dass das ein Alarmzeichen dafür ist, dass in Litauen auch massive wirtschaftliche Probleme vorliegen?

2-330-000

Barbara Kappel (NI), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Zwei Dinge dazu: Beeindruckend ist es für mich, wenn ein Land es schafft, innerhalb weniger Jahre von einer zweistelligen Inflationsrate auf 0,6 % zu kommen.

Natürlich ist es in gewisser Weise beunruhigend. Sie haben völlig Recht: Die Preisstabilität ist nach Auskunft der EZB in dem Fall noch nicht gegeben. Da – Sie haben völlig Recht – muss man weiter Obacht geben.

2-331-000

Othmar Karas (PPE). - Frau Präsidentin, meine sehr geehrten Damen und Herren! Herr Lucke dreht die Argumente, wie er sie gerade braucht. Zuerst hat er den Eindruck erweckt, als würde Litauen überhaupt nicht die Kriterien erfüllen. Ich muss schon sehr deutlich sagen: Der Bericht der Kommission sagt klar, dass Litauen jetzt alle rechtlichen und wirtschaftlichen Anforderungen erfüllt, darunter Vereinbarkeit der Rechtsvorschriften mit dem Vertrag, Preisstabilität, solide und nachhaltige öffentliche Finanzen, Nachhaltigkeit der Konvergenz und Wechselkursstabilität. Die Kommission analysiert auch die Faktoren, und Sie haben so getan, als würde die EZB das Gegenteil sagen. Das tut sie nicht. Sie kommt zu den gleichen Schlussfolgerungen. Sie weist nur darauf hin, dass es eine große Herausforderung sein wird, die Inflationsrate in Litauen niedrig zu halten. Wir haben Länder, in denen die Inflationsrate zu gering ist, und wir haben Länder, in denen sie zu hoch ist. Deshalb haben wir ja die Wirtschafts- und Währungsunion, den Stabilitäts- und Wachstumspakt, damit wir im Binnenmarkt, in der Euro-Zone eine Konvergenz erzielen, die Wachstum und Beschäftigung schafft.

Und wenn wir heute den neuen Kommissionspräsidenten gehört haben: Wir sind ja in einer Situation, in der wir ein brennendes Flugzeug im Flug gelöscht haben. Und wir haben eine noch nicht fertige Wirtschafts- und Währungsunion.

Wir sind glücklich darüber, dass wir an dem Tag, an dem wir zum ersten Mal demokratisch einen neuen Kommissionspräsidenten wählen, auch zeigen können, dass diese Gemeinschaft stärker wird, dass wir unsere Ziele weiterverfolgen, dass wir während der Krise zwei neue Mitgliedstaaten in die Euro-Zone und einen neuen Mitgliedstaat in die Europäische Union aufgenommen haben. Wir alle haben hoffentlich das Ziel, aus der Währungsunion eine Wirtschafts- und Fiskal- und eine politische Union zu machen. Herzlich willkommen in der Euro-Zone!

2-332-000

Johan Van Overtveldt (ECR). - Toen ik mijn rijbewijs haalde, waarschuwde de instructeur mij: denk nu niet dat u écht kunt rijden. Waakzaamheid blijft geboden!

Ik denk dat deze waarschuwing vandaag ook geldt voor Litouwen dat na een merkwaardig saneringsbeleid voldoet aan de convergentiecriteria. Maar toch moeten er een paar opmerkingen gemaakt worden in verband met de duurzaamheid van die convergentie.

Ik noem twee zaken: eerst en vooral de inflatie, en vooral de volatiliteit van die inflatie van 10% naar nagenoeg 0% in enkele jaren tijd. Ik noem ten tweede de werkloosheid, die hoog blijft ondanks stevige economische groei.

De eurozone is een project dat gedragen wordt door solidariteit, maar dat ook noodzakelijkerwijs appelleert aan de verantwoordelijkheidszin. Vandaar dat ik het heel spijtig vind dat er meer en meer geappelleerd wordt aan het flexibeler interpreteren van de voorwaarden van het stabiliteitspact. Als wij de desintegratie van de eurozone willen voorkomen, hebben wij behoefte aan goede chauffeurs en aan strakke verkeersregels die strikt worden nageleefd.

2-333-000

Steven Woolfe (EFDD). - Madam President, there is a Lithuanian proverb that says 'all that glitters is not gold, and all that is sticky is not tar'. The Lithuanian people have taken heed of their proverb, with 55% under a recent Eurobarometer poll stating that their country should not join the euro. But in the time-honoured EU tradition of ignoring the will of the people, the Lithuanians were not offered a referendum. Instead, the government decided to join on its own. Furthermore, at yesterday's economic and monetary dialogue meeting, Mr Draghi stated that the ECB was aware that the Lithuanian economy has extreme variabilities. However, he said it is important to note that it had complied with all the ECB conditions on joining. Well have we not heard that before? Those assurances were given for Greece, Spain and Portugal, and now it is plain for all to see what damage the euro has done to those great countries and what a terrible legacy has been left for the millions of unemployed people across those countries.

We should support those Lithuanians who want a referendum and who oppose joining the euro because they know that for those who champion the euro it glitters but for millions of ordinary people in Europe the euro is certainly not golden.

2-334-000

Georgios Kyrtos (PPE). - Madam President, Lithuania tried to join the euro area in 2006 but it will achieve this in January 2015. This delay has proved very productive for Lithuania and the European Union. The country has had adequate time to prepare itself in a better way to face the challenge and the European Union has found new ways of managing the systemic risks.

In my view, Lithuania's successful participation in the euro area will depend on five factors. Firstly, on the quality of its preparation. Lithuania is much better prepared than Greece was 14 years ago. To give you an example, Lithuania's public debt is less than 40% of GDP, whereas in Greece, my country, it was more than 100 %.

Secondly, Lithuania seems to be in a position to use the period following the adoption of the euro to solve its particular economic problems and catch up with the most advanced members of the euro area in terms of competitiveness.

Thirdly, the euro area has developed a sophisticated control system and therefore the systemic risk has been greatly reduced.

Fourthly, Lithuania has put its finances and its economy in order. It now needs more development opportunities and a better financed banking system.

Finally, Lithuania has to cope with a somewhat unstable international environment but the most probable scenario is that there will not be a major crisis which could deny the country its successful participation in the euro area.

I would just like to congratulate our Lithuanian friends and assure them that the comparison with Greece lacks any substance.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

2-335-000

Diane James (EFDD), *blue-card question*. – I have sat here for perhaps twenty minutes now and I have heard a number of speakers. The point I would like to make is that despite the reassurance of the last speaker, I sense a car crash waiting to happen. Only a few minutes ago one of the speakers highlighted that you need good drivers, but equally you have to have your passengers on board. If, as we have heard in the last few minutes, the passengers in Lithuania were not actually on board, it is very interesting that they still wish to pursue what they have set out upon.

2-336-000

Președintele. - Aș vrea să vă reamintesc că această procedură presupune de fapt o întrebare adresată vorbitorului.

2-337-000

Νότης Μαρίας (ECR). - Κυρία Πρόεδρε, καλωσορίζουμε τη Λιθουανία στο ευρώ, αν και και θα πρέπει να δηλώσουμε ότι θα προτιμούσαμε να είχε δοθεί το δικαίωμα στους πολίτες της Λιθουανίας να έχουν αποφασίσει με δημοψήφισμα την ένταξη ή μη της χώρας τους στην Οικονομική και Νομισματική Ένωση.

Δράττομαι όμως της ευκαιρίας για να επισημάνω ότι η Ευρωπαϊκή Κεντρική Τράπεζα θα πρέπει να πάψει να στηρίζει τις πολιτικές της λιτότητας και της κοινωνικοποίησης των ζημιών των τραπεζών. Αντίθετα θα πρέπει να ενισχύσει τη ρευστότητα και να κόψει χρήμα, προκειμένου να υπάρξει αναδέρμανση της οικονομίας και να δημιουργηθούν δουλειές για τα εκατομμύρια των ανέργων συμπολιτών μας στον ευρωπαϊκό Νότο.

Τέλος, για άλλη μια φορά επισημαίνω ότι η Ευρωπαϊκή Κεντρική Τράπεζα θα πρέπει να σταματήσει την κερδοσκοπία της σε βάρος του ελληνικού λαού, αφού έχει αγοράσει ομόλογα ύψους τουλάχιστον 54 δισ. ευρώ με έκπτωση 40% και απαιτεί κάθε φορά να πληρώνονται τα ομόλογα αυτά στην ονομαστική τους αξία, δηλαδή στο 100%, φτωχοποιώντας έτσι ακόμη περισσότερο την εξαθλιωμένη ελληνική κοινωνία.

2-338-000

Gunnar Hökmark (PPE). - Madam President, I think it is important to look at the forest and not just the trees because Lithuania's entry into the euro area now is a sign of achievements, of reforms and changes, of Lithuania having left behind the deep economic crisis. But it is also a sign that there is change going on in the Baltic region where some of the most modern, competitive and stable economies are emerging, not only in the Baltic

area but also around the Baltic Sea, with the German economy, Finland, the three Baltic states.

I know that some colleagues are suspicious of everything here but let us look at the big picture – Lithuania now firmly rooted in the European economy. But it is also a sign that you can make the changes.

I think that those of you over there should worry much more about those countries which are not carrying out reforms, not making changes; not those that are showing that you can achieve a fundamental stability by the policies you need. I think you should be much more critical of those which are not trying to be in. From my point of view, from my Swedish perspective, what we now see is a new sign in the Nordic and Baltic region where I think it is even more important for Sweden to enter.

I congratulate Lithuania but I think we can also congratulate Europeans because now we know that you can make a change.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

2-339-000

Bernd Kölmel (ECR), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Herr Hökmark! Sie alle – auch Ihre Vorredner – berufen sich sehr stark auf Zahlen, auf Statistiken, die erhoben wurden, wenngleich doch feststeht, dass die Zahlen, die derzeit erhoben werden, wenig belastbar sind. Nicht umsonst werden ja gerade auch die europäischen Rechnungslegungsstandards für die Staaten neu konzipiert. Das geschieht vor dem Hintergrund, dass man weiß, dass die Zahlen derzeit nicht ausreichend belastbar sind. Wie können Sie dann jetzt so sicher sein, dass diese Dinge nachhaltig bewiesen sind?

2-340-000

Gunnar Hökmark (PPE), *blue-card answer*. – Thank you very much for that philosophical question. The answer is very easy and is that nothing is certain in reality or in life, but sometimes you need to make a judgement. What interests me is how you can be so sure that everything is wrong in a region where one has seen competitiveness and stability merging? How can you be so sure that it is wrong to have an open economy which is giving prosperity and development? How can you be so sure that it is wrong for Lithuania to enter the stable framework of the European economy? How can you be so sure?

2-341-000

Theodor Dumitru Stolojan (PPE). - Doamnă președintă, felicitări pentru prima dată în această funcție, de a conduce lucrările Parlamentului European. Felicit Lithuania pentru performanța de a deveni cel de al nouăsprezecelea stat membru al zonei euro. Lithuania a făcut un efort remarcabil, a îndeplinit criteriile de convergență și a demonstrat încă o dată că o țară, indiferent de nivelul de dezvoltare, poate să fie competitivă atât timp cât veniturile și cheltuielile rămân în concordanță cu evoluția productivității.

Lituanian este un exemplu pentru toate celelalte state membre care, atunci când au intrat în Uniunea Europeană, și-au luat angajamentul că vor lua toate măsurile necesare pentru a îndeplini criteriile de convergență și a adopta euro. Din păcate, aceste angajamente sunt lăsate numai la latitudinea statelor membre respective. Consider că atât Consiliul, cât și Comisia Europeană și Parlamentul European ar trebui să fie mai insistente pentru ca acest

proces sā fie accelerat în toate statele membre care au datoria să îndeplinească criteriile de convergență.

2-342-000

Valdis Dombrovskis (PPE). - Vispirms, apsveicu Lietuvu ar paveikto darbu finansiālās stabilitātes un ilgtspējīgas ekonomiskās izaugsmes nodrošināšanā. Paveikto skaidri raksturo fakts, ka Lietuva izpilda visus Māstrihtas kritērijus un ir gatava eiro ieviešanai ar 2015. gada 1. janvāri.

Eiro ieviešana Lietuvā, līdzīgi kā Latvijā, veicinās ekonomikas izaugsmi un labklājības pieaugumu.

Pirmkārt, tas ļaus nodrošināt zemākas procentu likmes valsts un privātajiem aizņēmumiem, jo valūtas kursa risks starp litu un eiro izzudīs. Arī finanšu tirgi un starptautiskās kredītreitinga aģentūras dalību eirozonā uztver kā pozitīvu ziņu par valsts finansiālo stabilitāti.

Otrkārt, izzudīs valūtas konvertācijas izmaksas starp litu un eiro. Mazās un atvērtās ekonomikās kā Baltijas valstīs tas ir pietiekami nozīmīgs izmaksu faktors.

Treškārt, eiro ieviešana padarīs valsti pievilcīgāku ārvalstu tiešajām investīcijām, jo investoriem ir drošāk un saprotamāk strādāt ar eiro, nevis dažādām mazām nacionālajām valūtām.

Eiro ieviešana Lietuvā ir pozitīva ziņa visām Baltijas valstīm. Tā vēlreiz apliecina Baltijas valstu paveikto finansiālās stabilitātes un ekonomiskās izaugsmes nodrošināšanā, kā arī demonstrē reģiona pievilcību investīciju piesaistei. Līdz ar Lietuvas pievienošanos eirozonai izzudīs arī pēdējā valūtas barjera starp Baltijas valstīm, kas neapšaubāmi veicinās tirdzniecību reģionā. Latvijai tas ir īpaši nozīmīgi, jo Lietuva ir Latvijas lielākais tirdzniecības partneris.

Eiro ieviešana Lietuva ir pozitīva ziņa arī visai eirozonai. Pretēji vēl nesenoajām bažām par eirozonas problēmām un pat iespējamo sabrukumu, mēs redzam tieši pretējo — eirozona turpina paplašināties un nostiprināties.

Sveika atvykusi į euro zoną, Lietuva.

2-344-000

Procedura „catch the eye”

2-345-000

Zigmantas Balčytis (S&D). - Pirmiausia noriu padėkoti pranešėjui ir šešėliniams pranešėjams už tą gerą žinią, kuri šiandien iš šios salės bus perduota Lietuvos žmonėms.

Lietuva jau kitais metais turės galimybę prisijungti prie euro zonos ir pradėti naudotis visomis ekonominės ir pinigų sąjungos teikiamomis galimybėmis. Euras suteiks papildomą impulsą Lietuvos ekonomikai ir šalies gyventojų gerovei, išnyks valiutos kursų rizika, atsiras tvirtos prielaidos mažėti palūkanų normoms, taip pat atsiras didesnė galimybė sparčiau kelti žmonių pragyvenimo lygį. To mes visi Lietuvoje – ir aš pats asmeniškai – siekėme dar 2006 m.

Tai, kad euro įsivedimo sąlygos įvykdytos, rodo, jog Lietuva vėl geba vykdyti atsakingą ekonominę politiką. Dėl to didėja Lietuvos patrauklumas tarp darbo vietas kuriančių

investuotojų. Gilesnė Lietuvos ekonominė integracija Europos Sąjungoje kuria palankesnę aplinką ir tarptautinei prekybai. Tikiu, kad dėl euro įvedimo paskutinėje Baltijos valstybėje, šis regionas taps labiau integruotas ir patrauklesnis investuotojams ir vertinantiems jį kaip...
(*Pirmininkė nutraukė kalbėtojo kalbą*)

2-346-000

Beatrix von Storch (ECR). - Frau Präsidentin! Kommissionspräsident Juncker hat heute Morgen ein wunderbares Bild benutzt zur Beschreibung des Euro. Wir sollten das auf keinen Fall vergessen. Herr Juncker hat gesagt, er hätte Fehler gemacht in Bezug auf den Euro. Aber die Aufgabe war schwierig. Die Aufgabe bestand darin, ein „brennendes Flugzeug im Flug zu reparieren“. Er beschreibt den Euro als ein brennendes Flugzeug, und er versucht, es im Flug zu reparieren!

Wir sollten dieses Bild nicht vergessen. Ich empfehle Herrn Juncker und allen, die ihn unterstützen, darüber nachzudenken, ob man ein brennendes Flugzeug möglicherweise besser notlandet, anstatt es zu reparieren. Man sollte es notlanden und dann löschen und nicht im Flug versuchen, es zu reparieren. Wir sollten an diesem Bild festhalten.

2-347-000

Antanas Guoga (ALDE). - Madam President, I think that Lithuania joining the euro is a huge achievement. It is an achievement that the whole country is proud of. They actually showed this in the current elections where the pro-European parties dominated. The Liberals had a very successful election, as did the Social Democrats and the Conservatives. All these three parties are pro-euro.

It is also very interesting to note that Lithuania was formerly pegged to the US dollar, and we moved over to trusting the euro a long time ago. We were there. We missed it in 2006 by 0.01%. That is how honest Lithuania is. We should be proud of it. We did not fix our figures to qualify in 2006. We took the pain, we worked hard and we suffered a lot. The people of Lithuania suffered a great deal and we have to live with that. We need the support of Europe. We need investment in Lithuania. We can grow. We are pro-European and Europe should be proud of Lithuania, as I am.

2-348-000

Marju Lauristin (S&D). - Madam President, I want to really congratulate our Lithuanian friends because this is a major achievement, not of the government, but of the Lithuanian people. I am especially glad that this has happened now when, next month, we will be celebrating 25 years of the Baltic Chain. I am happy that the Baltic Chain is again united and we are now united in a new way, in a new Europe, and that we are all ready to go further, together, in the common Baltic and Nordic economic, political and value space. So congratulations from me and from all Estonian Socialists and Democrats.

2-349-000

Marcus Pretzell (ECR). - Frau Präsidentin, meine Damen und Herren! Herr Balz von der CDU hat heute der Regierung Litauens zum Euro-Beitritt gratuliert, insbesondere unter den Vorzeichen, dass bereits 2006 ein missglückter Versuch unternommen worden ist und die litauische Regierung unbeirrt ihren Weg weitergegangen ist. Nun, die Geschichte des Euro ist voll von solchen missglückten Versuchen und der Tatsache, dass man einfach voranschreitet und weiter auf diesem Weg geht. Seit über einem Jahrzehnt läuft das nun

schon so. Ich bemitleide die litauische Bevölkerung, die in der Mehrzahl diesen Weg eben nicht mitgehen möchte. Wie der großartige Herr Juncker es vielleicht sagen würde: Herzlich willkommen im brennenden Flugzeug!

2-350-000

Victor Negrescu (S&D). - Doamnă președinte, vreau să felicit și eu Lituania pentru adoptarea monedei euro. În contrapondere cu cei care credeau că euro va dispărea, Lituania arată că cetățenii europeni își doresc o monedă comună europeană. Și noi, românii, dorim o monedă comună europeană, dorim să facem parte din zona euro și sperăm ca, în 2018, să facem parte din această zonă care reprezintă o elită a Europei.

Euro este moneda unică europeană și trebuie să apărăm acest drept al cetățenilor europeni la mobilitate economică și financiară. Euro îi sperie doar pe cei care speră că trucurile financiare și contabile pot rezolva problemele economice și înlocui buna gestiune bugetară și financiară. Moneda europeană reprezintă un drept al cetățenilor europeni, dar și un simbol al unității și puterii europene.

Avem nevoie de o politică monetară unică, doar așa ne putem apăra împotriva atacurilor economice și monetare declanșate de marile corporații sau de alte state cu interese ascunse. Vedem ce se întâmplă acum în Argentina sau Bulgaria, știm ce s-a întâmplat și în trecut și avem nevoie de euro.

2-351-000

Andrus Ansip (ALDE). - Madam President, Lithuania's euro adoption is a remarkable achievement, both for this beautiful country and for our Union. It shows that the foundations of our currency union are solid, that the work done by all the actors during the crisis has borne fruit. It shows that membership of the euro area is seen as a prerequisite for growth and economic prosperity. Again, I wish to extend my warmest welcome to the euro area to Lithuania.

2-352-000

(Încheierea procedurii „catch the eye”)

2-353-000

Siim Kallas, Vice-president of the Commission . - Madam President, honourable Members, this has been a lively discussion where we could hear all the arguments for and against. I must make some remarks concerning the debate. First of all the Euro Group and Ecofin have both discussed the Lithuanian accession to the euro area and adoption of the euro and unanimously welcomed the results achieved by the Lithuanian people – and this was with the participation of the European Central Bank – so there was no doubt about the performance of the Republic of Lithuania.

So it is very clear that the convergence evidence is very solid. It has been taken very seriously by all institutions including the European Commission and the European Central Bank. The inflation rate today is more or less coherent with the inflation rate all over the European Union. If you compare it with the inflation rate of 2008, that was a completely different time; you cannot say that this was a volatile time and make some kind of conclusion based on the evidence of 2008.

Some Members of the European Parliament have advocated an autonomous monetary policy which can help to solve some social and economic problems, but I must say that Lithuania has abandoned its autonomous monetary policy – since 2002, if I am correct – so from that year there has been a fixed exchange rate. Lithuania joined the exchange rate mechanism a couple of years later, so it has already been in the system of the European monetary policy, and in this sense there is no change.

What I would also like to say is that people who cannot see the virtues, the positive signs of exchange rate stability should look back at the history of the European Union. From the beginning – 1957, throughout the 1960s – the economic policy of the European Union was poisoned by the constant quarrelling about exchange rates between the Member States. Some Member States changed their exchange rates without warning and this created a real feeling of urgency that if we want to have single functioning market we must also have a functioning and harmonised monetary environment, which means a single currency.

I would, of course, like to say as well that from the Commission's viewpoint all the necessary procedures have been followed, and the Commission has no doubts about the democratic nature of the decision. As a Member from Lithuania said, all Member States who joined the European Union from 1 May 2004 have actually had referendums which contained this question. So it was already decided then; we had referendums in the Baltic countries and this was a part of our accession negotiations and our agreement on how to develop our economic policies further.

2-354-000

Werner Langen, *Berichterstatter*. - Frau Präsidentin! Ich wundere mich: Alle diese Kritiker, die hier geredet haben, von rechts und links, sind verschwunden. Keiner hat sich die Argumente angehört. Das ist kein seriöses Arbeiten! Das ist geschichtsvergessen und unverantwortlich! Die Wortbeiträge heute hier haben nicht das Wahlergebnis der Europawahl widerspiegelt, auch nicht die Meinungsbildung im Europäischen Parlament.

Ich will mit einem Punkt anfangen: Es ist eine legitime Entscheidung. Die litauische Regierung hat einstimmig beschlossen, dem Euro beizutreten. Das Parlament hat mit 81 Prozent – 87 Ja-, 7 Nein-Stimmen und 13 Enthaltungen – den Gesetzen im April zugestimmt. Das ist eine klare demokratische Mehrheit. Alle, die jetzt behaupten, das sei nicht legitim, man müsse eine Volksentscheidung machen, wollen auch nicht zur Kenntnis nehmen, dass nach den jüngsten Umfragen – die hier zitierten sind alle vom Mai 2013 – sich das Meinungsbild gedreht hat. Die Mehrheit ist jetzt für den Euro, und die Zahl wird weiter ansteigen.

Wenn ich dann hier Politiker höre, die sagen, man müsse Souveränität abgeben – natürlich, der Beitritt zur Europäischen Union ist eine Abgabe von Souveränität, selbstverständlich! Und die litauische Regierung, das Parlament, haben Anstrengungen unternommen, die nicht nur ehrenwert sind, sondern von denen sich die Kritiker hier etwas abschneiden können. Deshalb sind wir aus Überzeugung für den Beitritt von Litauen, möglichst bald. Es werden weitere folgen: Schweden, Polen und weitere. Ich bin felsenfest davon überzeugt, dass die Aussagen, die Herr Landsbergis und Herr Dombrovskis und eben der frühere rumänische Ministerpräsident gemacht haben, zutreffen, dass es ein Erfolgsprojekt ist und dass wir das mit voller Kraft unterstützen.

Ich freue mich jedenfalls auf Litauen als 19. Mitglied und hoffe, dass wir im nächsten Jahr über das 20. und 21. abstimmen werden. Von Zeitdruck war gar keine Rede. Der Bericht

ist nur deshalb so gemacht: Es war immer so. Ich bin seit 20 Jahren in diesem Parlament im Ausschuss für Wirtschaft und Währung. Es ist immer auf der Grundlage der neuesten Zahlen vom Juni beschlossen worden. Was Herr Lucke zum Zeitdruck gesagt hat – er hat halt keine Ahnung, wie so mancher Professor auch.

2-355-000

Președintele. - Dezbateră a fost închisă.

Votul va avea loc mâine dimineață, la ora 11.00.

Declarații scrise (articolul 162)

2-356-000

Valdemar Tomaševski (ECR), *raštu.* – Pone Pirmininke, situacija euro zonoje šiuo metu yra labai nestabili ir ši padėtis dar išliks gana ilgai. Esant tokiai situacijai, Lietuvos įstojimas į bendros valiutos zoną būtų klaida. Sava valiuta leidžia pakankamai gerai apsaugoti nuo neigiamų ekonominės ir finansinės krizės padarinių. Savo ruožtu greitas euro įvedimas iš karto sukels mūsų šaliai problemas, su kuriomis šiuo metu kovoja šalys, įtrauktos į pinigų sąjungą, įskaitant reikalavimą skirti dideles sumas bankrutuojančioms valstybėms gelbėti.

Euras ne vienija, o gilina padalijimus net tarp tų šalių, kurios įsivedė bendrą valiutą. Euras nestiprina, o išsekina Europos Sąjungą kaip vienintelį taip stipriai į recesiją panirusį pasaulio regioną. Šiandien Lietuva turėtų savęs paklausti, ar euras yra patikima valiuta ir ar nebūtų geriau pasilikti savo valiutą, bent iki tol, kol euro zonos situacija bus aiški ir nuspėjama. Atrodo, kad dabartinėje situacijoje euro įvedimo atidėjimas būtų geriausias sprendimas. Ir, kas svarbiausia, būtų saugus Lietuvos gyventojams, nes po galimo įstojimo į euro zoną apsaugotų juos nuo drastiško prekių ir paslaugų kainų padidėjimo, kaip buvo beveik visų įsivedančių eurą šalių atveju.

Negalime leisti, kad euro įvedimo našta atitektų paprastiems Lietuvos gyventojams, kurie ir taip jau kelerius metus kovoja su krize. Lietuva privalo išsaugoti savo valiutą, nes tik nepriklausoma pinigų politika leis lanksčiai reaguoti į ekonominę situaciją Europoje ir pasaulyje.

2-356-500

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito.* – O processo de preparação da Lituânia com vista à adesão ao euro constitui um penoso exercício de austeridade forçada através do qual o povo da Lituânia foi sujeito a medidas drásticas com elevados custos sociais e económicos. Ao contrário do que é dito do relatório que suporta esta adesão, este processo foi longe de poder ser considerado um sucesso. Não é, aliás, por acaso que esta adesão foi rejeitada pela maioria da população num referendo em maio de 2013. Com efeito, a Lituânia atravessou nos últimos anos um período de grande recessão, com uma forte contração da economia nacional, perda de poder de compra dos trabalhadores, elevadíssimas taxas de desemprego e uma emigração forçada de parte significativa da sua juventude. Continuamos a considerar que o processo de adesão ao euro representa uma ingerência intolerável nas soberanias nacionais, que perdem assim um importante instrumento de política económica e ficam sujeitas a uma política monetária única ao serviço das grandes potências do centro da Europa, ingerência que é ainda mais evidente quando se trata de decisão que ignorou a vontade do povo lituano.

14. Ordinea de zi a următoarei ședințe: consultați procesul-verbal

15. Ridicarea ședinței

2-359-000

(Ședința a fost închisă la ora 22.30)